

Secrétariat du Fonds Français pour l’Environnement Mondial

**COMITÉ DE PILOTAGE FFEM DU 19 octobre 2022**



**Renforcement des capacités pour le contrôle, la gestion et la réduction des déchets plastiques, conformément aux dispositions de la Convention de Bâle**

**CAP-VERT ET SÉNÉGAL**

|  |  |
| --- | --- |
| **TITRE DU PROJET** | Projet de renforcement des capacités du Cap-Vert et du Sénégal pour le contrôle, la gestion et la réduction des déchets plastiques, conformément aux dispositions de la Convention de Bâle |
| **LIBELLÉ COURT DU PROJET** | BRS-Plastique |
| **PAYS / RÉGION** | Cap-Vert, Sénégal, les pays francophones d'Afrique de l'Ouest |
| **INSTITUTION(S) MEMBRE(S) SOUTIEN DU PROJET** | Ministère de la Transition écologique |
| **DATE D’IDENTIFICATION** | 2021 |
| **DOMAINE D’APPLICATION** | Polluants chimiques et déchets |
| **THÉMATIQUE PRIORITAIRE** | Cycle de vie des produits, pollution, déchets |
| **CO-BÉNÉFICES EN POURCENTAGE** | Biodiversité 30%  Eaux internationales 30%  Dégradation des terres 10%  Polluants chimiques 30% |
| **MONTANT DU PROJET** | 6 666 667 EUR (six millions, six cent soixante six mille, six cent soixante septs euros) |
| **CO-FINANCEURS** | Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norwegian Agency for Development Cooperation) (Norad), Fonds norvégien pour l'environnement des détaillants (Norwegian Retailers Environment Fund) (NREF), l’Union Européenne, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) du Sénégal, Ministère de l’Agriculture et de l'Environnement (MAE) du Cap Vert (Ministerio de Agricultura e Ambiente), Centre régional des Conventions de Bâle et de Stockholm pour les pays d’Afrique francophone (CRCBS-AF), acteurs privés et acteurs de la société civile participant à la mise en œuvre des pilotes. |
| **CONTRIBUTION DU FFEM EN DEVISE**  **ET EN POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL DU PROJET** | 2 000 000 EUR (deux millions d’euros), soit 30 % du montant total du projet |
| **BÉNÉFICIAIRE** | Secrétariat des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm (BRS) |
| **BÉNÉFICIAIRE FINAL** | Le Cap-Vert et le Sénégal, notamment les décideurs politiques, les institutions publiques compétentes, la société civile, le secteur privé, les municipalités, autres collectivités locales et le grand public, ainsi que les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo) |
| **DATE DE DÉMARRAGE DU PROJET** | 2022 |
| **DURÉE DU PROJET** | 3 ans |
| **Référence du projet** | C-2022-12\_BC-DA-FRA |

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1. **Contexte et enjeux stratégiques du projet/programme**

L’impact mondial de la pollution plastique sur la biodiversité marine, les écosystèmes, la pêche, le transport maritime et les économies locales a créé le débat autour du besoin de faire évoluer **la réglementation internationale** sur les déchets plastiques.

Les récents **amendements sur les déchets plastiques de la Convention de Bâle**, entrés en vigueur en 2021, font aujourd’hui de la Convention le seul instrument mondial juridiquement contraignant qui traite spécifiquement des déchets plastiques. Les catégories spécifiées de déchets plastiques sont soumises aux dispositions de la Convention relative au contrôle des mouvements transfrontières (MTF), à la gestion écologiquement rationnelle (GER) et à la réduction de la génération de déchets. La Convention de Bâle a pour objectif de protéger la santé humaine et l’environnement contre les effets nocifs des déchets dangereux et d’autres déchets, y compris les déchets plastiques.

En février 2022, lors de la cinquième édition de l’Assemblée des Nations Unies pour l’Environnement (ANUE-5), les chefs d'État, les ministres de l'environnement et d'autres représentants de 175 nations ont approuvé une résolution historique visant à élaborer **un accord international juridiquement contraignant d'ici 2024**.

Le projet présenté ici a pour objectif de **renforcer les capacités du Cap Vert et du Sénégal**, ainsi que les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, à remplir leurs obligations en vertu des **amendements sur les déchets plastiques** de la Convention de Bâle et ainsi, en même temps, les préparer aux futures obligations potentielles en vertu d'un **instrument mondial juridiquement contraignant** sur la pollution plastique.

Le Cap Vert et le Sénégal, en tant que Parties à la Convention de Bâle, ont été identifiés comme principaux pays cibles car ils sont fortement impactés par la pollution plastique et ont affirmé une volonté de lutter contre cette pollution et un besoin d'assistance technique pour le contrôle des MTF, la GER et la réduction des déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle. En outre, le Sénégal accueille le siège CRCBS-AF.

1. **Objectifs et contenu du projet**

La finalité du projet est une **meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques**, en réduisant les quantités de déchets plastiques finissant dans l'environnement au Cap-Vert, au Sénégal et plus globalement dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo).

Pour atteindre cet objectif et adoptant une approche holistique couvrant l'ensemble du cycle de vie, trois stratégies complémentaires sont utilisés, structurées autour des **trois piliers de la Convention de Bâle**:

* Contrôler les MTF des déchets plastiques
* Assurer une GER des déchets plastiques
* Réduire la génération de déchets plastiques

Dans ce cadre, les activités du projet se répartissent entre des programmes de **renforcement des capacités** (cadre légal, institutionnel, infrastructures) pour le contrôle des MTF et la GER des déchets plastiques dans les composantes 1 et 2, des **projets pilotes** pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiquesdans la composante 3, un programme de **sensibilisation et éducation** des parties prenantes dans la composante 4, et la **gestion, suivi et évaluation** du projet en composante 5, comme détaillé ci-dessous :

* Composante 1 : Contrôle des MTF de déchets plastiques
* Composante 2 : Amélioration de la GER des déchets plastiques
* Composante 3 : Projets pilotes pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiques
* Composante 4 : Sensibilisation et communication
* Composante 5 : Gestion, suivi et évaluation du projet

La composantes 3 comprend les 5 activités pilotes suivantes :

* Système de collecte et de recyclage des déchets de filets de pêche plastiques (Sénégal)
* Système de collecte et de recyclage des sachets d'eau en plastique et introduction de moyens de subsistance alternatifs (Sénégal)
* Réduction de la génération de déchets plastiques dans les hôtels (Cap-Vert)
* Établissement d'un réseau des organisations de la société civile pour la mise en œuvre de systèmes de collecte et de recyclage à petite échelle, la production d’alternatives et l’éducation (Cap-Vert)
* Écoles sans plastiques (Cap-Vert et Sénégal)

1. **Durée, coût et financement**

Le projet est prévu pour une durée de 3 ans, avec un démarrage prévu au deuxième semestre 2022.

**Le coût total du projet est estimé à 6 666 667 EUR avec un financement sollicité auprès du FFEM de 2 000 000 € (deux millions d’euros), soit 30 % du montant du projet.**

1. **Résultats et impacts attendus**

Chacune des activités du projet générera des réalisations spécifiques, allant des formations des autorités douanières, des projets de lois et de stratégies sur la GER des déchets plastiques à la mise en place de systèmes de collecte, des opérations de recyclage et l'introduction d'alternatives aux produits plastiques.

Ces réalisations auront pour effet commun de **renforcer les capacités des acteurs du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, du secteur informel et du grand public à traiter les déchets plastiques** tout au long de leur cycle de vie, de leur génération à leur élimination. Spécifiquement, le projet vise à atteindre les objectifs suivants :

* Renforcer les capacités à **contrôler les MTF de déchets plastiques**. Cela entraînera une réduction du trafic illicite de déchets plastiques, mesurée en termes d'indicateurs tels que le taux de réponse fourni par l'État d'importation de déchets plastiques et le nombre d'exportations de déchets plastiques non conformes aux dispositions de la Convention de Bâle.
* Renforcer les capacités à **assurer la GER des déchets plastiques** conformément aux dispositions de la Convention de Bâle. Cela entraînera une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle, mesurée en termes d’indicateurs tels qu’une augmentation des quantités de déchets plastiques recyclés et/ou placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle.
* Renforcer les capacités à **réduire la génération de déchets plastiques**. Cela entraînera une réduction des quantités de déchets plastiques générés par an par habitant, par exemple en conséquence de la disponibilité de produits alternatifs sans plastique ou grâce à une sensibilisation accrue et à un changement de comportement.

Ces capacités renforcées permettront de **réduire les quantités de déchets plastiques finissant dans l’environnement**. Par conséquent, l’impact final et à long-terme de ce projet est une **meilleure protection de la santé humaine et de l’environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques**.

1. **Justification d’une intervention du FFEM**

Les objectifs du projet correspondent aux objectifs de **préservation de l’environnement** mondial du FFEM et aux objectifs de **développement durable (ODD)** des Nations Unies. Plus spécifiquement, le projet contribuera à protéger la biodiversité, à protéger les eaux internationales, à réduire la dégradation des terres, et à réduire la pollution chimique induite par les additifs.

Par ailleurs, le projet est particulièrement pertinent en termes de :

* **Caractère exemplaire et innovant** : les projets pilotes permettront de tester et de déployer des actions concrètes et innovantes pour réduire la génération des déchets plastiques (par exemple par la réduction des plastiques à usage unique dans les hôtels) et pour assurer la GER des déchets plastiques (par exemple en établissant un système de collecte et de recyclage des filets de pêche). Ils permettront aussi de démontrer la faisabilité économique de modèles alternatifs.
* **Caractère démonstratif et reproductible** : le projet propose une approche holistique de la problématique des déchets plastiques, couvrant l’ensemble de leur chaîne de valeur, de leur génération et/ou importation, jusqu’à leur traitement et/ou exportation. Dans ce cadre, le renforcement des capacités au Sénégal et au Cap-Vert permettra la diffusion de bonnes pratiques, méthodologies et retours d’expérience dans les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest. En particulier, les résultats du projet seront partagés avec d’autres pays francophones de l’Afrique de l’Ouest à travers la coopération avec le CRCBS-AF.

1. **Principaux risques anticipés**

Les risques principaux liés au projet sont limités à des risques institutionnels et à l’évolution de la pandémie de Covid-19. Afin de circonscrire ces risques, le projet prévoit :

* Une consultation active des parties prenantes gouvernementaux et d’autres sur les 2 premières composantes du projet, afin d’améliorer le contexte institutionnel et réglementaire et de déboucher sur des recommandations concrètes pour leur mise en œuvre, validées par l’ensemble des parties prenantes ;
* Une implication des acteurs du secteur privé et de la société civile dans le cadre des projets pilotes (composante 3), de façon à impulser une dynamique complémentaire à la gestion municipale des déchets sur la collecte et la prévention des déchets plastiques ;
* Des concertations multipartites impliquant le secteur informel, afin d’élaborer des stratégies d’atténuation pertinentes, telles que des mesures visant à former et à intégrer les travailleurs informels aux noveaux systèmes de collecte et/ou de financement pouvant être mis en place ;
* La création d’une équipe de coordination gouvernementale nationale, pour s’assurer d’une bonne coordination et implication des différentes institutions dans la mise en oeuvre du projet; et
* Des activités pouvant être réalisées malgré des mesures pour lutter contre le Covid-19, tels que la tenue des réunions et des formations en distanciel plutôt qu’en présentiel, l’adaptabilité du calendrier de mise en œuvre des pilotes pour pouvoir absorber des retards.

**EXECUTIVE SUMMARY**

1. **Context and strategic issues of the project/programme**

The global impact of plastic pollution on marine biodiversity, ecosystems, fisheries, maritime transport and local economies has triggered **efforts to** **adjust the global governance framework for plastic waste**, including relevant international law.

The recent plastic waste amendments to the Basel Convention, which entered into force in 2021, made the Convention the only legally binding global instrument that currently and specifically addresses plastic waste. The specified categories of plastic waste are subject to the provisions of the Convention on the control of transboundary movements (TBM), environmentally sound management (ESM) and reduction of the generation of waste. The Basel Convention aims to protect human health and the environment from the harmful effects of hazardous wastes and other wastes, including plastic waste.

In February 2022, at the fifth session of the United Nations Environment Assembly (UNEA-5), heads of state, environment ministers and other representatives from 175 nations endorsed a landmark resolution with the aim of developing an international legally binding instrument on plastic pollution by 2024.

The project presented here aims to strengthen the capacities of Cabo Verde and Senegal, as well as French-speaking countries in Western Africa, to meet their obligations under the Basel Convention with respect to the plastic waste amendments and at the same time preparing them for potential future obligations under an international legally binding instrument on plastic pollution.

Cape Verde and Senegal, as Parties to the Basel Convention, have been identified as main target countries because they are strongly impacted by plastic pollution and have expressed both a desire to fight against this pollution as well as a need for technical assistance for the control of TBM, ESM and reduction of plastic waste in line with the provisions of the Basel Convention. In addition, Senegal hosts the headquarters of the Basel Convention Regional Centre for Training and Technology Transfer for French-speaking countries in Africa (BCRC Senegal).

1. **Project objectives and content**

The aim of the project is a **better protection of human health and the environment against the adverse effects of plastic waste**, bu reducing the quantities of plastic waste that are released to the environment in Cabo Verde and Senegal as well as French-speaking countries of Western Africa (Benin, Burkina Faso, Chad, Cote d’Ivoire, Guinea, Guinea-Bissau, Mali, Mauritania, Niger and Togo).

To achieve this objective, three complementary strategies are used, structured around the **three pillars of the** **Basel Convention**:

* Control the TBM of plastic waste
* Ensure the ESM of plastic waste
* Reduce the generation of plastic waste

Within this framework, the project activities are divided between **capacity building programs** (legal, institutional and infrastructure frameworks) for components 1 and 2, **pilot projects** for the ESM and reduction of plastic waste in component 3, a stakeholder **awareness and education program** in component 4, and **project management, monitoring and evaluation** in component 5, as detailed below:

* Component 1: Control of TBM of plastic waste
* Component 2: Improvement of ESM of plastic waste
* Component 3: Pilots for the ESM and reduction of the generaton of plastic waste
* Component 4: Awareness-raising and communication
* Component 5: Project management, monitoring and evaluation

Component 3 includes the following 5 pilot activities:

* Collection and recycling system for waste plastic fishing nets (Senegal)
* Collection and recycling system for waste plastic sachets and introduction of alternative livelihoods (Senegal)
* Reduction of the generation of plastic waste in hotels (Cape Verde)
* Establishment of a network of civil society organizations for the implementation of small-scale collection and recycling systems, the production of alternatives and education (Cape Verde)
* Plastic-free schools (Cape Verde and Senegal)

1. **Duration, cost and funding**

The project is planned to last 3 years and the project inception is foreseen for the second half of 2022.

**The total cost of the project is estimated at 6 666 667 EUR with funding of €2,000,000 (two million euros) requested from the FFEM, or 30 % of the project amount.**

1. **Expected results and impacts**

Each of the project activities will generate specific outputs, ranging from trainings of customs authorities, and draft laws and strategies on the ESM of plastic waste to the establishment of collection systems, recycling operations and the introduction of alternatives to plastic products.

These achievements will have the common effect of **strengthening the capacities of actors in the government, the private sector, civil society, the informal sector and the general public to deal with plastic waste** throughout its life cycle, from generation to disposal. Specifically, the project aims to achieve the following objectives:

* Build capacity to **control TBM of plastic waste**. This will lead to a reduction in the illicit traffic of plastic waste, measured in terms of indicators such as the response rate provided by the State of import of plastic waste and the number of exports of plastic waste that do not comply with the provisions of the Basel Convention.
* Build capacity to **ensure ESM of plastic waste** in accordance with the provisions of the Basel Convention. This will lead to an increase in the percentage of plastic waste managed in an environmentally sound manner, measured in terms of indicators such as an increase in the amounts of plastic waste recycled and/or placed in landfills in an environmentally sound manner.
* Build capacity to **reduce the generation of plastic waste**. This will lead to a reduction in the amounts of plastic waste generated per year per capita, for example as a result of the availability of alternative plastic-free products or through increased awareness and behavior change.

These enhanced capacities will reduce the amount of plastic waste released to the environment. Therefore, the final and long-term impact of this project is a better protection of human health and the environment against the harmful effects of plastic waste.

1. **Justification for FFEM intervention**

The project’s objectives are in line with the FFEM’s global environmental preservation objectives and the United Nations’ Sustainable Development Goals (SDGs). More specifically, the project will contribute to protecting biodiversity, international waters, reducing soil degradation and reducing chemical pollution induced by additives.

In addition, the project is particularly relevant in terms of:

* **Exemplary and innovative feature**: The pilot projects will make it possible to test and deploy concrete and innovative actions to reduce the generation of plastic waste (for example by reducing single-use plastics in hotels) and to ensure the ESM of plastic waste (for example by establishing a collection and recycling system for fishing nets). They will also make it possible to demonstrate the economic feasibility of alternative models.
* **Demonstrative and replicable feature**: The project offers a holistic approach to the problem of plastic waste, covering its entire value chain, from its generation and/or import, to its processing and/or export. In this context, capacity building in Senegal and Cape Verde will allow the dissemination of good practices, methodologies and feedback in the French-speaking countries of West Africa. In particular, the results of the project will be shared with other French-speaking countries in West Africa through cooperation with the BCRC-Senegal.

In particular, the results of the project could be shared with other French-speaking countries in West Africa through cooperation with the **CRCBS-AF-Senegal**.

1. **Main risks**

The main risks associated with the project are limited to **institutional risks** and the evolution of the **Covid-19** pandemic. To mitigate these risks, the project foresees the following:

* An active involvement and consultation of government and other stakeholders in the context the first 2 components of the project, in order to improve the institutional and regulatory context and to lead to concrete recommendations for their implementation.
* Involvement of actors from the private sector and civil society in the framework of pilot projects (component 3), in order to advance a dynamic complementary to municipal waste management for the collection and prevention of plastic waste.
* Multi-stakeholder consultations involving the informal sector, in order to develop relevant mitigation strategies, such as measures to train and integrate informal workers into collection and/or financing system that may be put in place.

The creation of a national governmental coordination team, to ensure good coordination and involvement of the various institutions in the implementation of the project; and

* Activities that can be carried out despite potential measures to address Covid-19, such as holding meetings and training remotely rather than face-to-face, adaptability of the pilot implementation schedule to accommodate delays, etc.

# ABRÉVIATIONS

AFD Agence Française de Développement

ANAS Agence Nationale de l’Eau et de l’Assainissement ([Agencia Nacional da Agua e Saneamento](https://www.pseau.org/outils/organismes/organisme_resultat.php?org_organisme=Ag%EAncia%20Nacional%20da%20Agua%20e%20Saneamento&org_organisme_debut=1&org_organisme_fin=1&l=fr&champ_tri_1=pay_pays_fr&champ_tri_2=org_ville&champ_tri_3=sigle_ou_organisme)**)**

BRS Bâle, Rotterdam et Stockholm (Conventions de / Secrétariat des Conventions de)

CAES Collectif des Acteurs de l’Eau en Sachets

CAP Coût d’appui au projet

CdP Conférence des Parties

CEFE Centre d’Education et de Formation environnementales

CODE CV Développent coopératif du Cap-Vert (Cooperativa Desenvolvimento de Cabo Verde)

CRCBS-AF Centre régional des Conventions de Bâle et de Stockholm pour les pays d’Afrique francophone

CST Comité Scientifique et Technique

COPIL Comité de pilotage

DEEC Direction de l’Environnement et des Établissements Classés

DEEE Déchets d’équipement électrique et électronique

DGE Direction Générale de l'Environnement

ECO CV Association d’écotourisme cap-verdien (Associação Caboverdiana de Ecoturismo)

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FMB Fondation Maio Biodiversity (Fundacao Maio Biodiversidade)

GER Gestion écologiquement rationnelle

IPSAS International Public Sector Accounting Standard (normes comptables internationales pour le secteur public)

MAE Ministère de l’Agriculture et de l'Environnement (Ministerio de Agricultura e Ambiente)

MEC Ministro da Educação

MEDD Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

MTF Mouvements transfrontières

NEP Note d’engagement de projet

NIP Note d’identification du projet

Norad Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norwegian Agency for Development Cooperation)

NREF Le Fonds norvégien pour l’environnement des détaillants (Norwegian Retailers Environment Fund)

ODD Objectifs de développement durable

OMD Organisation mondiale des douanes

ONG Organisation non gouvernementale

ONU Organisation des Nations Unies

PCA Accord de Coopération de Projet (Project Cooperation Agreement)

PDP Partenariat de la Convention de Bâle sur les déchets plastiques

PIB Produit intérieur brut

PIC Procédure de consentement préalable en connaissance de cause

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE Programme des Nations Unies pour l’Environnement

POPs Polluants organiques persistants

PROMOGED Projet de Promotion de la Gestion et de l’Économie intégrées des Déchets solides au Sénégal

PSE Plan Sénégal Émergent

SGP Programme de Financement à Petite Échelle sur les Déchets Plastiques

SSFA Accord de Financement à Petite Échelle (Small-scale Funding Agreement)

UCG Unité de Coordination de Gestion des déchets

UICN Union internationale pour la conservation de la nature

UNAPAS Union Nationale des pêcheurs artisanaux du Sénégal

UNSAS United Nations Systems Accounting Standard (normes comptables utilisées par le système des Nations Unies)

# SOMMAIRE

\_

[RÉSUMÉ EXÉCUTIF 3](#_Toc115714491)

[EXECUTIVE SUMMARY 6](#_Toc115714492)

[ABRÉVIATIONS 9](#_Toc115714493)

[SOMMAIRE 10](#_Toc115714494)

[1 CONTEXTE ET ENJEUX 11](#_Toc115714495)

[2 LE BÉNÉFICIAIRE 23](#_Toc115714496)

[3 OBJECTIFS, CONTENU ET CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET 26](#_Toc115714497)

[4 INTERVENANTS, MONTAGE INSTITUTIONNEL ET MODE OPÉRATOIRE DU PROJET/PROGRAMME 74](#_Toc115714498)

[5 INDICATEURS, DISPOSITIF DE SUIVI – ÉVALUATION DU PROJET/PROGRAMME 82](#_Toc115714499)

[6 JUSTIFICATION D’UNE INTERVENTION DU FFEM 86](#_Toc115714500)

[7 RISQUES, CONDITIONNALITÉS ET MESURES D’ACCOMPAGNEMENT 91](#_Toc115714501)

[8 COÛT, PLAN DE FINANCEMENT ET CIRCUIT FINANCIER 93](#_Toc115714502)

[9 POURSUITE DE L'INSTRUCTION DU PROJET/PROGRAMME 96](#_Toc115714503)

[10 DISPOSITIF DE COMMUNICATION 97](#_Toc115714504)

[11 ANNEXES 98](#_Toc115714505)

[Annexe 1. Avis du CST, Avis du Secrétariat et commentaires du Comité de Pilotage sur la NIP 99](#_Toc115714506)

[Annexe 2. Eléments de réponse 104](#_Toc115714507)

[Annexe 3. Cadre logique du projet, chronogramme détaillé de mise en œuvre des activités et prévisions de décaissements du financement FFEM 108](#_Toc115714508)

[Annexe 4. Concours financier déjà accordés par le FFEM et/ou l’AFD au/aux bénéficiaire(s) 119](#_Toc115714509)

[Annexe 5. Communication sur le Projet 120](#_Toc115714510)

[Annexe 6 : Autres 123](#_Toc115714511)

[Annexe 6.1. Conventions internationales pertinentes pour le projet et impact des récents amendements à la Convention de Bâle 124](#_Toc115714512)

[Annexe 6.2. Retour d’expérience du projet BRS Norad-1 au Ghana et Sri Lanka pour la mise en place d’une stratégie GER 127](#_Toc115714513)

[Annexe 6.3. Lettres de confinancement 130](#_Toc115714514)

[Annexe 6.4. Synthèse des profils et compétences attendus pour le recrutement des experts et consultants 131](#_Toc115714515)

[Annexe 6.5. Synthèse des projets en cours pouvant être coordonnés au projet proposé 136](#_Toc115714516)

[Annexe 6.6. Liste des partenaires d’exécution identifiés et formes de partenariat 143](#_Toc115714517)

[Annexe 6.7. Détail des projections financières 145](#_Toc115714518)

[Annexe 6.8. Tableau récapituatif des rôles et responsabilités pour chaque activité de projet 148](#_Toc115714519)

# 1 CONTEXTE ET ENJEUX

**1.1 Contexte géographique, environnemental et socio-économique**

**1.1.1 Contexte géographique**

Le projet est localisé en Afrique de l’Ouest, avec une grande partie des activités du projet concentrée sur le Cap Vert et le Sénégal : 

**Le Cap-Vert** est un groupe de dix petites îles situées dans l’océan Atlantique à l’ouest du continent africain. Ses frontières maritimes sont avec le Sénégal et la Mauritanie. Les 10 îles représentent au total une superficie de 4 000 km2 environ. Presque 20% de son territoire est couvert par des terres agricoles et des forêts. Son climat est chaud, avec un été sec. Le pays connaît des sécheresses prolongées et des précipitations faibles et irrégulières. Le Cap-Vert dispose d’un littoral d’environ 965 km de long.

**Le Sénégal** est un pays d’Afrique de l’Ouest ayant accès à l’océan Atlantique. Il a une superficie de 196 712 km2. Il partage ses frontières avec le Mali, la Mauritanie, la Guinée et la Guinée-Bissau. Ses terres demeurent à près de 47% de nature agricole et 44% de nature forestière. Le Sénégal dispose d’un littoral d’environ 718 km de long.

**Les 2 pays ont des littoraux importants, avec une concentration de population à proximité de ces côtes. Une gestion défaillante des déchets (et des déchets plastiques en particulier), combinée avec l’environnement géographique et économique caractéristique, engendre un risque fort de pollution des océans ; la problématique étant accentuée au Cap Vert du fait de la répartition inégale de la population sur les îles et des contraintes de desserte logistique fortes inter-îles.**

**1.1.2 Contexte socio-économique**

**Le Cap Vert** a une population proche des **583 000 habitants**, avec une croissance démographique de **1,28%** par an. Environ 30% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le produit intérieur brut (PIB) était de 1,977 milliards USD en 2018. Les secteurs économiques clés comprennent les services (tourisme, commerce, transport, services publics) représentant plus ou moins 74% du PIB, l’industrie (aliments et boissons, transformation du poisson, chaussures et vêtements, extraction de sel, réparation navale) à 18% du PIB, et l’agriculture avec 9% du PIB. **Le tourisme représente plus de 20% du PIB**[[1]](#footnote-1). **La pêche joue un rôle important dans l’économie** en termes d’emploi, de moyens de subsistance, d’alimentation et de nutrition.

La répartition des activités économiques sur le territoire est hétérogène, avec une grosse part des activités industrielles localisées à Santiago et Sao Vicente, et des activités touristiques très fortes sur les îles de Boa Vista et Sal.

En 2020, le Cap Vert a décrété l’état d’urgence en raison de la pandémie de Covid-19, ce qui a eu un impact très fort sur le tourisme et l’économie locale. La même année, le Cap-Vert a vu son PIB reculer de 8 points, son endettement avoisine les 150 % du PIB et le chômage approche les 20 %. La forte baisse reflète l’impact considérable de la pandémie sur les exportations (-76 %), la consommation privée (-14 %) et l’investissement (-27 %). Les secteurs liés au transport et au tourisme sont les plus touchés par la crise avec une baisse respective de leur valeur ajoutée brute de -71 % et -96 %[[2]](#footnote-2). La Banque Mondiale a approuvé un projet de 2,7 millions de dollars « Cap-Vert : COVID-19 *Emergency Response Project* » pour aider à gérer la pandémie du COVID-19.

**Le Sénégal** a une population proche des **15 736 000 habitants**, avec une croissance démographique de **2,3%** par an. La population vivant en dessous du seuil de pauvreté atteint pratiquement 7,3 millions d’individus, soit 47% de la population totale. La pauvreté a augmenté de 3 à 6% au cours de la période 2011-2015, principalement dans les zones rurales. La croissance économique s’est accélérée depuis 2014. Les secteurs économiques clés sont les services, constituant près de 60% du PIB, l’industrie (agriculture et transformation du poisson, extraction de phosphate, production d’engrais, raffinage du pétrole, extraction de zircon et d’or) aux alentours de 24% du PIB, et l’agriculture atteignant plus ou moins 17% du PIB. La pêche a contribué pour 1,8% au PIB en 2015 et a fourni plus de 53 100 emplois directs et environ 540 000 emplois indirects, principalement dans la pêche artisanale et la transformation[[3]](#footnote-3). Le taux de chômage était estimé à 48% en 2007 et à 7% en 2015 selon différentes sources. **La part de l’emploi informel représente 94% de la population active totale.**

En 2020, le pays a décrété l’état d’urgence en raison de la pandémie de Covid-19. La crise du Covid-19 a entraîné des conséquences néfastes sur le secteur du tourisme au Sénégal, qui représente environ 10% du PIB[[4]](#footnote-4).

**1.1.3 Contexte environnemental**

Le Cap-Vert et le Sénégal partagent une série de défis environnementaux communs en ce qui concerne le contrôle des MTF, la GER et la prévention des déchets plastiques. Ces défis sont présentés dans la **section 1.2**. Les éléments ci-dessous donnent **un aperçu des autres priorités environnementales identifiées par les deux pays** :

Cap-Vert : le **Plan stratégique de développement durable 2017-2021** constitue le principal outil de la politique de développement durable. Le Plan s’engage à mettre en œuvre la voie des Modalités d’Action Accélérées des Petits États Insulaires en Développement. L’adaptation au changement climatique a été identifiée comme une priorité. Les défis auxquels le pays doit faire face comprennent la déforestation due à la demande de bois de chauffe, les pénuries d’eau, des sécheresses prolongées, des dégâts environnementaux qui ont menacé plusieurs espèces d’oiseaux et de reptiles, l’extraction illégale de sable de plage, la surpêche, et les impacts du changement climatique[[5]](#footnote-5). En 2015, le Gouvernement a adopté la **Charte pour la Croissance Bleue** dans le cadre de l’Initiative pour la Croissance Bleue de l’Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un cadre stratégique qui place la résilience et l’utilisation durable des ressources marines au cœur du développement économique et social. Dans sa dernière **revue nationale volontaire** (2018) dans le contexte du Forum Politique de Haut Niveau, le Cap-Vert a souligné l’importance de l’économie bleue, y compris l’utilisation durable des ressources marines et l'amélioration du secteur du tourisme[[6]](#footnote-6).

Un grand nombre de **projets financés par des fonds internationaux** sont en préparation ou déjà mis en œuvre au Cap-Vert, en tant que projets nationaux ou dans le cadre de projets de coopération régionale, comme par exemple, le projet de « Renforcement des systèmes de gouvernance de la biodiversité pour la gestion durable des ressources naturelles vivantes au Cabo Verde » et le projet « Soutenir la transformation durable et inclusive de l’économie bleue ». L’analyse des projets passés et actuels au Cap-Vert montre que l’écosystème marin constitue une priorité pour le pays. Les projets pertinents concernant la gestion des produits chimiques et des déchets sont énumérés dans l’Annexe 6.5*.*

Sénégal : **le Plan Sénégal Émergent (PSE)** affirme que les principes du développement durable seront intégrés dans le cadre des politiques publiques pour accroître les connaissances sur l’environnement et les ressources naturelles, assurer le respect des Accords Environnementaux Multilatéraux (AEM), renforcer les capacités des acteurs institutionnels en charge des affaires environnementalesm, protéger les zones de la biosphère, ainsi que promouvoir une économie verte. Le PSE constitue le référentiel de la politique économique et sociale à moyen et long terme. Les défis auxquels le pays doit faire face comprennent le surpâturage, l’érosion des sols, la désertification, les sécheresses périodiques, les inondations saisonnières, la surpêche, le faible niveau d’application des lois environnementales et la faune menacée par le braconnage[[7]](#footnote-7). Le dernier **Rapport sur l’état de l’environnement au Sénégal** a été publié en 2015 et met l’accent sur les ressources en eau et l’environnement marin et côtier[[8]](#footnote-8). Dans sa dernière **revue nationale volontaire** (2018) dans le contexte du Forum Politique de Haut Niveau, le Sénégal a souligné le principal défi de renforcer les capacités institutionnelles, scientifiques et techniques du dispositif d’évaluation environnementale[[9]](#footnote-9).

Un grand nombre de **projets financés par des fonds internationaux** sont en préparation ou déjà mis en œuvre au Sénégal, en tant que projets nationaux ou dans le cadre de projets régionaux, comme par exemple les projets financés par le Fonds pour l’environnement mondial (FEM) tels que « Promouvoir l'innovation des technologies propres pour l’action climatique au Sénégal », « Renforcement de la coopération transfrontalière pour une meilleure gestion et restauration des écosystèmes dans le delta du Sénégal », « Projet pilote d'approche intégrée des villes durables », le projet de la Banque mondiale récemment clôturé « Projet d'eau et d'assainissement en milieu urbain au Sénégal », diverses activités de l’Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), etc. L’analyse des projets passés et actuels au Sénégal indique que la gestion des produits chimiques et des déchets constitue une priorité pour le pays, en lien avec les thématiques du changement climatique et de la biodiversité. Les projets prévus au niveau national comprennent le « projet de gestion des ressources naturelles ». Les projets pertinents concernant la gestion des produits chimiques et des déchets sont énumérés dans l’Annexe 6.5.

**1.2 Contexte politique et institutionnel - importance pour le pays et les bénéficiaires**

**1.2.1 Contexte politique général**

**Le Cap-Vert** est une république au régime parlementaire. Le pays suit le système de droit civil du Portugal. Le Cap-Vert a un système politique stable depuis son indépendance en 1975.

Des élections législatives et présidentielles ont eu lieu dans le calme en 2021, mais dans un contexte de récession économique et de crise sanitaire majeure. Après 2 mandats de Jorge Carlos Fonseca (Mouvement pour la démocratie -MPD) ; c’est le candidat du parti de la gauche historique au Cap-Vert, l’ex-premier ministre José Maria Neves (Parti africain pour l’indépendance du Cap-Vert -PAICV), qui a remporté la présidentielle dès le premier tour en octobre 2021. C’est donc une cohabitation qui vient de s’installer au Cap Vert, car les élections législatives avaient reconduit en avril dernier la majorité absolue du MPD (38 sièges) devant le PAICV (30 sièges).

L’appartenance à la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) constitue une composante importante de la politique extérieure du Cap-Vert, seul pays insulaire de la région.

**Le Sénégal** est une république au régime présidentiel. Le Sénégal a un système de droit civil s’inspirant du droit français. Le Sénégal est l'une des démocraties les plus stables d'Afrique. Il a connu des transitions démocratiques réussies en 2000 et 2012.

En 2016, un référendum constitutionnel a réduit le mandat présidentiel de 7 à 5 ans. Le Sénégal a connu des tensions politiques et des manifestations de rue en 2012 en raison de l'intention de l'ancien président Abdoulaye Wade de briguer un troisième mandat. Il n'a toutefois pas remporté les élections de mars 2012.

Entre 1989 et 1991, le Sénégal a connu un conflit ethnique et frontalier avec la Mauritanie. De plus, il existe des forces armées qui revendiquent l'indépendance de la Casamance, avec un risque théorique de menace terroriste dans la région sahélo-saharienne.

Le parti au pouvoir est l'Alliance Pour la République. En 2019, un mois après sa réélection, le Président Macky Sall a supprimé le poste de Premier ministre, ce qui a été critiqué par l'opposition.

**Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour 2024 et les législatives pour 2022[[10]](#footnote-10).**

**1.2.2 Contexte général de la gestion des déchets et des déchets plastiques**

***1.2.2.1 Cap Vert***

La gestion des déchets

AuCap Vert, la gestion des déchets est de la responsabilité des municipalités. Les déchets sont collectés en mélange dans les villes (pas de collecte séparative ni de structure de valorisation) et amenés vers des décharges à ciel ouvert (à l’exception faite de Praia, il n’y a pas de centre de stockage de déchets aux normes), sur lesquelles vivent des populations précaires. Elles récupèrent les matières organiques pour les animaux, et brûlent les autres déchets afin d'en récupérer les métaux. D’après les informations fournies par le Gouvernement, le Cap-Vert compte 17 lieux officiels de décharges municipales et 153 lieux de décharges non contrôlés. On note donc globalement un déficit en termes d’infrastructures et de moyens consacrés à la gestion des déchets.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| *Centre de stockage des déchets de Praia* | | |
|  |  |  |
| *Décharge officielle de Maio* | | |

Le gouvernement a élaboré une stratégie nationale de gestion des déchets, ainsi que des plans de gestion des déchets pour chacune des îles. Ces plans recommandent globalement la mise en place de services de collecte, de tri et de mise en place de centres de stockage contrôlés. Cependant, les municipalités n’ont pas les moyens de mettre en place ces recommandations et la mise en œuvre de ces stratégies risque de s’étaler dans le temps. Le pays dispose d'une taxe environnementale, qui sert à financer le fonds national pour l'environnement. Néanmoins, selon les informations fournies par les parties prenantes lors de l'étude de faisabilité, une partie importante de ces fonds est utilisée à des fins autres que la protection de l'environnement et seule une petite partie est effectivement perçue par les municipalités aux fins de gérer les déchets. Certaines initiatives du passé n'ont pas donné les résultats escomptés. Par exemple, un système de collecte à petite échelle a été mis en place pour les hôtels, qui, par manque de capacité et de financement, a été abandonné par la suite. Le gouvernement prévoit de mettre en place une taxe sur les produits en plastique et d'établir un régime de responsabilité élargie des producteurs. Des plans sont en cours d'élaboration pour la mise en place d'ici 2024 de systèmes de collecte et de séparation, par exemple sur les îles de Maio et de Fogo. Le gouvernement est en train d'obtenir des fonds pour ces activités.

Généralement, un défi majeur est le coût élevé du transport entre les îles et le manque d'infrastructure à cet effet. De plus, le fait que la population sur les différentes îles est relativement petite pose des défis en termes d'économies d'échelle, car il est économiquement difficile de maintenir plusieurs centres de collecte (et plus encore de recyclage) avec un tonnage relativement faible.

Gestion et recyclage des déchets plastiques

Il n’y a pas de données officielles sur les quantités de plastique collectées, triées et éliminées. La mission de faisabilité a confirmé qu’il n’y avait que très peu de plastiques collectés séparément ou triés. Par ailleurs, il n’existe pas de réelle activité de recyclage des pl stiques : la société de production de produits plastiques Caboplast[[11]](#footnote-11) vient d’installer à Praia en 2021 une petite ligne qui permet de faire du recyclage (environ 60 tonnes de PE par mois) avec des chutes de production, mais c’est la seule unité industrielle. La majorité de ces déchets plastiques sont recyclés dans des sacs plastiques oxo-dégradables à usage unique. Certaines organisations non gouvernementale (ONGs) (par exemple CODE V sur l'île de Sal) portent des projets de mise en place de petits équipements, mais à des échelles réduites. Des ONG entreprennent des activités de nettoyage des plages et des campagnes de sensibilisation aux déchets plastiques sur chaque île habitée, qui s’inscrivent principalement dans le cadre de la conservation de la biodiversité, notamment en ce qui concerne le maintien des populations de tortues.

Les mêmes défis notés ci-dessus concernant la gestion des déchets en général s'appliquent également à la gestion des déchets plastiques, notamment le manque de capacités des municipalités, le manque d'infrastructures, le coût du transport, le manque d'économies d'échelle, etc.

MTF des déchets plastiques

En ce qui concerne les MTF de déchets plastiques, d’après les données UN ComTrade, il apparaît que le Cap Vert exporte et importe très peu de déchets plastiques. Ces données semblent cohérentes avec les observations et les échanges récoltés lors de la mission de faisabilité. Néanmoins, comme l'ont expliqué les autorités douanières au cours de la mission de faisabilité, il y a eu au moins un cas significatif d'essai d’importation non autorisé de sacs en plastique. Selon d’autres sources, il y a encore des importations importantes de sacs en plastique non-biodégradable, malgré l'interdiction.

***1.2.2.2 Sénégal***

La gestion des déchets

En 2015, le Sénégal a produit plus de 2,4 millions de tonnes de déchets solides dont 1,1 million de tonnes non collectées[[12]](#footnote-12). Ce sont les collectivités locales qui sont chargées de la gestion des déchets. L’Unité de Coordination de Gestion des déchets (UCG), rattachée au Ministère de l’Urbanisme, est chargée d’accompagner les collectivités locales dans la prise en charge de leurs compétences, en matière de gestion des déchets solides.

Malgré des efforts sur la mise en œuvre d’une politique forte dans la gestion des déchets et de récentes améliorations, le niveau de gestion des déchets au Sénégal est faible. On note une différence des services entre les gros centres urbains (en particulier Dakar) et les villes secondaires : le taux moyen de collecte des déchets à Dakar est de 84%, 33% dans les capitales régionales et seulement à 22% dans les municipalités secondaires.

Il existe en parallèle un système informel de collecte des valorisables, soit en amont soit sur les décharges (notamment des déchets plastiques, mais aussi des déchets ferreux). Il est à noter que l’UCG est en train de déployer des Points de Regroupement Normalisés (PRN) dont l'objectif est à terme de pouvoir également collecter des déchets recyclables.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| *Points de Regroupement Normalisés : photo et carte de localisation des points à Dakar* | |
|  |  |
| *La décharge de Mbeubeuss reçoit l’ensemble des déchets générés par l'agglomération de Dakar* | |

Gestion et recyclage des déchets plastiques

La quantité de déchets plastiques annuelle générée au Sénégal est estimée grossièrement à 220 000t.

Il existe une activité sur le recyclage des déchets plastiques assez importante au Sénégal, qui est notamment facilitée par l'existence d’une industrie locale de production d'objets plastiques. Par ailleurs, la SOCOCIM, une des principales cimenteries du pays, a la capacité de traiter des déchets plastiques en tant que combustible, ce qui offre une possibilité intéressante pour traiter localement des déchets plastiques dangereux. L’activité de recyclage est centrée sur les grands centres urbains (Dakar, Thiès, Kaolack) et la difficulté de collecter et recycler des déchets plastiques en vue du recyclage est plus importante dans les zones reculées.

Le recyclage, même s’il est bien développé au Sénégal, ne concerne pas de la même manière tous les types de déchets plastiques. Ainsi, il existe des filières solides pour :

* Le recyclage du PP et du PE,
* Le PET : un seul repreneur identifié, Ecoplast à Dakar, qui transforme le PET en Polyester (PES) et l’exporte. Les prix de rachats pratiqués sur le site ne “drainent” que les déchets de l’agglomération de Dakar.

La gestion des déchets plastiques implique fortement le secteur informel, en particulier sur le début de la chaîne : collecte (sur les décharges ou dans les villes), tri, préparation. La transformation en granule est généralement faite par des entreprises locales qui travaillent avec ces acteurs informels.

Par ailleurs, il existe marginalement des initiatives de collecte des déchets en vue de leur tri et de leur recyclage/valorisation :

* **Proplast[[13]](#footnote-13)**, à travers son initiative Recuplast, met en place des kiosques de collecte des déchets recyclables qui sont ensuite transformés dans son usine de tri à Thiès (containers de 12 m3 répartis à Dakar pour collecter les plastiques usagés en proposant un prix de reprise de 75 Frs/Kg). Le concept permet de récupérer 10 tonnes par mois, mais cette quantité est insuffisante pour assurer la rentabilité de la collecte. Proplast cherche donc à mettre en place un modèle amélioré, sachant que le plastique voyage mal et que son centre de tri se trouve à 80 km des points de ramassage. En s’appuyant sur la nouvelle loi sur le plastique, promulguée en Janvier 2020, Proplast encourage ses partenaires à monter un partenariat de collecte : les programmes individuels de collecte des déchets plastiques. Proplast a signé avec Kirene et devrait signer aussi avec Madar (producteur de lessives) et Nestlé
* **Settic** est une start-up qui s’est spécialisée depuis une dizaine d’années dans le recyclage et la valorisation des déchets électriques et électroniques. L’entreprise récupère donc les ordinateurs, les photocopieurs, les imprimantes et un grand nombre de déchets consommables (cartouches d’encre, entre autres) pour les recycler. Le recyclage consiste à séparer les différents matériaux pour les envoyer ensuite dans les filières ad hoc. Les déchets plastiques non valorisables (car susceptibles de contenir des substances dangereuses), sont envoyés en tant que combustible à la cimenterie Rufisque. Actuellement, l’entreprise ne traite que les déchets électriques et électroniques pour lesquels elle est payée. L’émergence d’un éco-organisme sur les D3E lui permettrait d’avoir accès à un plus grand nombre de déchets, et de pouvoir mécaniser le démantèlement, qui pour l’instant est manuel.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
|  |  | |
| *SETTIC : tri des composants des déchets d’*é*quipement* é*lectrique et* é*lectronique (DEEE)* | *Décharge de Mbeubeuss : collecte et tri des plastiques sur la décharge de Mbeubeuss* | *PROPLAST : kiosque et véhicule de collecte* |

MTF des déchets plastiques

Une étude publiée en 2015 par le Gouvernement indiquait qu'en moyenne 93 millions de tonnes de plastiques par an sont importées au Sénégal. Les chiffres compilés de UN COMTrade sur la période 2010-2019 indiquent qu’il existe des flux d’importation et d’exportation de déchets plastiques non négligeables, avec une tendance haussière.

|  |
| --- |
| **Commentaires issus de la mission de faisabilité Seureca :**  Au regard des données globales disponibles, il semblerait que le tonnage annuel d’importation des plastiques de l’étude du Gouvernement publiée en 2015 soit sur-évalué (la consommation mondiale de plastique était estimée à environ 450 millions de tonnes en 2015). Les interviews avec les parties prenantes dans les deux pays, ainsi que les documents consultés, ont mis en exergue un manque de données permettant d’alimenter une vision globale de la problématique. Comme souligné par le Comité Scientifique et Technique (CST) du FFEM en phase de la Note d’identification du projet (NIP), il est important d’inclure un inventaire élargi des flux de plastiques, pour mieux appréhender l’ensemble de la chaîne de valeur et avoir une approche holistique du sujet. Un point d’attention recueilli lors de l’entretien avec les Douanes sénégalaises pendant la mission de faisabilité, est la génération accrue de DEEE due à l’importation de matériels électroniques et électroménagers d’occasion provenant principalement d’Europe ou des Etats Unis, revendus sur place, mais à durée de vie courte. Ces aspects ont bien été pris en compte dans le contenu du programme de projet avec l’activité 1.2. |

**1.2.3 Contexte institutionnel et politiques publiques en lien avec le secteur**

***1.2.3.1 Cap Vert***

Le Gouvernement du Cap-Vert a approuvé le décret-loi n° 56/2015, du 17 octobre 2015, établissant le nouveau régime juridique de gestion des déchets[[14]](#footnote-14). **Le nouveau régime juridique vise à assurer une couverture appropriée de la gestion des déchets** (avec tri, recyclage et traitement des déchets dans les décharges sanitaires) pour au moins 50% des municipalités les plus vulnérables.

Le **Plan stratégique national pour la prévention et la gestion des déchets** (PENGeR, 2015) et les **Plans opérationnels de gestion des déchets** (des îles, des municipalités) sont les principaux instruments de la planification sectorielle de la gestion des déchets. Ils définissent les principaux objectifs et cibles du secteur de la gestion des déchets et un programme d'actions pour la période 2015-2030 te les que : la mise en œuvre de programmes éducatifs pour la séparation des types de déchets de base par les ménages et les producteurs de déchets ; la planification et la construction de 5 installations de collecte et de recyclage des déchets et/ou de points de dépôt généraux d'ici 2025 ; la planification et la construction d’au moins une décharge équipée de systèmes de conversion de gaz en énergie d'ici 2025.

En mars 2015, **une loi interdisant l'importation, la fabrication et l'utilisation de sacs en plastique a été approuvée** par le Conseil des ministres. Sont exclus de cette loi les sacs en plastique biodégradables et les sacs utilisés à des fins d'hygiène. Par conséquent, en juillet 2016, la fabrication et l'importation de sacs en plastique à usage unique ont été interdites et depuis janvier 2017, la distribution et l'utilisation de ces sacs ont également été interdites[[15]](#footnote-15). Il est cependant à noter que les sacs en plastiques oxo dégradables sont autorisés par cette loi.

|  |
| --- |
| **Compléments issus de la mission de faisabilité :**  La mise en place de la loi sur l’interdiction des sacs plastiques non biodégradables est en cours d’évaluation et l’objectif du gouvernement est de la réviser pour la rendre plus complète. Les premières recommandations du bureau d’étude EcoVisao, en charge de cette étude, sont les suivantes :   * Arrêt de l’utilisation de plastiques oxo-dégradables et mise en place de plastiques “réellement” biodégradables * Interdiction de l’importation d’autres catégories de plastique à usage unique (couverts, assiettes) et utilisation de matériaux alternatifs * Mise en place d’incitations financières pour l’importation de produits alternatifs (non-plastiques) * Mise en place d’actions de sensibilisation vis à vis de la population |

***1.2.3.2 Sénégal***

Au Sénégal, la responsabilité de la gestion des déchets varie suivant les types de déchets :

* Le Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement, à travers l’Office National d’Assainissement du Sénégal (ONAS), gère les **déchets liquides**
* Le Ministère de l’Environnement prend en charge les **déchets industriels**,
* Le Ministère de la Santé s’occupe des **déchets hospitaliers dangereux** (biomédicaux),
* Le Ministère chargé de l’Aménagement du territoire et des Collectivités Locales à la tutelle de la gestion des **déchets solides municipaux** (ordures ménagères).

Par ailleurs, sous la tutelle du MEDD, la Direction de l’Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) est chargée de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d’environnement, notamment de la protection de la nature et des hommes contre les pollutions et les nuisances. Elle veille notamment à une bonne gestion des déchets solides pour la préservation du cadre de vie des populations et à l’application des textes réglementaires. Elle participe, en tant qu’acteur du secteur de l’environnement, à l’élaboration des plans ou programmes de gestion des déchets. La DEEC se charge notamment de la partie surveillance des impacts environnementaux liés aux déchets, et de la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale élaborés en vue de prendre en compte les impacts liés à la gestion des déchets solides.

Focus politique publique et cadre réglementaire sur la gestion des déchets plastiques

Sur les plastiques plus spécifiquement, une première loi sur les déchets plastiques a été votée en mai 2015. Elle a été abrogée par l’adoption d’une nouvelle **loi sur les déchets plastiques entrée en vigueur depuis le 20 avril 2020**. Parmi les dispositions de cette nouvelle loi, figurent les éléments suivants : une taxe sur les matières plastiques non recyclables, l'interdiction des sacs à usage unique et autres plastiques, ainsi qu’une consigne pour les bouteilles en plastique (qui n'a pas encore été mise en œuvre).

|  |
| --- |
| **Compléments issus de la mission de faisabilité :**  La nouvelle loi 2020 est ambitieuse et va au-delà des prescriptions de la Convention de Bâle : elle interdit toute importation de déchets plastiques au Sénégal - elle interdit également la production, l’importation, la vente et l’utilisation de produits plastiques à usage unique (gobelets, verres, couverts, assiettes, pailles et sachets) ainsi que les sacs plastiques sorties de caisse.  Les différents acteurs rencontrés lors de la mission de faisabilité (notamment la DEEC) ont indiqué que cette nouvelle loi a été adoptée en mode “Fast track”, sans faire l’objet d’une concertation poussée ni d’une analyse d’impact pour sa mise en œuvre. Par exemple, l’interdiction des sachets d’eau en plastique a été perçue très négativement par leurs producteurs, à tel point que l’interdiction a d'ailleurs été suspendue, notamment à la suite de la crise COVID. Selon le gouvernement, beaucoup d’actions ont été menées pour contrôler l’application de la loi, notamment des saisies au niveau des douanes pour le contrôle des importations et des vérifications dans des usines de production, mais il subsiste encore de la fraude. A l’heure actuelle, la loi est encore loin d’être pleinement appliquée.  Une taxe plastique a également été instituée par la Loi de finances 2020 (en vigueur - peu de retour sur son application réelle) ainsi que dans la loi Plastique (non applicable pour l’instant - décret d’application non publié). |

***1.2.3.3 Contexte régional***

En termes de dynamique régionale, il est à noter le Programme de gestion du littoral ouest Africain (WACA), initié par la Banque Mondiale, et cofinancé par le FFEM, qui comprend des activités sur la pollution plastique marine. Par exemple, une analyse régionale de la chaîne plastique est en cours d'élaboration et devrait être complétée en 2022. Les informations de cette analyse peuvent compléter l'inventaire des déchets plastiques à développer dans le cadre du présent projet et ainsi renforcer le développement des stratégies nationales pour la GER des déchets plastiques.

Une vue synthétique du projet et des interactions possibles est présentée en Annexe 6.5.

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca :**  L’importance d’une approche régionale des infrastructures de gestion des déchets plastiques et du suivi des MTF des déchets plastiques, a été mentionnée par certains acteurs rencontrés, comme étant un point clef pour permettre l’harmonisation et la cohérence des politiques publiques et la prise en compte la pollution plastique extranationale, comme celle générée par le charriage des déchets plastiques par les courants marins.  Le CRCBS-AF a un rôle important à jouer à la fois en termes de communication autour du projet (partage des bonnes pratiques, sensibilisation, …), mais aussi en termes d’initiateur de réflexions régionales. Par ailleurs, il semblerait important d'associer la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le projet, à travers le CRCBS-AF. Des contacts ont été prises et confortés à l'issue de la mission de faisabilité. |

**1.2.4 Conventions internationales**

Dans le cadre de ce projet, trois conventions sont identifiées comme clefs pour la mise en œuvre car au moins une partie des déchets plastiques ou substantifs dangereux utilisés comme additifs dans les produits en plastique ou leur production (notamment les polluants organiques persistants (POPs)), est dans leur périmètre d’application. Le Sénégal et le Cap Vert sont signataires de ces 3 conventions, expliquées plus en détail dans Annexe 6.1.

* **La Convention de Bâle** **sur le Contrôle des MTF de Déchets Dangereux et de leur Élimination**: La Convention de Bâle a été adoptée en 1989 et est entrée en vigueur en 1992. Avec actuellement 188 Parties, y compris le Cap-Vert et le Sénégal, elle a une couverture presque universelle. L'objectif de la Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes des déchets dangereux et des autres déchets. La quatorzième réunion de la Conférence des Parties (CdP) à la Convention de Bâle (29 avril-10 mai 2019) a adopté des amendements aux annexes II, VIII et IX de la Convention avec le but de renforcer le contrôle des MTF des déchets plastiques, et en clarifiant le champ d'application de la Convention telle qu'elle s'applique à ces déchets. Les catégories spécifiées de déchets plastiques sont également soumises aux dispositions de la Convention relatives à la minimisation des déchets et à la GER. Les modifications relatives aux déchets plastiques ont introduit de nouvelles entrées, qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2021.
* **La Convention de Stockholm sur les POPs**: La Convention de Stockholm a été adoptée en 2001 et est entrée en vigueur le 17 mai 2004. Elle compte actuellement 185 Parties, y compris le Cap-Vert et le Sénégal. L’objectif de la Convention est de protéger la santé humaine et l’environnement des POPs**.** La Convention exige des Parties qu'elles prennent des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d’une production et d’une utilisation intentionnelles ; des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d’une production non intentionnelle ; ainsi que des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets émanant de stocks et déchets. La Convention de Stockholm contrôle divers POPs utilisés dans les plastiques comme additifs, retardateurs de flamme, plastifiants ou dans la fabrication de polymères fluorés. Sur les 30 POPs inscrits dans les Annexes de la Convention, 15 sont soit des additifs plastiques soit des sous-produits, et 4 autres additifs plastiques ont été proposés pour inscription.
* **Convention de Rotterdam** **sur la Procédure de Consentement Préalable en Connaissance de Cause (PIC) Applicable à Certains Produits Chimiques et Pesticides Dangereux qui Font l’Objet d'un Commerce International**. La Convention de Rotterdam a été adoptée en 1998 et est entrée en vigueur en 2004. Elle compte actuellement 165 Parties, y compris le Cap-Vert et le Sénégal. La Convention a pour but d’encourager le partage des responsabilités et la coopération entre Parties dans le domaine du commerce international de certains produits chimiques dangereux, afin de protéger la santé des personnes et l’environnement contre des dommages éventuels, et afin de contribuer à l’utilisation écologiquement rationnelle de ces produits en facilitant l’échange d’informations sur leurs caractéristiques, en instituant un processus national de prise de décision applicable à leur importation et à leur exportation et en assurant la communication de ces décisions aux Parties. La Convention crée des obligations juridiquement contraignantes pour la mise en œuvre de la procédure PIC. La Convention s’applique aux divers produits chimiques qui sont des additifs plastiques, par exemple l'octaBDE, le pentaBDE, le SPFO et le HBCD.

Une attention particulière a été portée à la **Convention de Bâle** car il s’agit du **seul instrument mondial juridiquement contraignant** qui traite spécifiquement des déchets plastiques, en exigeant une PIC pour certains déchets. Son entrée en vigueur récente (2021) crée un **besoin fort de renforcer les capacités des deux pays** à la mise en œuvre.

Le présent projet a été structuré suivant les domaines clés de la Convention de Bâle :

* La **génération de déchets dangereux et d'autres déchets est réduite au minimum** ;
* Les **déchets dangereux et autres déchets sont gérés de manière écologiquement rationnelle** ; et
* La **MTF des déchets dangereux et autres déchets est réduite au minimum et contrôlée** par la PIC.

L’ensemble des conventions identifiées comme pertinentes pour mettre en œuvre le projet est présenté en Annexe 6.1, avec un descriptif détaillé des enjeux liés aux 3 conventions principales : Bâle, Stockholm, Rotterdam.

**1.2.5 Enjeux du projet**

La finalité du projet est une **meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques, en réduisant les quantités de déchets plastiques finissant dans l'environnement** au Cap-Vert, au Sénégal et plus globalement dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Comme l’a constaté l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, l'augmentation rapide des niveaux de déchets plastiques marins et de microplastiques représentait un grave problème environnemental mondial.

En tant que Parties à la Convention de Bâle, le Cap-Vert, le Sénégal et les autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest ont des **obligations concernant la réduction, la GER et le contrôle des MTF des déchets plastiques**. Cependant, le Cap-Vert et le Sénégal ainsi que les autres pays francophones d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo), **ne disposent pas des infrastructures et des cadres institutionnels, juridiques et politiques suffisants** pour assurer la réduction, la GER et le contrôle des MTFde ces déchets, et ainsi limiter les impacts. Ce défi est particulièrement marqué au Cap-Vert, qui possède un très grand nombre de décharges non contrôlées. En même temps, la consommation de produits plastiques des deux pays **continue d’augmenter**.

Le Cap-Vert et le Sénégal ont démontré **des besoins pressants ainsi qu’une volonté politique marquée** pour relever ces défis et améliorer la gestion des déchets plastiques. Les résultats du projet seront partagés avec les autres pays francophones d'Afrique de l'Ouest.

Les enjeux du projet sont donc :

* D’apporter un **soutien spécifique au Cap-Vert et au Sénégal** pour les accompagner dans une démarche globale, innovante et intégrée de renforcer les capacités pour la réduction, la GER et le contrôle des MTF des déchets plastiques, ainsi que de réduire leur impact sur l'environnement, en accord avec les principes de la **Convention de Bâle** ;
* De partager des expériences, bonnes pratiques et outils sur l’ensemble de la région afin de **permettre une réplication** et de renforcer la coopération régionale, à travers le CRCBS-AF-Sénégal.

Enfin, le projet intervient au moment où les gouvernements viennent d’adopter une **résolution historique, ouvrant la voie à un traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique lors de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-5.2)**, qui s'est déroulée du 28 février au 2 mars 2022 : les délégués ont convenu de créer un comité de négociation intergouvernemental (CNI) pour élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin, au cours du second semestre 2022, avec l'ambition d'achever les travaux d'ici la fin de 2024. La résolution précise que l'instrument pourrait inclure à la fois des approches contraignantes et volontaires, basées sur une approche globale qui aborde le cycle de vie complet du plastique.

**1.2.6 Autres projets / interventions en cours en lien avec le projet**

En termes d’initiatives, on constate des actions engagées dans les 2 pays à des échelles et degrés de maturité différents. Ces initiatives ont été recensées dans le cadre de l’étude de faisabilité et ont été intégrées dans la mise en œuvre du projet.

Un tableau recensant les principaux projets en cours en lien avec le projet ainsi que les financements locaux et nationaux du FFEM ou d’autres bailleurs de fonds est disponible dans l’Annexe 6.5.

Par ailleurs, le projet bénéficiera du retour d’expérience des programmes portés par le Secrétariat des Conventions de Basel, Rotterdam et Stockholm (BRS) à travers le monde, notamment en termes d’outils et de méthodologie. Une présentation de ces programmes et de leur plus-value au regard des enjeux du projet est faite dans la section *2.4 Expérience en termes de gestion de projets sur les déchets plastiques,* et ces projets sont détaillés en Annexe 6.5.

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca :**  Un point fort du projet réside dans son envergure internationale via son positionnement au sein de nombreux autres projets (internationaux et locaux) déjà en cours, ce qui devrait lui permettre de consolider ses approches stratégiques et d’ouvrir les collaborations à de nombreux autres pays qu’ils soient de la région, francophones ou pas. Des contacts ont été initiés pendant la préparation du projet et un état de l'avancée des projets en cours devra être fait lors du démarrage du projet, pour bien intégrer les résultats de ces études/programmes (voir tableau de l’Annexe 6.5), dont :   * L'étude en cours dans le cadre du Projet de Promotion de la Gestion et de l’Économie intégrées des Déchets solides au Sénégal (PROMOGED) qui pourra alimenter l’état des lieux sur la gestion des déchets plastiques au Sénégal, * Le projet de la Banque Mondiale sur le tourisme au Cap Vert, qui permettra de coordonner en particulier les interventions à mettre en œuvre dans le projet pilote proposé dans le secteur du tourisme (formation des hôtels et autres acteurs du secteur touristique par exemple). |

# 2 LE BÉNÉFICIAIRE

**2.1 Présentation du bénéficiaire**

Le Secrétariat BRS sert les conventions du même nom, accords multilatéraux sur l’environnement, en partageant l'objectif de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques et les déchets dangereux[[16]](#footnote-16).

En 2012, les secrétariats des conventions de Bâle et de Stockholm, ainsi que la partie du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) du secrétariat de la convention de Rotterdam, ont évolué de trois secrétariats distincts avec une structure programmatique, à un secrétariat unique avec une structure matricielle au service des trois conventions.

**Les secrétariats des conventions de Bâle et de Stockholm sont administrés par le PNUE** et sont basés à Genève, en Suisse. Le Secrétariat de la Convention de Rotterdam est assuré conjointement par le PNUE et la FAO. Il est basé à Genève, en Suisse, et à Rome, en Italie.

Le Secrétariat BRS se compose des Directions et services suivants :

* Direction de la gouvernance,
* Direction des services de conférence et d'information
* Direction de l'assistance scientifique et technique
* Direction de la gestion des fonds, de l'administration et des ressources humaines
* Bureau de Rome du Secrétariat de Rotterdam
* Unité politique et stratégie
* Unité de contrôle des ressources et des programmes.

**2.2 Activités**

Les mandats des secrétariats sont énoncés à l'article 16 de la Convention de Bâle, à l'article 20 de la Convention de Rotterdam, et à l'article 19 de la Convention de Stockholm. Les fonctions principales sont de :

* Préparer et assurer le service des réunions des Conférences des Parties et de ses organes subsidiaires ;
* Recevoir et transmettre des informations ;
* Assister ou faciliter l'assistance aux parties sur demande ; et
* Se coordonner avec d'autres organismes internationaux.

La mission du Secrétariat BRS consiste à :

* Fournir des services efficaces aux Parties, y compris une assistance technique, un soutien scientifique, des services de contrôle des ressources juridiques, administratives et financières, des activités de gouvernance, des services de conférence et d'information ;
* Faciliter la mise en œuvre nationale des conventions, en particulier par les pays en développement-Parties, les Parties qui sont des pays à économie en transition et les petits États insulaires en développement ;
* Elargir et renforcer la coopération avec toutes les parties prenantes, y compris avec les organismes internationaux et le secteur privé, notamment par le biais de partenariats et d'un réseau efficace de centres régionaux ; et
* Sensibiliser davantage pour placer la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets parmi les questions prioritaires afin de protéger efficacement la santé humaine et l'environnement, dans le contexte du programme de développement mondial.

**2.3 Informations complémentaires**

Le fonds fiduciaire général combiné pour l'exercice biennal 2020-2021 pour les Conventions BRS est d'environ 30 millions de dollars et le fonds fiduciaire volontaire pour l'exercice biennal 2020-2021 est d'environ 19 millions de dollars. Les fonds sont utilisés pour la mise en œuvre des programmes de travail des trois conventions, tels qu'approuvés par leurs conférences respectives des Parties. Les programmes de travail couvrent des activités regroupées dans les catégories suivantes : conférences et réunions ; assistance technique et renforcement des capacités; activités scientifiques et techniques; gestion et sensibilisation des connaissances et de l'information; gestion globale; aspects juridique et politique ; entretien et services de bureau.

La Direction de l'assistance scientifique et technique gère les apports scientifiques et techniques pour la mise en œuvre des trois conventions et est responsable de la coordination globale et de l'exécution du programme d'assistance technique conformément aux mandats pertinents fournis par les Conférences des Parties respectives. L'article 16 de la Convention de Bâle, l'article 16 de la Convention de Rotterdam et l'article 12 de la Convention de Stockholm prévoient la fourniture d'une assistance technique au titre de la Convention, par exemple en aidant les Parties dans des domaines tels que la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets ainsi que des technologies respectueuses de l'environnement liées aux déchets dangereux et autres déchets.

**2.4 Expérience en termes de gestion de projets sur les déchets plastiques**

En ce qui concerne les déchets plastiques, le Secrétariat BRS coordonne actuellement la mise en œuvre de l'assistance technique de projets/programmes dans 52 pays, y compris un grand nombre de projets pilotes, avec un financement total d'environ 20 millions de dollars. Cela comprend les projets, initiatives et activités suivants (le détail des activités des projets/programmes et leur localisation est explicité en Annexe 6.5) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet / programmes** | **Géographie du projet** | **Budget et financement** | **Calendrier** |
| Déchets marins et microplastiques : promotion de la GER des déchets plastiques et réalisation de la prévention et de la minimisation de la production de déchets plastiques (BRS-Norad-1) | Globale ainsi que Ghana et Sri Lanka | Budget: 1.7 mUSD  Financement: Norad | Décembre 2018 - juin 2024 |
| Actions supplémentaires pour lutter contre les déchets plastiques dans le cadre de la Convention de Bâle (BRS-Norad-2) (Programme de Financement à Petite Échelle sur les Déchets Plastiques (SGP) et Partenariat de la Convention de Bâle sur les Déchets Plastiques (PDP) couvert ci-dessous) | Globale ainsi que diverses activités et projets pilotes aux niveaux nationale et régionale | Budget: 3.8 mUSD (hors PDP et SGP)  Financement: Norad | Décembre 2019 – décembre 2024 |
| PDP | Globale ainsi que projet pilotes au Nigéria, Kenya, Cameroun, Sierra Leone, Angola, Ouganda, Tanzanie, Érythrée, Chine, Cambodge, RDP Lao, Malaisie, Thaïlande, Népal, Maldives, Territoires palestiniens, Kiribati, Vietnam, Myanmar, Brésil ; projet pilotes additionnelles en cours de sélection | Budget: 6.5 mUSD  (à ce jour)  Financement: Gouvernements du Canada, de l'Allemagne, du Japon, de la Norvège et de la Suisse, ainsi que Commission Européenne et Norad | Novembre 2019 - à déterminer |
| SGP | Honduras, Guatemala, Panama, Suriname, Argentine, Algérie, Maroc, Tunisie, Niger, Nigéria, Afrique du Sud, Lesotho, Malawi, Namibie, Tanzanie, Zambie, Rwanda, Jordanie, Albanie, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Moldavie, Macédoine du Nord, Pakistan, Inde, Cambodge, Myanmar, Sri Lanka, Indonésie, RDP Lao, Malaisie, Philippines ; projet pilotes additionnelles en cours de sélection | Budget: 3.6 mUSD (à ce jour)  Financement: Norad et les gouvernements de l’Allemagne, de la Norvège et de la Suède | Décembre 2019 - à déterminer |
| Renforcer les connaissances et les capacités pour prévenir et réduire les rejets de déchets plastiques au Malawi et au Zimbabwe (NREF-1) | Malawi et Zimbabwe | Budget: 0.6 mUSD  Financement: NREF avec un financement supplémentaire fourni par les gouvernements de la Norvège et de la Suède, et le Norad | Janvier 2021 - juin 2023 |
| Déchets plastiques dans les zones reculées et montagneuses | Globale ainsi que Pérou, Macédoine du Nord, pays additionnels en cours de sélection | Budget: 0.4 mUSD  Financement: Gouvernements de la Norvège, et de la France (Ministère de la Transition écologique), et le Norad | Décembre 2019 - juin 2023 |
| GER du plastique (NREF-2) | Népal, Rwanda, Zambie, Cambodge, Sri Lanka, Lesotho, Maurice | Budget : 3.2 mUSD  Financement : NREF | Avril 2022 – Mars 2025 |
| Mise en œuvre des activités approuvées par la CdP à la Convention de Bâle en 2019 pour l'exercice biennal 2020-2021  (EU GPGC BC 2019 for 2020/2021) | Globale | Budget : 0.9 mUSD  Financement : Union Européenne | Juin 2020 – Décembre 2023 |

# 3 OBJECTIFS, CONTENU ET CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

**3.1 Finalité et objectifs du programme**

**3.1.1 Objectif global**

L'objectif final du projet est une **meilleure protection de la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques**. Cet objectif doit être atteint e**n réduisant les rejets de déchets plastiques dans l’environnement[[17]](#footnote-17) au Cap-Vert et au Sénégal,** et plus généralement dans l’ensemble des pays francophones de l’Afrique de l’Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo).

Afin d'atteindre ces impacts sur le long terme (qui devraient se manifester au-delà de la durée du projet), le projet cible trois variables intermédiaires importantes qui sont souvent au cœur de la capacité limitée des pays en développement à gérer les déchets :

* **Le degré de sensibilisation, de connaissances et d'expertise** des fonctionnaires, du secteur privé, de la société civile et autres parties prenantes concernées ;
* **L'existence et la mise en œuvre de législations, de politiques, de stratégies et d'institutions adéquates ;**
* **Le manque d'innovations, d'alternatives et d'interventions pilotes** qui peuvent être mises à l'échelle.

Si la construction d'infrastructures larges de gestion des déchets n'entre pas dans son champ d'application, le projet aide les gouvernements cibles dans l’élaboration de stratégies de GER des déchets plastiques à travers une approche multipartite. Au cours du projet et grâce aux 5 projets pilotes déployés dans le cadre de la composante 3 pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiques, **les gouvernements seront guidés pour identifier les infrastructures nécessaires à la gestion des déchets plastiques et des actions seront proposées pour réduire la production de déchets plastiques**. La compétence accrue pour contrôler les MTF des déchets plastiques devrait empêcher les déchets plastiques indésirables d'entrer dans le pays, ce qui permettrait de maintenir les déchets plastiques à un niveau qui ne dépasse pas la capacité d’assurer leur GER au niveau national.

|  |
| --- |
| **Gestion écologiquement rationnelle (GER) dans le cadre de la Convention de Bâle dans le contexte du projet**  Selon **Article 4 de la Convention de Bâle**, chaque Partie prend les dispositions voulues pour, entre autres :   * Assurer la mise en place d’installations adéquates d’élimination qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l’intérieur du pays, en vue d’une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d’autres déchets en quelque lieu qu’ils soient éliminés ; * Veiller à ce que les personnes qui s’occupent de la gestion des déchets dangereux ou d’autres déchets à l’intérieur du pays prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution résultant de cette gestion et, si une telle pollution se produit, pour en réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et l’environnement ; * Veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d’autres déchets soient réduits à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle desdits déchets et qu’ils s’effectuent de manière à protéger la santé humaine et l’environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter ; * Coopérer avec les autres Parties et les autres organisations intéressées, directement et par l’intermédiaire du Secrétariat, à des activités portant notamment sur la diffusion de renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d’autres déchets, afin d’améliorer la gestion écologiquement rationnelle desdits déchets et d’empêcher le trafic illicite.   Selon l’Article 2, **on entend par « gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ou d’autres déchets » toutes mesures pratiques permettant d’assurer que les déchets dangereux ou d’autres déchets sont gérés d’une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l’environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets**.  La Convention de Bâle a pris une série de mesures pour fournir plus de détails et d'orientations sur ce qui constitue une GER des déchets dangereux et autres déchets, notamment :   * Une série de **directives techniques sur la GER** de divers flux de déchets, y compris les déchets plastiques, ont été adoptées par la Conférence des Parties (COP).[[18]](#footnote-18) * Un **cadre stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle** pour 2012-2021, qui comprend, entre autres, plusieurs buts et objectifs visant à renforcer et à promouvoir la mise en œuvre de la GER des déchets dangereux et autres.[[19]](#footnote-19) * Un **cadre pour la GER des déchets dangereux et autres déchets**, qui identifie ce qui peut être fait pour relever les défis de la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets et se veut un guide pratique pour toutes les parties prenantes.[[20]](#footnote-20) * Activités visant à soutenir la mise en œuvre d'une GER, entreprises par un groupe de travail d'experts, telles que l'encouragement des parties à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des législations et à encourager le secteur privé à mettre en œuvre et à investir dans une GER. Le groupe de travail d'experts a développé une série d'outils, regroupés dans **boîte à outils de GER**.[[21]](#footnote-21)   Le cadre pour la GER précise des **principes directeurs pour la GER** :   1. La prévention et la minimisation ; 2. L’utilisation durable des ressources autant sur le plan de la production que de la consommation ; 3. La reconnaissance des déchets en tant que ressources (s’il y a lieu); 4. Une approche intégrée fondée sur le cycle de vie; 5. L’innovation au niveau de la production et de la fourniture des services.   De plus, cadre pour la GER énumère les éléments suivants à prendre en compte lors de l'établissement, de la mise en œuvre ou de l'évaluation d'une gestion écologiquement rationnelle :   1. Questions relatives à la réglementation ; 2. Questions relatives aux installations ; 3. Questions relatives aux déchets ; 4. Utilisation efficace des ressources et des procédés ; 5. Questions relatives à la protection de l’environnement ; 6. Questions relatives à la sécurité et à la santé des travailleurs ; 7. Questions d’organisation ; 8. Transparence ; 9. Innovation et recherche-développement.   Dans le contexte du projet « Déchets marins et microplastiques : promotion de la GER des déchets plastiques et réalisation de la prévention et de la minimisation de la production de déchets plastiques » (BRS-Norad-1) (voir Annexe 6.2), une **guide pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour la GER des déchets plastiques** a été élaboré. Le guide permet aux utilisateurs de tester et d'améliorer les stratégies existantes, et d’apporter un appui méthodologique aux pays qui n'ont pas encore développé de stratégie.  Le guide est structuré en quatre parties :   1. Politiques, réglementations, institutions et normes ; 2. Financement durable ; 3. Capacité technique ; 4. Interaction, sensibilisation et communication.   Ce guide servira de base à l'élaboration des stratégies nationales de GER des déchets plastiques dans le cadre de l'activité 2.4. Ce faisant, **le cadre et les considérations directrices fournies par le guide seront appliqués aux circonstances nationales et locales spécifiques au Cap-Vert et au Sénégal**. Ainsi, des solutions sur mesure seront élaborées dans les stratégies nationales, en tenant compte des revues des infrastructures existantes de gestion des déchets (activités 1.1 et 2.1), des inventaires nationaux (activités 1.2 et 2.2), des consultations nationales entrepris à travers les composantes du projet, etc.  Le guide a été utilisé avec succès au Ghana dans le contexte du projet Norad-1, ce qui a conduit à l'élaboration de recommandations sur mesure tenant compte du contexte national au Ghana, tels que :   * Diversifier le financement de la gestion des déchets et utiliser une taxe d'accise environnementale ; * Développer un système de responsabilité élargie des producteurs pour les emballages ; * Imposer des barrières fortes à l'importation de déchets plastiques tout en permettant l'exportation de déchets plastiques transformés pour le recyclage ; * Supprimer l'utilisation de plastiques oxo-dégradables ; * Créer des conditions-cadres favorables aux objets réutilisables ; * Utiliser la stabilisation mécano-biologique des déchets non triés ; * Explorer la faisabilité du co-traitement dans les fours à ciment, etc. |

**3.1.2 Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques du projet sont alignés avec les trois piliers de la Convention de Bâle :

1. **Les capacités à contrôler les MTF de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle sont renforcées, entraînant une réduction du trafic illicite de déchets plastiques.**

L’achèvement de ce premier objectif spécifique sera mesuré par :

* Taux de réponse fourni par l'État d'importation de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle.
* Nombre d'exportations de déchets plastiques non conformes aux dispositions de la Convention de Bâle.

Les changements attendus sont :

* Augmentation significative du taux de réponse fourni par l'État d'importation de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle.
* Réduction significative des exportations illicites.

Les moyens de vérification pour l’achèvement du premier objectif spécifique sont :

* Rapports nationaux soumis dans le cadre de la Convention de Bâle.
* Données fournies par les douanes.

1. **Les capacités à assurer la GER de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle sont renforcées, entraînant une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle.**

L’achèvement de ce deuxième objectif spécifique sera mesuré par :

* Quantités / pourcentage de déchets plastiques recyclés de manière écologiquement rationnelle.
* Quantités / pourcentage de déchets plastiques placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle.

Les changements attendus sont :

* Augmentation significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques recyclés de manière écologiquement rationnelle.
* Augmentation significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle.

Les moyens de vérification pour l’achèvement du deuxième objectif spécifique sont :

* Inventaires nationaux des déchets plastiques.
* Données fournies par les entreprises de recyclage (et d’autres partenaires du projet, par exemple dans le contexte des pilotes).

1. **Les capacités à réduire la génération de déchets plastiques sont renforcées, entraînant une réduction des quantités de déchets plastiques générés.**

L’achèvement de ce troisième objectif spécifique sera mesuré par :

* Quantités de déchets plastiques générés par an par habitant.

Le changement attendu est :

* Réduction significative des quantités de déchets plastiques générés par an par habitant.

Les moyens de vérification pour l’achèvement du troisième objectif spécifique sont :

* Inventaires nationaux des déchets plastiques.

**3.2 Contenu du projet/programme**

**3.2.1 Contenu général**

Le projet est construit autour de 5 composantes :

* Composante 1 : Contrôle des MTF de déchets plastiques
* Composante 2 : Amélioration de la GER des déchets plastiques
* Composante 3 : Projets pilotes pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiques
* Composante 4 : Sensibilisation et communication
* Composante 5 : Gestion, suivi et évaluation du projet

Les activités du projet se répartissent entre : des programmes de **renforcement des capacités** (cadre légal, institutionnel, infrastructure) pour le contrôle des MTF et la GER des déchets plastiques dans les composantes 1 et 2 ; des **projets pilotes** pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiquesdans la composante 3 ; un programme de **sensibilisation** des parties prenantes dans la composante 4, le suivi et à l’évaluation du projet dans la composante 5.

Le secteur informel est une partie prenante importante du projet. Il sera associé au programme de différentes manières :

* Représentants du secteur informel ainsi que des associations et ONG travaillant avec le secteur informel seront incluses dans les parties prenantes, invités aux réunions consultatives pertinentes et consultées lors des différentes étapes du projet, à travers le Comité de Pilotage.
* Lors de l’inventaire, le rôle du secteur informel dans la chaîne de valeur des déchets plastiques sera étudié, ainsi que ses attentes.
* Les recommandations sur le cadre réglementaire et institutionnel qui seront proposées incluront des mesures pour aborder la question du secteur informel (par exemple des étapes vers sa formalisation), en tenant compte des contributions reçues du représentant du secteur informel lors des réunions consultatives ainsi que les conclusions de l'inventaire.
* Les stratégies nationales pour le GER des déchets plastiques prendront également en compte ces éléments et proposeront des actions concrètes pour améliorer la considération et les conditions de travail du secteur informel (intégration, création d’associations etc.)

Le contenu du projet est résumé par le schéma ci-dessous :

Table, calendar

Description automatically generated

**3.2.2 Acticités détaillées**

Dans le cadre de l’étude de faisabilité, l’ensemble des activités a été détaillé ci-dessous pour présenter **les institutions porteuses, les motifs d’intervention, les objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus, la description des activités, la répartition des rôles et responsabilités, la période de mise en œuvre.**

Le niveau et le degré d’intervention des partenaires du projet mobilisés pour l’atteinte des résultats, ainsi que les acteurs clés associés, sont détaillés dans les Annexes 6.6. et 6.8.

**Composante 1 : Le contrôle des MTF de déchets plastiques**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 1.1: Préparer des analyses des cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle** | |
| Institutions porteuses | Experts nationaux juridiques, Points Focaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | En 2019, la CdP à la Convention de Bâle, lors de sa quatorzième réunion, a adopté des amendements aux annexes II, VIII et IX de la Convention dans le but de renforcer le contrôle des MTF de déchets plastiques et de clarifier le champ d'application de la Convention, laquelle concerne ainsi ce type de déchets. Les nouvelles entrées sont entrées en vigueur le 1er janvier 2021. Des MTF déchets plastiques qui ne sont pas conformes aux dispositions de la Convention de Bâle sont considérés comme trafic illicite. Le problème du trafic transfrontière illicite de déchets plastiques persiste à travers de nombreux pays. Dans de tels cas, les déchets plastiques sont souvent gérés de manière non écologiquement rationnelle et finissent par être rejetés dans l'environnement.  Comme l'a révélé une enquête menée dans le cadre du PDP, la plupart des pays sont encore confrontés à des défis importants pour intégrer les amendements au niveau national. L'analyse préliminaire a révélé que des instruments juridiques pertinents manquent et/ou doivent être mis à jour, que des politiques doivent être adoptées et que les responsabilités des institutions concernées doivent être plus clairement définies. Plus généralement, le Cap-Vert et le Sénégal disposent actuellement de capacités très limitées pour contrôler les MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle.  A noter que, dans le cadre du Comité chargé d’administrer le Mécanisme visant à favoriser l’exécution et le respect des obligations au titre de la Convention de Bâle, le Cap-Vert a élaboré un plan d'action de conformité et son cadre juridique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle a été revue. Bien que cela ait eu lieu avant les amendements sur les déchets plastiques, cela fournit une bonne base pour le travail à entreprendre dans le cadre de cette activité.[[22]](#footnote-22) |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont deux rapports (un par pays) analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle. Cette activité est étroitement liée à l'activité 2.1 (qui se concentre sur la GER) et l'analyse sera consolidée dans le même rapport préparé sous 2.1.  L’objectif est d’identifier les lacunes au Cap-Vert et au Sénégal en ce qui concerne la mise en œuvre et l'application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle, en particulier les amendements sur les déchets plastiques, d’un point de vue juridique, institutionnel et politique. Cela éclairera l'élaboration de recommandations dans le cadre de l'activité 1.3 et des plans dans le cadre de l'activité 1.4, et facilitera ainsi un meilleur contrôle des MTF et réduira le trafic illicite de déchets plastiques. |
| Description des activités | * Recruter les experts nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) et l’expert international juridique ; * Entreprendre des recherches, recueillir des informations et de la documentation (des législations et politiques pertinentes, des informations sur les dispositions institutionnelles, des plans potentiels pour développer des nouveaux statuts etc.) et faire des entretiens avec des parties prenantes ; * Identifier les lacunes dans le cadre juridique, politique et institutionnel existant pour le contrôle des MTF des déchets plastiques au Cap-Vert/Sénégal en vue de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, y compris les amendements sur les déchets plastiques, ainsi que les impacts attendus des amendements ; * Élaborer des ébauches des rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ; entreprendre des consultations avec les parties prenantes concernées (y compris des entretiens), en particulier les entités gouvernementales ; et recueillir et intégrer les commentaires reçus et réviser le rapport en conséquence ; * Organiser des consultations (y compris une réunion par pays) des parties prenantes pour examiner les rapports ; * Finaliser les rapports (un par pays). |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux juridiques : les experts juridiques nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal dirigeront les travaux de fond dans le cadre de cette activité. Ils seront chargés de rassembler les informations pertinentes, d'entreprendre des entretiens et des consultations avec les parties prenantes, et de rédiger le rapport. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de recruter les experts nationaux et internationaux, de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat fournira aussi des orientations (en s'appuyant sur des travaux similaires dans le cadre d’autres projets) et examinera les ébauches du rapport. * Expert international juridique : l'expert international juridique soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches du rapport etc. L'expert veillera à ce que le rapport soit conforme aux dispositions, cadres, instruments et lignes directrices internationaux pertinents. * Points Focaux de la Convention de Bâle : Les Points Focaux seront chargés de fournir des informations à l'expert national (copies des législation et politiques pertinentes, informations sur les dispositions institutionnelles, plans potentiels pour développer des nouveaux statuts etc.) et d'examiner les ébauches du rapport. Ils faciliteront également la contribution et l'examen des ébauches du rapport par d'autres entités gouvernementales (par exemple, le ministère de la Justice) et d’autres parties prenantes, y compris pour les réunions de consultation. * Autorités douanières, Ministères de la Justice, Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique / UCG (Sénégal); ANAS (Cap-Vert) ; et autres institutions gouvernementales : ces entités fourniront des informations (par exemple, l'accès aux documents pertinents, législations, etc.), participeront aux entretiens et à aux réunions, et examineront les ébauches du rapport. * Autres (secteur privé, société civile, etc.) : d'autres entités (telles que les exportateurs de déchets plastiques) fourniront des informations (par exemple, expériences dans l'import/export de déchets plastiques) et participeront aux entretiens. Les parties prenantes clés seront invitées aux réunions de consultation. * Coordinateurs nationaux : les coordinateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l'activité au niveau national, notamment en organisant les réunions de consultation. |
| Période de mise en œuvre | * Année (A) 1, trimestre (T) 1 : recrutement des experts nationaux et internationaux * A1T2 : collecte d'informations, entretiens, etc. ; élaboration des ébauches des rapports * A1T3 : organisation des réunions de consultation ; développement et révision des rapports sur la base des commentaires reçus * A1T4 : finalisation des rapports |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 1.2: Développer des inventaires des importations et exportations de plastiques et de déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Experts nationaux en inventaire, Points Focaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Afin de contrôler les MTF de déchets plastiques, il est essentiel que les autorités compétentes - les autorités douanières, les Points Focaux, la police et les autres autorités chargées de l'application des lois, le ministère de la Justice et d'autres décideurs politiques etc. - aient accès à des données précises, collectées systématiquement et à jour sur les quantités et les types de déchets plastiques importés et exportés. Comme les autres Parties à la Convention de Bâle, le Cap-Vert et le Sénégal sont tenus de déclarer les importations et les exportations de déchets plastiques inscrits aux annexes II et VIII à partir de 2021.  Actuellement, ni le Sénégal ni le Cap-Vert ne disposent de telles données. Les informations existantes sont anecdotiques et insuffisantes pour servir de base à l'élaboration et l’application de la législation et des politiques, à l'ajustement des structures institutionnelles, et à d'autres interventions. L'élaboration d'un inventaire des importations et des exportations de déchets plastiques est donc cruciale et éclairera les recommandations et les ébauches de législation élaborées dans le cadre de l'activité 1.3. Il est également important de renforcer les capacités nationales pour le développement de tels inventaires, afin que l'inventaire soit régulièrement mis à jour. Les données sur les importations et les exportations de produits en plastique seront incluses dans l'inventaire élaboré dans le cadre de l'activité 2.2. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont deux inventaires (un par pays) des importations et exportations de produits et déchets plastiques. Il est important de noter que les données sur les importations et les exportations de produits en plastique seront également collectées dans le cadre de cette activité ; cependant, ces données seront intégrées dans l'inventaire des déchets plastiques développé dans le cadre de l'activité 2.2, plutôt que dans l'inventaire des MTF des déchets plastiques développé dans le cadre de cette activité. Ces inventaires prendront également en compte la génération accrue de DEEE due à l’importation de matériels électroniques et électroménagers d’occasion provenant principalement d’Europe ou des Etats Unis, revendus sur place, mais à durée de vie courte.  L'objectif de cette activité est de fournir aux responsables politiques et aux décideurs au Cap-Vert et au Sénégal, des données fiables sur les importations et les exportations de déchets plastiques afin d'éclairer l'élaboration de la législation, des politiques et des ajustements institutionnels nécessaires (activité 1.2), et de renforcer les capacités de la mise en application. Cela permettra au Cap-Vert et au Sénégal de respecter leurs obligations en matière de rapports nationaux dans le cadre de la Convention de Bâle, facilitera un meilleur contrôle des MTF, et réduira le trafic illicite de déchets plastiques.  Ces données sont également indispensables pour mesurer le progrès à contrôler les MTF de déchets plastiques et à réduire le trafic illicite de déchets plastiques. Les données préliminaires recueillies dans la première ébauche de l'inventaire à la fin de l'année 1 fourniront les situations de référence notées à cet égard dans le cadre logique, et les informations les plus à jour disponibles à la fin du projet serviront à évaluer les progrès dans la réalisation de l'indicateur correspondant. |
| Description des activités | * Recruter les experts nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) et l’expert international en inventaire. * Former les experts nationaux à l'utilisation de la méthodologie d'élaboration des inventaires des importations et des exportations de déchets plastiques. * Recueillir des données sur les importations et les exportations de déchets plastiques en utilisant des sources d'informations nationales et internationales, notamment auprès des autorités douanières, des bureaux de statistiques, des chambres de commerce, des bases de données internationales pertinentes, etc. * Compiler et analyser les informations disponibles dans des feuilles Excel et des rapports (à consolider avec les inventaires nationaux de déchets plastiques préparés dans le cadre de l'activité 2.2) ; les rapports fourniront également des analyses des flux de données circulant entre les différentes entités et des recommandations visant à améliorer la collecte de données ; * Partager les inventaires avec les autorités nationales compétentes, intégrer les commentaires et finaliser l’inventaire ; * Mettre à jour les inventaires. |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux en inventaire : en étroite collaboration avec les Points Focaux, les experts nationaux en inventaire pour le Cap-Vert et le Sénégal dirigeront les travaux de fond dans le cadre de cette activité. Ils seront chargés de rassembler et analyser les données, d'entreprendre des entretiens et des consultations avec les parties prenantes, et de rédiger l’inventaire. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de recruter les experts nationaux et internationaux, de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat appuiera la formation des experts nationaux et des Points Focaux, fournira des orientations (en s'appuyant sur des travaux similaires dans le cadre d’autres projets) et examinera les ébauches de l’inventaire. * Expert international en inventaire : l'expert international en inventaire formera les experts nationaux et les Points Focaux à l'utilisation de la méthodologie. L’expert soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches d’inventaire etc. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux travaillent en étroite collaboration avec les experts nationaux pour développer l'inventaire. Ils seront chargés de faciliter l'accès aux parties prenantes concernées en vue de collecter des données, de s'assurer que les principales parties prenantes sont engagées dans l'activité, etc. Une fois l'inventaire terminé, ils communiqueront les données dans le cadre du système de notification de la Convention de Bâle. Ils seront chargés de maintenir et de faciliter la mise à jour régulière des inventaires au-delà de la durée du projet. * Autorités douanières, Ministère du Commerce, bureaux statistiques, Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique / UCG (Sénégal) ; ANAS (Cap-Vert) ; et autres institutions gouvernementales : ces entités fourniront des données sur les importations et les exportations de déchets plastiques. Elles examineront les ébauches d’inventaire. * Chambres de commerces, sociétés de gestion des déchets et d’autres acteurs : les chambres de commerces, sociétés de gestion des déchets et d’autres sociétés qui importent/exportent des déchets plastiques fourniront des données sur les types et quantités de déchets plastiques importés/exportés. * Coordinateurs nationaux : les coordonnateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l’activité au niveau national, entre autres en soutenant la coordination avec les parties prenantes. |
| Période de mise en œuvre | * A1T1 : recrutement des experts nationaux et internationaux * A1T2-A1T4 : collecte d’informations, entretiens etc. * A1T4 : élaboration de la première ébauche de l’inventaire * A2T1-A2T2 : finalisation de l’inventaire * A2T3-A3T4 : mise à jour de l’inventaire |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 1.2 :**  Comme évoqué dans la partie contexte, il subsiste actuellement des lacunes sur les connaissances et le suivi des importations et exportations de déchets plastiques, en particulier au Sénégal où ces flux semblent conséquents. Cette activité permettra de définir une base initiale, qui permettra ensuite un suivi de ces flux. Par ailleurs, comme noté par le CST du FFEM en phase NIP, il est important d’inclure dans cet inventaire une évaluation des imports/exports de plastiques (matière première et produits semi finis et finis), pour avoir une idée des quantités de déchets plastiques potentiellement générés dans les pays. Ceci est particulièrement important pour le Cap-Vert, qui a une faible production locale et importe directement des produits finis sur son territoire. La vision sur les produits importés permettra de mieux comprendre la nature des déchets plastiques susceptibles d’être produits, et de pouvoir mettre en œuvre des actions de prévention et d’identifier des alternatives.  La bonne réussite de ces activités repose sur une coopération avec les services douaniers des deux pays. Lors de la mission de faisabilité, les autorités douanières se sont montrées très intéressées par le projet. Il est à noter que pour les deux pays, les autorités douanières travaillent déjà en bonne collaboration avec les ministères de l’environnement pour la mise en œuvre des restrictions concernant l’importation de certains produits/déchets plastiques. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 1.3 : Préparer des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour les MTF de déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Experts juridiques nationaux, Points Focaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Comme expliqué dans les motifs d’intervention de l’activité 1.1, le Cap-Vert et le Sénégal sont confrontés à des défis importants pour intégrer les amendements au niveau national. L’analyse préliminaire a révélé que des instruments juridiques pertinents manquent et/ou doivent être mis à jour, que des politiques doivent être adoptées et que les responsabilités des institutions concernées doivent être plus clairement définies. Plus généralement, le Cap-Vert et le Sénégal disposent actuellement de capacités très limitées pour contrôler les MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle.  Bien que les deux pays soient confrontés à des défis, il est important de noter que l’état des lieux est différé dans les deux pays et qu’ils sont confrontés à des défis et des opportunités différentes. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | S’appuyant sur l’analyse développée dans le cadre de l’activité 1.1, les réalisations principales de cette activité sont des rapports (un par pays) compilant des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour le contrôle des MTF de déchets plastiques. Certaines recommandations pourraient être adoptées et mises en œuvre pendant la durée du projet (y compris dans le cadre de l’activité 1.4), tandis que l’adoption et la mise en œuvre d’autres recommandations (notamment des instruments juridiques) seront initiées pendant la durée du projet mais pourront, selon les cas, être complétées par la suite (p.ex. si une réforme législative doit être adoptée par le Parlement). Le Secrétariat continuera de fournir l’assistance et le soutien nécessaires pour faciliter la mise en œuvre de ces recommandations au-delà de la durée du projet.  L’objectif est de faciliter l’adoption et l’application des mesures juridiques, politiques et institutionnelles nécessaires pour intégrer les amendements au niveau national, ainsi que de clarifier les responsabilités des institutions concernées en ce qui concerne les MTF de déchets plastiques (qui informera également l’élaboration des plans dans le cadre de l’activité 1.4). Cela facilitera un meilleur contrôle des MTF et réduira le trafic illicite de déchets plastiques. |
| Description des activités | * Élaborer des recommandations et/ou des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour les MTF. * Développer plusieurs ébauches des recommandations/instruments juridiques en étroite collaboration avec les parties prenantes ; recueillir et intégrer les commentaires reçus et réviser le rapport en conséquence ; * Organiser des réunions de consultation des parties prenantes (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) pour examiner le rapport ; * Finaliser le rapport avec les recommandations/ébauches des instruments juridiques ; * Initier l’adoption/la mise en œuvre des recommandations (voire aussi activité 1.4)/ ébauches d’instruments juridiques (par exemple soumission au Parlement). |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux juridiques : les experts juridiques nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal dirigeront les travaux de fond dans le cadre de cette activité. Ils seront chargés d’entreprendre des entretiens et des consultations avec les parties prenantes, et de rédiger les recommandations/ébauches des instruments juridiques. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat fournira aussi des orientations (en s’appuyant sur des travaux similaires dans le cadre d’autres projets) et examinera les ébauches des recommandations/instruments juridiques. Le Secrétariat veillera à ce que les recommandations/instruments juridiques soient conformes aux dispositions, cadres, instruments et lignes directrices internationaux pertinents. * Expert international juridique (même expert que sous les activités 1.1 et 1.4) : l’expert international juridique soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches etc. L’expert veillera à ce que les recommandations/instruments juridiques soient conformes aux dispositions, cadres, instruments et lignes directrices internationaux pertinents. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux seront chargés de travailler en étroite collaboration avec les experts nationaux dans l’élaboration des recommandations /projets d’instruments juridiques. Ils faciliteront également la contribution et l’examen des ébauches par d’autres entités gouvernementales (par exemple, le ministère de la Justice) et d’autres parties prenantes, y compris pour les réunions de consultation. En étroite collaboration avec les autres institutions gouvernementales, ils seront chargés de prendre les mesures nécessaires pour l’adoption/la mise en œuvre des recommandations/projets d’instruments juridiques, selon le cas. * Autorités douanières, Ministère de la Justice, Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique / UCG (Sénégal) ; ANAS (Cap-Vert) ; et autres institutions gouvernementales : ces entités seront étroitement consultées tout au long de l’élaboration des recommandations/projets d’instruments juridiques. Elles fourniront des conseils, des commentaires et des suggestions, et participeront aux réunions. Elles examineront les ébauches et approuveront le rapport final avec les recommandations/projets d’instruments juridiques. En étroite collaboration avec le Point Focal, elles seront chargées de prendre les mesures nécessaires pour l’adoption/la mise en œuvre des recommandations/projets d’instruments juridiques, selon le cas. * Autres (secteur privé, société civile, etc.) : d’autres entités (telles que les exportateurs de déchets plastiques) seront consultées et invitées à fournir des commentaires, selon le cas. Les parties prenantes clés seront invitées aux réunions de consultation. * Coordinateurs nationaux : les coordonnateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l’activité au niveau national, notamment en organisant les réunions de consultation. |
| Période de mise en œuvre | * A1T3-A1T4 : consultations avec les parties prenantes et développement des ébauches des recommandations/instruments juridiques * A2T1 : organisation des réunions de consultation ; révision des ébauches des recommandations/instruments juridiques sur la base des commentaires reçus * A2T2 : finalisation des recommandations/ébauches des instruments juridiques * A2T3-A3T4 : initiation de l’adoption/mise en œuvre des recommandations/ébauches d’instruments juridiques |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 1.3 :**  En termes réglementaires, les deux pays ont initié récemment des actions importantes sur la thématique de la gestion des déchets plastiques, qui englobent les problématiques d’import/exports : loi plastique de 2020 au Sénégal, ébauche de loi en cours de préparation au Cap vert. Ces lois englobent la question des importations de déchets et de produits plastiques mais ne se réfèrent pas/peu à la convention de Bâle. De plus, elles ne disposent pas, pour l’instant, de décrets d’application permettant une mise en œuvre effective.  La composante 1 permettra un accompagnement des deux pays sur ces questions réglementaires et juridiques, ainsi que sur l’application de ces lois et de la convention de Bâle. La rédaction des recommandations réglementaires notamment, doit se faire en partenariat avec les services juridiques des ministères de l’Environnement des 2 pays, pour assurer une bonne intégration dans les travaux en cours sur le sujet. La mission de faisabilité a identifié une attente très forte sur cet aspect dans les 2 pays, en particulier un besoin de retour d’expérience internationale sur l’instauration et la mise en œuvre des politiques publiques. **En accord avec le porteur de projet, l’analyse et le travail sur le cadre réglementaire sera conduit au niveau national dans le cadre de l’activité 1.3, et l’approche régionale, à travers la CEDEAO notamment, sera traitée dans le cadre de l’activité 1.4.** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 1.4 : Elaborer des plans nationaux et un plan de collaboration entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Experts juridiques nationaux, Points Focaux, Secrétariat BRS et CRCBS-AF-Sénégal |
| Motifs d’intervention | Comme expliqué dans les motifs d’intervention de l’activité 1.1 et 1.3, le Cap-Vert et le Sénégal sont confrontés à des défis importants pour appliquer les amendements au niveau national. Dans les deux pays, n’existent actuellement pas ou ne sont pas suffisamment élaborés des procédures opérationnelles standard pour tous les acteurs concernés pour les inspections des expéditions de déchets plastiques, les mesures à prendre en cas de trafic illégal de déchets plastiques, l’approbation des importations/exportations, la collecte de données aux fins de la déclaration nationale des importations/exportations de déchets plastiques dans le cadre de la Convention de Bâle, etc.  Il n’existe pas à l’heure actuelle de stratégies à long terme décrivant comment les pays prévoient de mieux contrôler les MTF de déchets plastiques, dû entre autres, à un manque de coordination au niveau régional. Il y a actuellement peu d’échanges d’expériences et des données, d’harmonisation des politiques et instruments juridiques etc., entre les pays francophones d’Afrique de l’Ouest en ce qui concerne le contrôle des MTF des déchets plastiques, malgré les relations économiques et politiques étroites (par exemple dans le cadre de la CEDEAO). |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont des plans nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) et un plan de collaboration entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques.  Les plans nationaux préciseront des procédures opérationnelles standard concernant le contrôle des MTF de déchets plastiques, y compris les mesures nécessaires pour les mettre en place, garantissant ainsi que tous les acteurs impliqués soient conscients de leurs responsabilités et prennent des mesures en conséquence. Ceci est informé par l’analyse entreprise dans le cadre de l’activité 1.1, et complète et opérationnalise les réformes juridiques, politiques et institutionnelles développées dans le cadre de l’activité 1.3. Le plan régional aura pour effet de fortifier la collaboration entre les pays francophones d’Afrique de l’Ouest, renforçant ainsi les capacités de tous les pays concernés à contrôler les MTF de déchets plastiques au niveau national et régional. |
| Description des activités | * Élaborer les éléments des plans nationaux et du plan de collaboration entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques ; * Développer plusieurs ébauches des plans en étroite collaboration avec les parties prenantes ; recueillir et intégrer les commentaires reçus et réviser les rapports en conséquence ; * Organiser des réunions de consultation des parties prenantes nationales (une pour le Cap-Vert et une pour le Sénégal) et une réunion régionale pour discuter les plans ; * Finaliser et adopter les plans et initier leur mise en œuvre |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux juridiques : les experts nationaux juridiques seront chargés d’élaborer les plans nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal en étroite collaboration avec les parties prenantes. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat examinera aussi les ébauches des plans. * Expert international juridique : l’expert international juridique soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches des plans nationaux etc. L’expert international juridique soutiendra également le CRCBS-AF-Sénégal dans l’élaboration du plan régional. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux du Cap-Vert et du Sénégal seront chargés de travailler en étroite collaboration avec les experts nationaux dans l’élaboration des plans nationaux. Ils faciliteront également la contribution et l’examen des ébauches par d’autres entités gouvernementales (par exemple, les autorités douanières) et d’autres parties prenantes, y compris pour les réunions de consultation. En étroite collaboration avec les autres institutions gouvernementales, ils seront chargés de prendre les mesures nécessaires pour initier la mise en œuvre des plans. Les Points Focaux du Bénin, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo seront chargés de travailler en étroite collaboration avec le CRCBS-AF-Sénégal dans l’élaboration du plan régional. * CRCBS-AF-Sénégal : le Centre sera responsable de l’élaboration du plan régional. Il coordonnera les consultations avec les points focaux et les autres parties prenantes concernées (p.ex., la CEDEAO) et organisera un atelier régional pour discuter du plan. * Autorités douanières, Ministère de la Justice, Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique / UCG (Sénégal) ; ANAS (Cap-Vert) ; et autres institutions gouvernementales : ces entités seront étroitement consultées tout au long de l’élaboration des recommandations/projets d’instruments juridiques. Elles fourniront des conseils, des commentaires et des suggestions, et participeront aux réunions. Elles examineront les ébauches et approuveront le rapport final avec les recommandations/projets d’instruments juridiques. En étroite collaboration avec le Point Focal, elles seront chargées de prendre les mesures nécessaires pour l’adoption/la mise en œuvre des recommandations/projets d’instruments juridiques, selon le cas. * Organisations régionales : des organisations régionales pertinentes (notamment les secrétariats de la CEDEAO, de la Convention de l’Abidjan, du WACA, de l’UICN etc.) seront consultées dans l’élaboration du plan régional. Elles seront également invitées à participer à l’atelier régional. * Coordinateurs nationaux : les coordonnateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l’activité au niveau national, notamment en organisant les réunions de consultation. |
| Période de mise en œuvre | * A2T1-A2T2 : élaboration des éléments des plans nationaux et du plan de collaboration régionale * A2T3 : organisation des réunions de consultation ; révision des ébauches des plans sur la base des commentaires reçus * A2T4 : finalisation des plans * A3T1-A3T4 : initiation de la mise en œuvre des plans |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 1.5 : Former les autorités douanières / inspecteurs / autres parties prenantes impliquées dans les MTF** | |
| Institution porteuse | Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Comme confirmé lors des réunions avec les autorités douanières lors de la mission de faisabilité, les autorités douanières ont une capacité limitée pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention de Bâle en ce qui concerne le contrôle des MTF de déchets, y compris les amendements sur les déchets plastiques. On observe un manque de compréhension des dispositions pertinentes ainsi que des compétences pratiques insuffisantes. Les autorités ont montré un très fort intérêt pour une formation sur le contrôle des MTF des déchets plastiques. De même, les difficultés de mise en application des textes récents réglementant les importations de produits et déchets plastiques dans les 2 pays montrent l’importance de cet aspect formation et la nécessité d’une collaboration renforcée entre les Services des Ministères de l’Environnement et les autorités douanières. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | La réalisation principale de cette activité est une formation des autorités douanières du Cap-Vert et du Sénégal au contrôle des MTF de déchets dangereux et autres, en particulier sur les amendements relatifs aux déchets plastiques. La formation s’appuiera sur les conclusions de 1.1, 1.2 et 1.3, et familiarisera les autorités avec le plan et les procédures opérationnelles standard élaborées sous 1.4.  La formation portera sur l’application de la Convention de Bâle en ce qui concerne le contrôle des MTF de déchets dangereux et autres, en particulier les amendements sur les déchets plastiques. La formation couvrira également des sujets tels que l’identification des expéditions suspectes, l’analyse de la cargaison, les procédures opérationnelles standard à suivre, etc. En renforçant les connaissances pratiques et théoriques des autorités douanières, la formation augmentera les capacités du Cap-Vert et du Sénégal à contrôler les MTF non seulement des déchets plastiques, mais aussi d’autres déchets. |
| Description des activités | * Préparer le contenu des formations sur la base des orientations existantes et du matériel développé par le Secrétariat, l’OMD et Interpol, en tenant compte des expériences acquises lors des formations entreprises par le Secrétariat dans d’autres pays, et ajuster le contenu aux besoins concrets du Cap-Vert et du Sénégal. * Prendre les dispositions logistiques pour les formations (lieu, participants, etc.) * Livrer les formations * Évaluer le succès de la formation à travers un questionnaire et identifier les besoins futurs |
| Rôles et responsabilités | * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité. Le Secrétariat élaborera l’ordre du jour ; dirigera l’élaboration du contenu de la formation (et du questionnaire) avec le soutien substantiel de l’expert international et en étroite consultation avec les Points Focaux, les autorités douanières, l’OMD et Interpol ; et livrera la formation en collaboration avec l’expert, l’OMD et Interpol. * Expert international en MTF (à recruter) : l’expert international soutiendra le Secrétariat dans le développement du contenu de la formation et dirigera certaines des sessions. * OMD et Interpol : L’OMD et Interpol seront consultés lors de l’élaboration du contenu de la formation, apporteront leur contribution et dirigeront certaines des sessions. * Autorités douanières : les autorités douanières du Cap-Vert et du Sénégal seront le public cible principal et assisteront à la formation ; avant la formation, ils fourniront des informations pertinentes au Secrétariat (par exemple, concernant les besoins de formation spécifiques) ; après la formation, ils rempliront le questionnaire et prendront les mesures de suivi identifiées lors de la formation. * Points Focaux : les points focaux soutiendront la préparation de la formation, notamment en facilitant la coordination avec les autorités douanières, participeront à la formation et assureront le suivi. |
| Période de mise en œuvre | * A2T3-A3T1 : préparation de la formation (substantielle et logistique) * A3T2 : formation * A3T3-A3T4 : suivi de l’application des connaissances acquises. |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 1.5 :**  Les échanges avec les autorités douanières des deux pays ont montré un très fort intérêt pour cette formation. De même, les difficultés de mise en application des textes récents réglementant les importations de produits et déchets plastiques dans les 2 pays, pointent l’importance de cet aspect formation et la nécessité d’une collaboration renforcée entre les Services des Ministères de l’Environnement et les autorités douanières. |

**Composante 2 : Amélioration de la GER des déchets plastiques**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 2.1 : Préparer des analyses des cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux ainsi que des analyses des infrastructures pour assurer la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle** | |
| Institutions porteuses | Experts nationaux juridiques, experts nationaux en GER, Points Focaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Les catégories de déchets plastiques spécifiées dans les annexes II et VII de la Convention de Bâle à la suite des amendements sur les déchets plastiques, ne sont pas non plus soumises aux dispositions de la Convention relatives à la GER. Le Cap-Vert et le Sénégal sont donc obligés de prendre les dispositions voulues pour assurer que ces déchets plastiques soient gérés d’une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l’environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets.  Assurer la GER des déchets plastiques nécessite l’existence et la mise en œuvre des réglementations et politiques appropriées, l’existence d’arrangements institutionnels adéquats, ainsi que l’existence des infrastructures pertinentes. Le Cap-Vert et le Sénégal sont encore confrontés à des défis importants pour intégrer les amendements au niveau national en vue de la GER des déchets plastiques. Des instruments juridiques pertinents manquent et/ou doivent être mis à jour, des politiques doivent être adoptées, et les responsabilités des institutions concernées doivent être plus clairement définies. On peut observer un écart important entre le rôle prescrit par le cadre réglementaire et institutionnel, et le rôle réellement joué. Les deux pays, mais en particulier le Cap-Vert, disposent d’infrastructures très limitées pour la GER des déchets plastiques. Le secteur informel joue un rôle important, en particulier au Sénégal. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont deux rapports (un par pays) analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux, ainsi que deux rapports (un par pays) analysant les infrastructures pour assurer la GER de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle. La préparation des rapports juridiques, politiques et institutionnels est étroitement liée à l’activité 1.1 (qui se concentre sur les MTF), et les analyses seront consolidées dans les mêmes rapports préparés sous 1.1.  L’objectif est d’identifier les lacunes au Cap-Vert et au Sénégal pour assurer la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle d’un point de vue juridique, institutionnel et politique, ainsi que d’un point de vue de l’infrastructure. Cela éclairera l’élaboration de recommandations dans le cadre de l’activité 2.3 et des plans nationaux pour la GER des déchets plastiques dans le cadre de l’activité 2.4, et facilitera ainsi une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. |
| Description des activités | * Recruter les experts nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) et internationaux juridiques (mêmes experts que ceux recrutés sous 1.1) ainsi que les experts nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) et internationaux en GER ; * Entreprendre des recherches (p.ex. analyse du rôle du secteur informel), recueillir des informations (p.ex. concernant les capacités de collecte, de séparation, de recyclage, etc.) et de la documentation (p.ex., des législations et politiques pertinentes, informations sur les dispositions institutionnelles, plans potentiels pour développer des nouveaux statuts etc.) et faire des entretiens avec les parties prenantes; * Identifier les lacunes dans le cadre juridique, politique et institutionnel existant, ainsi que concernant les infrastructures pour la GER des déchets plastiques au Cap-Vert/Sénégal en vue de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, y compris les amendements sur les déchets plastiques ainsi que les impacts attendus des amendements ; * Élaborer des ébauches des rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux ainsi que les infrastructures pour assurer la GER de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ; entreprendre des consultations avec les parties prenantes concernées (y compris des entretiens), en particulier les entités gouvernementales ; recueillir et intégrer les commentaires reçus et réviser le rapport en conséquence ; * Organiser des consultations (y compris une réunion par pays) des parties prenantes pour examiner les rapports ; * Finaliser les rapports. |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux juridiques et experts nationaux en GER : les experts nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal dirigeront les travaux de fond dans le cadre de cette activité. Ils seront chargés de rassembler les informations pertinentes, d’entreprendre des entretiens et des consultations avec les parties prenantes, et de rédiger les rapports. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de recruter les experts nationaux et internationaux, de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat fournira aussi des orientations (en s’appuyant sur des travaux similaires dans le cadre d’autres projets) et examinera les ébauches des rapports. * Expert international juridique et expert international en GER : les experts internationaux soutiendront les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches du rapport etc. Ils veilleront à ce que le rapport soit conforme aux dispositions, cadres, instruments et lignes directrices internationaux pertinents. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux seront chargés de fournir des informations et documentations à l’expert national (p.ex. données sur les capacités de collecte, copies des législations et politiques pertinentes, informations sur les dispositions institutionnelles, plans potentiels pour développer des nouveaux statuts et infrastructures, etc.) et d’examiner les ébauches des rapports. Ils faciliteront également la contribution et l’examen des ébauches des rapports par d’autres entités gouvernementales (par exemple, les Ministères de la Justice) et d’autres parties prenantes, y compris pour les réunions de consultation. * Ministères de la Justice, Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique / UCG (Sénégal) ; ANAS (Cap-Vert) ; Ministères des Finances ; Ministères de la Sante ; Ministères de l’Infrastructure et autres institutions gouvernementales : ces entités fourniront des informations (par exemple, l’accès aux documents pertinents, législations, etc.), participeront aux entretiens et aux réunions, et examineront les ébauches du rapport. * Entreprises de gestion des déchets (ex. Caboplast, Proplast etc.), autres entités du secteur privé (ex. Tecnicil), associations (ex. CAES, UNAPAS, chambres de commerce, chambres de tourisme etc.), organisations de la société civile (ex. Biosfera, OCEANIUM etc. ), eautres entités (par exemple UNAPAS, etc.), représentants du secteur informel (ex. Mbeubeusses) : ces entités fourniront des informations (p.ex., expériences en matière de respect du cadre juridique, pratiques et défis pour assurer la GER des déchets), participeront aux entretiens, etc. Les parties prenantes clés seront invitées aux réunions de consultation. * Coordinateurs nationaux : les coordonnateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l’activité au niveau national, notamment en organisant les réunions de consultation. |
| Période de mise en œuvre | * Année (A) 1, trimestre (T) 1 : recrutement des experts nationaux et internationaux * A1T2 : collecte d’informations, entretiens, etc. ; élaboration des ébauches des rapports * A1T3 : organisation des réunions de consultation ; développement et révision des rapports sur la base des commentaires reçus * A1T4 : finalisation des rapports |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 2.1 :**  Cette activité permettra d’analyser le rôle des parties prenantes dans la gestion des déchets plastiques et notamment les écarts entre le rôle prescrit par le cadre réglementaire et institutionnel et le rôle réellement joué. Une analyse du rôle du secteur informel dans la gestion des plastiques sera également établie. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 2.2 : Développer des inventaires nationaux de déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Experts nationaux en inventaire, Points Focaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Afin d’assurer la GER de déchets plastiques, il est essentiel que les autorités compétentes aient accès à des données précises, collectées systématiquement et à jour sur les quantités et les types de produits et déchets plastiques circulant dans les pays. Actuellement, ni le Sénégal ni le Cap-Vert ne disposent de telles données. Les informations existantes sont anecdotiques et insuffisantes pour servir de base à l’élaboration et l’application de la législation et des politiques, à l’ajustement des structures institutionnelles, à l’élaboration et l’application des stratégies nationales pour la GER des déchets plastiques, et à d’autres interventions.  L’élaboration des inventaires nationaux de déchets plastiques est donc cruciale et éclairera les recommandations et les ébauches de législation élaborées dans le cadre de l’activité 2.3, ainsi que l’élaboration des stratégies nationales pour la GER des déchets plastiques dans le cadre de l’activité 2.4. Il est également important de renforcer les capacités nationales pour le développement de tels inventaires, afin que l’inventaire soit régulièrement mis à jour. Les données sur les importations et les exportations de déchets plastiques ainsi que sur la production, les importations et les exportations de produits en plastique collectées dans le cadre de l’activité 1.2, seront intégrées dans ces inventaires.  Ces données sont également indispensables pour mesurer le progrès à assurer la GER de déchets plastiques et augmenter le pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. Les données préliminaires recueillies dans la première ébauche de l’inventaire à la fin de l’année 1 fourniront les situations de référence notées à cet égard dans le cadre logique, et les informations les plus à jour disponibles à la fin du projet serviront à évaluer les progrès dans la réalisation de l’indicateur correspondant. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont deux inventaires nationaux (un par pays) de déchets plastiques. Ces inventaires fourniront une image complète des flux de produits plastiques et de déchets plastiques aux niveaux nationaux. Ils contiendront des données sur les quantités et les types de plastiques produits/importés/exportés ainsi que sur les quantités et les types de déchets plastiques générés par secteur. Ils contiendront également des données sur le devenir de ces déchets plastiques : quelle quantité est rejetée dans l’environnement et à quel stade du cycle de vie, quelle quantité est collectée (y compris par le secteur informel), recyclée, mise en décharge, incinérée, etc.  L’objectif de cette activité est de fournir aux responsables politiques et aux décideurs au Cap-Vert et au Sénégal des données fiables sur les flux de produits et de déchets plastiques au niveau national afin d’éclairer l’élaboration de la législation, des politiques et des ajustements institutionnels nécessaires (activité 2.3), de renforcer les capacités de la mise en application, ainsi que d’éclairer l'élaboration des stratégies nationales de GER des déchets plastiques (activité 2.4). Cela facilitera ainsi une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. |
| Description des activités | * Recruter les experts nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) et l’expert international en inventaire. * Former les experts nationaux à l’utilisation de la méthodologie d’élaboration des inventaires nationaux de déchets plastiques. * Recueillir des données sur le flux de produits plastiques et de déchets plastiques au niveau national, notamment auprès des Ministères et agences concernés, des bureaux de statistiques, des sociétés de la gestion des déchets, des producteurs et importateurs de produits en plastique, des chambres de commerce, des bases de données internationales, etc. * Compiler et analyser les informations disponibles dans des feuilles Excel et des rapports, constituant les inventaires ; les rapports fourniront également des analyses des flux de données circulant entre les différentes entités et des recommandations sur la manière visant à améliorer la collecte de données sur les déchets plastiques ; * Partager les inventaires avec les autorités nationales compétentes, intégrer les commentaires, et finaliser l’inventaire ; * Mettre à jour les inventaires. |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux en inventaire : en étroite collaboration avec les Points Focaux, les experts nationaux en inventaire dirigeront les travaux de fond dans le cadre de cette activité. Ils seront chargés de rassembler et analyser les données, d’entreprendre des entretiens et des consultations avec les parties prenantes, et de rédiger les inventaires. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat appuiera la formation des experts nationaux et Points Focaux, fournira des orientations (en s’appuyant sur des travaux similaires dans le cadre d’autres projets) et examinera les ébauches d’inventaires. * Expert international en inventaire : l’expert international en inventaire formera les experts nationaux et les Points Focaux à l’utilisation de la méthodologie. L’expert soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches d’inventaires, etc. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux travaillent en étroite collaboration avec les experts nationaux pour développer l’inventaire. Ils seront chargés de faciliter l’accès aux parties prenantes concernées en vue de collecter des données, de s’assurer que les principales parties prenantes sont engagées dans l’activité, etc. Ils seront chargés de maintenir et de faciliter la mise à jour régulière des inventaires au-delà de la durée du projet. * Ministères du Commerce, bureaux statistiques, autorités douanières, Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique / UCG (Sénégal); ANAS (Cap-Vert), et autres institutions gouvernementales : ces entités fourniront des données sur la production et les importations des produits plastiques, les quantités et types de déchets plastiques collectés etc. Ils examineront les ébauches d’inventaires. * Sociétés de la gestion des déchets, producteurs et importateurs de produits en plastique, chambres de commerce, autres acteurs du secteur privé et autres entités non gouvernementales, telles que les ONG engagées dans la gestion des déchets plastiques : ces entités fourniront des données sur la production et les importations des produits plastiques, les quantités et types de déchets plastiques recyclés, etc. * Coordinateurs nationaux : les coordinateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l'activité au niveau national, entre autres en soutenant la coordination avec les parties prenantes. |
| Période de mise en œuvre | * A1T2-A1T4 : collecte d'informations, entretiens etc. * A1T4: élaboration de la première ébauche de l’inventaire * A2T1-A2T2 : finalisation de l’inventaire * A2T3-A3T4 : mise à jour de l'inventaire |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 2.2. :**  Les conclusions et recommandations de l’inventaire en cours sur la région de Dakar dans le cadre du projet PROMOGED (inventaire des initiatives existantes, cartographie de la chaîne de valeurs des plastiques à Dakar et dans sa région) seront intégrées dans la stratégie nationale pour la GER des déchets plastiques qui sera développée dans le cadre du présent projet. Il est souligné que l’inventaire recensera les acteurs formels et informels impliqués dans toutes les étapes de la filière. Au Cap Vert, l’inventaire sera plus aisé à mener, compte tenu des faibles quantités de déchets plastiques et du peu d’installations de gestion des déchets existantes. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 2.3 : Préparer des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour la GER de déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Experts juridiques nationaux, Points Focaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Comme expliqué dans les motifs d’intervention de l’activité 2.1, le Cap-Vert et le Sénégal sont encore confrontés à des défis importants pour intégrer les amendements au niveau national en vue de la GER des déchets plastiques. L’analyse préliminaire a révélé que des instruments juridiques pertinents manquent et/ou doivent être mis à jour, que des politiques doivent être adoptées, et que les responsabilités des institutions concernées doivent être plus clairement définies. Plus généralement, le Cap-Vert et le Sénégal disposent actuellement de capacités très limitées pour contrôler la GER de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle.  Bien que les deux pays soient confrontés à des défis, il est important de noter que l’état des lieux est différé dans les deux pays et qu’ils sont confrontés à des défis et des opportunités différents. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | S’appuyant sur l’analyse développée dans le cadre de l’activité 2.1, les réalisations principales de cette activité sont des rapports (un par pays) compilant des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour la GER des déchets plastiques. Certaines recommandations pourraient être adoptées et mises en œuvre pendant la durée du projet, tandis que l’adoption et la mise en œuvre d’autres recommandations (notamment des instruments juridiques), seront initiées pendant la durée du projet mais pourront, selon les cas, être complétées par la suite (p.ex. si une réforme législative doit être adoptée par le Parlement). Le Secrétariat continuera de fournir l’assistance et le soutien nécessaires pour faciliter la mise en œuvre de ces recommandations au-delà de la durée du projet.  Les recommandations tiendront dûment compte de la situation spécifique des deux pays. Par exemple, le Sénégal a un secteur informel très important, ce qui signifie qu'il sera nécessaire de mettre davantage l'accent sur l'intégration/la formalisation du secteur informel.  L’objectif est de faciliter l’adoption et l’application des mesures juridiques, politiques et institutionnelles nécessaires pour assurer la GER de déchets plastiques (qui informera également l’élaboration des plans dans le cadre de l’activité 2.4). Cela facilitera une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. |
| Description des activités | * Élaborer des recommandations et/ou des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour la GER des déchets plastiques ; * Développer plusieurs ébauches des recommandations/instruments juridiques en étroite collaboration avec les parties prenantes ; recueillir et intégrer les commentaires reçus et réviser les ébauches en conséquence ; * Organiser des réunions de consultation des parties prenantes (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) pour examiner les rapports ; * Finaliser les rapports avec les recommandations/ébauches des instruments juridiques ; * Initier l’adoption/la mise en œuvre des recommandations (voir aussi activité 2.4) / ébauches d’instruments juridiques (par exemple soumission au Parlement). |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux juridiques : les experts nationaux juridiques dirigeront les travaux de fond dans le cadre de cette activité. Ils seront chargés d’entreprendre des entretiens et des consultations avec les parties prenantes, et de rédiger les recommandations/ébauches des instruments juridiques. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat fournira aussi des orientations (en s’appuyant sur des travaux similaires dans le cadre d’autres projets) et examinera les ébauches des recommandations/instruments juridiques. Le Secrétariat veillera à ce que les recommandations/instruments juridiques soient conformes aux dispositions, cadres, instruments et lignes directrices internationaux pertinents. * Expert international juridique : l’expert international juridique soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches etc. L’expert veillera à ce que les recommandations/instruments juridiques soient conformes aux dispositions, cadres, instruments et lignes directrices internationaux pertinents. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux seront chargés de travailler en étroite collaboration avec les experts nationaux dans l’élaboration des recommandations /projets d’instruments juridiques. Ils faciliteront également la contribution et l’examen des ébauches par d’autres entités gouvernementales (par exemple, les Ministères de la Justice, UCG, ANAS etc.) et d’autres parties prenantes, y compris pour les réunions de consultation. En étroite collaboration avec les autres institutions gouvernementales, ils seront chargés de prendre les mesures nécessaires pour l’adoption/la mise en œuvre des recommandations/projets d’instruments juridiques, selon le cas. * Ministères de la Justice, Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique / UCG (Sénégal) ; ANAS (Cap-Vert) ; Ministères des Finances ; Ministères de la Santé ; Ministères de l’Infrastructure et autres institutions gouvernementales : ces entités seront étroitement consultées tout au long de l’élaboration des recommandations/projets d’instruments juridiques. Ils fourniront des conseils, des commentaires et des suggestions, et participeront aux réunions. Ils examineront les ébauches et approuveront le rapport final avec les recommandations/projets d’instruments juridiques. En étroite collaboration avec le Point Focal, ils seront chargés de prendre les mesures nécessaires pour l’adoption/la mise en œuvre des recommandations/projets d’instruments juridiques, selon le cas. * Entreprises de gestion des déchets (ex. Caboplast, Proplast etc.), autres entités du secteur privé (ex. Tecnicil), associations (ex. CAES, UNAPAS, chambres de commerce, chambres de tourisme etc.), organisations de la société civile (ex. Biosfera, OCEANIUM etc. ), et d’autres entités (par exemple UNAPAS, etc.), représentants du secteur informel (ex. Mbeubeusses) : ces entités seront consultées et invitées à fournir des commentaires sur les ébauches des recommandations et apporteront des suggestions (p.ex. concernant des règlements visant à établir des systèmes de responsabilité élargie des producteurs, législation sur la formalisation du secteur informel etc.). Les parties prenantes clés seront invitées aux réunions de consultation. * Coordinateurs nationaux : les coordinateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l’activité au niveau national, notamment en organisant les réunions de consultation. |
| Période de mise en œuvre | * A1T3-A1T4 : consultations avec les parties prenantes et développement des ébauches des recommandations/instruments juridiques * A2T1 : organisation des réunions de consultation ; révision des ébauches des recommandations/instruments juridiques sur la base des commentaires reçus * A2T2 : finalisation des recommandations/ébauches des instruments juridiques * A2T3-A3T4 : Initiation de l’adoption/la mise en œuvre des recommandations/ébauches d’instruments juridiques |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 2.3. :**  Compte tenu de l’état des lieux qui sera mené dans les 2 pays, les recommandations concernant les GER seront différentiées.  Au Sénégal, une attention particulière sera portée sur :   * Les différentes typologies de plastiques afin de fournir des recommandations adaptées à la situation (développement de filières pour les plastiques non recyclés, exportation de plastiques “techniques”, …) * Le développement de la collecte et du regroupement dans les zones rurales * L’intégration du secteur informel   Au Cap-Vert, une attention particulière sera portée sur :   * La mise en œuvre des plans de gestion des déchets (mise en place de collecte et d’infrastructures pour la gestion des déchets) * La logistique pour la collecte et le regroupement des déchets plastiques   Globalement, pour les 2 pays, des incitations au développement de la réduction à la source des déchets seront considérées ainsi que la mise en œuvre de financements adéquats pour soutenir la filière de gestion des déchets plastiques. Il s’agira par exemple du pilote proposé en activité 3.1 qui prévoit la création d’un système de collecte et de recyclage des déchets de filets de pêche plastiques au Sénégal via un système d'incitations financières autour du syndicat de pêcheurs sénégalais UNAPAS. En coopération avec OCEANIUM et NEGOMAR, UNAPAS sera chargé de la mise en oeuvre et de l’exploitation des centres de collecte et de stockage préliminaire, de payer les pêcheurs pour la collecte des filets usagés et de la vente des filets recyclés. En outre, les stratégies nationales pour la GER des déchets plastiques présenteront diverses stratégies et options pour le financement de la GER des déchets plastiques, telles que l'utilisation des taxes pour établir un fonds dédié à la gestion des déchets plastiques. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 2.4 : Elaborer des stratégies nationales ainsi qu’une stratégie régionale des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle** | |
| Institutions porteuses | Experts nationaux en GER, Points Focaux, Secrétariat BRS et CRCBS-AF-Sénégal |
| Motifs d’intervention | Comme expliqué dans les motifs d’intervention des activités 2.1 et 2.2 (ainsi que 1.1 et 1.3), le Cap-Vert et le Sénégal sont confrontés à des défis importants pour intégrer les amendements au niveau national en vue de la GER des déchets plastiques. Il est important de noter qu'il existe des différences importantes dans les défis auxquels sont confrontés les deux pays. Par exemple, les capacités de recyclage sont beaucoup moins développées au Sénégal qu'au Cap-Vert. Comme autre exemple, le Sénégal dispose d'un très important secteur informel de gestion des déchets. Encore une autre différence est le manque d'économies d'échelle au Cap-Vert en raison de la petite taille de la population ainsi que des défis liés au grand nombre d'îles avec une connectivité limitée pour le transport des déchets.  Les deux pays ne disposent pas d'un plan complet et holistique qui définit des objectifs clairs et explore des mesures concrètes pour gérer les déchets plastiques d'une manière écologiquement rationnelle. Un tel plan fait également défaut au niveau régional et la coopération au niveau régional en ce qui concerne la GER des déchets plastiques est limitée. Des opportunités importantes existent dans la coopération au niveau régional pour renforcer la GER des déchets plastiques, que ce soit dans le domaine des mécanismes politiques et institutionnels, des initiatives d'infrastructure conjointes, l’utilisation des avantages comparatifs (par exemple certains pays se spécialisent dans le recyclage de certains types de déchets) etc. Une telle coopération renforcée peut s'appuyer sur des accords, des cadres et des initiatives existants (par exemple, le programme WACA, la Convention d'Abidjan, etc.). |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont des stratégies nationales (une pour le Cap-Vert et une pour le Sénégal), y compris des opportunités de coopération entre le Cap-Vert et le Sénégal, pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ainsi qu’une stratégie régionale des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle.  Les stratégies nationales de GER combineront les connaissances et les recommandations générées dans toutes les activités du projet, en particulier les recommandations juridiques, politiques et institutionnelles pour le contrôle des MTF (activités 1.1, 1.2) et la GER (activités 2.1, 2.2) des déchets plastiques, les inventaires (activités 1.3 et 2.3), et les leçons tirées des activités pilotes (3.1-3.5) et des activités de sensibilisation et d’éducation (activités 4.1, 4.2 et 4.3), créant ainsi des plans holistiques et complets. Les stratégies seront élaborées sur la base du cadre d'élaboration des stratégies nationales de GER des déchets plastiques.  Les plans tiendront dûment compte de l’état des lieux différents dans les deux pays. Par exemple, les capacités de recyclage des deux pays diffèrent : Le Cap-Vert pourrait permettre l'exportation de certains types de déchets plastiques pour un recyclage écologiquement rationnel (par exemple, le PET broyé), tandis que le Sénégal pourrait renforcer les capacités nationales pour ces types de déchets plastiques et permettre leur importation comme matière première pour l'industrie nationale, tout en imposant de fortes barrières aux importations de déchets plastiques mixtes et dangereux conformément à la Convention de Bâle. Au Cap-Vert, le manque d'économies d'échelle doit être pris en compte et des solutions doivent être trouvées pour la gestion des quantités relativement faibles de déchets plastiques générés sur les petites îles, en tenant compte des infrastructures de transport limitées. Ici, les initiatives de collecte et de recyclage à petite échelle ont un potentiel important, tandis que des solutions à plus grande échelle peuvent être nécessaires au Sénégal. Comme indiqué dans l'activité 2.3, le secteur informel au Sénégal nécessitera une attention particulière. Aussi, les plans et initiatives existants doivent être pris en compte, comme la construction récente d'une décharge sur l'île de Santiago ou la dissolution de la décharge de Mbeubeuss au Sénégal. Certaines mesures aideraient également les deux pays, comme l'interdiction de certains produits, par exemple l'utilisation du PVC dans les emballages, qui est particulièrement problématique et génère des POPs lorsqu'il est brûlé à l'air libre, ce qui est une pratique courante dans les deux des pays.  Dans les deux pays et conformément au cadre d'élaboration de plans nationaux pour la GER des déchets plastiques, les plans présenteront les mesures à prendre en ce qui concerne (a) les politiques, législations, institutions et normes ; (b) financement ; (c) capacité technique et infrastructures ; et (d) l'interaction, la sensibilisation et la communication avec les parties prenantes. Ces 4 éléments clés seront considérés pour chacune des étapes du cycle de vie des déchets plastiques (la conception et la production, l'utilisation, la collecte, la séparation, le transport, le recyclage, etc.).  Les plans décriront les mesures concrètes à prendre par toutes les parties prenantes, y compris les autorités gouvernementales, le secteur privé, la société civile et le secteur informel. Le plan régional fournira un cadre de niveau supérieur décrivant des objectifs communs pour la GER des déchets plastiques et déterminant les mesures qui peuvent être prises pour atteindre ces objectifs. Ce plan définira des domaines de coopération entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue d’assurer la GER de déchets plastiques. Les plans nationaux et régionaux renforceront ainsi les capacités de GER des déchets plastiques au Cap-Vert et au Sénégal ainsi que dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, contribuant à terme à augmenter le pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. |
| Description des activités | * Élaborer les éléments des stratégies nationales, y compris des opportunités de coopération entre le Cap-Vert et le Sénégal, pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ainsi que les éléments d’une stratégie régionale des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ; * Développer plusieurs ébauches des plans en étroite collaboration avec les parties prenantes ; recueillir et intégrer les commentaires reçus et réviser les rapports en conséquence ; * Organiser des réunions de consultation des parties prenantes nationales (une pour le Cap-Vert et une pour le Sénégal) et une réunion régionale pour discuter les plans ; * Finaliser et adopter les plans et initier leur mise en œuvre. |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux en GER : les experts nationaux en GER seront chargés d’élaborer les plans nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal en étroite collaboration avec les parties prenantes. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat examinera aussi les drafts des plans. * Expert international en GER : l’expert international en GER soutiendra les experts nationaux quotidiennement dans leur travail en fournissant des conseils, en examinant les ébauches des plans nationaux etc. L’expert international juridique soutiendra également le CRCBS-AF-Sénégal dans l’élaboration du plan régional. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux du Cap-Vert et du Sénégal seront chargés de travailler en étroite collaboration avec les experts nationaux dans l’élaboration des plans nationaux. Ils faciliteront également la contribution et l’examen des ébauches par d’autres entités gouvernementales (UCG, ANAS etc.) et d’autres parties prenantes, y compris pour les réunions de consultation. En étroite collaboration avec les autres institutions gouvernementales, ils seront chargés de prendre les mesures nécessaires pour initier la mise en œuvre des plans. Les Points Focaux du Bénin, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo seront chargés de travailler en étroite collaboration avec le CRCBS-AF-Sénégal dans l’élaboration du plan régional. * CRCBS-AF-Sénégal : le Centre sera responsable de l’élaboration du plan régional. Il coordonnera les consultations avec les points focaux et les autres parties prenantes concernées (p.ex., le Secrétariat de la Convention d’Abidjan, de WACA etc.) et organisera un atelier régional pour discuter du plan. * Ministères de la Justice, Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique / UCG (Sénégal) ; ANAS (Cap-Vert) ; Ministères des Finances ; Ministères de la Sante ; Ministères de l’Infrastructure et autres institutions gouvernementales : ces entités seront étroitement consultées tout au long de l’élaboration des plans. Ils fourniront des conseils, des commentaires et des suggestions, et participeront aux réunions. Ils examineront les ébauches et approuveront les plans finals. En étroite collaboration avec le Point Focal, ils seront chargés de prendre les mesures nécessaires pour l’adoption/la mise en œuvre des plans, selon le cas. * Entreprises de gestion des déchets (ex. Caboplast, Proplast etc.), autres entités du secteur privé (ex. Tecnicil), associations (ex. CAES, UNAPAS, chambres de commerce, chambres de tourisme etc.), organisations de la société civile (ex. Biosfera, OCEANIUM etc.), et d’autres entités (par exemple UNAPAS, etc.), représentants du secteur informel (ex. Mbeubeusses) : ces entités seront consultées et invitées à fournir des commentaires sur les ébauches des plans et apporteront des suggestions. Les parties prenantes clés seront invitées aux réunions nationales de consultation. * Organisations régionales : des organisations régionales pertinentes (notamment les secrétariats de la CEDEAO, de la Convention d’Abidjan, du WACA, de l’UICN etc.) seront consultées dans l’élaboration du plan régional. Elles seront également invitées à participer à l’atelier régional. * Coordinateurs nationaux : les coordonnateurs nationaux pour le Cap-Vert et le Sénégal coordonnent l’activité au niveau national, notamment en organisant les réunions nationales de consultation. |
| Période de mise en œuvre | * A2T1-A2T2 : élaboration des éléments des plans nationaux et du plan régional * A2T3 : organisation des réunions de consultation nationales et régionale ; révision des ébauches des plans sur la base des commentaires reçus * A2T4 : finalisation des plans * A3T1-A3T4 : initiation de la mise en œuvre des plans |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 2.5 : Former les autorités gouvernementales et autres parties prenantes du Cap-Vert et du Sénégal ainsi que les Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à la GER des déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Secrétariat BRS, experts nationaux et international en GER, et CRCBS-AF-Sénégal |
| Motifs d’intervention | Comme expliqué dans les motifs d’intervention des activités précédents, le Cap-Vert et Sénégal sont confrontés à des défis importants pour assurer la GER des déchets plastiques, ce qui sera abordé au moyen des recommandations / réformes juridiques, politiques et institutionnelles pour le contrôle des MTF et de la GER de déchets plastiques, les inventaires, les activités pilotes et les activités de sensibilisation.  Cependant, les autorités gouvernementales pertinentes et les autres parties prenantes disposent actuellement de connaissances limitées pour la mise en œuvre, reproduction et poursuite des interventions nécessaires au-delà de la durée du projet. Parmi les Points Focaux du Cap-Vert et du Sénégal ainsi que des autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à la GER des déchets plastiques, il y a un manque de sensibilisation et de compréhension concernant l’utilisation des outils et des orientations pour la GER des déchets plastiques disponibles dans le cadre de la Convention de Bâle, telles que les directives techniques pour l'identification et la GER des déchets plastiques et leur élimination. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont des formations des autorités gouvernementales et autres parties prenantes du Cap-Vert et du Sénégal (une formation par pays) ainsi que les Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest en GER des déchets plastiques. La formation sur la GER des déchets plastiques au niveau régional sera incluse dans l'atelier régional organisé dans le cadre de l'activité 4.3.  Les formations porteront sur la mise en œuvre des stratégies nationales de GER des déchets plastiques développées dans le cadre de l'activité 2.4 et combineront ainsi les connaissances et les recommandations générées dans toutes les activités du projet, en particulier les recommandations juridiques, politiques et institutionnelles pour le contrôle des MTF (activités 1.1, 1.2) et la GER (activités 2.1, 2.2) des déchets plastiques, les inventaires (activités 1.3 et 2.3), et les leçons tirées des activités pilotes (3.1-3.5) et des activités de sensibilisation et d’éducation (activités 4.1, 4.2 et 4.3).  La formation régionale s'appuiera également sur ces connaissances, tout en les ajustant pour permettre aux autres pays de tirer des enseignements de ces expériences. Les participants aux formations nationales et régionales apprendront également les divers outils et orientations sur la GER des déchets plastiques disponibles dans le cadre de la Convention de Bâle. La formation régionale couvrira également des sessions axées sur les synergies avec d'autres initiatives, accords et cadres régionaux, tels que le Programme WACA et la Convention d'Abidjan. Les formations nationales cibleront tous les acteurs jouant un rôle dans la mise en œuvre de la stratégie de GER, y compris des représentants du secteur informel.  Les formations renforceront la capacité des autorités gouvernementales et des autres parties prenantes au Cap-Vert et au Sénégal, ainsi que les Points Focaux des autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, d’assurer la GER des déchets plastique conformément à la Convention de Bâle. En assurant la mise en œuvre, reproduction et durabilité à long terme des mesures prises pour mettre en œuvre les stratégies nationales, ces formations contribuent à terme à augmenter le pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. |
| Description des activités | * Préparer le contenu des formations nationales et de la formation régionale sur la base des produits réalisés dans le cadre des autres activités et les outils et orientations sur la GER des déchets plastiques disponibles dans le cadre de la Convention de Bâle ; * Prendre les dispositions logistiques pour les réunions nationales (lieu, participants, etc.) (l'atelier régional sera organisé dans le cadre de l'activité 4.3) ; * Livrer les formations nationales et la formation régionale ; * Évaluer le succès des formations à travers des questionnaires et identifier les besoins futurs. |
| Rôles et responsabilités | * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité. Le Secrétariat élaborera l’ordre du jour des formations ; dirigera l’élaboration du contenu de la formation (et du questionnaire), avec le soutien substantiel de l’expert international et en étroite consultation avec les Points Focaux et des parties prenantes régionales (tels que le secrétariat de la Convention d'Abidjan, le programme WACA, etc.). * Expert nationaux et expert international en GER : les experts soutiendront le Secrétariat dans le développement du contenu des formations et dirigera certaines des sessions. * CRCBS-AF-Sénégal : le CRCBS-AF-Sénégal soutiendra le Secrétariat dans le développement du contenu des formations, en particulier la formation régionale, et dirigera certaines des sessions. La préparation logistique de l'atelier régional est couverte par l'activité 4.3. * Points Focaux : les points focaux soutiendront la préparation des formations nationales, notamment en facilitant la coordination avec les autorités, participeront à la formation et assureront le suivi ; les Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest seront consultés dans la préparation de l’atelier, participeront à l’atelier et assureront le suivi. * Autres autorités gouvernementales (p.ex. UCG, ANAS) et autres parties prenantes (p.ex. ONG, sociétés de gestion des déchets listées dans les autres activités) : le personnel de ces entités assistera aux formations nationales ; avant les formations, ils fourniront des informations pertinentes au Secrétariat (par exemple, concernant les besoins de formation spécifiques) ; après la formation, ils rempliront le questionnaire et prendront les mesures de suivi identifiées lors de la formation. |
| Période de mise en œuvre | * A2T3-A3T1 : préparation des formations nationales (contenu et logistique) et de la formation régionale (contenu ; la logistique fait partie de l’activité 4.3) * A3T2 : formations nationales ; formation régionale. * A3T3-A3T4 : Suivi de l’application des connaissances acquises. |

**Composante 3 : Pilotes pour la GER ainsi que la réduction de la génération de déchets plastiques**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 3.1 : Piloter un système de collecte et de recyclage des déchets de filets de pêche plastiques (Sénégal)** | |
| Institutions porteuses | Association de pêcheurs (p.ex., UNAPAS), organisation de la société civil (p.ex., OCEANIUM), entreprise de négoce/gestion de déchets plastique (p.ex.., NEGOMAR), coordinateur national. |
| Motifs d’intervention | Les déchets de filets de pêche en plastique sont une source majeure de déchets plastiques au niveau mondial, y compris au Sénégal. Le Sénégal possède un secteur de la pêche artisanale et à petite échelle, important. Les pêcheurs utilisent divers types de filets de pêche en plastique (en particulier les monofilaments et les filets traditionnels, tous deux en Nylon (polyamide 6), et les élingues (des cordes qui longent le filet et qui permettent de fixer les flotteurs, et celles-ci peuvent être en PA, en PP, en PES ou en PE). Cependant, il n’existe aucun système de collecte et de recyclage respectueux de l'environnement de ces filets une fois arrivés en fin de vie. Il n’y a pas de recycleur capable de traiter ce type de plastique au Sénégal. Les pêcheurs jettent donc fréquemment les déchets de filets de pêche dans l'océan ou sur les plages, ce qui représente une source importante de pollution plastique, affectant non seulement les écosystèmes, mais aussi mettant en danger les moyens de subsistance.  Un pilote similaire entrepris dans le cadre du projet BRS-Norad-1 au Ghana a révélé le principal obstacle à la collecte et au recyclage des déchets de filets de pêche en plastique : Sans demande du marché et capacité de recyclage (que ce soit au niveau national ou via l'exportation), les pêcheurs n'ont pas d’incitation à organiser une telle collecte. En même temps, sans qu'une telle collecte soit organisée, il n'y a pas d’incitation pour les entreprises de gestion des déchets à s'engager dans de telles activités. Les marges bénéficiaires sont relativement faibles, ce qui signifie que l'opération ne devient rentable qu'après un certain temps d'exploitation. Compte tenu des risques d'investissement potentiels, les entreprises hésitent donc à faire le premier pas. Une initiative à financement externe peut donc sortir de cette impasse et faciliter la mise en place d'un tel dispositif.    *Photos prises lors de l'étude de faisabilité au Sénégal* *montrant des filets de pêche en plastique jetés* |
| Objectif(s) spécifique(s) de l’action et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont des campagnes de sensibilisation ciblant les pêcheurs, des formations pour les pêcheurs à la GER des déchets de filets de pêche, et l’installation et opération de trois points de collecte pour les filets de pêche. Les zones cibles sont Thiaroye, Saint-Louis et Mboro, villes avec des ports de pêches importants. Il est estimé qu'au moins 200 tonnes de déchets de filets de pêche en plastique seront collectées et recyclées au cours du projet pilote (estimation Seureca sur la base des interviews menées auprès du syndicat de pêcheurs lors de la mission de faisabilité).  Une fois opérationnel, il est probable que le système continue à opérer au-delà de la durée du projet. En effet, le retour d’expérience du programme mis en œuvre au Ghana a démontré la faisabilité d’exploiter un tel système, avec des parties prenantes participantes qui ont fortement exprimé leur intérêt à poursuivre et répliquer le programme, celui-ci offrant une situation gagnant-gagnant tant pour les pêcheurs, qui gagnent un revenu supplémentaire, que pour les entreprises, qui ont une nouvelle opportunité commerciale.  Le pilote vise à atteindre les objectifs suivants :   * Augmenter la quantité des déchets de filets de pêche en plastique gérés de manière écologiquement rationnelle et recyclés ; * Établir un marché pour la GER des déchets de filets de pêche en plastique et démontrer la faisabilité économique durable d'un tel système au Sénégal ; * Sensibiliser les pêcheurs aux effets néfastes du rejet des déchets plastiques de filets de pêche et les former à leur GER.   La mise en place du système de collecte et de recyclage au Sénégal renforcera les capacités à assurer la GER de déchets plastiques et réduira la quantité de filets de pêche plastiques rejetés dans les océans et sur les plages, entraînant une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle. |
| Description des activités prévues | * Organiser des consultations entre les parties prenantes en vue de finaliser les modalités, y compris la compensation à verser aux pêcheurs par filet. * Sensibiliser les pêcheurs dans chacune des trois villes côtières sur les effets néfastes des filets de pêche jetés dans l'environnement ainsi que les impacts socio-économiques néfastes, et former les pêcheurs sur le bon nettoyage, tri et collecte des déchets de filets de pêche plastiques. * Acheter et installer l'équipement. Chaque ville côtière disposera de balances, des presses et des conteneurs pour le stockage préliminaire. * Collecter et stocker les filets de pêche : Les pêcheurs nettoient et trient les filets de pêche et les amènent aux points de collecte où ils reçoivent une compensation financière, payée par le gestionnaire UNAPASS. La compensation sera déterminée en consultation avec l'association des pêcheurs et les autres parties prenantes concernées. Il est estimé à environ 0,35 EUR (environ 230 XOF) par kg de filetss. Les filets sont ensuite transportés par l’UNAPASS vers les points de stockage initiaux (1 par ville côtière), où ils seront mis en balles de 45 à 60 Kg ; les filets sont achetés et transportés au lieu de stockage central par une entreprise spécialisée dans le négoce de matière recyclable, où ils seront conditionnés en balles de 500-600 Kg et préparés pour transport pour le recyclage. * Recycler les filets de pêche : Les options nationales et internationales de recyclage des filets seront évaluées de manière continue, car elles dépendent de divers facteurs qui évoluent, notamment le prix des plastiques recyclés, les coûts d'expédition et la capacité de recyclage nationale. Alors que la Convention de Bâle stipule que les déchets doivent être gérés aussi près que possible du point de génération, tant que cela est fait de manière écologiquement rationnelle, le Sénégal ne semble pas actuellement avoir la capacité de recyclage valorisant du Nylon 6 (le matériel dont sont faits la plupart des filets). Dans ce contexte, la solution optimale est probablement d'exporter les filets pour les recycler. Des capacités de recyclage valorisant des filets existent en Europe. Par exemple, la société Aquafil, basée en Slovénie, recycle les filets de pêche en textile et la société Sea2See, basée en Espagne, recycle les filets de pêche en lunettes de soleil. La décision finale sera prise en consultation avec les parties prenantes et le comité de pilotage. Le prix de vente des filets départ usine de Thiès se situant à 610 € la Tonne ou 400 FCFA / Kg. * Évaluer et diffuser des leçons apprises : Les données seront recueillies tout au long de la durée du projet (quantité de filets collectés, nombre de pêcheurs participants, dépenses et revenus générés, etc.) ; après environ 2 ans de fonctionnement, les données seront consolidées et analysées, et des entretiens seront organisés avec les parties prenantes en vue d'identifier les facteurs de succès, le potentiel de réplication et d'extension, la faisabilité économique, etc. ; les informations seront diffusées parmi les parties prenantes concernées, y compris d'autres associations de pêcheurs, les autorités gouvernementales compétentes, les opérateurs de gestion des déchets, etc. Lorsque le modèle économique sera validé, de nouveaux points de collecte de filets de pêche sur les ports de Mbour (60 km) ou Joal Fadiouth (100 km) ainsi que tous les ports de pêche de la région de Dakar, pourront être mis en place. |
| Rôles et responsabilités | * Association de pêcheurs (p.ex., UNAPAS) : UNAPAS, un syndicat de pêcheurs qui a un rôle actif auprès du réseau de pêcheurs (600 membres répartis sur toute la côte sénégalaise) : en coopération avec OCEANIUM et NEGOMAR, UNAPAS sera responsable de la mise en œuvre quotidienne du pilote, notamment la mise en place et l’opération des centres de collecte/stockage préliminaire (y compris de payer les pêcheurs pour les filets), la presse des filets aux balles, et la vente des filets. UNAPAS représentera les pêcheurs et facilitera la communication avec eux. L’association organisera les consultations et l'achat d'équipement. * Entreprise de négoce/gestion de déchets plastique (p.ex.., NEGOMAR) : la société NEGOMAR a été identifiée lors de la mission de faisabilité comme ayant la volonté et la capacité à s’engager dans la mise en place de ce pilote. La société dispose d'un chariot élévateur et d'une rampe lui permettant de charger les balles directement dans les conteneurs maritimes à destination d'Europe. NEGOMAR sera chargée d'acheter et de récupérer les filets depuis les centres de collecte/stockage préliminaires, de les transporter jusqu'au lieu de stockage central, de les presser en balles plus grandes, de s'assurer que les filets soient suffisamment propres et triés pour leur exportation, et de faciliter leur recyclage écologiquement rationnel, soit sur le marché intérieur ou par exportation. * Organisation de la société civile (p.ex., OCEANIUM) : OCEANIUM, qui organise chaque année des nettoyages des plages pour récupérer des filets qui ont été abandonnés ou perdus par des pêcheurs, organisera les formations et la campagne de sensibilisation des pêcheurs. * Autres associations (p. ex., Réseau des Conseils Locaux de Pêche Artisanale au Sénégal, CONIPAS) : ceux-ci seront consultés tout au long de la mise en œuvre du projet et participeront aux consultations. Ils joueront un rôle important en facilitant la réplication du pilote dans d'autres régions. * Coordinateur national : le coordinateur national sera responsable de la coordination globale du pilote et élaborera le rapport d'évaluation du projet. * Les municipalités de Thiaroye, Saint Louis et Mboro, Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime, l'UCG et autres entités gouvernementales : les entités gouvernementales concernées seront dûment impliquées tout au long de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi. Ils participeront aux consultations et ateliers au début du projet ainsi qu'à l'évaluation et la diffusion à la fin du projet ; le Ministère examinera également les ajustements juridiques et institutionnels pertinents en vue de soutenir la poursuite et la réplication réussies du système. * Secrétariat BRS : le Secrétariat supervisera la coordination du pilote et fournira des orientations et des conseils tout au long de sa mise en œuvre, notamment sur la base du retour d’expériences du pilote mis en œuvre au Ghana. * Point Focal : le point focal assurera un engagement adéquat des entités gouvernementales concernées, aidera avec les processus administratifs pertinents, etc. |
| Période de mise en œuvre | A1T1-A1T3 : activités préparatoires (consultations, sensibilisation et formation des pêcheurs ; achat de matériel ; mise en place de points de collecte etc.)  A1T3-A3T4 : opération du système de collecte et de recyclage.  A3T3-A3T4 : évaluation et diffusion des retours d’expérience |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 3.1 :**  Initialement prévu au Sénégal et au Cap-Vert, ce projet pilote a été revu à la suite de la mission de faisabilité. Le projet pilote a reçu un écho très positif au Sénégal, de la part des acteurs compte-tenu de la problématique que représentent les filets de pêche abandonnés dans le pays. Au Cap Vert par contre, les discussions avec les parties prenantes, notamment des ONG travaillant avec des pêcheurs et le Ministère de la Pêche, ont indiqué que les filets n’étaient pas très utilisés par les pêcheurs Cap-verdiens (information valable pour toutes les îles du Cap Vert), et que si des actions de sensibilisation sur la pollution marine seraient certes bénéfiques, la mise en place de collecte de filets de pêche ne répondrait pas à une réelle problématique locale. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 3.2 : Piloter un système de collecte et de recyclage des sachets d'eau en plastique et introduction des moyens de subsistance alternatifs (Sénégal)** | |
| Institutions porteuses | Association (p.ex., CAES ; Entreprise de gestion de déchets plastique (p.ex. PROPLAST) ; coordinateur national |
| Motifs d’intervention | L'utilisation de sachets d'eau est très répandue au Sénégal. Ceux-ci sont principalement fabriqués en PEHD mais aussi en PEBD. Les sachets d'eau vendus au Sénégal contiennent typiquement soit 250 ml soit 400 ml. Ils sont vendus au prix d'environ 20 XOF pour un sachet de 250ml et 30 XOF pour un sachet de 400 ml (environ 900 XOF pour un pack de 30 sachets de 400ml ou 50 sachets de 250ml). Environ 7 000 tonnes de déchets plastiques sont générées chaque année à cause des sachets d'eau en plastique. Ils présentent donc une source importante de déchets plastiques, notamment parce qu'ils sont à usage unique et fréquemment jetés par l'utilisateur. Leur élimination peut également aggraver les risques d'inondation. Le recyclage de tels sacs est difficile en raison de la contamination des sacs, des faibles marges bénéficiaires, etc.  Alors que le gouvernement du Sénégal a adopté une loi interdisant la vente de sachets d'eau en plastique, cette loi n'a pas encore été appliquée. Par ailleurs, de nombreux Sénégalais dépendent des sachets d'eau en plastique pour leur consommation d'eau et 35 000 à 40 000 vendeurs dépendent de ce commerce pour leur subsistance. Il est donc important de faciliter une transition durable vers la réduction de l'utilisation de sachets d'eau en plastique, la mise en place d'un système de collecte et de recyclage et la fourniture de moyens de subsistance alternatifs.  Une approche pour y parvenir consiste à installer et opérer (par les membres de CAES) des stations de remplissage d'eau (avec des distributeurs automatiques d’eau), où les consommateurs peuvent remplir de petites et grandes bouteilles/contenants d'eau sans créer de déchets plastiques. Les distributeurs automatiques d’eau/stations de remplissage d'eau sont de plus en plus présents dans des pays comme la Chine, l'Inde (par exemple, la société Swajal exploite plus de 400 distributeurs automatiques d'eau en Inde et dans d'autres pays), le Bangladesh et l'Ouganda. Ils ont été/sont en cours d’être testés dans divers projets (par exemple par la Banque mondiale au Malawi) pour fournir de l'eau potable à des prix abordables, en particulier aux populations les plus pauvres. Les distributeurs automatiques d'eau peuvent être configurés pour distribuer n'importe quelle quantité d'eau (également inférieure à 250 ml).  Le CAES, une association qui compte plus de 550 membres impliqués depuis de nombreuses années dans la production d’eau en sachets. Des discussions entre le gouvernement et le CAES sont en cours pour améliorer la situation. Le CAES a proposé de mettre en place un programme de responsabilité des producteurs d'extendeurs. Il a déjà élaboré un plan pour établir un programme de collecte et de recyclage mais a besoin de soutien pour son opérationnalisation. Le CAES envisage de devenir un éco-organisme. |
| Objectif(s) spécifique(s) de l’action et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les suivantes, à l’échelle des collectivités :   * 20 points de collecte pour les sachets opérationnels * 1 campagne de sensibilisation mis en œuvre * 15 stations de remplissage d'eau opérationnelles * 1 plan de transition écologique du secteur des sachets d'eau en plastique   Les opérations seront réalisées dans diverses régions du Sénégal (non limité à Dakar).  En réalisant ces réalisations, le pilote contribuera à atteindre les objectifs suivants :   * Augmenter les quantités de sachets d'eau en plastique qui sont collectés. * Augmenter les quantités de sachets d'eau en plastique qui sont recyclés d’une manière écologiquement rationnelle. * Soutenir la transition de l'utilisation de sachets d'eau en plastique vers des alternatives pour la consommation d'eau moins polluantes. * Démontrer un exemple de moyen de subsistance alternatif pour une partie de ceux qui dépendent actuellement de la vente de sachets d'eau.   Le pilote renforcera les capacités du Sénégal à assurer la GER de déchets plastiques et réduira la quantité de déchets plastiques, en particulier les déchets de plastique provenant de l’usage des sachets d’eau, entraînant une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle et ainsi protéger la santé humaine et l'environnement de la pollution plastique. De plus, le projet contribuera à fournir des moyens de subsistance alternatifs.  Comme il sera indiqué dans le plan de transition, le régime de responsabilité élargie des producteurs se poursuivra au-delà de la durée du projet. Les stations de remplissage d’eau continueront à fonctionner car elles génèrent des revenus suffisants. Ce projet pilote a donc également un potentiel de réplication dans de nombreux pays, où des défis similaires ont été observés, y compris dans les autres pays francophone d’Afrique de l’Ouest. |
| Description des activités prévues | * Consultations avec tous les partenaires concernés afin de finaliser les modalités de mise en œuvre (par exemple, décision sur l'emplacement des points de collecte, calendrier détaillé, etc.) et par la suite pour accompagner la mise en œuvre du projet. * Achat et expédition des équipements adaptés aux points de collecte des sachets d'eau en plastique (conteneurs, presses, etc.) ; sélection, location et opérationnalisation des locaux pour les points de collecte des sachets d'eau en plastique. * Achat, expédition et installation des distributeurs d'eau. * Sélection, location et opérationnalisation des stations de remplissage d'eau. L'eau sera proposée à un prix inférieur au prix des sachets d'eau pour la même quantité d'eau. Bien qu'il y ait un coût d'investissement initial pour les distributeurs d'eau, le coût peut être récupéré, ce qui le rend profitable à long terme. L'expérience/la recherche dans des pays comme l'Inde, le Kenya et l'Ouganda montre que l'eau des distributeurs automatiques peut être mise à disposition à un prix inférieur à celui de l'eau en bouteilles ou en sachets. * Tests en laboratoire de la qualité de l'eau des distributeurs d'eau. * Campagnes de promotion pour la collecte des sachets plastiques et l'utilisation des stations de remplissage d'eau. * Rédaction et adoption d'un plan de transition du secteur des sachets d'eau en plastique vers un modèle économique et écologique et des moyens de subsistance durables. * Recueillir en permanence des informations sur l'avancement de la mise en œuvre du projet, y compris les quantités de sachets d'eau collectés et recyclés, volume d'eau vendue via les distributeurs d'eau etc. |
| Rôles et responsabilités | * Association (p. ex. CAES) : Une associaiton, telle que CAES, qui compte plus de 550 membres impliqués dans la production de l’eau en sachets, sera le partenaire principal pour la mise en œuvre des activités sur le terrain. Entre autres, l’association sera responsable de la préparation et mise en œuvre du système de collecte, de l’installation des distributeurs d’eau et de l’opération des stations de remplissage d’eau, de la rédaction d’un plan de transition etc. ; CAES soutiendra aussi d’autres activités, comme les campagnes de promotion, la collecte des données etc. * Distributeurs et revendeurs de l’eau en sachet : Avec l'aide du CAES, les 35 000 - 40 000 distributeurs et revendeurs de l’eau en sachet au Senegal les vendeurs au Sénégal seront engagés à travers les activités, en particulier, ils seront consultés lors de l'opérationnalisation du pilote, ils seront ciblés dans les campagnes de sensibilisation et ils participeront à la collecte des sachets ainsi qu'à l'exploitation des distributeurs d'eau. * Entreprises de gestion des déchets plastiques (p.ex. PROPLAST) : les sachets collectés seront revendus à des entreprises telles que PROPLAST pour recyclage pour la fabrication d'articles tels que poubelles, tuyaux etc. D'autres entreprises pourraient également participer, telles que Sodiaplast, Twinswell, Interplast, Simpa etc. * Ministère de la Justice, UCG et d’autres autorités gouvernementales : les autorités pertinentes sont déjà en dialogue avec le CAES afin de trouver une stratégie faisable. Ces entités assureront la supervision politique. Ils joueront un rôle important dans le développement du plan de transition et facilitera le cadre juridique et institutionnel nécessaire. * Coordinateur national : le coordinateur national sera responsable de la coordination globale du pilote et élaborera le rapport d'évaluation du projet. * Secrétariat BRS : le Secrétariat supervisera la coordination du pilote et fournira des orientations et des conseils tout au long de sa mise en œuvre. Dans le cadre d'autres projets mis en œuvre par le Secrétariat, l'installation de stations de remplissage d'eau est également en cours de préparation au Ghana et au Zimbabwe et ces pilots seront mis en œuvre en 2022. * Point Focal : le point focal assurera un engagement adéquat des entités gouvernementales concernées, aidera avec les processus administratifs etc. |
| Période de mise en œuvre | A1T1-A1T4 : activités préparatoires (achat de matériel, y compris les distributeurs d'eau, sélection et mise en place des points de collecte, etc.)  A2T1-A3T4 : opération du système de collecte et de recyclage et des stations de remplissage d'eau  A2T2-A3T2 : élaboration et finalisation du plan de transition  A3T3-A3T4 : évaluation et diffusion des retours d’expérience |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 3.2 :**  La problématique des sachets d’eau au Sénégal est complexe et très politique et des tensions fortes sont apparues à la suite de l’interdiction de la vente des sachets dans le cadre de la loi plastique 2020. Le gouvernement est en attente d’actions concrètes de la part des fabricants et vendeurs de sachets d’eau pour apporter des solutions sur la pollution générée par cette activité. De son côté, le CAES met en avant l’impact social et sanitaire qu’aurait l'interdiction brutale des sachets d'eau. Le projet pilote proposé ici propose d'accompagner le CAES pour la mise en place de collecte et recyclage des sachets d’eau mais offre également une vision plus long terme, avec un changement de modèle économique basé sur la mise en place de solutions alternatives, comme les machine de distribution d’eau qui permettraient de garantir l’aspect sanitaire et de sauvegarder des emplois. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 3.3 : Piloter la réduction de la génération de déchets plastiques dans les hôtels (Cap-Vert)** | |
| Institutions porteuses | Câmara de Turismo de Cabo Verde, hôtels participants (p. ex., Odjo d’Agua, Hotel Morabeza, Hotel Dunas de Sal), coordinateur national |
| Motifs d’intervention | Le tourisme est l'une des plus grandes sources de déchets plastiques au Cap-Vert et un secteur économique très important (environ 20 % du PIB). Le secteur du tourisme se concentre notamment sur les îles de Sal et Boa Vista. Étant donné l'absence d'un système de GER (collecte, séparation, recyclage etc.) des déchets plastiques sur ces îles, ce pilote cherche à s'attaquer au problème par en particulier (mais pas exclusivement) la prévention des déchets plastiques des hôtels, mais aussi à améliorer les capacités pour la GER des déchets plastiques.  La chambre de tourisme (situe sur Sal) et plusieurs des hôtels de Sal et Boa Vista ont montré leur volonté de lutter contre les déchets plastiques dans le passé, comme en témoignent diverses initiatives précédentes des hôtels pour remplacer certains produits en plastique (par exemple les pailles) et séparer les déchets plastiques. Cependant, les efforts pour séparer et collecter les déchets plastiques n'ont pas atteint l’objectif, car il n'y a pas de capacités pour les traiter ; par conséquent, ces déchets ont ensuite été mélangés et jetés avec d'autres déchets.  Il existe également une forte volonté parmi les municipalités de Sal et Boa Vista, qui sont en consultation avec les hôtels et ont des initiatives en cours/prévues sur les déchets plastiques. Par exemple, la mairie de Boa Vista a lancé une initiative pour un avenir sans plastique. De plus, des initiatives internationales sont en cours, notamment une étude de faisabilité sur le tourisme circulaire menée par la Banque mondiale et ciblant entre autres le Cap-Vert. Dans les deux villes, des ONG exploitent des machines de recyclage à petite échelle (CODE CV sur Sal et Fundacao Tartaruga sur Boa Vista). Ainsi, ce pilote peut s'appuyer sur des initiatives existantes, ce qui contribuera également à assurer la durabilité au-delà de la durée du projet. |
| Objectif(s) spécifique(s) de l’action et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les suivantes :   * Des plans d’intervention adaptés à chaque hôtel élaborés et approuvés par les parties prenantes concernées (au moins : 5 ; cible : 10). * Plans d'intervention mis en place par les hôtels participants (au moins : 5 ; cible : 10). * Filtres à microplastiques installés et opérationnels (au moins : 20 au total : 4 par hôtel, 10 hôtels; cible : 40 au total : 4 par hôtel, 10 hôtels). * Système de collecte à petite échelle opérationnelle. * Gestion des déchets plastiques intégrée au programme scolaire de l'Ecole Hôtelière.   A travers ces réalisations, le pilote contribuera à réduire l'utilisation de produits plastiques et donc les quantités de déchets plastiques générés ainsi que les rejets de microplastiques dans le secteur de tourisme du Cap-Vert, en particulier les hôtels de Sal et Boa Vista. Spécifiquement, le projet pilote vise à atteindre les objectifs suivants :   * Remplacer les produits plastiques, en particulier les produits plastiques à usage unique, actuellement utilisés dans les hôtels par des alternatives plus durables. * Réduire l'utilisation du plastique en passant à des systèmes alternatifs et circulaires dans la fourniture de services pertinents. * Capturer les microplastiques libérés par les textiles dans les machines à laver. * Améliorer les connaissances et sensibiliser les étudiants, le personnel et les touristes sur la façon de réduire l'empreinte des déchets plastiques dans le secteur du tourisme. * Renforcer la capacité à gérer les déchets plastiques d'une manière écologiquement rationnelle. * Renforcer la coopération entre les décideurs concernés au sein du gouvernement, de la société civile et des hôtels pour réduire l'empreinte des déchets plastiques du secteur du tourisme.   Les nombreuses initiatives en cours avec lesquelles il existe d'importantes synergies et la forte volonté de lutter contre les déchets plastiques parmi les acteurs clés du secteur privé, de la société civile et du gouvernement (comme indiqué ci-dessus), contribueront à assurer la durabilité de ce projet pilote au-delà de la durée du projet. Il est prévu que les plans d'intervention continuent d'être utilisés par les hôtels au-delà de la durée du projet, notamment parce que cela peut générer des avantages économiques tout en faisant du Cap-Vert une destination attrayante pour le secteur en pleine croissance du tourisme durable. La pérennité à long terme est également assurée par la formation du futur personnel hôtelier. De plus, les activités peuvent être reproduites aussi bien au Cap-Vert (par d'autres hôtels de Sal et Boa Vista et sur d'autres îles, notamment Santiago) que dans d'autres pays. |
| Description des activités prévues | * Recruter l'expertise requise (p. ex. Searious Business, qui a développé la « boîte à outils pour une hospitalité sans déchets plastiques ») sur la réduction et la gestion des déchets plastiques dans les hôtels. * Organiser un atelier de lancement sur l'île de Sal pour réunir les partenaires et autres parties prenantes et lancer le pilote. * Développer des plans d'intervention sur mesure pour chacun des hôtels participants (au moins 5; cible : 10). Ces plans exploreront par exemple des options pour remplacer les produits en plastique à usage unique, pour réduire l'utilisation du plastique grâce à des systèmes alternatifs dans la fourniture de services, pour réduire les rejets de microplastiques, etc. * Mettre en œuvre les plans d'intervention dans les hôtels participants : Remplacer des produits plastiques par des alternatives (p. ex. offrir des gobelets réutilisables pour le service de plage ; remplacer les cintres en plastique par des matériaux alternatifs ; proposer des masques réutilisables ; utiliser du savon distributeur pour remplacer les miniatures, etc.), introduire des systèmes qui éliminent le besoin de certains produits plastiques (p.ex. offrir de la nourriture pré-portionnée par distributeur ou des bocaux ouverts pendant le petit-déjeuner ; offrir du sucre, des pailles, etc. uniquement sur demande etc.) * Acheter, installer et utiliser des filtres en microfibres dans les machines à laver dans les hôtels participants (environ 4 par hôtel). * Intégrer la sensibilisation relative aux déchets plastiques et les mesures qui peuvent être prises pour réduire la génération des déchets plastiques du secteur du tourisme dans les curricula de l'École Hotelaria e Turismo de Cabo-Verde. * Développer et mettre en œuvre un programme pour collecter certains types de déchets plastiques (PE & PP) dans les hôtels et les recycler localement (avec l'aide d'ONGs locales qui exploitent des machines de recyclage à petite échelle (par exemple, CODE CV et Fundacao Tartaruga ; voir lien avec l’activité 3.4) pour produire des produits en plastique recyclé à utiliser dans les hôtels (par exemple, plateaux, outils) ainsi que dans les écoles locales (par exemple, jouets). * Recueillir en permanence des informations sur l'avancement de la mise en œuvre du projet, les défis rencontrés, les solutions mises en œuvre, la quantité de déchets plastiques évités, etc., rédiger une évaluation, et diffuser les informations pour inspirer d'autres hôtels à reproduire les initiatives. |
| Rôles et responsabilités | * Câmara de Turismo de Cabo Verde : la Chambre de Tourisme sera chargée de la mise en œuvre quotidienne du projet. Cela comprend la facilitation de la communication entre tous les membres, appui dans l'organisation du dispositif de collecte, coordination avec les municipalités etc. * Divers hôtels situés sur les îles de Sal et Boa Vista (p.ex., Odjo d’Agua, Hotel Morabeza, Hotel Dunas de Sal ont confirmé leur volonté de participer ; la participation d'hôtels supplémentaires est en cours d'obtention par la Chambre de Tourisme et les discussions sont en cours) : les hôtels participants coopéreront avec le prestataire de services recruté pour développer leurs plans d'intervention sur mesure puis mettre en œuvre les mesures identifiées pour réduire l'utilisation de produits plastique via l'utilisation de produits et services alternatifs. Ils collecteront également des déchets PE et PP pour le transport et le recyclage et utiliseront ensuite les produits recyclés. * Consultant / fournisseur de services (p.ex. Searious Business): Searious Business a développé la « boîte à outils pour une hospitalité sans déchets plastiques » ; dans le cadre de ce projet pilote, SEArious Business développera des plans sur mesure pour chaque hôtel participant afin de réduire l'utilisation de produits en plastique grâce à l'introduction de produits et services alternatifs. * Ecole Hotelaria e Turismo de Cabo Verde : l'école d'hôtellerie et de tourisme du Cap-Vert intégrera la sensibilisation relative aux déchets plastiques et les mesures qui peuvent être prises pour réduire la génération des déchets plastiques du secteur du tourisme dans les curricula. * Organisations de société civil (p.ex., CODE CV, Fundacao Tartaruga) : ces organisations utilisent déjà des machines de recyclage de plastique à petite échelle pour recycler le PE et le PP en produits tels que des outils, des plateaux et des jouets (voir lien avec l'activité 3.4) ; dans le cadre de ce projet pilote, il recevra les déchets de PP et PE des hôtels et les recyclera en produits pouvant être utilisés dans les hôtels (par exemple, plateaux, outils) ainsi que dans les écoles (par exemple, jouets). * Municipalité de Sal et de Boa Vista : les municipalités faciliteront le transport des déchets PE et PP collectés depuis les hôtels et soutiendront les organisations de la société civile dans le recyclage (par exemple en fournissant un lieu gratuit). Les municipalités contribueront à l’organisation de l'atelier de lancement. * Banque Mondiale, PNUE, Organisation Mondiale du Tourisme, et d’autres organisations internationales : les matériaux à développer dans le cadre du projet ainsi que les initiatives à mettre en œuvre seront étroitement alignés sur l'initiative de tourisme durable dans le cadre du projet ProBlue. Le PNUE et l'OMT ont diverses activités en cours sur les déchets plastiques et le tourisme. Entre autres, ils ont rédigé un guide pratique sur les achats durables pour soutenir les efforts du secteur du tourisme vers la réduction de la pollution plastique, qui sera utilisé dans ce projet pilote. * Coordinateur national : le coordinateur national soutiendra la chambre de tourisme dans la coordination et la gestion quotidiennes ; le coordinateur élaborera le rapport d'évaluation du projet. * Secrétariat BRS : le Secrétariat supervisera la coordination du pilote et fournira des orientations et des conseils tout au long de sa mise en œuvre. Le Secrétariat veillera à ce que les retours d'expérience d'autres projets pertinents soient pris en compte (par exemple, un projet pilote similaire est mis en œuvre par le Secrétariat au Zimbabwe dans le cadre du projet NREF-1). * Point Focal : le point focal assurera un engagement adéquat des entités gouvernementales concernées, aidera avec les processus administratifs etc. |
| Période de mise en œuvre | A1T1-A1T2 : activités préparatoires (recrutement, atelier de lancement etc.)  A1T2-A1T4 : élaboration des plans d'intervention, achat de l’équipement  A2T1-A3T4 : mise en œuvre des plans d’intervention et système de collecte/recyclage ; intégration dans le programme de l'école de tourisme  A3T3-A3T4 : évaluation et diffusion des retours d’expérience |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 3.3 :**  Ce projet pilote a reçu un accueil très favorable des différents acteurs du tourisme au Cap-Vert et la mission de faisabilité menée conjointement avec le BRS a permis d’identifier la Chambre de Tourisme comme un acteur clef pour la mise en place de ce pilote. Par ailleurs, l’implication conjointe de la Chambre de Tourisme, des hôtels intéressés qui sont en cours d’identification avec l’appui de la Chambre de Tourisme au moyen de lettres d’intérêt, et de l’école hôtelière du Cap-Vert, permettra de mettre en place des actions qui s’inscrivent dans la durée. Une coordination avec des actions initiées dans le cadre du projet de la Banque Mondiale sur le Tourisme et l'Économie durable au Cap-Vert[[23]](#footnote-23), visant entre autres à mener une étude sur le « Tourisme circulaire et résilient sur les petites îles et dans les destinations côtières » sera recherchée. La mise en place d’un label Plastic free hotel, proposée lors de cette consultation initiale des parties prenantes, n’a pas été retenue par les acteurs locaux, qui ont estimé qu'il y avait déjà trop de labels, ce qui pouvait prêter à confusion pour les consommateurs. Ils ont également noté une certaine lassitude vis-à-vis des initiatives qui n'apportent pas de changements concrets et tangibles sur le terrain. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 3.4 : Piloter l’établissement d'un réseau d'ONG pour la mise en œuvre de systèmes de collecte et de recyclage à petite échelle, la production d’alternatives et l’éducation (Cap-Vert)** | |
| Institutions porteuses | Organisations de la société civile (p.ex., Biosfera, ECO CV, CODE CV, FMB, Projeto Vito, Fundação Tartaruga); coordinateur national |
| Motifs d’intervention | La capacité de recyclage du Cap-Vert est limitée à une usine de recyclage implantée à Praia et à un système de recyclage à petite échelle exploité par trois organisations de la société civile principalement à des fins éducatives. Aucune des îles du Cap-Vert n'a de système de tri et de collecte des déchets plastiques. Alors que Santiago dispose d'une décharge contrôlée pour les déchets en mélange, il est de pratique courante sur les autres îles que les déchets plastiques soient jetés avec d'autres déchets dans des décharges non contrôlées et les déchets sont fréquemment brûlés en plein air. Par ailleurs, la disponibilité de produits en plastique réutilisables (par exemple pour remplacer les sacs en plastique à usage unique) et d'alternatives sans plastique est limitée.  Il existe un nombre important d'organisations de la société civile axées sur des sujets environnementaux et sociaux actives dans les îles du Cap-Vert. Ces organisations se concentrent principalement sur la conversation de la biodiversité. Bien qu'ils aient des activités directement ou indirectement liées aux déchets plastiques, celles-ci sont encore très limitées. Il existe un fort intérêt parmi ces organisations pour renforcer leurs capacités à lutter contre les déchets plastiques et à soutenir le gouvernement dans ces efforts. Compte tenu du rôle important que ces organisations jouent au Cap-Vert, il existe donc une opportunité d'exploiter ce potentiel pour lutter contre les déchets plastiques. Les organisations suivantes ont confirmé leur intérêt à participer au présent pilote : Biosfera sur l'île de Sao Vicente, ECO CV sur l'île de Santiago, CODE CV sur l'île de Sal, FMB sur l'île de Maio, Projeto Vito sur l'île de Fogo et Fundação Tartaruga sur l'île de Boa Vista. Ces organisations couvrent toutes les îles peuplées principales du Cap-Vert. |
| Objectif(s) spécifique(s) de l’action et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les suivantes :   * 1 formations pour trois ONGs (Biosfera, FMB et Projeto Vito) sur l’utilisation des machines de recyclage de plastique à petite échelle. * 6 programmes de collecte de PP et PE à petite échelle opérationnel (un par île : Sao Vicente, Santiago, Sal, Maio, Fogo et Boa Vista). * 6 systèmes de recyclage de PP et PE à petite échelle opérationnels (un par île). * 1 étude de faisabilité pour la production d'alternatives aux produits en plastique à usage unique (par exemple, des pailles et des couverts en fibre de banane). * Au moins 2 sites de production des alternatives à petite échelle opérationnels (un par île). * 6 campagnes de sensibilisation (un par île) (noter les liens avec le pilote sous l’activité 3.5).   En mettant en œuvre ces réalisations, le pilote contribuera à atteindre les objectifs suivants :   * Renforcer le réseau d'organisations de la société civile unissant leurs forces et apprenant les unes des autres pour lutter contre les déchets plastiques. * Augmenter les quantités des déchets plastiques PP et PE collectés et recyclés. * Augmenter la production d'alternatives sans plastique et biodégradables aux produits en plastique, en particulier les plastiques à usage unique. * Sensibiliser le grand public, en particulier les écoliers, aux effets néfastes des déchets plastiques et aux mesures qui peuvent être prises pour y remédier.   Le pilote renforcera donc les capacités du Cap-Vert à réduire la génération de déchets plastiques et à assurer la GER de déchets plastiques, entraînant une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle et ainsi protéger la santé humaine et l'environnement de la pollution plastique. Il est prévu que les activités des organisations de la société civile se poursuivront au-delà de la durée du projet. Ils auront acquis les compétences et l'équipement nécessaires pour continuer à exploiter les systèmes de collecte et de recyclage à petite échelle. On s'attend à ce que la production d'alternatives fournisse une source de revenus pour maintenir les opérations. |
| Description des activités prévues | * Organiser un atelier de lancement sur l'île de São Vicente pour réunir les partenaires et lancer le pilote. * Acheter et installer des équipements pour les installations de recyclage à petite échelle (broyeur, extrudeuse, gants, etc.). L'équipement est nécessaire pour Biosfera, FMB et Projeto Vito. ECO CV et CODE CV disposent déjà de telles machines. Fundacao Tartaruga possède également de telles machines, mais a besoin d'équipements supplémentaires. * Entreprendre des formations dans l’opération des machines de recyclage à petite échelle. Comme l’organisation ECO CV a déjà acquis une expérience importante dans l’opération des machines, elle sera responsable de transmettre son expérience et de former Biosfera, FMB et Projeto Vito. * Organiser et gérer la collecte des déchets plastiques sélectionnés (déchets PP et PE, p. ex. bouchons de bouteilles) pour le recyclage. Ceci est déjà pratiqué dans une certaine mesure par ECO CV sur l’ile de Santiago et CODE CV sur l’ile de Sal. L'idée est d'étendre et de reproduire cela. * Exécuter l'opération de recyclage pour produire des produits réutilisables (p.ex., gobelets, chaises, vases, bols, outils etc.). * Entreprendre une étude de faisabilité pour la production d’alternatives locales, sans plastique et biodégradables aux articles jetables (par exemple, des pailles et des couverts en fibre de banane). * Initier la production d’alternatives locales sans plastique et biodégradables sur au moins deux îles, en fonction du résultat de l'étude de faisabilité. Il est prévu que ces sites soient situés sur les îles de Sao Vicente et Santiago. * Réutiliser les produits recyclés et les alternatives sans plastique chez les partenaires des secteurs public et privé (écoles locales, supermarchés, bars) * Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation liées aux déchets plastiques, en particulier en coopération avec les écoles locales, et les mesures qui peuvent être prises. * Identifier les retours d’expérience et organiser un atelier pour partager les expériences et identifier les prochaines étapes en vue d'assurer la pérennité et la réplication du pilote au-delà de la durée du projet. |
| Rôles et responsabilités | * Biosfera (île de São Vicente) : Biosfera sera chargée d'organiser les ateliers de démarrage et d’évaluation du pilote, d'établir et d’opérer le programme de collecte et de recyclage à petite échelle sur l'île de Sao Vicente, de coordonner l'étude de faisabilité, de faciliter la production et utilisation des alternatives sur l'île de Sao Vicente, et de mettre en œuvre les activités de sensibilisation sur l'île de Sao Vicente. * ECO CV (île de Santiago) : ECO CV sera chargée de former les autres organisations dans l’opération des machines, de faciliter la production et utilisation des alternatives sur l'île de Santiago, et de mettre en œuvre les activités de sensibilisation sur l'île de Santiago. * CODE CV (île de Sal) : CODE CV sera chargée d'établir et d’opérer le programme de collecte et de recyclage à petite échelle sur l'île de SAL, et de mettre en œuvre les activités de sensibilisation sur l'île de Sal. * FMB (Île de Maio) : FMB sera chargée d'établir et d’opérer le programme de collecte et de recyclage à petite échelle sur l'île de Maio, et de mettre en œuvre les activités de sensibilisation sur l'île de Maio. * Fundação Tartaruga (Île de Boa Vista) : Fundação Tartaruga sera chargée d'établir et d’opérer le programme de collecte et de recyclage à petite échelle sur l'île de Boa Vista, et de mettre en œuvre les activités de sensibilisation sur l'île de Boa Vista. * Projeto Vito (ile de Fogo) : Projeto Vito sera chargée d'établir et d’opérer le programme de collecte et de recyclage à petite échelle sur l'île de Fogo, et de mettre en œuvre les activités de sensibilisation sur l'île de Fogo. * Partenaires des secteurs public et privé (par exemple, écoles locales, supermarchés, bars, etc.) : sur chacune des îles, ils seront responsables de la collecte des types sélectionnés de déchets plastiques PE et PP à recycler ainsi que d'utiliser les produits alternatifs fabriqués par les organisations de la société civile ; les écoles locales participeront également aux activités d'éducation et de sensibilisation. * Coordinateur national : Le coordinateur national soutiendra la coordination et la gestion quotidiennes du pilote ; le coordinateur élaborera le rapport d'évaluation du projet. * Secrétariat BRS : Le Secrétariat supervisera la coordination du pilote et fournira des orientations et des conseils tout au long de sa mise en œuvre. * Point Focal, municipalités : le point focal assurera un engagement adéquat des entités gouvernementales concernées, aidera avec les processus administratifs etc. Les municipalités apporteront le soutien nécessaire aux organisations de la société civile dans la mise en œuvre des activités, par exemple en matière de collecte. |
| Période de mise en œuvre | A1T1A1T4 : activités préparatoires (organisation de l'atelier de lancement, acquisition des équipements/machines, formations, étude de faisabilité etc.)  A2T1-A3T4 : opération du système de collecte et de recyclage, production des alternatives, activités de sensibilisation etc.  A3T3-A3T4 : évaluation et diffusion des retours d’expérience |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 3.4 :**  L’ONG Biosfera a initié un programme de prévention sur les déchets plastiques et la pollution engendrée (notamment marine). Ce projet pilote permettra de faire bénéficier les autres ONG du Cap-Vert de leur expérience sur le sujet et de créer une mobilisation coordonnée de la société civile. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 3.5 : Piloter des écoles sans plastiques (Cap-Vert et Sénégal)** | |
| Institutions porteuses | Ministério da Educação (MEC) (Cap-Vert), Centre d’Education et de Formation environnementales  (CEFE) du MEDD et Ministère de l’Education Nationale (Sénégal), experts nationaux sensibilisation / éducation, Points Focaux, coordinateurs nationaux |
| Motifs d’intervention | Les élèves du Cap-Vert et du Sénégal manquent de sensibilisation aux problèmes liés aux déchets plastiques, à la nécessité d'assurer leur GER et aux mesures qui peuvent être prises pour prévenir ainsi que pour collecter et éliminer les déchets plastiques. De tels sujets figurent actuellement de manière très limitée dans les programmes scolaires et les activités de sensibilisation pour diffuser ces informations sont rares dans les deux pays aux niveaux de l'enseignement primaire et secondaire. Cibler les jeunes est un moyen efficace d'obtenir des changements de comportement immédiats et futurs. |
| Objectif(s) spécifique(s) de l’action et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les suivantes :   * 4 plans d’intervention pour la réduction et la GER des déchets plastiques dans les écoles (un par école, 2 écoles par pays, dont 1 primaire et 1 secondaire) élaborés. A ce jour le Ministère de l’Education a donné son accord pour le pilote et est en train d’identifier, en coopération avec les autorités locales, les écoles pour participer au programme * Série d'initiatives mises en œuvre dans chacune des 4 écoles en fonction du plan d'intervention. * Matériel pédagogique (développé dans le cadre de l'activité 4.1/4.2) testé dans 4 écoles.   A travers ces réalisations, le pilote vise à atteindre les objectifs suivants dans les deux pays :   * Sensibilisation accrue des élèves des niveaux d'enseignement primaire et secondaire aux problèmes liés aux déchets plastiques ainsi qu'à l'importance de les gérer d'une manière écologiquement rationnelle. * Renforcement des connaissances des élèves des niveaux primaire et secondaire sur les mesures concrètes qui peuvent être prises pour la prévention, la minimisation et la GER des déchets plastiques, y compris au niveau individuel. * Une réduction de la quantité de déchets générés dans les écoles participantes. * Une augmentation des déchets plastiques collectés, séparés et envoyés pour une GER dans les écoles participantes. |
| Description des activités prévues | * Organiser un atelier de lancement réunissant les parties prenantes, notamment l'administration des écoles, les enseignants, les parents, les entités publiques (Ministères, CEFE etc.) et la société civile. * Mener une enquête avant et après la mise en œuvre du projet pour mesurer l'impact sur la conscience, les connaissances et le comportement des élèves. * Former un comité responsable de la coordination et de la mise en œuvre des activités, qui comprendra des représentants de l'administration des écoles, des enseignants, des organisations publiques et de la société civile participantes, des parents et des élèves. * Mettre en œuvre une série d'initiatives liées à la réduction et à la GER des déchets plastiques, comme une compétition entre les classes pour mettre en œuvre les mesures les plus efficaces pour réduire les déchets plastiques, une visite d'une installation de recyclage, etc. * Mettre en place des systèmes de prévention, de collecte et de tri des déchets plastiques, y compris des poubelles dédiées réduisant l'empreinte des déchets plastiques des cantines etc. ; les déchets plastiques collectés seront envoyés à Proplast (Sénégal) / Caboplast (Cap-Vert) pour recyclage. * Intégrer des exercices sur le plastique et les déchets plastiques dans les cours, en s'appuyant sur et en testant le matériel développé dans le cadre de l'activité 4.1//4.2 du présent projet. * Recueillir en permanence des informations sur l'avancement de la mise en œuvre du projet, la quantité de déchets plastiques évités, etc. et diffuser les informations avant, pendant et après la mise en œuvre du projet. |
| Rôles et responsabilités | Les partenaires assumeront les rôles et responsabilités suivants, qui seront mis en œuvre en coopération avec le secrétariat BRS, les coordinateurs nationaux du projet et les points focaux de la Convention de Bâle :   * MEC (Cap-Vert) ; CEFE - du MEDD et Ministère de l’Education Nationale (Sénégal) : Seront les partenaires principaux pour la mise en œuvre du projet pilote ; cela inclut la coordination des activités au niveau national et avec les autorités locales, l'engagement des partenaires concernés, etc. ; l’établissement et la supervision des travaux du comité. * Les écoles participantes : une école primaire et une école secondaire seront sélectionnées dans les deux pays et seront chargées de tester le matériel pédagogique, de contribuer à l'élaboration du plan de mise en œuvre, de mettre en œuvre les activités, etc. * Organisations de la société civile au Sénégal et au Cap-Vert, notamment les organisations listées sous l'activité 3.4 : elles soutiendront la mise en œuvre des activités, par exemple des visites dans les cours, des démonstrations de recyclage à petite échelle et une contribution à l'élaboration de matériels d'éducation et de sensibilisation. * Proplast et Caboplast : ils collecteront et recycleront les déchets plastiques collectés ; soutiendront l'organisation d'une visite des élèves dans leurs installations de recyclage. * Experts nationaux sensibilisation / éducation : ils seront chargés d'élaborer les plans de mise en œuvre en étroite collaboration avec les écoles, les autorités gouvernementales, etc. * Coordinateurs nationaux : ils soutiendront la coordination et la gestion quotidienne du pilote ; ils élaboreront le rapport d'évaluation du projet. * Secrétariat BRS : le Secrétariat supervisera la coordination du pilote et fournira des orientations et des conseils tout au long de sa mise en œuvre. Le Secrétariat veillera à ce que les retours d'expérience d'autres projets pertinents soient pris en compte (par exemple, un projet pilote similaire est en cours de préparation sous le projet BRS-Norad-1). * Point Focal : le point focal soutiendra l'organisation de l'atelier de lancement, assurera un engagement adéquat des entités gouvernementales concernées, aidera avec les processus administratifs etc. |
| Période de mise en œuvre | A1T1-A1T4 : activités préparatoires (consultations, achat de matériel ; ateliers de lancement, développement des plans etc.)  A2T1-A3T4 : mise en œuvre des activités dans les écoles  A3T3-A3T4 : évaluation et diffusion des leçons apprises en vue de leur réplication |

**Composante 4 : Sensibilisation et communication**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 4.1 : Développer des matériaux de sensibilisation et des matériaux pédagogiques sur la réduction de la génération, la GER et le contrôle des MTF de déchets plastiques** | |
| Institutions porteuses | Experts nationaux en sensibilisation et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Les parties prenantes, les entreprises, les consommateurs et le grand public, y compris les élèves, manquent de sensibilisation sur les points suivants, entre autres :   * Les effets néfastes des déchets plastiques sur la santé humaine et l'environnement, et les avantages de lutter contre les déchets plastiques ; * Les mesures qui peuvent être prises pour réduire la production de déchets plastiques, assurer la GER des déchets plastiques et contrôler les MTF de déchets plastiques ; et * La pertinence des Conventions de Bâle et de Stockholm dans le traitement des déchets plastiques, y compris les outils et orientations pertinents élaborés dans le cadre de ces Conventions.   Le manque de sensibilisation sur ces sujets peut être observé, entre autres, parmi les groupes suivants :   * Les autorités douanières et autres parties prenantes en ce qui concerne les MTF des déchets plastiques ; * Les autorités gouvernementales qui jouent un rôle dans la gestion des déchets ; * Les sociétés de gestion des déchets, le secteur informel, les ONGs et autres acteurs engagés dans la gestion des déchets plastiques ; * Les entreprises qui importent, produisent, vendent et utilisent des produits en plastique ; et * Les consommateurs et le grand public, y compris les élèves. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les contenus des matériaux de sensibilisation et pédagogiques suivants :   * 20 affiches pour les réseaux sociaux (10 par pays) (Instagram, Twitter, Facebook) * Deux vidéos (une par pays) sur les effets néfastes des déchets plastiques et les mesures à prendre pour lutter contre les déchets plastiques ciblant le grand public, y compris les entreprises et les consommateurs ; * Deux annonces (une par pays) pour la radio sur les effets néfastes des déchets plastiques et les mesures qui peuvent être prises pour lutter contre les déchets plastiques ciblant le grand public, y compris les entreprises et les consommateurs ; * Deux brochures (une par pays) sur le contrôle des MTF des déchets plastiques, y compris le rôle de la Convention de Bâle et les outils et conseils pertinents, ciblant les autorités douanières et les autres parties prenantes jouant un rôle dans les MTF ; * Deux brochures (une par pays) sur la réduction de la production et la GER des déchets plastiques, y compris le rôle des Conventions de Bâle et de Stockholm et les outils et conseils pertinents, ciblant les autorités gouvernementales, les entreprises, les ONGs, etc. ; * Une brochure (pour le Sénégal) sur la GER des déchets plastiques ciblant le secteur informel. * Deux livres scolaires (un par pays) contenant des exercices pour l’enseignement, destinés aux élèves des niveaux primaire et secondaire (ces matériels feront l’objet d’un test pilote dans le cadre de l’activité 3.5). * Les supports seront élaborés à partir de supports de sensibilisation et de matériaux pédagogiques déjà existants et/ou en cours de finalisation (par exemple dans le cadre du projet BRS-Norad-1) dans le cadre des Conventions de Bâle et de Stockholm. Les matériaux seront adaptés en fonction des besoins spécifiques du Cap-Vert et du Sénégal, reflétant leurs défis et opportunités spécifiques.   Les matériaux seront diffusés comme indiqué dans l'activité 4.2. Les matériaux contribueront à sensibiliser les groupes cibles à la nécessité de lutter contre les déchets plastiques et aux mesures qui peuvent être prises à cet égard par les autorités gouvernementales, les entreprises, les ONGs, le secteur informel, les individus, y compris les élèves, les consommateurs et le grand public. Cette prise de conscience est une condition préalable au changement de comportement. Les matériaux renforceront ainsi les capacités au Cap-Vert et au Sénégal pour contrôler les MTF, assurer la GER et réduire la génération de déchets plastiques. Cela conduira à une réduction du trafic illicite de déchets plastiques, une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle et une réduction des quantités de déchets plastiques générés. |
| Description des activités | * Recruter les experts nationaux (un pour le Cap-Vert et un pour le Sénégal) en sensibilisation et le graphiste / créateur de vidéo ; * Analyser les groupes cibles, identifier les besoins les plus importants et compiler les matériaux existants ; * Développer des ébauches des matériaux à partir des matériaux existants et adaptés aux besoins spécifiques du Cap-Vert et du Sénégal. * Réviser et finaliser les supports en consultation avec les parties prenantes concernées en tenant compte des retours d’expérience des tests pilotes sous l’activité 3.5. |
| Rôles et responsabilités | * Experts nationaux en sensibilisation : les experts nationaux seront responsables du développement du contenu des matériaux. Ils consulteront les parties prenantes concernées pour s’assurer que le matériel est adapté aux besoins spécifiques. * Graphiste / créateur de vidéo : le graphiste / créateur de vidéo sera responsable de la conception graphique des affiches pour les réseaux sociaux, des brochures et du développement des vidéos en fonction du contenu fourni par les experts nationaux en sensibilisation. * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la coordination globale de cette activité, y compris de veiller à ce que les parties prenantes concernées soient consultées, de gérer le plan de travail, etc. Le Secrétariat fournira les matériaux existants, fournira des suggestions et examinera les ébauches. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux fourniront des suggestions et examineront les ébauches. Ils faciliteront la consultation des autorités gouvernementales prenantes. * Ministères de l'Éducation, Ministères de la Communication, CEFE, Université de Cap-Vert, représentants des écoles primaires et secondaires etc. : ces acteurs du secteur académique seront étroitement consultés tout au long de l'élaboration des supports de sensibilisation et surtout pédagogiques. Ils fourniront des suggestions et examineront les drafts. (Ils joueront également un rôle essentiel dans le test pilote des matériaux dans le cadre de l'activité 3.5.) * CRCBS-AF-Sénégal : le CRCBS-AF-Sénégal soutiendra les experts dans le développement du contenu des matériaux et examinera les ébauches. * Autres parties prenantes : les parties prenantes du secteur privé et les ONGs pertinentes seront consultées lors de l'élaboration des supports et des conseils sur les besoins spécifiques, les groupes cibles, etc. |
| Période de mise en œuvre | * A1T2-A1T3 : collecte d'informations, entretiens etc. * A1T3-A1T4 : élaboration des ébauches des matériaux de sensibilisation et pédagogiques * A2T1-A2T2 : révision et finalisation des ébauches des matériaux de sensibilisation * A3T1-A3T2 : révision et finalisation des matériaux pédagogiques |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 4.2 : Diffuser les matériaux de sensibilisation et initier l'intégration des matériaux pédagogiques dans les programmes scolaires** | |
| Institutions porteuses | Coordinateurs nationaux, experts nationaux en sensibilisation, Points Focaux, CRCBS-AF-Sénégal et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Comme expliqué dans l'activité 4.1, les connaissances concernant la nécessité de lutter contre les déchets plastiques et les mesures qui peuvent être prises à cet égard sont limitées parmi les autorités gouvernementales, les entreprises, les ONGs, le secteur informel, les individus, y compris les élèves, les consommateurs et le grand public. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont :   * 20 affiches postées sur les réseaux sociaux (Instagram, Twitter, Facebook) ; * Environ 10 émissions à la télévision et à la radio au Cap-Vert ; * Environ 15 émissions à la télévision et à la radio au Sénégal ; * Environ 1 000 brochures imprimées et diffusées au Cap-Vert ; * Environ 1 500 brochures imprimées et diffusées au Sénégal ; * 2 plans de communication (un par pays) ; et * 2 stratégies pour l'intégration des matériels pédagogiques dans les programmes scolaires.   Compte tenu de la longueur et complexité du processus pour l’intégration des matériaux pédagogiques aux programmes scolaires, il est prévu de tester ces matériaux (sous l’activité 3.5) et de compléter les premières étapes pour les intégrer de manière formelle.  La diffusion des matériaux contribuera à sensibiliser les groupes cibles à la nécessité de lutter contre les déchets plastiques et aux mesures qui peuvent être prises à cet égard par les groupes cibles. Cette prise de conscience est une condition préalable au changement de comportement. Les matériaux renforceront ainsi les capacités pour contrôler les MTF, assurer la GER et réduire la génération de déchets plastiques. Cela conduira à une réduction du trafic illicite de déchets plastiques, une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle et une réduction des quantités de déchets plastiques générés. |
| Description des activités | * Élaborer un plan de communication ; ce plan couvrira non seulement les activités à mettre en œuvre pendant la durée du projet mais aussi celles à mettre en œuvre par la suite. * Prendre des dispositions administratives, telles que la réservation des créneaux télévisés, des publicités radio, du processus d’approvisionnement pour l'impression des brochures, etc. * Diffuser les affiches sur les réseaux sociaux, les vidéos et les publicités radio, et expédier les brochures. * Élaborer les plans d'intégration du matériel pédagogique dans les programmes scolaires ; ce plan sera élaboré en maximisant les synergies avec le programme d'appui au développement de l'éducation au Sénégal (PADES), cofinancé par l'AFD et prévu pour s'achever en 2023, et s'appuyer sur ses résultats. * Mettre en œuvre les démarches administratives nécessaires pour faciliter leur intégration. |
| Rôles et responsabilités | * Coordinateurs nationaux : les coordinateurs nationaux coordonneront la diffusion des matériaux de sensibilisation dans les deux pays (par exemple, faciliter l’expédition des brochures, la diffusion des vidéos/publicités radio etc.) sur la base des plans de communication. * Experts nationaux en sensibilisation : les experts nationaux en sensibilisation conseilleront les coordinateurs nationaux dans la mise en œuvre des plans de communication. * Secrétariat BRS : le Secrétariat supervisera la mise en œuvre du plan de communication en collaboration avec les Points Focaux. Le Secrétariat partagera les affiches sur les réseaux sociaux. Le Secrétariat travaillera en étroite collaboration avec les Points Focaux, les Ministères de l’Education et les autres parties pertinentes pour faciliter l'intégration du matériel pédagogique dans les programmes scolaires. * Points Focaux de la Convention de Bâle : les Points Focaux superviseront la mise en œuvre du plan de communication. Ils faciliteront la publication des affiches pour les médias sociaux via les comptes des entités gouvernementales concernées. Ils soutiendront l'intégration du matériel pédagogique dans les programmes scolaires, notamment en facilitant les consultations avec les ministères de l'éducation et d'autres parties prenantes. * Ministères de l'Éducation, Ministères de la Communication, CEFE représentants des écoles primaires et secondaires etc. : ces entités soutiendront la mise en œuvre du plan de communication. Ils faciliteront la publication des affiches pour les médias sociaux via les comptes des entités gouvernementales concernées. Ils soutiendront l'élaboration de la stratégie d'intégration du matériel pédagogique dans les programmes scolaires et seront responsables pour la mise en œuvre les démarches administratives nécessaires pour faciliter leur intégration. Ils mettront en œuvre le test pilote de ces matériaux dans le cadre de l'activité 3.5. * CRCBS-AF-Sénégal : le CRCBS-AF-Sénégal soutiendra les experts dans le développement du contenu des matériaux et examinera les ébauches. * Autres parties prenantes : d'autres parties prenantes (telles que les ONG concernées) soutiendront la diffusion des brochures, partageront les affiches sur les réseaux sociaux etc. |
| Période de mise en œuvre | * A1T1-A2T4 : élaborer les plans d'intégration du matériel pédagogique * A1T2-A2T2 : élaborer un plan de communication * A2T3-A2T4 : prendre des dispositions administratives pour la diffusion des matériaux de sensibilisation * A3T1-A3T2 : diffuser les matériaux de sensibilisation * A3T1-A3T4 : mettre en œuvre les démarches administratives nécessaires pour l’intégration du matériel pédagogique |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 4.2 :**  Lors des discussions avec les parties prenantes dans les 2 pays sur la possibilité d’inclure le matériel pédagogique développé dans les curriculums scolaires, il a été évoqué la longueur et la complexité du processus, difficilement compatible avec le planning du projet. Il est donc prévu dans un premier temps de tester ces matériaux et d’étudier avec le Ministère de l’Education la meilleure stratégie pour les intégrer dans les programmes éducatifs. A noter que l’AFD cofinance actuellement un large programme de soutien au Ministère de l’Éducation nationale sénégalais[[24]](#footnote-24) - même si celui-ci est très vaste et beaucoup plus large que ce projet, une coordination avec ce programme permettra d'identifier la stratégie à mettre en œuvre et de soutenir l’incorporation de ces composantes dans les programmes scolaires. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 4.3 : Diffuser les connaissances au niveau régional et global** | |
| Institutions porteuses | Secrétariat BRS et CRCBS-AF-Sénégal |
| Motifs d’intervention | De nombreux pays, en particulier les pays en développement et les économies en transition, sont confrontés à des défis similaires à ceux du Cap-Vert et du Sénégal concernant la réduction de la production, la GER et le contrôle des MTF des déchets plastiques. Le retour d'expérience et la disponibilité des réalisations générées par ce projet peuvent apporter une contribution importante pour aider ces pays à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour lutter contre les déchets plastiques et répliquer les initiatives entreprises par le Cap-Vert et le Sénégal dans le cadre de ce projet, adaptées à leurs circonstances spécifiques. Cela est particulièrement vrai pour les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, car ils font face à de nombreux défis similaires à ceux du Cap-Vert et du Sénégal. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les suivantes :   * Des pages web dédiées sur les sites web du Secrétariat BRS et du CRCBS-AF-Sénégal. * Une campagne de diffusion globale du Secrétariat BRS et du CRCBS-AF-Sénégal via le PDP, des affiches sur les réseaux sociaux, des communiqués de presse, des événements organisés lors des CdP des Conventions de Bâle et de Stockholm, des présentations par le Secrétariat BRS et le CRCBS-AF-Sénégal lors d'événements organisés par d'autres organisations etc. * Un atelier régional réunissant les Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest (l'atelier couvrira également la formation décrite sous l’activité 2.5).   Les réalisations susmentionnées présenteront des retours d'expérience pertinents et diffuseront les réalisations générées dans le cadre du projet, telles que les recommandations juridiques, politiques et institutionnelles, les stratégies de GER, les matériaux de sensibilisation, les rapports sur les pilotes, etc.  Le retour d'expériences et la disponibilité des réalisations générées par ce projet aideront de nombreux pays, en particulier les pays en développement et les économies en transition, y compris les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour lutter contre les déchets plastiques et répliquer les initiatives entreprises par le Cap-Vert et le Sénégal. Cela renforcera les capacités de ces pays à contrôler les MTF, à assurer la GER et à réduire la génération de déchets plastiques. Cela conduira à une réduction du trafic illicite de déchets plastiques, à une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle et à une réduction des quantités de déchets plastiques générés aux niveaux régional et global. |
| Description des activités | * Mettre en place des pages web dédiées sur les sites web du Secrétariat BRS et du CRCBS-AF-Sénégal. * Mise à jour régulière de la page Web. * Mise en place de la campagne de diffusion (communiqués de presse, présentations lors d'ateliers et d'événements parallèles pertinents, affiches sur les réseaux sociaux, etc.). * Préparer l'atelier d’un point de vue substantiel (agenda, présentations etc.) et logistique (voyages etc.) * Organisation de l’atelier régional. |
| Rôles et responsabilités | * Secrétariat BRS : le Secrétariat sera responsable de la mise en place et de la mise à jour régulière de la page web sur le site web du Secrétariat, co-dirige la campagne de diffusion et l'organisation logistique de l'atelier régional. * CRCBS-AF-Sénégal : le CRCBS-AF-Sénégal sera responsable de la mise en place et de la mise à jour régulière de la page web sur le site web du CRCBS-AF-Sénégal, co-dirige la campagne de diffusion et l'organisation logistique de l'atelier régional. * Coordinateurs nationaux et Points Focaux : ils soutiendront le Secrétariat BRS et le CRCBS-AF-Sénégal pour que toutes les réalisations pertinentes soient disponibles pour publication sur les sites Web. * Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest : ils participeront à l'atelier régional. * Autres acteurs régionaux (secrétariats de la Convention d’Abidjan, Banque mondiale, CEDEAO etc.) : ils seront invités à participer à l'atelier régional. |
| Période de mise en œuvre | * A1T1 : mise en place des pages web dédiées * A1T2-A3T4 : mise à jour régulière des sites Web * A1T2-A3T4 : mise en place de la campagne de diffusion * A3T3-A3T4 : Organisation de l'atelier régional |

|  |
| --- |
| **Commentaires de la mission de faisabilité Seureca sur l’activité 4.3 :**  Afin de renforcer la dynamique régionale, il a été proposé d’inclure la création et la mise en place d’un site internet dédié pour le projet, qui permettra de diffuser l’ensemble des résultats et des bonnes pratiques sur la région, à travers le support du Centre régional du BRS. |

**Composante 5 : Gestion, suivi et évaluation du projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 5.1 : Organiser des ateliers nationaux de lancement et de clôture ainsi que des consultations nationales régulières** | |
| Institutions porteuses | Points Focaux, CRCBS-AF-Sénégal, coordinateurs nationaux et Secrétariat BRS |
| Motifs d’intervention | Pour que le projet réussisse, toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans les activités du projet et consultées régulièrement. Bien que des consultations régulières puissent être entreprises par voie électronique, des ateliers en face à face seront également nécessaires pour garantir un engagement complet et efficace des parties prenantes, en particulier compte tenu de la connectivité Internet souvent instable au Cap-Vert et au Sénégal. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations principales de cette activité sont les suivantes :   * Des ateliers nationaux de lancement (un par pays) * Des ateliers nationaux intérimaires (un par pays) * Des ateliers nationaux de clôture (un par pays) * Des consultations nationales et régionales régulières   En garantissant l'engagement adéquat des parties prenantes à tous les niveaux (autorités gouvernementales, secteur privé, société civile, secteur informel, etc.) et en offrant des opportunités pour la fourniture de contributions, de suggestions et d'expertise tout au long du projet, les ateliers et les consultations garantiront que toutes les activités sont mises en œuvre avec succès, que tous les produits sont réalisés et que les objectifs du projet sont atteints. |
| Description des activités | * Organiser et tenir les ateliers nationaux de lancement * Organiser et tenir les ateliers nationaux intérimaires * Organiser et tenir les ateliers nationaux de clôture * Tenir des consultations nationales régulières |
| Rôles et responsabilités | * Points Focaux : le point focal du Cap-Vert sera responsable des préparations logistiques et de fond des ateliers nationaux et des consultations régulières ; le point focal du Sénégal soutiendra les préparations logistiques des ateliers nationaux et sera responsable des préparations logistiques et de fond des ateliers nationaux et des consultations régulières. Ils veilleront à ce que tous les intervenants concernés soient invités/consultés. * CRCBS-AF-Sénégal : le CRCBS-AF-Sénégal sera responsable des préparatifs logistiques des ateliers nationaux au Sénégal. * Coordinateurs nationaux : ils soutiendront les préparations logistiques et de fond ainsi que les consultations régulières. * Secrétariat BRS : le Secrétariat soutiendra les préparatifs logistiques et de fond des ateliers nationaux et des consultations régulières et veillera à ce que toutes les parties prenantes concernées soient invitées/consultées. * Parties prenantes du projet : les représentants des principales parties prenantes seront invités aux ateliers et régulièrement consultés. Ils fourniront des suggestions, des idées et de l’expertise pertinente pour la mise en œuvre réussie du projet. |
| Période de mise en œuvre | * A1T1 : préparation des ateliers nationaux de lancement * A2T2 : organisation des ateliers nationaux de lancement * A2T2 : préparation des ateliers nationaux intérimaires * A2T3 : organisation des ateliers nationaux intérimaires * A3T3 : préparation des ateliers nationaux de clôture * A3T4 : organisation des ateliers nationaux de clôture * A1T1-A3T4 : consultations régulières |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 5.2 : Gérer le projet** | |
| Institutions porteuses | Secrétariat BRS, Points Focaux, coordinateurs nationaux, CRCBS-AF-Sénégal |
| Motifs d’intervention | Le projet doit être géré au niveau national, régional et mondial (facilitation des consultations, élaboration et ajustement des plans de travail, gestion du budget, réalisation des travaux de fond, rédaction d'accords juridiques, recrutement de consultants, organisation d'ateliers, d’autres arrangements administratifs, etc). La mise en œuvre réussie du projet nécessite une coordination minutieuse des différentes activités. Cela nécessite également la collecte de données sur des indicateurs pertinents (ceux-ci seront également utilisés aux fins du suivi et de l'évaluation du projet, comme décrit dans l'activité 5.3)). Des défis et des risques doivent être identifiés régulièrement afin de prendre des mesures correctives, selon le cas. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les réalisations de cette activité sont une mise en œuvre réussie du projet dans toutes ses composantes et la livraison des réalisations conformément au plan de travail.  La mise en œuvre réussie des activités et la livraison des produits garantiront que les objectifs du projet sont atteints. |
| Description des activités | * Recruter le personnel de soutien administratif et du fond pour les Ministères de l’Environnement, le Secrétariat BRS et CRCBS-AF-Sénégal. * Recruter les coordinateurs nationaux (un par pays). Les coordinateurs nationaux travailleront à plein temps pendant toute la durée du projet. * Gérer le projet aux niveaux national, régional et global. Cela inclut la facilitation des consultations, l'élaboration et l'ajustement des plans de travail, la gestion du budget, la réalisation des travaux de fond, la rédaction d'accords juridiques, le recrutement de consultants, l'organisation d'ateliers, d'autres arrangements administratifs, etc. * Recueillir des données sur les indicateurs du projet indiqué dans le cadre logique tout au long de la durée du projet et au-delà (pour soutenir le suivi et l'évaluation du projet, comme décrit dans l'activité 5.3). À cette fin, il est également important de s'assurer que tous les résultats, rapports, etc. sont rassemblés et disponibles à tout moment. * Compiler les résultats créés par le projet, recueillir des données sur les indicateurs du projet et entreprendre des entretiens avec les parties prenantes du projet. |
| Rôles et responsabilités | * Le Secrétariat BRS, qui assumera la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet, y compris la coordination des activités, la gestion du budget et du plan de travail, la supervision des travaux de fond etc. * La DGE et la DEEC (via les Points Focaux de la Convention de Bâle) seront chargées de diriger et/ou de soutenir (selon l’activité) la mise en œuvre des activités du projet au niveau national. * Le CRCBS-AF sera chargé de diriger et/ou de soutenir (selon l’activité) la mise en œuvre des activités du projet au niveau régional. * Les coordinateurs nationaux seront responsables de la coordination journalière du projet au niveau national. |
| Période de mise en œuvre | * A1T1-A1T2 : recrutement du personnel de soutien * A1T1-A3T4 : gestion du projet * A1T1-A3T4 : collecte de données |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 5.3 : Suivre et évaluer le projet (voir section 5 pour plus de détails)** | |
| Institutions porteuses | Expert international en évaluation de projets, Secrétariat BRS, comité de pilotage, comité de suivi, tous autres partenaires de mise en œuvre et parties prenantes |
| Motifs d’intervention | Afin d'apprécier si le projet est sur la bonne voie et, si nécessaire, de prendre des mesures correctives, l'avancement vers la finalité, les objectifs spécifiques et les réalisations doivent être mesurés de manière continue. En outre, toute conséquence négative imprévue des activités du projet doit être identifiée et traitée de manière appropriée. Le suivi-évaluation doit élaborer un argumentaire factuel des résultats et enseignements du projet et des solutions qu'il proposera. |
| Objectif(s) spécifique(s) et résultats attendus | Les objectifs du suivi-évaluation sont de :   * suivre le bon déroulement du projet ; * identifier des défis en temps opportun * mettre en œuvre des actions correctives si nécessaire ; * mesurer l’atteinte de la finalité, des objectifs spécifiques et des réalisations du projet ; * évaluer de manière continue le degré d'atteinte des objectifs spécifiques et des indicateurs décrits dans le cadre logique (voir annexe 3) ; et de * fournir une base pour les interventions futures visant à lutter contre les déchets plastiques au Cap-Vert, au Sénégal, dans la région et dans d'autres pays.   Les réalisations attendues sont les suivantes :   * Une compilation des données et informations continuellement mise à jour * Rapports des partenaires de mise en œuvre * Rapport bi-annuel/annuel de suivi du projet * Évaluation intermédiaire * Évaluation finale |
| Description des activités | * Recruter le consultant international en suivi-évaluation de projets. * Recueillir des données sur les indicateurs du projet indiqué dans le cadre logique tout au long de la durée du projet et au-delà. * Compiler les résultats créés par le projet, recueillir des données sur les indicateurs du projet et entreprendre des entretiens avec les parties prenantes du projet. * Recueillir les rapports d'avancement des partenaires de mise en œuvre. * Soumettre les rapports bi-annuel/annuels de suivi du projet au FFEM * Discussion régulière et mise en œuvre des actions correctives nécessaires. * Élaborer le rapport d'évaluation intermediarire du projet. * Élaborer le rapport d'évaluation intermediarire et finale du projet. |
| Rôles et responsabilités | * Le Secrétariat BRS est responsable de la coordination globale du suivi-évaluation ; cela comprend le recrutement de l'expert international pour le suivi-évaluation, la collecte des rapports d'avancement des partenaires de mise en œuvre, la collecte d'autres données et informations pertinentes, la fourniture de données et d'informations pertinentes à l'expert international, la soumission des rapports de suivi bi-annuelles/annuels au FFEM, discussion et mise en place d'actions correctives en concertation avec le comité de pilotage et le comité de suivi, et collaboration avec l'expert international dans la préparation de l'évaluation intermédiaire et finale. * L’expert international en évaluation sera responsable pour la préparation des évaluations intermédiaires et finales du projet ; l’expert évaluera le projet par rapport au cadre logique ; l'expert évaluera si les activités ont été mises en œuvre avec succès, si les réalisations ont été livrées comme prévu et si le projet a atteint les objectifs spécifiques et la finalité, utilisant ainsi les indicateurs et les moyens de vérification spécifiés dans le cadre logique. * Les comités de suivi et de concertation national ainsi que le comité de pilotage sera également impliqué tout au long du suivi-évaluation ; cela comprend une évaluation régulière des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités du projet, la livraison des réalisations, la réalisation des objectifs spécifiques et les progrès vers la finalité ; sur la base des informations recueillies, ils identifieront des défis potentiels dans la mise en œuvre du projet et fourniront des conseils pour faciliter la réussite de la mise en œuvre du projet. * Tous les partenaires de mise en œuvre sont chargés de fournir des rapports financiers et narratifs réguliers sur les progrès de la mise en œuvre des activités dont ils sont responsables ; cela inclut la fourniture des données et informations pertinentes nécessaires au suivi-évaluation (voir cadre logique en annexe 3). |
| Période de mise en œuvre | * A1T1-A1T2 : recrutement de l’expert international * A1T1-A3T4 : collecte de données * A1T1-A3T4 : suivi régulier de l'avancement du projet par rapport au cadre logique * A2T2-A2T3 : préparation du rapport intermédiaire du projet * A3T3-A3T4 : préparation du rapport d’évaluation finale du projet |

3.3 Durée et calendrier de mise en œuvre

La durée prévue du projet est de **trois ans**.

Le schéma ci-dessous présente une vue synthétique de la durée des activités proposées.

A picture containing table

Description automatically generated

# 4 INTERVENANTS, MONTAGE INSTITUTIONNEL ET MODE OPÉRATOIRE DU PROJET/PROGRAMME

**4.1 Intervenants**

Une synthèse des intervenants sur le projet est présentée dans le diagramme ci-dessous et détaillée ci-après :

**Secrétariat BRS**

**Direction Générale de l'Environnement**

*Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement du Cap-Vert*

**DEEC**

*MEDD du Sénégal*

**Centre régional des Conventions de Bâle et de Stockholm pour les Pays d'Afrique francophone**

**Experts nationaux et internationaux**

**Coordinateurs nationaux**

**Partenaires de mise en œuvre**

(**Secteur privé et société civile**)

**FFEM**

**BRS-Norad, BRS-NREF, Union européenne, MEDD du Sénégal, Ministério da Agricultura e Ambiente du Cap-Vert, CRCBS-AF, Proplast, Negomar, Oceanium, Union Nationale des pêcheurs artisanaux du Sénégal (UNAPAS), Biosfera, Collectif des Acteurs de l’Eau en Sachets (CAES), Association d’écotourisme cap-verdien ECO CV, Fundacao Tartaruga.**

*Financement*

*Porteur du projet*

*Partenaires de mise en œuvre et de coordination*

*Experts et partenaires de mise en œuvre*

*Parties prenantes*

**Société civile**

**Secteur privé**

**Secteur informel**

**Municipalités**

**Autres entités gouvernementales**

**Points focaux de la Convention de Bale des pays francophones de l’Afrique de l’Ouest**

**4.1.1 Porteur du projet**

**Le bénéficiaire du projet est le Secrétariat BRS, qui assumera la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet.** De plus amples informations sur le Secrétariat BRS sont fournies dans la section 2 *Le Bénéficiaire.*

Le projet sera exécuté sous la supervision générale du Secrétaire Exécutif des Conventions BRS :

* La gestion et le suivi quotidien des activités globales du projet relèveront de la responsabilité du Secrétaire exécutif des Conventions BRS et seront assurés par un chef de projet dédié.
* Le personnel recevra une assistance administrative de la part de la Branche de l’Administration Financière et des Ressources Humaines du Secrétariat BRS pour le suivi administratif et financier du projet.
* Les progrès accomplis dans la réalisation des livrables seront évalués régulièrement lors des sessions mensuelles du Groupe de Supervision du Programme du Secrétariat BRS.
* Sous la supervision des Chefs de Branche du Secrétariat, le personnel du Secrétariat BRS sera responsable de la mise en œuvre des activités du projet, la préparation des rapports (financiers et techniques), et la préparation des plans de travail et des budgets.
* Le bureau exécutif du Secrétariat BRS sera responsable de la compilation des rapports de suivi et de la production des rapports complets à soumettre au donateur. La préparation et la soumission en temps opportun des rapports font partie intégrante du processus de suivi.

Les rôles et responsabilités du Secrétariat BRS dans la mise en œuvre du projet sont décrits plus en détail dans la section 4.2.1 *Rôles et responsabilités des différents intervenants.*

**4.1.2 Partenaires de mise en œuvre et de coordination :**

* Les institutions respectives du Point Focal de la Convention de Bâle, à savoir :
  + La Direction Générale de l’Environnement (DGE), le MAE du Cap-Vert ;
  + La DEEC, le MEDD du Sénégal ;
* Le CRCBS-AF.

La DGE et la DEEC seront chargées de diriger et/ou soutenir la mise en œuvre des activités du projet au niveau national, sous la coordination globale et la supervision du Secrétariat BRS. Le CRCBS-AF sera chargé de diriger et/ou soutenir la mise en œuvre des activités du projet au niveau régional, sous la coordination globale et la supervision du Secrétariat BRS. Des accords juridiques seront établis entre le Secrétariat BRS et ces 3 institutions, prévoyant les rôles de chacun dans le projet (voir section suivante) ainsi que les budgets associés qui leur seront transférés.

Les Points Focaux de la Convention de Bâle du Cap-Vert et du Sénégal établiront au début de la mise en œuvre du projet, une **équipe de coordination gouvernementale du projet**. Dans chacun des 2 pays, elleréunira les acteurs clés au sein du gouvernement (représentant des différents ministères et agences impliquées dans le projet). L’identification des points de contact et la création de cette équipe permettra de fluidifier la communication et la participation des différentes instances gouvernementales dans le projet. Les résultats et l’avancement du projet seront communiqués à cette équipe bi annuellement par les points focaux.

**4.1.3 Experts et partenaires de mise en œuvre**

La mise en œuvre de ce projet nécessitera une collaboration avec les partenaires suivants :

* **Coordinateurs nationaux**: 1 coordinateur par pays sera recruté par la DGE et la DEEC pour la coordination journalière du projet au niveau national. Les réalisations clés à livrer par les coordinateurs nationaux ainsi que les qualifications requises et à évaluer pendant les processus de recrutement sont détaillées en annexe 6.4.
* **Experts**: Des experts nationaux et internationaux soutiendront la mise en œuvre de diverses activités d’un point de vue substantiel. Les experts internationaux seront recrutés par le Secrétariat BRS et les experts nationaux par la DGE et la DEEC. Les réalisations clés à livrer par les experts ainsi que les qualifications requises et à évaluer pendant les processus de recrutement sont détaillées en annexe 6.4.
* **Partenaires de mise en œuvre**: Des accords seront établies avec des acteurs du secteur privé ainsi que des organisations de la société civile. Ces entités soutiendront en particulier la mise en œuvre des pilotes. La liste des partenaires de mise en œuvre avec lesquels un SSFA/PCA est prévu est fournie à l’Annexe 6.6.
* **Les Points Focaux de la Convention de Bâle des autres pays francophone d’Afrique de l’Ouest :** Ils participeront aux activités au niveau régional, y compris les formations, et le développement de stratégies régionales pour la GER et le contrôle du MTF des déchets plastiques. Ils contribueront à la diffusion des retours d’expérience dans la région

**4.1.4 Parties prenantes**

Un **Comité de suivi et de concertation nationale de projet** sera formé au début du projet par les points focaux de la Convention de Bâle, en étroite consultation avec le Secrétariat BRS. Ce comité réunira les parties prenantes clefs pour la réussite du projet tels que des acteurs du gouvernement (divers ministères, autres sous-structures, municipalités, etc.), du secteur privé, de la société civile, du monde universitaire, du secteur informel et des entités de gestion du projet (Secrétariat BRS, DGE, DEEC, CRCBS-AF).

Les entités qui jouent un rôle actif dans la mise en œuvre du projet ainsi que celles qui exercent une influence politique significative (en ce qui concerne les entités gouvernementales) seront invitées à participer au sein de ce comité. L’objectif principal du comité est de s’assurer que (a) toutes les parties prenantes clés sont tenues au courant des progrès de la mise en œuvre du projet, et (b) de recueillir des informations, des commentaires, des orientations et des conseils de ces parties prenantes. Le comité national du projet se réunira à minima deux fois par an.

**4.2 Montage institutionnel et mode opératoire**

**4.2.1 Rôles et responsabilités des différents intervenants**

En résumé :

* Le **Secrétariat BRS**, qui assumera la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet, y compris la coordination des activités, la gestion du budget et du plan de travail, la supervision des travaux de fond etc.
* La **DGE et la DEEC** (via les Points Focaux de la Convention de Bâle) seront chargées de diriger et/ou de soutenir (selon l’activité) la mise en œuvre des activités du projet au niveau national.
* Le **CRCBS-AF** sera chargé de diriger et/ou de soutenir (selon l’activité) la mise en œuvre des activités du projet au niveau régional.
* Les **coordinateurs nationaux** seront responsables de la coordination journalière du projet au niveau national.

Un aperçu des rôles et des responsabilités à travers chaque activité est détaillé en Annexe 6.8.

En détail :

**Le Secrétariat BRS** sera chargé des responsabilités suivantes :

* Assurer la coordination globale du projet, notamment en fournissant des orientations et des conseils sur les questions techniques, administratives et logistiques aux autres entités de gestion du projet ainsi qu’aux partenaires externes ;
* Maintenir des plans de travail du projet et gestion budgétaire conformément à la Note d’engagement du projet (NEP), suivi régulier et fourniture de rapports réguliers sur les progrès de la mise en œuvre (financiers et techniques) ;
* Coordonner les activités du projet à travers les pays ainsi qu’aux niveaux régional et mondial au quotidien, communiquant fréquemment avec toutes les parties prenantes du projet, en particulier les points focaux de la Convention de Bâle, les coordinateurs nationaux et le BCRC-Sénégal ;
* Identifier, engager et assurer la liaison avec les partenaires externes, y compris d’autres organisations internationales ;
* Identifier, engager et superviser le travail des consultants internationaux ;
* Élaborer et superviser la mise en œuvre des accords juridiques avec les partenaires de mise en œuvre (notamment avec les gouvernements du Cap-Vert et du Sénégal et le CRCBS-AF-Sénégal ; ainsi qu’avec toute autre institution ou organisation pouvant être impliquée pendant la mise en œuvre du projet, y compris les partenaires pertinents de la société civile et du secteur privé) ;
* Assurer les fonctions d’assurance et de contrôle de la qualité, fournir une assistance technique et un soutien scientifique, politique et juridique, et donner des conseils sur les questions de fond, y compris l’examen des résultats du projet.

**Les points focaux de la Convention de Bâle du Cap Vert et du Sénégal** seront chargés des responsabilités suivantes avec le soutien des coordinateurs nationaux :

* Assurer la coordination globale du projet au niveau national, notamment fournir des orientations et des conseils sur les questions techniques, administratives et logistiques aux autres entités de gestion du projet ainsi qu’aux partenaires externes au niveau national ;
* Maintenir des plans de travail du projet et gestion budgétaire conformément à la NEP au niveau national, suivi régulier et fourniture de rapports réguliers sur les progrès de la mise en œuvre (financiers et techniques) ;
* Servir de point de référence au niveau national pour toutes les informations collectées dans le cadre du projet ;
* Identifier, engager et assurer la liaison avec les partenaires concernés, en particulier au sein du gouvernement (ministères, agences, etc.) et avec le comité national de projet ;
* Identifier, engager et superviser le travail des experts nationaux ;
* Faciliter l’approvisionnement de certains biens et services.

**Les coordinateurs nationaux du Cap Vert et du Sénégal** seront chargés des responsabilités suivantes :

* Coordonner les activités du projet à travers les pays au quotidien, en particulier le travail des experts nationaux et la mise en œuvre des projets pilotes ;
* Fournir des orientations et des conseils sur les questions techniques, administratives et logistiques aux autres entités de gestion du projet ainsi qu’aux partenaires externes ;
* Communiquer fréquemment avec toutes les parties prenantes du projet, en particulier les points focaux de la Convention de Bâle, le BCRC-Sénégal, les consultants internationaux, les experts locaux, les autres entités gouvernementales, les entités de société civile, universités, ainsi que le secteur privé et informel ;
* Soutenir l’organisation des formations ainsi que des consultations nationales, ateliers et évènements de sensibilisation et autres rencontres au niveau national, en collaboration avec le Secrétariat, le CRCBS-AF-Sénégal et l’équipe nationale.

Le **CRCBS-AF-Sénégal** sera chargé de :

* Fournir un soutien et des conseils techniques et scientifiques tout au long de la mise en œuvre du projet ;
* Faciliter la communication entre les deux pays et le Secrétariat BRS ;
* Soutenir l’organisation des formations, des ateliers (en particulier l’atelier régional), des manifestations de sensibilisation et autres réunions ;
* Assurer l’impression et l’expédition des supports et la traduction des documents pertinents de l’anglais au français ;
* Coordonner le développement des produits régionaux ;
* Rédiger les rapports de réunion pour les ateliers de lancement et de clôture.

Le **Comité de suivi et de concertation nationale de projet (Steering Committee)** sera responsable de**:**

* Participer aux consultations, ateliers et évènements de sensibilisation et autres rencontres au niveau national ;
* Soutenir les tests pilotes mis en place ;
* Identifier et discuter les défis pertinents auxquels le projet peut être confronté et prodiguer des conseils sur des plans pour atténuer les risques.

**L’équipe de coordination gouvernementale** sera chargée des responsabilités suivantes :

* Apporter leur soutien logistique et technique au projet ;
* Fournir des orientations et des conseils sur les questions politiques, techniques, administratives concernant la mise en œuvre du projet ;
* Apporter un soutien à la supervision du travail des experts locaux pour les domaines de travail respectifs ;
* Assurer la coordination globale du projet au niveau national, y compris l’élaboration et le maintien de plans de travail nationaux, un suivi régulier et des rapports sur les progrès de mise en œuvre du projet au niveau national ;

**4.2.2 Supervision et pilotage du projet**

**Comité de pilotage**

Un comité de pilotage du projet sera mis en place. Le Comité de pilotage du projet se réuniradeux fois par an par voie électronique (ou en présentiel, immédiatement après les réunions pertinentes, telles que l’atelier de démarrage).

Il sera composé de :

* Un représentant du Ministère de la Transition écologique
* Un représentant du FFEM
* Un représentant du Secrétariat BRS
* Les Points Focaux de la Convention de Bâle du Cap-Vert et du Sénégal
* Un représentant du CRCBS-AF

Le Comité de pilotage du projet sera responsable des tâches suivantes :

* Suivi de la mise en œuvre du projet
* Identification des défis potentiels dans la mise en œuvre du projet
* Fourniture de conseils pour faciliter la réussite de la mise en œuvre du projet

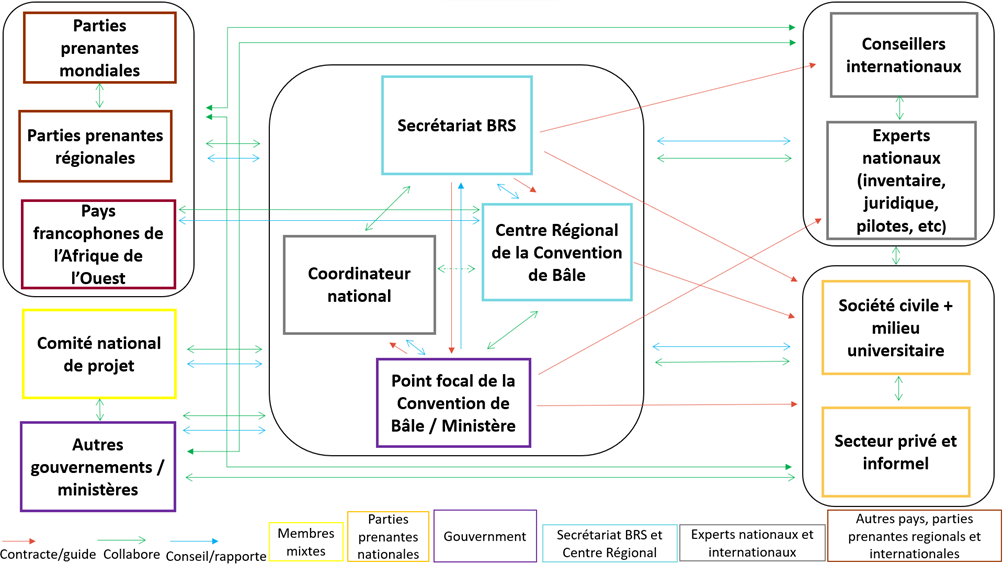
**Comité de suivi et de concertation nationale de projet (Steering Committee)**

Un comité de suivi et de concertation national sera établi pour le Sénégal et pour le Cap-Vert. Le comité réunira 2 fois par an l’ensemble des parties prenantes clefs pour la réussite du projet. Il offre la possibilité de présenter les résultats et l’état d’avancement du projet, de recueillir les commentaires des parties prenantes nationales et de discuter des prochaines étapes, etc. Il réunira :

* Un représentant du Secrétariat BRS
* Les Point Focaux de la Convention de Bâle
* Un représentant du CRCBS-AF-Sénégal
* Les coordinateurs nationaux
* Des représentants des divers ministères pertinents, autres sous-structures, municipalités etc.
* Des représentants des entités du secteur privé pertinentes
* Des représentants des organisations la société civile pertinentes
* Des représentants du monde universitaire
* Des représentants du secteur informel

**4.2.3 Interactions entre les intervenants**

Le diagramme synthétise les interactions envisagées entre les différents types d’intervenants.

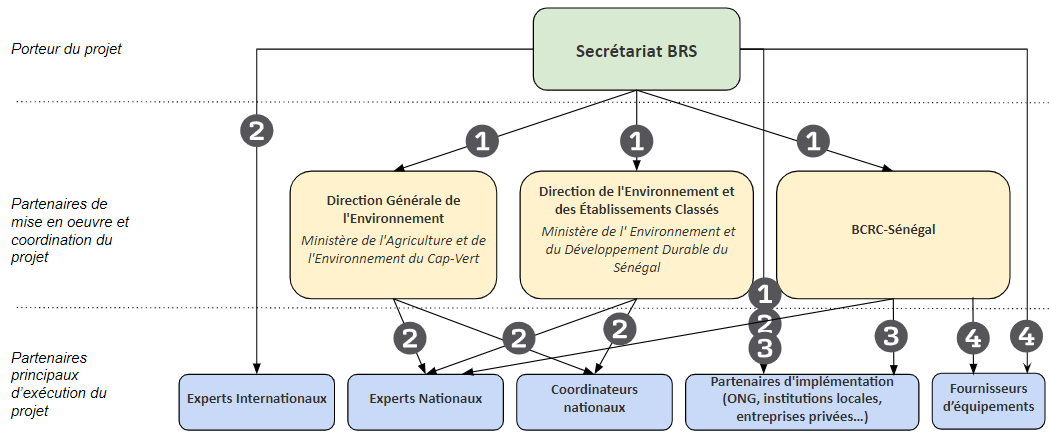


**Types de partenariats envisagés**

Les types de partenariats/contrats envisagés avec les intervenants du projet sont décrits ci-dessous :

1. **Accord de Financement à Petite Échelle / Small-scale Funding Agreement (SSFA) / Accord de Coopération de Projet / Project Cooperation Agreement (PCA)** : Ceux-ci seront conclus entre le Secrétariat BRS et les partenaires de mise en œuvre dans les situations où le Secrétariat BRS transfère des fonds au partenaire ; le PCA est à utiliser lorsque le Secrétariat BRS attribue la mise en œuvre d’activités à un partenaire au sein d’une collaboration mutuellement convenue et transfert plus de USD 200 000 (ou son équivalent) au partenaire ; le PCA définit les objectifs spécifiques de la collaboration, les rôles et responsabilités du partenaire, leurs finances et engagements juridiques, et d’autres termes et conditions ; une version simplifiée du PCA, le SSFA doit être utilisé lorsque le Secrétariat BRS confie la mise en œuvre d’activités à un partenaire dans le cadre d’un projet de collaboration convenu d’un commun accord, et transfère jusqu’à USD 200 000. La liste des partenaires de mise en œuvre avec lesquels un SSFA/PCA est prévu est fournie à l’Annexe 6.6.
2. **Contrat individuel pour les experts nationaux et internationaux :** Les experts internationaux seront recrutés directement par le Secrétariat. Les experts nationaux seront recrutés par le MEDD du Sénégal, le Ministerio de Agricultura e Ambiente (Cap-Vert) et le CRCBS-AF, selon les cas.
3. **Protocole d’accord / Memorandum of Understanding (MoU)** : Ceux-ci seront conclus entre le Secrétariat BRS et les partenaires de mise en œuvre dans les situations où le Secrétariat BRS ne transfère pas de fonds au partenaire. Un protocole d’entente doit être considéré comme un cadre d’engagement dans lequel les parties confirment qu’elles partagent une compréhension et un effort communs.
4. Acquisition par voie d’achat ou de location de bien.

Le diagramme ci-dessous précise les différents types de partenariats envisagés entre les intervenants du projet – un tableau détaillé est disponible en Annexe 6.6.



Tout au long du projet, des efforts appropriés seront faits pour assurer, via le cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies, la coordination avec toutes les entités concernées du système des Nations Unies (par le biais des Coordonnateurs résidents des Nations Unies au Cap-Vert et au Sénégal ainsi que des équipes de pays des Nations Unies au Cap-Vert et au Senegal).

**4.2.4 Moyens matériels et en ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre du projet**

Un certain nombre de **consultants internationaux et d’experts locaux seront engagés** etcollaboreront comme indiqué dans la section 3. Les domaines d’expertise retenus pour le recrutement sont les suivants :

* MTF, notamment l’application de la Convention de Bâle ;
* Expertise juridique liée à la Convention de Bâle ;
* Méthodologie pour l’inventaire de déchets ;
* GER des déchets plastiques, y compris une expérience dans l’élaboration de stratégies / politiques ;
* Prévention et réduction de la production de déchets, ayant une expertise pertinente en matière de mise en œuvre d’essais pilotes ;
* Expertise de sensibilisation et éducation, avec une expérience en matière de gestion des déchets.

Toutes les qualifications requises pour ces consultants ont été **détaillées** et sont présentées en Annexe 6.4. Les rôles et responsabilités **par activité** ont été détaillés dans l’Annexe 6.8.

La nature de certaines des activités du projet peut nécessiter **l’acquisition de certains équipements et matériels** par le biais du CRCBS-AF-Sénégal et des gouvernements du Cap-Vert et du Sénégal, selon le cas. Cette démarche concerne, en particulier, les projets pilotes. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets, différents types d’équipements devront être acquis/loués en fonction de la nature précise de l’activité pilote (par exemple, distributeurs automatiques d’eau, véhicules, stations de collecte, etc.) – ces équipements et matériels sont précisés dans la description des pilotes en chapitre 3.2.2 ainsi que dans le budget détaillé disponible en Annexe 6.7.

**4.2.5 Synergies possibles avec les autres interventions ou projets**

Le projet prévoit d’utiliser des outils et méthodologies développés dans le cadre **d’autres projets portés par le Secrétariat BRS** (cofinancement en nature), en particulier du projet « Déchets marins et microplastiques : promotion de la GER des déchets plastiques et réalisation de la prévention et de la minimisation de la production de déchets plastiques » (BRS-Norad-1), décrit plus en détail en Annexe 6.2.

**D’autres projets** et initiatives pertinents, mis en œuvre par des parties prenantes nationales, régionales et internationales au Cap-Vert et au Sénégal, sont susceptibles d’être en lien direct ou indirect avec le projet proposé. Les initiatives les plus notables sont recensées dans le tableau présenté en Annexe 6.5. Des discussions approfondies ont été menées par le Secrétariat BRS avec les acteurs des initiatives concernées afin de créer des synergies qui renforcent l’impact du projet proposé.

**4.3. Circuit financier et risque fiduciaire**

Les entités/individus concernés recevront un financement soit (a) du Secrétariat BRS, soit (b) du BCRC-Sénégal, ou soit (c) des points focaux/ministères de la Convention de Bâle à travers les partenariats mis en place comme présenté dans la section précédente et détaillé dans l’Annexe 6.6.

Chacune des entités/individus recevant un financement pour soutenir leur participation au projet conclura un accord juridique avec l’entité respective fournissant le financement et sera tenue de fournir un rapport à intervalles réguliers sur l’utilisation du financement via des rapports certifiés. Le financement des entités du secteur privé à but lucratif sera conditionné à la fourniture d’un cofinancement par l’entité respective. Le décaissement sera effectué en au moins deux versements, les derniers versements n’étant décaissés qu’après réception des rapports financiers et narratifs finaux certifiés, et l’achèvement des activités de manière satisfaisante.

Le Secrétariat BRS versera des fonds aux entités/individus énumérés ci-dessous[[25]](#footnote-25).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Entité/individu bénéficiaire** | **Activités[[26]](#footnote-26)** | **Montant (EUR) (en milliers d’euros) (arrondi)** |
| Direction Générale de l’Environnement ; MAE du Cap-Vert | 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 3.5, 4.1, 4.2, 5.1, 5.2, 5.3 | 367 |
| Direction de l’Environnement et des Etablissements Classés, Institution : MEDD | 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 3.5, 4.1, 4.2, 5.1, 5.2, 5.3 | 258 |
| CRCB-AF | 1.4, 1.5, 2.4, 2.5, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 5.3 | 192 |
| Entités du secteur privé à but lucratif participant à la mise en œuvre du projet | 1.2, 2.1, 2.2, 2.4, 2.5, 3.1, 3.2, 3.3 | 212 |
| Entités du secteur privé à but non lucratif participant à la mise en œuvre du projet | 3.2, 3.3 | 112 |
| Organisations de la société civile à but non lucratif participant à la mise en œuvre du projet | 3.1, 3.2, 3.4 | 412 |
| Experts internationaux | 1.1, 1.3, 1.4, 1.5, 2.1, 2.3, 2.5, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 4.1, 5.2, 5.3 | 122 |

Le MAE du Cap-Vert, le MEDD du Sénégal et le CRCB-Aferseront une partie des financements énumérés ci-dessus aux experts nationaux, comme énumérées ci-dessous.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Entité/individu bénéficiaire** | **Activités** | **Montant (EUR) (en milliers d’euros) (arrondi)** |
| Experts nationaux Cap-Vert | 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 4.1, 4.2, 5.2, 5.3 | 105 |
| Experts nationaux Sénégal | 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 4.1, 4.2, 5.2, 5.3 | 150 |

Lors de la sélection des partenaires/experts, les points focaux/ministères de la Convention de Bâle consulteront étroitement le Secrétariat BRS et suivront des processus concurrentiels ouverts et équitables. En outre, les points focaux/ministères de la Convention de Bâle verseront également, dans certains cas limités, des fonds à des entités privées à but lucratif, conformément aux règles et processus de passation des marchés applicables, comme lors de la réservation d’un lieu pour un atelier.

# 5 INDICATEURS, DISPOSITIF DE SUIVI – ÉVALUATION DU PROJET/PROGRAMME

**5.1 Evaluation des impacts attendus et indicateurs d’impact**

Le projet sera évalué par rapport au cadre logique présenté en Annexe **3**. Le cadre logique liste un ou plusieurs indicateurs à utiliser pour mesurer la réalisation de la finalité, chacun des objectifs spécifiques et chacune des réalisations attendues. Le cadre logique énumère également les valeurs cibles ainsi que les moyens de vérification. 2 types d’indicateurs ont été définis :

* Les indicateurs de résultats (atteintes de l’objectif et des objectifs spécifiques du projet)
* Les indicateurs de suivi des activités

La finalité du projet est une meilleure protection de la santé humaine et de l’environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques. L’atteinte de cette finalité sera mesurée par les quantités / le pourcentage de déchets plastiques finissant dans l’environnement. Le but est une réduction significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques finissant dans l’environnement. Celle-ci sera mesurée via les inventaires nationaux des déchets plastiques et les données collectées pendant la mise en œuvre du projet (par exemple, si le pilote dans le secteur de la pêche réussit à collecter et recycler 500 tonnes de filets de pêche en plastique qui, autrement, auraient fini dans l’environnement). Pour de nombreuses activités, il n’est pas possible de fixer une valeur cible concrète avant le projet. Au niveau national, les inventaires serviront à (1) définir la ligne de base, puis (2) mesurer les progrès à travers le temps, y compris à la fin du projet ainsi qu’au-delà de la durée du projet.

Le cadre logique de la finalité et des objectifs spécifiques est présenté ci-dessous. Cela servira de base pour le suivi-évaluation continu du projet. Le cadre logique complet est présenté en Annexe 3.

|  | **Chaîne de résultats** | **Indicateurs Objectivement Vérifiables** | **Valeurs cibles** | **Sources et moyens de vérification** | **Hypothèses critiques** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Finalité** | *F : Meilleure protection de la santé humaine et de l’environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques* | *F-I : Quantités / pourcentage de déchets plastiques finissant dans l’environnement* | *F-VC : Une réduction significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques finissant dans l’environnement* | *F-MV1 : Inventaires nationaux des déchets plastiques*  *F-MV2 : Données collectées pendant la mise en œuvre du projet (p.ex., évaluations des pilotes)* | *F-HC1 : Pollution plastique reste une priorité politique* *au niveau national*  *F-HC2 : Stratégies, initiatives et pilotes initiés par le projet se poursuivent après sa clôture* |
| **Objectifs spécifiques (OS)** | *OS1 : Les capacités à contrôler des MTF de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle sont renforcées, entraînant une réduction du trafic illicite de déchets plastiques* | *OS1-I1 : Taux de réponse aux requêtes d’importation de déchets plastiques, conformément aux dispositions de la Convention de Bâle* | *OS1-I1-VC : Augmentation significative du taux de réponse* | *OS1-MV1 : Rapports nationaux dans le cadre de la Convention de Bâle*  *OS1-MV2 : Données fournies par les douanes* | *OS1-HC : Autorités douanières et le Point Focal de la Convention de Bâle continuent de disposer de ressources (humaines, financières) suffisantes* |
| *OS1-I2 : Nombre d’exportations de déchets plastiques non conformes aux dispositions de la Convention de Bâle* | *OS1-I2-VC : Réduction significative des exportations illicites* |
| *OS2 : Les capacités à assurer la GER de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle sont renforcées, entraînant une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle* | *OS2 -I1 : Quantités / pourcentage de déchets plastiques recyclés de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I1-VC : Augmentation significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques recyclés de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I1-MV1 : Inventaires nationaux des déchets plastiques*  *OS2-I1-MV2 : Données fournies par les entreprises de recyclage (et d’autres partenaires du projet, par exemple dans le contexte des pilotes)* | *OS2-HC :* *Les pays continuent de recevoir de l’aide au développement et des investissements étrangers pour la gestion des déchets à des niveaux similaires* |
| *OS2 -I2 : Quantités / pourcentage de déchets plastiques placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I2-VC : Augmentation significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I2-MV1 : Inventaires nationaux des déchets plastiques*  *OS2-I2-MV2 : Données fournies par les opérateurs des déchargés* |
| *OS3 : Les capacités à réduire la génération de déchets plastiques sont renforcées, entraînant une réduction des quantités de déchets plastiques générés* | *OS3-I : Quantités de déchets plastiques générés par an par habitant* | *OS3-VC : Réduction significative des* *quantités de déchets plastiques générés par an par habitant* | *OS3-MV : Inventaires nationaux des déchets plastiques* | *OS3 -HC :* *La consommation de produits plastiques n’augmente pas de manière significative en raison de la croissance économique* |

**5.2 Dispositif de suivi-évaluation**

**5.2.1 Objectifs du suivi-évaluation**

Le dispositif de suivi-évaluation fait partie intégrante du projet. Le suivi-évaluation élaborera un argumentaire factuel des résultats et enseignements du projet et des solutions qu’il propose. Ses objectifs sont de :

* suivre le bon déroulement du projet ;
* identifier des défis en temps opportun
* mettre en œuvre des actions correctives si nécessaire ;
* mesurer l’atteinte de la finalité, des objectifs spécifiques et des réalisations du projet ;
* évaluer de manière continue le degré d’atteinte des objectifs spécifiques et des indicateurs décrits dans le cadre logique (voir annexe 3) ;
* fournir une base pour les interventions futures visant à lutter contre les déchets plastiques au Cap-Vert, au Sénégal, dans la région et dans d’autres pays .

**5.2.2 Acteurs impliqués dans le suivi-évaluation des activités et des résultats du projet.**

Le suivi-évaluation du projet sera réalisé en continu pendant la durée du projet – il permettra d’avoir des informations sur le déroulement du projet (planning, budget, réalisation des activités, résultats escomptés des activités). Des évaluations formelles du projet seront réalisées à mi-parcours et à la fin du projet.

Le suivi du projet sera organisé comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Fréquence | Objectifs principaux | Acteurs impliqués | Moyens / documents supports |
| Hebdomadaire | * Suivi quotidien du projet | * Secrétariat BRS * Points Focaux Cap Vert et Sénégal * CRCBS-AF * Coordinateurs nationaux | * Téléconférences, échanges de courriels, etc. |
| Mensuelle | * Suivi du planning global du projet * Suivi du planning des activités spécifiques, y compris pilotes * Validation des livrables (p. ex. des consultants, des partenaires) | * Secrétariat BRS * Points Focaux Cap Vert et Sénégal * CRCBS-AF * Coordinateurs nationaux * Partenaires de mise en œuvre * Experts nationaux et internationaux | * Téléconférences, échanges de courriels, etc. * Documents pertinents (p.ex., rapports des experts et des partenaires) |
| Trimestrielle | * Suivi du planning global du projet * Suivi du planning des activités spécifiques, y compris pilotes * Validation des livrables (p. ex. des consultants, des partenaires) * Identification des mesures correctives | * Secrétariat BRS * Points focaux Cap Vert et Sénégal * CRCBS-AF * Coordinateurs nationaux * Experts nationaux et internationaux * Partenaires de mise en œuvre * Points focaux Afrique de l’Ouest | * Téléconférences, échanges de courriels, etc. * Documents pertinents (p.ex., rapports des experts et des partenaires) |
| Bi – annuelle et anuelle | * Suivi de l’avancement du projet (planning, résultats et budget) avec le FFEM et les comités de suivi et de concertation nationale * Suivi du planning des activités spécifiques, y compris pilotes * Présentation des résultats du projet aux parties prenantes * Validation des livrables (p. ex. des consultants, des partenaires) * Identification des mesures correctives * Examen du budget | * Réunions du comité de pilotage du projet et des comités de suivi et de concertation nationale * Secrétariat BRS * Points focaux Cap Vert et Sénégal * CRCBS-AF * Coordinateurs nationaux * Experts nationaux et internationaux * Partenaires de mise en œuvre * Points focaux Afrique de l’Ouest * Autres parties prenantes | * Rapports bi-annuels / annuels de suivi du projet transmis au FFEM (financier et narratif)[[27]](#footnote-27) * Rapports des réunions du comité de pilotage et des réunions des comités de suivi et de concertation nationale * Téléconférences, échanges de courriels, etc. * Documents pertinents (p.ex., rapports des experts et des partenaires) * Budget mis à jour |

Le suivi-évaluation sera effectué par un expert international indépendant. L’expert international entreprendra les évaluations intermédiaire et finale sur la base des résultats des points de vue environnementaux et socio-économiques, basée entre autres sur les éléments suivants (voir aussi les moyens de vérification présenté en Annexe 3):

* Examen des rapports préparés par le Secrétariat BRS
* Examen des résultats écrits, tels que les stratégies GER, les recommandations juridiques, les évaluations des pilotes, etc.
* Analyse des données collectées au cours du projet, y compris dans le cadre des projets pilotes (p. ex., quantité de déchets plastiques collectés/recyclés, inventaires nationaux etc.)
* Entretiens avec des partenaires de mise en œuvre et d'autres parties prenantes des gouvernements, du secteur privé et de la société civile

Les comités de suivi et de concertation national ainsi que le comité de pilotage sera également impliqué tout au long du suivi-évaluation. Sur la base des informations recueillies, ils identifieront des défis potentiels dans la mise en œuvre du projet et fourniront des conseils pour faciliter la réussite de la mise en œuvre du projet.

**5.2.3 Évaluation intermédiaire à mi-parcours et évaluation finale**

L’évaluation du projet (à mi-parcours et finale) sera réalisée par un consultant externe au projet. Les critères de l’évaluation seront définis en amont avec le comité de pilotage du projet et devra notamment inclure :

* Efficacité du projet : degré de réalisation des objectifs du projet
* Durabilité du projet : est-ce que les actions et les effets du projet perdureront dans le temps ?
* Participation et appropriation des parties prenantes
* Pertinence : le projet reste-t-il pertinent et s'adapte-t-il aux circonstances changeantes ?
* Gestion du budget : La planification budgétaire et les dépenses sont-elles conformes au document du projet ?
* Impact du projet, y compris des points de vue environnementaux et socio-économiques
* Réplicabilité des interventions mises en œuvre dans le cadre du projet au niveau national dans les pays cibles ainsi que dans d'autres pays

L'évaluation finale se concentrera sur l'atteinte des résultats du projet comme prévu initialement et, le cas échéant, les mesures correctives décidées par le comité de pilotage. L'évaluation finale examinera l'impact et la durabilité des résultats, y compris la contribution au développement des capacités. Le Secrétariat BRS préparera les termes de référence de cette évaluation sur la base des orientations du Comité de Pilotage du projet et du FFEM en particulier.

# 6 JUSTIFICATION D’UNE INTERVENTION DU FFEM

**6.1 Contribution au développement local, économique et social du pays**

**6.1.1 Opportunités pour les entreprises et l'industrie**

**Le projet devrait avoir un impact positif sur les économies** du Cap-Vert et du Sénégal. Premièrement, le renforcement des capacités des pays à gérer les déchets plastiques de manière écologiquement rationnelle implique la **mise en place de systèmes opérationnels pour la collecte, le tri, le transport, le recyclage, l'élimination etc. des déchets plastiques, ce qui contribue à créer des emplois.**

Les activités pilotes proposées dans le cadre de ce projet visent également à soutenir des entreprises dans la mise en place de services / technologies innovantes, ce qui permettra **un développement de nouveaux marchés, tout en créant des emplois et en augmentant les capacités techniques de ces entreprises.**

**L’augmentation du recyclage des déchets plastiques permettra de soutenir l’industrie locale du recyclage.**

**6.1.2 Impact sur le secteur informel**

Le secteur informel joue un rôle important dans la collecte des déchets plastiques au Sénégal (ainsi que dans les autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest) et au Cap Vert. Le projet veillera à la prise en compte du secteur informel, à la fois dans l’identification de son rôle actuel et de ses attentes. Des **concertations multipartites seront organisées en vue d’élaborer des stratégies d'intervention adaptées aux situations locales en tenant compte des besoins et des voix de toutes les personnes concernées**. Les parties prenantes du secteur informel, ainsi que toutes les autres communautés potentiellement touchées, seront réunies à cet effet. Les **recommandations et stratégies d’atténuation seront élaborées en tenant soigneusement compte de toute répercussion qu'elles pourraient avoir sur le secteur informel. Elles pourraient comprendre, par exemple, des mesures visant à former et à intégrer les travailleurs informels à tout nouveau système de collecte et/ou de financement pouvant être mis en place.**  Le projet s'appuiera sur les travaux déjà entrepris dans le cadre de la Convention de Bâle en matière de promotion de la GER dans le secteur informel. Notamment, le groupe de travail d'experts sur la GER a rassemblé plusieurs études de cas pour fournir des exemples pratiques de mesures utilisées pour améliorer la GER dans le secteur informel[[28]](#footnote-28).

**6.1.3 Impact sur le secteur du tourisme**

**Un environnement moins pollué par le plastique contribue à renforcer la valeur esthétique des destinations touristiques au Cap-Vert et au Sénégal, ce qui entraînera un accroissement des revenus liés au tourisme**.

**6.1.4 Prise en compte de la question du genre**

**En vue de faire avancer l'égalité des genres, diverses mesures concrètes seront prises au cours de la préparation et de la mise en œuvre du projet**, dont les suivantes :

* Des **données distinguant hommes-femmes** recueillies dans le cadre de l'étude de référence.
* L’analyse des insuffisances en matière de genre dans les **cadres réglementaires, politiques et institutionnels**.
* L’examen des cadres réglementaires, politiques et institutionnels nationaux sur le contrôle des MTF des déchets plastiques (activité 1.1) ainsi que sur la GER des déchets plastiques (activité 2.1) comportera une **analyse des insuffisances concernant l’égalité des genres**.
* Les recommandations à élaborer dans le cadre des activités 1.3 et 2.3 ainsi que les stratégies (activité 2.4) comporteront des parties relatives aux **considérations du genre**.
* Le Secrétariat BRS alertera les partenaires sur la nécessité d'assurer l'égalité des genres chaque fois que nécessaire, par exemple dans **le recrutement d'experts locaux, l'invitation des participants aux ateliers, etc.**
* **L**es matériaux de sensibilisation qui seront élaborés dans le cadre des activités 4.2 et 4.3 seront **neutres en termes de genre et aborderont des sujets liés à l'intégration de la dimension de genre**.

**6.2 Contribution à la préservation de l’environnement mondial**

Le présent projet vise à prendre en charge et à réduire les effets néfastes de la pollution plastique sur l'environnement au Cap-Vert et au Sénégal. Sa contribution consiste principalement à :

* **Augmenter** **la quantité de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle :** les activités de la partie 2 visent à mettre en place des stratégies locales de GER et les infrastructures nécessaires à cette gestion. L'amélioration de ces infrastructures permettra d’améliorer les taux de collecte et de recyclage, et de réduire les volumes,
* **Réduire la quantité de déchets plastiques importés :**  les activités de la partie 1 portent sur les mouvements transfrontaliers de déchets plastiques définis aux annexes II et VIII de la Convention de Bâle,
* **Gérer les déchets plastiques à la source** : par les pilotes de la partie 3 qui visent à réduire l’utilisation de certains produits plastiques (ex. sacs à usage unique, filets de pêche), permettant ainsi de limiter la quantité de déchets générée,
* **Susciter le changement de comportement,** en renforçant les connaissances de divers groupes cibles (partie 4).

**Les interventions devraient ainsi contribuer à la réalisation de plusieurs ODD relatifs à la protection de l'environnement**, notamment :

* **L'ODD 14** portant sur la conservation et l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines, en particulier la cible **14.1** : « D'ici 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types en particulier celle provenant d'activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments »,
* **L'ODD 12** visant à établir des modes de consommation et de production durables, en particulier la cible **12.5** : « D’ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation » et la cible **12.4** : « D’ici à 2020, instaurer une GER des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l’échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l’air, l’eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l’environnement »,
* **L’ODD 6** visant à garantir l’accès de tous à l’eau et à l’assainissement, et à assurer une gestion durable des ressources en eau, en particulier la cible **6.3** : « D’ici à 2030, améliorer la qualité de l’eau en réduisant la pollution, en éliminant l’immersion de déchets, en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d’eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l’échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l’eau »,
* **L’ODD 11** visant à faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, en particulier la cible **11.6** : « D’ici à 2030, réduire l’impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l’air et à la gestion, notamment municipale, des déchets ».

**6.3 Caractère exemplaire et innovant**

Du point de vue de la gestion des plastiques, le programme est innovant car :

* Les amendements à la Convention de Bâle relatifs aux déchets plastiques sont entrés en vigueur en **2021**. Les pays cibles figureront donc parmi les **premiers à bénéficier d'une assistance technique** à la mise en œuvre de ces amendements,
* Ces pays figureront également parmi les premiers à élaborer des **stratégies locales de GER des déchets plastiques et des inventaires nationaux des déchets plastiques**, à la suite des expériences au Ghana et au Sri Lanka, ainsi que d’autres pays en cours d’élaborer des inventaires avec l’assistance du Secrétariat BRS (p. ex. le Zimbabwe et le Malawi),
* Le contenu des **projets pilotes** propose des solutions innovantes pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiques, par exemple :
  + Implication des fabricants de sachets d’eau pour la mise en place d’un programme de collecte et de recyclage ainsi que de distributeur d’eau, avec pour objectif d’accompagner le changement de modèle économique de façon à limiter l’impact social.
  + Travail en partenariat avec les associations de pêcheurs et une société de négoce de plastiques pour mettre en place une collecte vertueuse des filets de pêche pour exportation et recyclage.
  + Capitalisation des actions des ONG Capverdiennes sur la prévention et la sensibilisation sur le thème plastique et mise en place d’actions coordonnées.
  + Mise en œuvre des programmes pour la réduction de la génération de déchets plastiques dans les hôtels ainsi que l’installation des nouvelles technologies pour filtrer les microplastiques libérés par les textiles dans les machines à laver.

Du point de vue de l’exemplarité, le principal avantage du projet est d’**envisager un essaimage à l’échelle régionale** impliquant ainsi des entités régionales clés, telles que la CEDEAOet la Convention d’Abidjan. De fait, les chantiers menés au Sénégal et au Cap vert (par exemple les inventaires nationaux de produits plastiques) permettront de développer des **méthodes** réplicables à l’échelle régionale. Cet argument est aussi valable pour : le déploiement de projets pilotes ; la réutilisation des supports de formation et communication ; la formulation d’une stratégie GER évoquée plus haut ; etc.

**6.4 Caractère démonstratif et reproductible pour un passage à l’échelle du projet/programme**

**Chacune des composantes du projet comporte des activités facilement reproductibles dans d'autres pays et régions ainsi qu’à l’intérieur des pays** (par exemple, la reproduction d'un projet pilote municipal dans une autre municipalité).

Voici quelques exemples concrets illustrant le caractère démonstratif et reproductible des interventions :

* La démarche proposée par ce projet (et testée initialement au Ghana) permettra de valider une **méthodologie de diagnostic** des infrastructures réglementaires, politiques et institutionnelles. Cette méthodologie sera partagée au niveau régional via des ateliers.
* Suite à l’entrée en vigueur des amendements relatifs aux déchets plastiques, les Parties à la Convention de Bâle doivent publier les quantités de déchets plastiques commercialisées. La **méthodologie d’inventaire** de déchets plastiques mise au point dans le cadre du projet BRS-Norad-1 et les essais effectués dans le cadre du présent projet, peuvent s’appliquer à d’autres pays Parties à ladite convention.
* Très peu de pays en développement disposent d’une **stratégie nationale de GER des déchets plastiques**. Ceux-ci pourront s’appuyer sur les stratégies GER développées dans le cadre du présent projet, et réutiliser des parties spécifiques. Par exemple, des programmes de collecte éprouvés dans une ville, l’organisation du secteur informel en collectif dans une région, la mise au point d'un système de financement expérimenté dans un secteur et pouvant être utilisé dans un autre, etc.
* La partie 3 présente également un potentiel de reproduction important, peut-être le plus élevé.Les **projets pilotes** ont été élaborés dans une dynamique de reproductibilité et l’objectif à moyen long terme est de pouvoir :
  + **Pérenniser les projets sur le long terme,** avec un auto-financement des actions**.**
  + **Développer ces projets à l’intérieur du pays** (pilote des filets de pêches sur 3 villes cibles, à déployer par la suite ; idem au Cap Vert avec les interventions aux hôtels de Sal et Boa Vista, la démarche devra être étendue à l’ensemble des îles par la suite, …)
  + **Diffuser les retours d’expérience à l’échelle régionale** de façon à encourager la mise en œuvre de ces actions dans d’autres pays présentant des conditions similaires.
* **Les supports de sensibilisation et d'éducation élaborés au titre de la partie 4 pourront également servir dans d'autres contextes, après quelques réajustements**.

**6.5 Pérennité économique et financière après projet**

Le projet a ainsi été élaboré afin que **les pays partenaires se l'approprient, en associant les parties prenantes clés, y compris les organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs nationaux, pour s'assurer de leur engagement.**

L’approche pour permettre la pérennité après projet est la suivante :

* Les tests pilotes **donnent l’impulsion**, et permettent de valider des modèles d’affaires innovants. Plusieurs des projets pilotes représentent des modèles commerciaux / cherchent à démontrer la viabilité financière des interventions, afin qu'elles puissent se poursuivre après la fin du projet.
* Le renforcement des capacités prévu aux composantes 1 et 2 (contexte institutionnel et réglementaire, formation des autorités compétentes, sensibilisation)fournit le **cadre nécessaire** à l’industrialisation et au lancement de nouveaux projets.

En parallèle, le Secrétariat BRS et le centre régional seront en mesure d'apporter une assistance technique, un appui scientifique et d'autres formes d'assistance **au-delà de la durée du projet**, conformément au mandat donné au Secrétariat BRS par les CdP aux Conventions BRS et conformément au Programme de travail du Secrétariat BRS pour fournir une assistance technique aux Parties.

**6.6 Viabilité sur le plan écologique et environnemental**

En tant que complément essentiel au contrôle des MTF de déchets plastiques, ainsiqu’aux changements de cadres réglementaires, politiques et institutionnels nationaux pour assurer la GER des déchets plastiques afin de déclencher des changements positifs durables et d’établir la base de la mise à l'échelle de solutions efficaces, **ce projet mettra en œuvre des tests pilotes visant la GER et la réduction de la génération de déchets plastique, y compris la réduction des utilisations inutiles et des additifs, ainsi que l’identification des alternatives.** Cette approche prend également en compte le fait qu'il est d'une importance cruciale pour le Cap-Vert et le Sénégal de réduire les déchets plastiques à la source, compte tenu de leurs capacités limitées pour la GER. Selon les recherches menées à ce jour, les informations fournies par les Points Focaux de la Convention de Bâle et les discussions avec les parties prenantes concernées en tenant compte des défis et opportunités nationaux, **les principales sources de déchets plastiques et les priorités pour les interventions pilotes au Cap-Vert et au Sénégal comprennent l’emballage, en particulier les bouteilles, et dans le cas du Sénégal les sachets d’eau, le tourisme et la pêche.**

Les effets positifs exposés dans la section 1.2.5 devraient se manifester non seulement à court terme, mais également à long terme et de manière durable. **Le projet et ses différentes activités ont été élaborés afin que les pays partenaires s'approprient le projet ainsi que ses impacts,** et des concertations avec les parties prenantes seront entreprises pour assurer leur engagement. Les activités des différentes parties sont conçues pour avoir des effets durables et pour la mise en place d’un cadre et d'une infrastructure, plutôt que pour des avantages ponctuels. Les recommandations et les stratégies nationales de gestion des risques d'accidents seront élaborées de manière à tenir dûment compte des considérations de durabilité à long terme.

**6.7 Acceptabilité sociale et culturelle**

Les parties prenantes rencontrées ont confirmé l’importance de la communication autour du projet et de ses actions, essentielle à la mobilisation d'un appui collégial en faveur des interventions envisagées. La diversité d’acteurs locaux impliqués ainsi que leur modalité de participation à travers les différentes composantes du projet apportent des garanties d’acceptabilité au projet :

* Les activités prévues dans le cadre de la partie 4 relative à la sensibilisation et à l'éducation permettront de sensibiliser le public aux effets néfastes des déchets plastiques tout en vulgarisant les solutions possibles à la crise provoquée par ces déchets, notamment les mesures pouvant être mises en œuvre par les populations ; cette communication contribuera à l'acceptation sociale et culturelle des interventions du projet.
* L’acceptabilité du projet vis-à-vis du secteur informel nécessitera d’élaborer des stratégies d’atténuation solides, par exemple des mesures visant à former et à intégrer ces travailleurs dans tout nouveau système de collecte pouvant être mis en place, ou la création de coopératives leur permettant de mieux défendre leurs intérêts. Le projet prévoit des concertations multipartites organisées en vue d’élaborer des stratégies d'intervention soigneusement adaptées aux circonstances locales et tenant compte des besoins et de la voix de toutes les personnes touchées.
* Le renforcement et la formalisation des systèmes de collecte (dont les activités concernées comprennent les points 2.3 et 2.4), sont susceptibles d'entraîner un accroissement de la quantité de déchets plastiques collectés et dont la valeur peut ainsi être réintégrée dans le secteur économique, en particulier l'industrie du recyclage des déchets plastiques.

**6.8 Cadre organisationnel et institutionnel adéquat**

**Tous les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, incluant le Sénégal et le Cap-Vert, sont Parties à la Convention de Bâle** et sont donc liés par ses dispositions juridiquement contraignantes, y compris celles qui concernent les déchets plastiques. Dans ce but, ils bénéficient du soutien du CRCBS-AF-Sénégal. En tant que pays en développement et, dans le cas du Cap-Vert en tant que *Petit État Insulaire en Développement*, **le Cap-Vert et le Sénégal ont demandé au Secrétariat de la Convention de Bâle un** **soutien pour lutter contre les déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle**.

Tous les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest ainsi que le Cap-Vert ont été contactés avec une demande pour décrire leurs besoins de soutien pour combattre les déchets plastiques, et pour la mise en œuvre des dispositions de la Convention de Bâle sur les déchets plastiques. Parmi ces pays, **le** **Cap-Vert et le Sénégal ont démontré les besoins les plus pressants ainsi que la volonté politique la plus profonde** de s'engager dans ce projet. Ils ont été les plus réactifs, capables de fournir des informations pertinentes pour le projet et étaient prêts à établir des contacts pertinents et des partenariats initiaux.

Le projet va ainsi directement contribuer à renforcer le cadre institutionnel et réglementaire dans les deux pays cibles.

# 7 RISQUES, CONDITIONNALITÉS ET MESURES D’ACCOMPAGNEMENT

**7.1 Risques liés aux pays**

Comme présenté dans la section contexte, le Sénégal et le Cap Vert font partie des pays les plus stables d’Afrique. Les deux pays ont été touchés par la crise sanitaire liée au COVID, ce qui a entraîné des conséquences socio-économiques, avec notamment une baisse du PIB (en particulier au Cap Vert, dû à la contraction très forte du secteur du tourisme qui représente 37% du PIB), une augmentation du chômage et un creusement de la dette publique. La situation s'est nettement améliorée depuis. A ce niveau, aucun risque majeur n’a été identifié pour la mise en œuvre du projet.

**7.2 Risques institutionnels et juridiques**

Au Cap Vert, des réformes sont en cours en ce qui concerne la problématique de gestion des déchets plastiques, et les acteurs intervenants sur la problématique sont clairement identifiés et impliqués. Cependant, en termes de mise en œuvre sur le long terme, la gestion des déchets est de la responsabilité des municipalités, qui ont peu de moyens et ont du mal à mettre en action les plans de gestion préparés à l’échelle nationale.

Afin de limiter ce risque, le projet prévoit :

* **Une implication forte des acteurs institutionnels et des autres parties prenantes** sur les 2 premières composantes du projet, afin d’améliorer le contexte institutionnel et réglementaire.
* **Une implication des acteurs privés et de la société civile dans le cadre des projets pilotes**, de façon à mettre des actions en place sur la collecte et la prévention des déchets plastiques qui viendraient en complément de la gestion municipale des déchets.

Au Sénégal, de façon similaire, des réformes sont en cours en ce qui concerne la problématique de gestion des déchets plastiques, et les acteurs intervenants sur la problématique sont clairement identifiés et impliqués. Cependant, comme présenté dans la section contexte, ces réformes ont été prises sans évaluation des impacts et avec une concertation insuffisante, ce qui a pu créer des crispations avec certaines parties prenantes. Par ailleurs, la compétence « déchets » est répartie dans le portefeuille de différents acteurs institutionnels.

Afin de limiter ce risque, le projet prévoit :

* **Une implication et une consultation active des parties prenantes** sur les 2 premières composantes du projet, afin d’améliorer le contexte institutionnel et réglementaire et de déboucher sur des recommandations concrètes pour leur mise en œuvre, validées par l’ensemble des parties prenantes.
* **La création d’une équipe de coordination gouvernementale**, pour s’assurer d’une bonne coordination et implication des différentes institutions.

Par ailleurs, pour les deux pays, le risque de l'expertise renforcée des autorités (par exemple l'administration douanière) à cause de la non-diffusion des connaissances par le personnel formé et/ou des rotations de personnel ne peut être négligé. De même, le suivi des plans d’actions, des inventaires, et des stratégies ainsi que leur mise à jour, peut être impacté par une instabilité institutionnelle et un renouvellement des personnels formés.

Les mesures à prendre afin d'assurer la durabilité du projet à la suite de sa réalisation sont les suivantes :

* **Les organismes publics concernés seront sensibilisés à la nécessité d'établir une mémoire institutionnelle**, de veiller à la diffusion de l'expertise nouvellement acquise par les agents concernés, et d'élaborer des plans à cet effet.
* **Le Secrétariat BRS poursuivra l'appui technique aux Parties** afin de faciliter la mise à jour régulière des inventaires. La méthodologie est conçue de manière à simplifier et à faciliter la mise à jour des inventaires.

**7.3 Risques techniques**

Une attention devra être portée en particulier sur le bon déroulement des actions pilotes prévues dans la composante 3, qui implique la mise en œuvre de nouvelles machines (machines de recyclages, filtre pour les microplastiques, machine de distribution d’eau, …) ou de nouveaux services (collecte de filets de pêches…).

Afin de limiter ces risques techniques identifiés comme faibles, le projet prévoit :

* Une implication forte des opérateurs, des fournisseurs et des acteurs identifiés pour la mise en œuvre des pilotes, à travers un suivi régulier du Secrétariat BRS et des coordinateurs nationaux.
* La prise en compte de retours d’expérience sur des actions pilotes similaires (voir Annexe 6.2 et Annexe 6.5).

**7.4 Risques de marché**

Le projet prévoit l’achat de quelques équipements mais surtout l'implication d’experts locaux et internationaux, ainsi que la mobilisation de partenaires, ce qui nécessitera une mise en concurrence et la mise en place de passations de marchés. Afin d’alléger les procédures et donner de la flexibilité au niveau local, l’ensemble des prestations ne seront pas gérées en central par le Secrétariat BRS. Une partie des contrats sera attribuée par le Centre Régional du BRS et par les Points Focaux (Ministère de l’Environnement des 2 pays concernés).

Les principaux risques envisagés sur ce point sont les suivants :

* Risque de corruption / favoritisme
* Risque de recrutement de personnel non qualifié

Afin de limiter ces risques identifiés, le projet prévoit :

* Préparation des cahiers des charges et des spécifications techniques par le coordinateur du Secrétariat BRS
* Processus de recrutement et d'approvisionnement ouverts et transparents
* Evaluation des offres et avis de non-objection du Secrétariat BRS sur les marchés passés

**7.5 Risques environnementaux et sociaux**

Les recommandations et actions issues de ce projet s'appuieront sur des données scientifiques, issues de l’état des lieux et sur les recommandations internationales en termes de MTF et GER des déchets plastiques, et viseront à limiter les impacts environnementaux liés à la mauvaise gestion des déchets plastiques.

Le projet ne présente pas de risques particuliers environnementaux et sociaux. Les impacts attendus du projet sont justement une amélioration de l’environnement et de la santé des populations.

# 8 COÛT, PLAN DE FINANCEMENT ET CIRCUIT FINANCIER

**8.1 Coût & financement FFEM envisagé**

Le co-financement sollicité auprès du FFEM est de **2 000 000 EUR (deux millions d’euros)**

Le budget détaillé du projet est présenté en Annexe 6.7, une synthèse est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Composante** | **Montant total) (l’EUR)** | **Année 1**  **(EUR)** | **Année 2**  **(EUR)** | **Année 3)**  **(EUR)** |
| 1. Contrôle des MTF | 192 634 | 51 499 | 92 824 | 48 312 |
| 2. Amélioration de la GER | 239 946 | 83 026 | 105 742 | 51 179 |
| 3. Pilotes pour la GER et réduction | 966 074 | 595 475 | 177 482 | 193 117 |
| 4. Sensibilisation et communication | 185 956 | 39 720 | 42 666 | 103 570 |
| 5. Gestion, suivi et évaluation du projet | 284 548 | 108 522 | 72 416 | 103 610 |
| **Coût éligible direct** | 1 869 159 | 878 242 | 491 129 | 499 788 |
| CAP (7%) | 130 841 | 61 477 | 34 379 | 34 985 |
| **Total** | 2 000 000 | 939 719 | 525 508 | 534 773 |

**8.2 Plan de financement du projet**

**Le coût total du projet est estimé à 6 666 667 EUR avec un financement sollicité auprès du FFEM de 2 000 000 € (deux millions d’euros), soit 30 % du montant du projet.**

Le cofinancement du projet s’appuie sur 3 sources principales :

* **Cofinancement pour la fourniture de support méthodologique et technique à travers d’autres projets relatifs aux déchets plastiques mis en œuvre par le Secrétariat BRS**, financé par Norad, NREF et l’Union Européenne.
* **Cofinancement à travers du support de personnes ressources des principaux partenaires de mise en œuvre**, à savoir le MEDD du Sénégal, le MAE du Cap Vert et le CRCBS-AF.
* **Cofinancement à travers les acteurs privés et acteurs de la société civile participant à la mise en œuvre des pilotes**, en termes d'équipements, des coûts d'exploitation, de ressources humaines etc.

Les contributions du projet sont présentées en Annexe 6.7, une synthèse est présentée ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Bailleur** | **Montant (€) (en milliers d’euros) (arrondi)[[29]](#footnote-29)** | | **Cash** | **Nature** | **Statut** |
| **FFEM** | | **2 000** | **30%** | **2000** | **-** | **Sollicité** |
| **Cofinancement pour la fourniture de support méthodologique et technique à travers d’autres projets** | Norad (Projet BRS-Norad-1) | 1 047 | 15,7% | 1 047 | - | Acquis |
| Norad (Projet BRS-Norad-2) | 822 | 12,3% | 822 | - | Acquis |
| NREF (Projet BRS-NREF-1) | 254 | 3,8% | 254 | - | Acquis |
| NREF (Projet BRS-NREF-2) | 1 761 | 26,4% | 1 761 | - | Acquis |
| Union européenne (Projet GPGC BC 2019 for 2020/2021) | 94 | 1,4% | 94 | - | Acquis |
| **Sous-total** | **3 978** | **59,7%** | **3 978** |  | **Acquis** |
| **Cofinancement à travers du support de personnes ressources des principaux partenaires de mise en œuvre** | MEDD du Sénégal | 18 | 0,3% | - | 18 | Acquis |
| Ministério da Agricultura e Ambiente du Cap-Vert | 12 | 0,2% | - | 12 | Acquis |
| CRCBS-AF | 17 | 0,3% | - | 17 | Acquis |
| **Sous-total** | **47** | **0,7%** |  | **47** | **Acquis** |
| **Cofinancement à travers les acteurs privés et acteurs de la société civile participant à la mise en œuvre des pilotes** | Proplast | 81 | 1,2% | 48 | 33 | Acquis |
| Negomar | 221 | 3,3% | 213 | 8 | Acquis |
| Oceanium | 4 | 0,1% | - | 4 | Acquis |
| Union Nationale des pêcheurs artisanaux du Sénégal (UNAPAS) | 4 | 0,1% | - | 4 | Acquis |
| Biosfera | 120 | 1,8% | 91 | 29 | Acquis |
| Collectif des Acteurs de l’Eau en Sachets (CAES) | 109 | 1,6% | 42 | 67 | Acquis |
| Association d’écotourisme cap-verdien ECO CV | 64 | 1% | 42 | 22 | Acquis |
| Fundacao Tartaruga | 38 | 0,6% | 24 | 14 | Acquis |
| **Sous-total** | **642** | **9,6%** |  | **182** | **Acquis** |
| **Total** | | **6 667** | **100%** | **6 178** | **229** |  |

**Résumé du co-financement par donateur et composante[[30]](#footnote-30)**



**8.3 Prévisions de décaissements du financement FFEM**

Le tableau ci-dessous présente les prévisions de décaissements du financement FFEM pour une mise en œuvre sur 36 mois.

A noter que le PNUE/BRS prévoit de contracter avec les partenaires de mise en œuvre et des consultants dès le démarrage du projet et ce pour la durée du projet jusqu’à 3 ans.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **1er versement** | **2ème versement** | **Paiement 3ème versement** | **Total** |
| EUR 800 000 (40 %) | EUR 800 000 (40 %) | EUR 400 000 (20 %) | 2 000 000 |

# 9 POURSUITE DE L'INSTRUCTION DU PROJET/PROGRAMME

**9.1 Avancement des études et des diligences demandées par le Comité de pilotage (COPIL)**

Le projet a pris en compte les commentaires du CST et du COPIL de la NIP dans l'élaboration de cette NEP, en particulier :

* La méthodologie du projet s’appuiera notamment sur la méthodologie développée par le Secrétariat BRS dans le cadre des projets Norad 1 et 2 - une description détaillée a été ajoutée à la NEP.
* La NEP intègre en Annexe 6.4 une description détaillée des compétences attendues des experts qui seront engagés pour le projet. Par ailleurs, le projet s'appuiera sur deux coordinateurs locaux et sur des partenaires locaux, notamment pour les pilotes, de façon à ancrer localement le projet et assurer sa durabilité.
* Un inventaire sur l’ensemble des plastiques importés et exportés a été ajouté au niveau des inventaires, de façon à avoir une vue complète de la situation.
* Le concept de GER a été explicité et le contexte des 2 pays en termes de gestion des déchets plastiques détaillé.
* Les actions de formation et sensibilisation de la composante 4 seront mises en œuvre avec le concours de partenaires locaux, en lien avec les pilotes.
* La mission de faisabilité a permis d’identifier et de confirmer l’implication de bons nombres de partenaires locaux, que ce soient des ONG, des institutions ou des acteurs économiques, en particulier pour les pilotes. Les acteurs privés permettront notamment d’assurer une partie du cofinancement des pilotes et d’assurer la pérennité du financement et le déploiement à plus large échelle et long terme des actions proposées.
* Le budget des pilotes a été revu de façon à donner plus de financement à cette composante et mener des actions plus larges et dans la durée.
* Les lettres de partenariats sont jointes à la NEP en Annexe 6.3.
* Le secteur informel sera associé au projet de différentes manières :
  + Des associations et ONG travaillant avec le secteur informel seront incluses dans les parties prenantes et consultées lors des différentes étapes du projet, à travers le Comité de Pilotage.
  + Lors de l’inventaire, le rôle du secteur informel dans la chaîne de valeur des déchets plastiques sera étudié, ainsi que ses attentes.
  + Les recommandations sur le cadre réglementaire et institutionnel, et finalement la stratégie qui seront proposés, prendront en compte ces éléments et proposeront des actions concrètes pour améliorer la considération et les conditions de travail du secteur informel (intégration, création d’associations, …).

# 10 DISPOSITIF DE COMMUNICATION

La stratégie de sensibilisation et communication est décrite en détail dans les activités 4.1 et 4.2 du chapitre 3.2.2.

Il s’agit en particulier :

* D’élaborer un plan de communication ; ce plan couvrira non seulement les activités à mettre en œuvre pendant la durée du projet mais aussi celles à mettre en œuvre par la suite.
* De prendre des dispositions administratives, telles que la réservation des créneaux télévisés, des publicités radio, du processus d’approvisionnement pour l'impression des brochures, etc.
* De diffuser les affiches sur les réseaux sociaux, les vidéos et les publicités radio, et expédier les brochures.
* D’élaborer les plans d'intégration du matériel pédagogique dans les programmes scolaires ; ce plan sera élaboré en maximisant les synergies avec le programme d'appui au développement de l'éducation au Sénégal (PADES), cofinancé par l'AFD et prévu pour s'achever en 2023, et s'appuyer sur ses résultats.

Une communication sera faite autour du projet, en direction de plusieurs publics cibles :

* Population à travers la composante 4 notamment (actions de communication et de sensibilisation)
* Parties prenantes

Un site internet pour le projet sera mis en place, de façon à faciliter la communication externe. Il regroupera les informations essentielles sur le projet, son état d’avancement et proposera des documents consultables et téléchargeables.

Des actions de communication seront également menées lors des différentes réunions / ateliers organisés dans le cadre du projet.

La communication interne du projet sera assurée par le Secrétariat BRS, le Centre Régional du Secrétariat BRS et les points focaux, assistés des coordinateurs nationaux, à travers les différentes instances de suivi du projet (voir section 4).

# 11 ANNEXES

**Annexe 1 – Avis du CST, Avis du Secrétariat et commentaires du Comité de Pilotage sur la NIP**

**Annexe 2 – Eléments de réponse**

**Annexe 3 – Cadre logique, chronogramme détaillé de mise en œuvre des activités et prévisions de décaissements du financement FFEM**

**Annexe 4 – Concours financiers déjà accordés par le FFEM et/ou l’Agence Française de Développement (AFD) au/aux bénéficiaire(s)**

**Annexe 5 – Communication sur le projet**

**Annexe 6 – Autres**

**6.1 –** Conventions internationales pertinentes pour le projet et impact des récents amendements à la Convention de Bâle

**6.2** – Retour d’expérience du projet BRS au Ghana et Sri Lanka pour la mise en place d’une stratégie GER

**6.3** – Lettres de partenariat

**6.4** – Synthèse des profils et compétences attendus pour le recrutement des experts et consultants

**6.5** – Synthèse des projets en cours pouvant être coordonnés au projet proposé

**6.6** – Liste des partenaires d’exécution identifiés et formes de partenariat

**6.7** – Détail des projections financières

**6.8 –** Tableau récapitulatif des rôles et responsabilités pour chaque activité du projet

Annexe 1. Avis du CST, Avis du Secrétariat et commentaires du Comité de Pilotage sur la NIP

**SYNTHÈSE DES AVIS POUR L’OCTROI DU CONCOURS :**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| Avis du CST | Avis réservé (1er mars 2021) |
| Avis du Secrétariat du FFEM | Avis favorable (Comité de pilotage n°89 du 1er avril 2021) |
| Avis du Comité de Pilotage | Avis favorable (Comité de pilotage n°89 du 1er avril 2021) |

**1. AVIS DU CST**

**Avis synthétique**

Ce projet est très pertinent pour le FFEM, puisqu’il est ancré dans la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la convention de Bâle, pour réduire la pollution par les plastiques, articulant de manière intéressante des interventions nationales et une démarche d’échelle internationale. S’il permettra clairement une meilleure cartographie des flux de déchets plastiques, ce qui constitue une étape clé de l’amélioration de leur gestion, le projet présente cependant encore des faiblesses importantes : - Le concept de GER des déchets est encore trop mal défini, et sa traduction concrète pas assez précise à ce stade. - Les activités concrètes sont décrites de manière trop générique, et leur mise en œuvre par des consultants internationaux, notamment en matière juridique, mériterait davantage de précisions sur les compétences requises. Le CST émet un avis réservé sur ce projet mais serait prêt à réexaminer collégialement la NEP après une étude de faisabilité qui devrait être en mesure de préciser plusieurs points d’alerte ou de vigilance mentionnés dans cet avis.

**Avis détaillé**

L’objectif du projet est de contribuer à la lutte contre la pollution plastique au Cap Vert et au Sénégal et ses objectifs s’inscrivent bien dans les objectifs de préservation de l’environnement mondial du FFEM et ceux de développement durable des Nations Unies. La stratégie proposée, dans les deux pays-cibles : le Cap Vert et le Sénégal, est clairement ancrée dans les récents changements opérés par le principal instrument traitant des déchets dangereux : la Convention de Bâle[[31]](#footnote-31). Le projet ambitionne d’apporter un soutien au Cap Vert et au Sénégal, pour respecter au mieux les amendements de la Convention de Bâle appliquée aux déchets plastiques. Le projet sera porté par le ministère de la transition écologique et cofinancé par Norad ainsi que par les gouvernements norvégien et suisse dans le cadre de projets déjà en cours.

Le concept du projet repose sur 4 grands types d’activités reprenant les grands objectifs de la Convention de Bâle et visant à :

1/ Contrôler les mouvements transfrontaliers des déchets plastiques pour répondre aux nouvelles exigences de la Convention de Bâle (compréhension des cadres réglementaires, politiques et institutionnels, collection de données sur les imports/exports, élaboration de recommandations, formation des autorités – douanes et inspecteurs, mise en œuvre de plans nationaux de contrôle des mouvements transfrontaliers - MTF des déchets plastiques)

2/ Assurer une GER des déchets plastiques (compréhension des cadres réglementaires, politiques et institutionnels, collection de données sur les déchets plastiques, élaboration de recommandations, de stratégies nationales, formation des autorités)

3/ Réduire la production de déchets plastiques avec six tests pilotes (élaboration des tests pilotes pour réduire la production de déchets plastiques, mise en place des pilotes, évaluation des pilotes)

4/ Sensibiliser pour changer les comportements des acteurs (organiser, développer et diffuser du matériel de sensibilisation des consommateurs, des jeunes, du grand public et des décideurs).

Un point fort du projet réside dans sa volonté d’ancrage dans les nouveaux amendements de la Convention de Bâle avec notamment la réalisation d’une cartographie des flux (internes et d’import/export) et des infrastructures associées, des déchets plastiques dans les deux pays-cibles tel que décrit dans les parties 1.2 (import/export) et 2.2 (flux internes). Cette cartographie constitue en effet un prérequis indispensable à la mise en place de stratégies de réduction, de traitement et de suivi de ces mêmes flux, tels qu’ils sont prévus dans la Convention de Bâle. La méthodologie est en cours d’élaboration dans le cadre d’un autre projet, et en cours de réalisation au Ghana. Ce travail mériterait de faire l’objet d’un diagnostic initial, étendu aux matières plastiques vierges en plus des déchets, et aux infrastructures et acteurs. Un autre point fort du projet réside dans son envergure internationale via son positionnement au sein de nombreux autres projets (internationaux et locaux) déjà en cours, ce qui devrait lui permettre de consolider ses approches stratégiques et d’ouvrir les collaborations à de nombreux autres pays qu’ils soient de la région, francophones ou pas. La zone géographique ciblée est pertinente tant sur le plan géopolitique que sur le plan socioéconomique. Le projet sera mis en œuvre au Sénégal – siège du CRCBS-AF-Sénégal, pays générant d’importantes quantités de déchets plastiques et ayant une volonté affirmée de lutter contre cette pollution. Les résultats du projet pourront être partagés avec d'autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à travers la coopération avec le CRCBS-AF-Sénégal. Un point de faiblesse du projet réside dans le concept très central de GER des déchets plastiques qui est peu/mal défini : par exemple, la GER des déchets plastiques est mise en opposition au brûlage à ciel ouvert souvent pratiqué, sans plus d’information. Le concept de GER n’est concrètement lié ni aux contextes, ni aux infrastructures des deux pays cibles, ni aux impacts environnementaux et sociétaux attendus dans ces deux pays ou à leur évaluation et leur suivi. Il est par exemple dit que contrairement au Cap Vert, le Sénégal dispose de capacités de recyclage mais les technologies utilisées et les industries en place ne sont pas précisées alors qu’elles devraient constituer le socle sur lequel repose le plan d’action. Le manque d’éléments concrets pour la mise en œuvre d’une GER des déchets plastiques, décrédibilise l’ensemble de la vision à long terme du projet, alors qu’il s’agit du principal défi à relever dans le cadre de la mise en application des amendements de la Convention de Bâle.

Un autre point de faiblesse du projet concerne la réalisation des activités (programme et exécutants). La méthodologie consiste le plus souvent en un état des lieux, suivi de l’élaboration de recommandations puis de leurs mises en œuvre. L’approche classique, peu innovante, reste décrite de façon générique et le caractère démonstratif et réplicable du projet est peu mis en évidence. Une très grande partie de la réalisation de ces activités est mise entre les mains de consultants juridiques et d’experts internationaux qui constituent la principale garantie de succès du projet. Pourtant, le projet ne fournit que très peu d'informations les concernant : compétences mobilisées, profils sollicités, cadre de travail et ancrages locaux etc. En conclusion, le CST émet un avis réservé sur le projet mais positif quant à son passage en NEP, avec les recommandations et points de vigilance suivants : - Un lot de travail à part entière devrait être dédié au diagnostic initial, étendu aux matières plastiques vierges, en plus des déchets, ainsi qu’aux infrastructures et aux acteurs qui jalonnent leur cycle de vie dans les deux pays cibles. L’analyse de ces données permettra d’envisager de façon crédible les stratégies de mise en œuvre des amendements de la Convention de Bâle et notamment la GER (avec ces lignes directrices en cours de révision), via le recyclage ou décyclage de certains flux de déchets plastiques, dans les deux pays cibles ou les pays d’export. - Des éléments concrets de mise en œuvre d’une GER des déchets plastiques doivent être apportés pour alimenter et justifier les stratégies développées dans chacune des 4 parties du projet : flux de déchets soumis au PIC ou pas (partie 1), des stratégies de GER à développer (partie 2), les pilotes (partie 3) et les actions de sensibilisation (partie 4). L’apport d’éléments concrets relatifs au GER des déchets plastiques permettra de justifier du caractère innovant du projet et de son exemplarité. - Des éléments d’informations plus précis sur la méthodologie et les consultants exécutant doivent être fournis pour apporter un minimum de garantie sur la bonne réalisation du travail sur place, et leur ancrage dans les pays cibles. - Dans la partie 4 consacrée à la formation et à la sensibilisation, il serait souhaitable de mieux impliquer les acteurs économiques qui sont au premier plan des changements de comportement dans leur vie professionnelle. - En ce qui concerne le montage financier, des clarifications devront être apportées sur les cofinancements acquis dans le cadre de projets déjà en cours (Norad 1 et Norad 2) et leur calendrier de réalisation. - Un partenariat solide avec les acteurs économiques clés est une condition indispensable à la réalisation des objectifs dans chacune des parties du projet. Pour l’instant, il semble que seulement deux hôtels et une société de conseil au Cap Vert, et deux entreprises de collecte plus deux de valorisation des déchets plastiques au Sénégal, aient exprimé leur intérêt à participer au projet. Un engagement concret d’un nombre minimal d’acteurs économiques représentatifs de la chaîne de vie de quelques grands types d’objets en plastiques, serait nécessaire pour consolider les attendus socio-économiques des pilotes et crédibiliser la viabilité du projet sur le long terme. - Le budget de la partie 3 dédiée aux pilotes devrait être renforcé avec une meilleure justification concernant l’implication cruciale des partenaires industriels.

**2. AVIS DU SECRÉTARIAT DU FFEM**

**Eligibilité**

L'objectif final de ce projet est de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes de la mauvaise gestion des déchets plastiques. Cet objectif doit être atteint en prévenant et en réduisant les rejets de déchets plastiques vers tous les milieux au Cap-Vert et au Sénégal, mais également dans les autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, au travers d’activités régionales.

Plus précisément, le projet a pour but de :

* Renforcer les capacités à contrôler les mouvements transfrontaliers de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle ;
* Renforcer les capacités à assurer la GER des déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle ;
* Renforcer les capacités à prévenir et à réduire au minimum la production de déchets plastiques, à réduire les utilisations inutiles et les additifs, et à identifier des alternatives ;
* Renforcer les connaissances et inciter à un changement de comportement chez les consommateurs, les jeunes, le grand public et les décideurs, en vue de lutter contre les déchets plastiques.

Le projet est construit autour de cinq composantes :

1. Contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets plastiques
2. Réalisation de la GER des déchets plastiques
3. Projets pilotes pour la prévention et la réduction au minimum de la production de déchets plastiques, la réduction des utilisations inutiles et des additifs, ainsi que l’identification des alternatives
4. Sensibilisation et éducation
5. Gestion et évaluation du projet

Le Secrétariat BRS sera responsable de la mise en œuvre générale du projet. Un comité de pilotage du projet sera établi pour assurer les fonctions de suivi et de conseil. Les Points Focaux de la Convention de Bâle du Cap-Vert et du Sénégal constitueront une équipe nationale du projet dès le début de la mise en œuvre du projet. L'équipe nationale du projet rassemblera les acteurs clés au sein du gouvernement et tiendra des consultations régulières avec les experts locaux ainsi que des parties prenantes externes considérées comme pertinentes. Par ailleurs, le CRCBS-AF- Sénégal sera notamment chargé d'apporter un soutien technique et scientifique ainsi que de la coordination régionale. Des consultants internationaux et des experts locaux ayant une expertise dans les domaines pertinents seront engagés pour soutenir les travaux de fond.

Le projet s’inscrit dans la thématique « Cycle de vie des produits, pollutions et déchets » de la stratégie 2019-2022 du FFEM, et a été proposé dans le cadre de l’appel à projet sur les polluants chimiques et les déchets dangereux. Il aborde la problématique des déchets plastiques dans le contexte de la mise en œuvre de la Convention de Bâle à la suite de l’adoption en 2019 d’amendements aux annexes II, VIII et IX de la Convention pour l’introduction de certaines catégories de plastique, dans deux pays africains, géographie prioritaire pour le FFEM.

Le projet est éligible au financement du FFEM.

**Instruction du projet**

Les amendements à la Convention de Bâle sont entrés en vigueur le 1er janvier 2021 pour les Parties les ayant ratifiés dont font partie le Cap Vert et le Sénégal. Ces deux pays ont par ailleurs spécifiquement formulé des demandes d’assistance auprès du Secrétariat BRS et démontré une réelle volonté d’action. Il semble extrêmement important d’accompagner les Etats Parties à l’application de ces nouvelles obligations. Par ailleurs, à travers l’adoption d’une approche régionale pour permettre le partage de connaissances, les retours sur expérience et le développement de coopérations entre les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, ce projet bénéficiera à l’ensemble de la région et ainsi à la bonne mise en œuvre de la Convention de Bâle de manière globale.

Le montage du projet au travers du Secrétariat BRS et du CRCBS-AF-Sénégal est tout à fait pertinent, le Secrétariat BRS étant pleinement dans son rôle d’appui aux Etats Parties aux conventions pour l’application des dispositions de ces dernières.

Par ailleurs, le projet s’inscrit dans une stratégie cycle de vie : réduction à la source, GER des déchets plastiques et réduction des mouvements transfrontaliers.

Toutefois, dans le cadre de l’instruction du projet, des éléments du projet seront à renforcer.

La description du projet reste trop générique et les activités peu concrètes à ce stade. Il sera important de définir plus en détails le contenu du programme et le mode opératoire. Pour ce faire, il sera nécessaire de décrire avec plus de détails les infrastructures existantes dans les deux pays et la manière dont le projet est construit autour de cela. Par ailleurs, sur la base notamment de cet état des lieux, le concept de GER devra être précisé car il reste trop générique à ce stade.

Le projet construit sur les acquis d’un nombre important de projets ce qui est très intéressant en termes d’expérimentation d’outils et de capitalisation. Toutefois, il faudra veiller à indiquer précisément l’état des autres projets, leurs calendriers et la manière dont ce projet s’imbrique au sein des autres projets.

Il sera également nécessaire de définir de manière plus précise les projets pilotes proposés, les partenariats avec les parties prenantes impliquées, le mode opératoire pour leur opérationnalisation.

Il sera également essentiel de s’assurer du caractère novateur des projets pilotes sélectionnés.

Par ailleurs, de manière générale, le projet liste un nombre important de parties prenantes et partenaires potentiels mais aucun partenariat n’est formalisé à ce stade. Il sera essentiel d’identifier de manière précise les acteurs impliqués et le rôle joué par ces-derniers, ainsi que les partenaires au projet et les types de partenariat envisagés.

Concernant le secteur informel, il est précisé qu’il sera associé au projet mais cela ne ressort pas de manière visible dans le contenu du projet. Ce point sera à renforcer.

Enfin, concernant le mode opératoire du projet, il s’articule essentiellement autour des points focaux nationaux, de consultants internationaux et d’experts locaux mais la proposition de projet ne donne que peu d’informations concernant les experts et structures partenaires identifiés, or les compétences mobilisées sont essentielles pour le succès du projet. Par ailleurs, pour assurer la pérennité du projet, la durabilité des acquis et un ancrage local, il semble nécessaire de s’appuyer sur des structures locales et la société civile.

**Avis favorable**

**3. COMMENTAIRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DU 1ER AVRIL 2021**

Le Comité de pilotage émet un avis favorable en faisant toutefois écho aux points de vigilance formulés par le CST. Il souligne que ce projet est très important car il permettra d’appuyer la mise en œuvre de la Convention de Bâle dans des pays qui nécessitent un appui sur ce sujet. Par ailleurs, il indique que le calendrier de mise en œuvre du projet, à la suite de l’entrée en vigueur des amendements à la Convention de Bâle en janvier 2021, est tout à fait pertinent et induit un potentiel de réplicabilité en Afrique francophone important. Le Comité de pilotage note également que de nombreuses synergies sont possibles avec le projet PROMOGED financé par l’AFD au Sénégal dans le cadre duquel une étude sur les déchets plastiques au Sénégal est financée. Il sera donc important de veiller à identifier et intégrer les synergies et complémentarités possibles. Le Comité de pilotage indique que les projets pilotes proposés sont intéressants mais pourraient être renforcés avec des montants plus conséquents en testant notamment les conditions et incitations financières pour permettre la pérennité de leur financement dans la durée. Par ailleurs, il indique qu’il sera nécessaire d’associer au projet les autorités locales en charge de la gestion des déchets.

Annexe 2. Eléments de réponse

L’étude de faisabilité a permis d’apporter des réponses aux points soulevés par le CST de mars 2021. Dans l’ensemble, les points saillants ajoutés à la NEP sont :

* **Un descriptif détaillé de toutes les activités**, en particulier pour les 5 pilotes (Cf. chapitre 3.2.2 *- Activités détaillées*)
* **Un cadre logique revu,** qui propose des objectifs spécifiques et des indicateurs permettant de suivre chaque activité proposée (Annexe 3)
* **Une liste des partenaires locaux** envisagés et des formes de partenariat (Annexe 6.6)
* **Un récapitulatif des compétences attendues** pour les consultants et experts (Annexe 6.4)

Sont détaillés ci-après les retours aux commentaires du CST, dans cet ordre :

* **Les points généraux**, qui s’appliquent aux 5 composantes du projet
* **Les points spécifiques**, par exemple le contenu des projets pilotes ou des campagnes de sensibilisation

|  |  |
| --- | --- |
| **Points généraux** | |
| **Commentaire CST** | **Réponses** |
| Définir plus en détail les activités et le mode opératoire | *Sur le détail des activités :*  - À la suite de l’étude de faisabilité, l’ensemble des activités a été détaillé avec les **éléments suivants** : Institutions porteuses / Motifs d’intervention / Résultat attendu / Activités / Rôles / Calendrier  Ce travail est présenté dans le chapitre 3.2.2 *- Activités Détaillées*  - En parallèle, un travail d’objectivation a été mené pour lier chaque activité à un indicateur mesurable, et est présenté dans le **Cadre logique** en Annexe 3  *Sur le mode opératoire :*  - Le partage des rôles entre secrétariat BRS, Points Focaux et Coordinateurs nationaux a été détaillé en partie 4.2.1 |
| Apporter des éléments concrets relatifs à la GER pour justifier du caractère innovant et exemplaire du projet | Dans le contexte du projet « Déchets marins et microplastiques : promotion de la GER des déchets plastiques et réalisation de la prévention et de la minimisation de la production de déchets plastiques » (BRS-Norad-1) (voire annexe 6.2), un guide pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour la GER des déchets plastiques a été élaboré. Ce guide vise à évaluer et améliorer les stratégies existantes, et à fournir un **appui méthodologique** aux pays qui n'ont pas encore développé de stratégie, comme précisé par l’encadré de la section 3.1.1 de la NEP, qui précise le concept de GER dans le cadre de la Convention de Bâle, y compris les implications techniques et juridiques, et détaille comment le guide sera utilisé pour **développer des stratégies sur mesure pour le Cap-Vert et le Sénégal**.  Le guide est structuré en quatre parties :  1) Politiques, réglementations, institutions et normes ;  2) Financement durable ;  3) Capacité technique ;  4) Interaction, sensibilisation et communication.  Ce guide servira de base à l'élaboration des stratégies nationales de GER des déchets plastiques dans le cadre de l'activité 2.4 du projet, en tenant compte des contextes nationaux et locaux spécifiques au Cap-Vert et au Sénégal, ainsi que des revues des infrastructures existantes de gestion des déchets (activités 1.1 et 2.1), des inventaires nationaux (activités 1.2 et 2.2), des consultations nationales entreprises à travers les composantes du projet.  Ce guide a été utilisé avec succès au Ghana dans le contexte du project Norad-1, ce qui a conduit à l'élaboration de recommandations sur mesure tenant compte du contexte national au Ghana, tels que de :  - Diversifier le financement de la gestion des déchets et utiliser une taxe d'accise environnementale ;  - Développer un système de responsabilité élargie des producteurs pour les emballages ;  - Imposer des barrières fortes à l'importation de déchets plastiques tout en permettant l'exportation de déchets plastiques transformés pour le recyclage ;  - Supprimer l'utilisation de plastiques oxo-dégradables ;  - Créer des conditions-cadres favorables aux objets réutilisables ;  - Utiliser la stabilisation mécano-biologique des déchets non triés ;  - Explorer la faisabilité du co-traitement dans les fours à ciment, etc.  Par ailleurs, le périmètre des GER a été précisé :  - L’analyse conduite pendant l’étude de faisabilité a permis de préciser les périmètres prioritaires de mise en œuvre pour chaque pays : - Au **Sénégal**, l’attention sera portée sur les différentes typologies de plastiques, la collecte/regroupement dans les zones rurales et l’intégration du secteur informel  - Au **Cap-Vert** : la mise en œuvre des plans de gestion des déchets, la logistique de collecte/regroupement des déchets plastiques |
| Apporter des éléments plus précis sur la méthodologie et les consultants | *Sur la méthodologie :*  - La méthodologie présentée en Annexe 6.2., développée par le Secrétariat BRS pour les projets **Norad-1 & 2** servira de point de référence pour ce projet  - L’effort de description des activités et d’objectivation des résultats (Cadre Logique) permet de simplifier le suivi  *Sur les consultants :*  - L’Annexe 6.4 a été ajoutée à la NEP, et présente une **synthèse des profils et compétences** attendus chez les consultants, pour faciliter leur recrutement.  - Aussi, il a été décidé que le projet s'appuierait sur **deux coordinateurs nationaux** et sur des partenaires locaux, notamment pour les pilotes, de façon à ancrer localement le projet et à réduire la dépendance à des compétences extérieures. |
| Clarifier les cofinancements acquis dans le cadre de projets en cours (Norad 1-2) et leur calendrier de réalisation | Le coût total du projet est estimé à 6 666 667 EUR avec un financement sollicité auprès du FFEM de 2 000 000 € (deux millions d’euros), soit 30 % du montant du projet.  Le cofinancement du projet s’appuie sur 3 sources principales :   * Cofinancement pour la fourniture de support méthodologique et technique à travers d’autres projets relatifs aux déchets plastiques mis en œuvre par le Secrétariat BRS, financé par Norad, le NREF et l’Union Européenne. * Cofinancement à ravers du support de personnes ressources des principaux partenaires de mise en œuvre, à savoir le MEDD du Sénégal, le MAE du Cap Vert et le CRCBS-AF. * Cofinancement à travers les acteurs privés et acteurs de la société civile participant à la mise en œuvre des pilotes, en termes d'équipements, des coûts d'exploitation, de ressources humaines etc.   Les contributions du projet, y compris les cofinancements, sont présentées en Annexe 6.7 pour plus de détail. |
| Prouver l’engagement de partenaires locaux dans les différentes composantes | - L’Annexe 6.6 donne un récapitulatif des **partenaires** proposés à la suite de l’étude de faisabilité, et le type de partenariat envisagé.  - L’effort principal a consisté à préciser les partenaires locaux **pour les 5 pilotes,** car ils serviront également de plateforme pour d’autres activités (ex. sensibilisation auprès des écoles retenues pour la composante 4).  Des lettres de soutien/cofinancement ont été reçues des entités suivantes et sont jointes en Annexe 6.3 :   * MEDD du Sénégal * Ministério da Agricultura e Ambiente du Cap-Vert * CRCBS-AF * Negomar * Oceanium * Proplast * UNAPAS * Biosfera * CAES * ECO CV * Fundacao Tartaruga |
| Préciser l’avancement des projets complémentaires évoqués dans la NIP et les synergies possibles | - Ce besoin est couvert par :  L’Annexe 6.5.1 présente les autres projets en cours dans la région, avec : les **interactions possibles** et le **statut des prises de contact** (sur 8 projets recensés, 5 ont déjà fait l’objet d’une prise de contact.  L’Annexe 6.5.2 : présente les projets liés aux déchets plastiques **déjà gérés par le BRS**, qui pourront aider à la méthodologie de mise en œuvre - en particulier pour l’élaboration de stratégies GER et la conduite de projets pilotes. |
| Clarifier l’implication du secteur informel dans les différentes activités | Le secteur informel est une partie prenante importante du projet. Il sera associé au programme de différentes manières :  - Représentants du secteur informel ainsi que des associations et ONG travaillant avec le secteur informel seront incluses dans les parties prenantes, invités aux réunions consultatives pertinentes et consultées lors des différentes étapes du projet, à travers le Comité de Pilotage : ce sera le cas par exemple de Biosfera ou du Développent coopératif du Cap-Vert (Cooperativa Desenvolvimento de Cabo Verde) (CODE CV).  - Le rôle du secteur informel dans la chaîne de valeur des déchets plastiques sera étudié, ainsi que ses attentes, en particulier lors des activités d’inventaire du projet (1.2, 2.2) et de l’étude des capacités (activité 2.1), et en s’appuyant sur les conclusions du projet PROMOGED à Dakar.  - Les recommandations sur le cadre réglementaire et institutionnel qui seront proposées incluront des mesures pour aborder la question du secteur informel (par exemple des étapes vers sa formalisation), en tenant compte des contributions reçues du représentant du secteur informel lors des réunions consultatives ainsi que les conclusions de l'inventaire.  - Les stratégies nationales pour le GER des déchets plastiques prendront également en compte ces éléments et proposeront des actions concrètes pour améliorer la considération et les conditions de travail du secteur informel (intégration, création d’associations etc.) |

|  |  |
| --- | --- |
| **Points spécifiques** | |
| **Commentaire CST** | **Réponses** |
| **(Composantes 1 & 2)** Dédier un lot de travail au diagnostic initial, étendu aux matières plastiques vierges, en plus des déchets, ainsi qu’aux infrastructures dans les deux pays cibles | *Mise à jour de l’activité concernée :*  - Ce besoin est couvert par l’**activité 1.2. -** Initialement prévue pour les **déchets** plastiques, l’activité a été étendue aux produits finis et semi-finis importés. - Ce périmètre revu a été présenté aux **autorités douanières** des deux pays, qui seront des partenaires clefs à la mise en œuvre.  *Appui méthodologique via 2 projets référents :*  Les inventaires réalisés dans le cadre du projet PROMOGED (à Dakar) et du projet WACA (échelle régionale - voir Annexe 6.5.1) serviront de référence pour la **méthode**. Le second projet fera l’objet d’une attention particulière car il porte sur l’ensemble de la chaîne de valeur plastique. |
| **(4)** Mieux impliquer les acteurs économiques locaux dans la formation et la sensibilisation | Les activités de formation et sensibilisation principales sont : **un programme de communication grand public** et un programme de **formation scolaire.**  *Pour la phase d’élaboration (4.1)*  Les activités ont été ajustées pour :  - Impliquer les **entreprises** à des phases tests et formations scolaires (par exemple, Caboplast et Proplast collecteront les plastiques pour l’activité 3.5 d’école “sans plastiques”).  - Impliquer les organisations de la **société civile** dans l’élaboration des dispositifs de communication (par exemple, Biosfera, Eco CV ou CODE CV pour l’activité 3.5 pour l’établissement de réseaux de collecte à petite échelle).  *Pour la phase de diffusion (4.2)*  - Entreprises et organisations locales seront des **relais de communication** des contenus créés dans la première phase du projet. |
| **(3)** Définir plus précisément les pilotes proposés, les partenariats avec les parties prenantes impliquées, le mode opératoire pour leur opérationnalisation. | *Sur le financement :*  - Concernant la contribution du FFEM, le budget des pilotes (composante 3) est passé de **€ 565 760** dans la NIP à **€ 892 861** pour la NEP, afin de permettre des actions à plus grande échelle et dans la durée.  *Sur le contenu :*  - Le travail de faisabilité a permis de passer de **3 activités génériques** pour la composante des pilotes à **8 tests clairement identifiés.**  - Chaque test fait l’objet d’une activité dédiée (3.1 à 3.5), et est présenté dans le chapitre 3.2.2 *- Activités détaillées.*  **>** Pour chacun des tests, la justification de l’implication des partenaires industriels est présentée dans la section **Motifs d’intervention.** |
| **(3)** Renforcer le budget dédié aux pilotes avec une meilleure justification concernant l’implication des partenaires industriels |

Annexe 3. Cadre logique du projet, chronogramme détaillé de mise en œuvre des activités et prévisions de décaissements du financement FFEM

**1. CADRE LOGIQUE**

|  | **Chaîne de résultats** | **Indicateurs Objectivement Vérifiables** | **Valeurs cibles** | **Sources et moyens de vérification** | **Hypothèses critiques** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Finalité** | *F :* *Meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques* | *F-I : Quantités / pourcentage de déchets plastiques finissant dans l'environnement* | *F-VC : Une réduction significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques finissant dans l'environnement* | *F-MV1: Inventaires nationaux des déchets plastiques*  *F-MV2: Données collectées pendant la mise en œuvre du projet (p.ex., évaluations des pilotes)* | *F-HC1 : Pollution plastique reste une priorité politique* *au niveau national*  *F-HC2 : Stratégies, initiatives et pilotes initiés par le projet se poursuivent après sa clôture* |
| **Objectifs spécifiques (OS)** | *OS1 : Les capacités à contrôler des MTF de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle sont renforcées, entraînant une réduction du trafic illicite de déchets plastiques* | *OS1-I1 : Taux de réponse aux requêtes d'importation de déchets plastiques, conformément aux dispositions de la Convention de Bâle* | *OS1-I1-VC : Augmentation significative du taux de réponse* | *OS1-MV1 : Rapports nationaux dans le cadre de la Convention de Bâle*  *OS1-MV2 : Données fournies par les douanes* | *OS1-HC : Autorités douanières et le Point Focal de la Convention de Bâle continuent de disposer de ressources (humaines, financières) suffisantes* |
| *OS1-I2 : Nombre d'exportations de déchets plastiques non conformes aux dispositions de la Convention de Bâle* | *OS1-I2-VC : Réduction significative des exportations illicites* |
| *OS2 : Les capacités à assurer la GER de déchets plastiques conformément aux dispositions de la Convention de Bâle sont renforcées, entraînant une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle* | *OS2 -I1 : Quantités / pourcentage de déchets plastiques recyclés de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I1-VC : Augmentation significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques recyclés de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I1-MV1 : Inventaires nationaux des déchets plastiques*  *OS2-I1-MV2 : Données fournies par les entreprises de recyclage (et d’autres partenaires du projet, par exemple dans le contexte des pilotes)* | *OS2-HC :* *Les pays continuent de recevoir de l’aide au développement et des investissements étrangers pour la gestion des déchets à des niveaux similaires* |
| *OS2 -I2 : Quantités / pourcentage de déchets plastiques placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I2-VC : Augmentation significative des quantités / du pourcentage de déchets plastiques placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle* | *OS2-I2-MV1 : Inventaires nationaux des déchets plastiques*  *OS2-I2-MV2 : Données fournies par les opérateurs des déchargés* |
| *OS3 : Les capacités à réduire la génération de déchets plastiques sont renforcées, entraînant une réduction des quantités de déchets plastiques générés* | *OS3-I : Quantités de déchets plastiques générés par an par habitant* | *OS3-VC : Réduction significative des* *quantités de déchets plastiques générés par an par habitant* | *OS3-MV :* *Inventaires nationaux des déchets plastiques* | *OS3 -HC :* *La consommation de produits plastiques n'augmente pas de manière significative en raison de la croissance économique* |
|  | *A1.1 : Préparer des analyses des cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle* | | | | |
| **Réalisations attendues** | *R1.1.1 : Rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle* | *R1.1.1-I : Nombre des rapports* | *R1.1.1-VC : 2 (1 par pays)* | *R1.1.1-MV : Copie électronique des rapports* | *R1.1.1-HC : Soutien continu et suffisant des entités gouvernementales principales (en particulier les autorités douanières)* |
| *R.1.1.2, R1.3.2, R.1.4.3, R.1.4.4, R2.1.3, R2.2.2, R2.3.2, R2.4.3, R3.3.1, R4.1.3, R5.1.4 : Consultations nationaux* | *R.1.1.2-I, R1.3.2-I, R.1.4.3-I, R.1.4.4-I, R2.1.3-I, R2.2.2-I, R2.3.2-I, R2.4.3-I, R3.3.1-I, R4.1.3-I, R5.1.4-I : Nombre des consultations nationaux* | *R.1.1.2-SR, R1.3.2-SR, R.1.4.3-SR, R.1.4.4-SR, R2.1.3-SR, R2.2.2-SR, R2.3.2-SR, R2.4.3-SR, R3.3.1-SR, R4.1.3-SR, R5.1.4-SR : Au moins 10 (5 par pays) ; certains peuvent être fusionnés* | *R.1.1.2-MV, R1.3.2-MV, R.1.4.3-MV, R.1.4.4-MV, R2.1.3-MV, R2.2.2-MV, R2.3.2-MV, R2.4.3-MV, R3.3.1-MV, R4.1.3-MV, R5.1.4-MV : Copie électronique des rapports des consultations ; photos* | *R.1.1.2-HC, R1.3.2-HC, R.1.4.3-HC, R.1.4.4-HC, R2.1.3-HC, R2.2.2-HC, R2.3.2-HC, R2.4.3-HC, R3.3.1-HC, R4.1.3-HC, R5.1.4-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les réunions (alternative : consultations électroniques)* |
| *R1.1.3 : Rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux MTF* | *R1.1.3-I : Nombre des rapports* | *R1.1.3-VC : 2 (1 par pays)* | *R1.1.3-MV : Copie électronique des rapports* | *R1.1.3-HC : Soutien continu et suffisant des entités gouvernementales principales (en particulier les autorités douanière)* |
| *A1.2: Développer des inventaires des importations et exportations de plastiques et de déchets plastiques* | | | | |
| *R1.2 : Inventaires des importations et exportations* | *R1.2-I : Nombre d’inventaires* | *R1.2-VC : 2 (1 par pays)* | *R1.2-MV : Copie électronique des inventaires* | *R1.2-HC : Des données suffisantes sont disponibles auprès des autorités gouvernementales compétentes (en particulier les autorités douanières)* |
| *A1.3 : Préparer des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour les MTF de déchets plastiques* | | | | |
| *R1.3 : Rapports compilant des recommandations et des ébauches des instruments juridiques MTF* | *R1.3-I : Nombre des rapports* | *R1.3-VC : 2 (1 par pays)* | *R1.3-MV : Copie électronique des rapports* | *R1.3-HC : Soutien continu et suffisant des entités gouvernementales principales (en particulier les autorités douanières)* |
| *A1.4 : Elaborer des plans nationaux et un plan de collaboration entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques* | | | | |
| *R1.4.1 : Plans nationaux MTF* | *R1.4.1-I : Nombre des plans nationaux MTF* | *R1.4.1I-VC : 2 (1 par pays)* | *R1.4.1-MV : Copie électronique des plans* | *R1.4.1-HC : Soutien continu et suffisant des entités gouvernementales principales (en particulier les autorités douanières)* |
| *R1.4.2 : Plan de collaboration régionale MTF* | *R1.4.2-I : Nombre des plans régionaux MTF* | *R1.4.2-VC : 1* | *R1.4.2-MV : Copie électronique du plan* | *R1.4.2-HC : Soutien continu et suffisant des Points Focaux des pays francophones d’Afrique de l’Ouest* |
| *R.1.4.4,* *R2.4.4, R5.1.5 : Consultations régionales* | *R.1.4.4-I,* *R2.4.4-I, R5.1.5-I : Nombre des consultations régionales* | *R.1.4.4-VC,* *R2.4.4-VC, R5.1.5-VC : 3* | *R.1.4.4-MV,* *R2.4.4-MV, R5.1.5 -MV : Copie électronique des rapports des consultations ; photos* | *R.1.4.4-HC,* *R2.4.4-HC, R5.1.5-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les consultations (alternative : consultations électroniques)* |
| *A1.5 : Former les autorités douanières / inspecteurs / autres parties prenantes impliquées dans les MTF* | | | | |
| *R1.5 : Formations des autorités douanières* | *R1.5-I : Nombre des formations* | *R1.5-VC : 2 (1 par pays)* | *R1.5-MV : Copie électronique des rapports des formations ; photos* | *R1.5-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les formations (alternative : formations électroniques)* |
| *A2.1 : Préparer des analyses des cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux ainsi que des analyses des infrastructures pour assurer la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle* | | | | |
| *R2.1.1 : Rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux GER* | *R2.1.1-I : Nombre des rapports* | *R2.1.1-VC : 2 (1 par pays)* | *R2.1.1-MV : Copie électronique des rapports* | *R2.1.1-HC : Soutien continu et suffisant des parties prenantes (en particulier l’UCG, l’Agence Nationale de l’Eau et de l’Assainissement (*[*Agência Nacional da Agua e Saneamento*](https://www.pseau.org/outils/organismes/organisme_resultat.php?org_organisme=Ag%EAncia%20Nacional%20da%20Agua%20e%20Saneamento&org_organisme_debut=1&org_organisme_fin=1&l=fr&champ_tri_1=pay_pays_fr&champ_tri_2=org_ville&champ_tri_3=sigle_ou_organisme)***)*** *(ANAS) et les Ministères de la Justice)* |
| *R2.1.2 : Rapports analysant les infrastructures GER* | *R2.1.2-I : Nombre des rapports* | *R2.1.2-VC : 2 (1 par pays)* | *R2.1.2-MV : Copie électronique des rapports* | *R2.1.2-HC : Soutien continu et suffisant des entités gouvernementales principales (en particulier l’UCG et l’ANAS)* |
| *A2.2 : Développer des inventaires nationaux de déchets plastiques* | | | | |
| *R2.2 : Inventaires nationaux de déchets plastiques* | *R2.2-I : Nombre d’inventaires* | *R2.2-VC : 2 (1 par pays)* | *R2.2-MV : Copie électronique des inventaires* | *R2.2-HC : Des données suffisantes sont disponibles auprès des parties prenantes (UCG, ANAS, sociétés, etc.)* |
| *A2.3 : Préparer des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour la GER de déchets plastiques* | | | | |
| *R2.3 : Rapports compilant des recommandations et des ébauches des instruments juridiques GER* | *R2.3-I : Nombre des rapports* | *R2.3-VC : 2 (1 par pays)* | *R2.3-MV : Copie électronique des rapports* | *R2.3-HC : Soutien continu et suffisant des parties prenantes (en particulier l’UCG, l’ANAS et les Ministères de la Justice)* |
| *A2.4 : Elaborer des stratégies nationales ainsi qu’une stratégie régionale des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle* | | | | |
| *R2.4.1 :* *Stratégies nationales GER* | *R2.4.1-I : Nombre des stratégies nationales GER* | *R2.4.1I-VC : 2 (1 par pays)* | *R2.4.1-MV : Copie électronique des stratégies* | *R2.4.1-HC : Soutien continu et suffisant des parties prenantes (en particulier l’UCG, l’ANAS et les Ministères de la Justice, secteur privé, organisations de la société civile etc.)* |
| *R2.4.2 : Stratégie régionale GER* | *R2.4.2-I : Nombre des stratégies régionales GER* | *R2.4.2-VC : 1* | *R2.4.2-MV : Copie électronique des stratégies* | *R2.4.2-HC : Soutien continu et suffisant des Points Focaux des pays francophones d’Afrique de l’Ouest* |
| *A2.5 : Former les autorités gouvernementales et autres parties prenantes du Cap-Vert et du Sénégal ainsi que les Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à la GER des déchets plastiques* | | | | |
| *R2.5.1. :* *Formations nationales GER* | *R2.5.1-I : Nombre de formations* | *R2.5.1-VC : 2 (1 par pays)* | *R2.5.1-MV : Copie électronique des rapports des formations ; photos* | *R2.5.1-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les formations (alternative : formations électroniques)* |
| *R2.5.2 : Formations régionales GER* | *R2.5.1-I : Nombre des formations* | *R2.5.1-VC : 1* | *R2.5.1-MV : Copie électronique du rapport de la formation ; photos* | *R2.5.1-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les formations (alternative : formation électronique)* |
| *A3.1-A3.8* | | | | |
| *R3.1.3, R3.2.4, R3.3.5, R3.4.6, R3.5.7, R3.6.6, R3.7.6, R3.8.3 : Rapports d’évaluation des pilotes* | *R3.1.3-I, R3.2.4-I, R3.3.5-I, R3.4.6-I, R3.5.7-I, R3.6.6-I, R3.7.6-I, R3.8.3-I :  Nombre des rapports d’évaluation des pilotes* | *R3.1.3-VC, R3.2.4-VC, R3.3.5-VC, R3.4.6-VC, R3.5.7-VC, R3.6.6-VC, R3.7.6-VC, R3.8.3-VC : 10 (un par pilotes 1-6, 2 par pilotes 7-8)* | *R3.1.3-MV , R3.2.4-MV , R3.3.5-MV , R3.4.6-MV , R3.5.7-MV , R3.6.6-MV , R3.7.6-MV , R3.8.3-MV  : Copie électronique des rapports d’évaluation des pilotes* | *R3.1.3-HC, R3.2.4-HC, R3.3.5-HC, R3.4.6-HC, R3.5.7-HC, R3.6.6-HC, R3.7.6-HC, R3.8.3-HC : listées sous chacun des pilotes* |
| *R3.4.1, R3.6.1, R3.7.1: Ateliers de lancement* | *R3.4.1-I, R3.6.1-I, R3.7.1-I : Nombre des ateliers de lancement* | *R3.4.1-VC, R3.6.1-VC, R3.7.1-VC : 3* | *R3.4.1-MV, R3.6.1-MV, R3.7.1-MV : Copie électronique des rapports des ateliers de lancement ; photos* | *R3.4.1-HC , R3.6.1-HC , R3.7.1-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les ateliers (alternative : ateliers électroniques)* |
| *A3.1 : Piloter un système de collecte et de recyclage des déchets de filets de pêche plastiques (Sénégal)* | | | | |
| *R3.1.1 : Formations et campagne de sensibilisation* | *R3.1.1 -I : Nombre des formations et campagnes de sensibilisation* | *R3.1.1-VC: 6 (2 formations et 2 campagnes de sensibilisation à Thiaroye, Saint-Louis, Mboro)* | *R3.1.1-MV : Copie électronique des rapports des formations et campagnes de sensibilisation ; photos* | *R3.1.1-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les formations et les campagnes de sensibilisation* |
| *R3.1.2 : Points de collecte opérationnels* | *R3.1.2-I : Nombre des points de collecte opérationnels* | *R3.1.2-VC : 3 (Thiaroye, Saint-Louis, Mboro)* | *R3.1.2-MV : Copie électronique du rapport d’évaluation du pilote ; photos ; données fournies par les partenaires* | *R3.1.2-HC : Les pêcheurs coopèrent comme prévu, appliquent les connaissances acquises lors des formations et des quantités suffisantes de filets propres sont collectées* |
| *A3.2 : Piloter un système de collecte et de recyclage des sachets d'eau en plastique et introduction des moyens de subsistance alternatifs (Sénégal)* | | | | |
| *R3.2.1 : Points de collecte opérationnels* | *R3.2.1-I : Nombre des points de collecte opérationnels* | *R3.2.1-VC : 10* | *R3.2.1-MV : Copie électronique du rapport d’évaluation du pilote ; photos ; données fournies par les partenaires ; copie électronique du plan de transition* | *R3.2.1-HC, R3.2.2-HC, R3.2.3-HC, R3.2.4-HC : Les autorités gouvernementales compétentes (dont le Ministère de la Justice et l'UCG) accompagnent la transition du secteur des sachets d'eau comme prévu* |
| *R3.2.2 : Campagne de sensibilisation* | *R3.2.2-I : Nombre des campagnes de sensibilisation* | *R3.2.2-VC : 1* |
| *R3.2.3 : Stations de remplissage d'eau opérationnelles* | *R3.2.3-I : Nombre des stations de remplissage d'eau opérationnelles* | *R3.2.3-VC : 4* |
| *R3.2.4 : Plan de transition du secteur des sachets d'eau en plastique* | *R3.2.4-I : Nombre des plans de transition* | *R3.2.4-VC : 1* |
| *A3.3 : Piloter la réduction de la production de déchets plastiques dans les hôtels (Cap-Vert)* | | | | |
| *R3.3.2 : Plans d'intervention pour les hôtels* | *R3.3.2-I : Nombre des plans d’interventions* | *R3.3.2-VC : Au moins 5* | *R3.3.2-MV, R3.3.3-MV, R3.3.4-MV, R3.3.5-MV, R3.3.6-MV : Copie électronique du rapport d’évaluation du pilote ; photos ; données fournies par les partenaires ; copies électroniques des plans d’intervention ; copie électronique du programme scolaire de l'Ecole Hôtelière* | *R3.3.2-HC, R3.3.3-HC, R3.3.4-HC, R3.3.5-HC, R3.3.6-MV : Les hôtels sont restés engagés dans le développement et la mise en œuvre du pilote ; les filtres fonctionnent comme prévu* |
| *R3.3.3 : Plans d'intervention pour les hôtels opérationnel* | *R3.3.3-I : Nombre des plans d’intervention opérationnelles* | *R3.3.3-VC : Au moins 5* |
| *R3.3.4 : Filtres à microplastiques installés et opérationnels* | *R3.3.4-I : Nombre des filtres à microplastiques installés et opérationnels* | *R3.3.4-VC : Au moins 20 (4 par hôtel)* |
| *R3.3.5 : Système de collecte opérationnel* | *R3.3.5-I : Nombre des systèmes de collecte opérationnels* | *R3.3.5-VC : 2* |
| *R3.3.6 : Contenu intégré au programme scolaire de l'Ecole Hôtelière* | *R3.3.6-I : Nombre des programmes scolaire avec le contenue intégré* | *R3.3.6-VC : 1* |  |  |
| *A3.4 : Piloter l’établissement d'un réseau d'ONG pour la mise en œuvre de systèmes de collecte et de recyclage à petite échelle, la production d’alternatives et l’éducation (Cap-Vert)* | | | | |
| *R3.4.1 : Formations pour les ONG* | *R3.4.1-I : Nombre des formations* | *R3.4.1-VC : 2* | *R3.4.1-MV :* | *R3.4.1-HC, R3.4.2-HC, R3.4.3-HC, R3.4.4-HC, R3.4.5 -HC, R3.4.6 -HC : L'étude de faisabilité met en évidence les opportunités réalisables pour la production d'alternatives ; les machines de recyclage fonctionnent comme prévu* |
| *R3.4.2 : Programmes de collecte à petite échelle opérationnel* | *R3.4.2-I : Nombre des programmes de collecte à petite échelle opérationnel* | *R3.4.2-VC : 6* | *R3.4.2-MV, R3.4.3-MV, R3.4.4-MV, R3.4.5 -MV, R3.4.6 -MV : Copie électronique du rapport d’évaluation du pilote ; photos ; données fournies par les partenaires ; copies électroniques de l’étude de faisabilité* |
| *R3.4.3 : Machines de recyclage à petite échelle opérationnels* | *R3.4.3-I : Nombre des machines de recyclage à petite échelle opérationnels* | *R3.4.3-VC : 6* |
| *R3.4.4 : Étude de faisabilité pour la production d'alternatives* | *R3.4.4-I : Nombre des études de faisabilité pour la production d'alternatives* | *R3.4.4-VC : 1* |
| *R3.4.5 : Sites de production des alternatives opérationnels* | *R3.4.5 -I : Nombre des sites de production des alternatives opérationnels* | *R3.4.5 -VC : 2* |
| *R3.4.6 : Campagnes de sensibilisation* | *R3.4.6 -I : Nombre des campagnes de sensibilisation* | *R3.4.6 -VC : 6* |
| *3.5 : Piloter des écoles sans plastiques (Cap-Vert et Sénégal)* | | | | |
| *R3.5.2 : Plans d'intervention* | *R3.5.2-I : Nombre des plans d'intervention* | *R3.5.2-VC : 4 (1 par école ; 2 par pays)* | *R3.5.2-MV, R3.5.3 -MV, R3.5.4-MV : Copie électronique du rapport d’évaluation du pilote ; photos ; données fournies par les partenaires ; copies électroniques des plans* | *R3.5.2-HC, R3.5.3 -HC, R3.5.4-HC : Les écoles (y compris les directeurs, les enseignants et les élèves) participent comme prévu* |
| *R3.5.3 : Série d'initiatives liées à la prévention et à la GER des déchets plastiques dans des écoles* | *R3.5.3 -I : Nombre des séries d'initiatives liées à la prévention et à la GER des déchets plastiques dans des écoles* | *R3.5.3 -VC : 4 (1 par école, 2 par pays)* |
| *R3.5.4 : Tests pilotes de matériel pédagogique* | *R3.5.4-I : Nombre des tests pilotes de matériel pédagogique* | *R3.5.4-VC : 4 (1 par école, 2 par pays)* |
| *A4.1 : Développer des matériaux de sensibilisation et des matériaux pédagogiques sur la réduction de la génération, la GER et le contrôle du MTF de déchets plastiques* | | | | |
| *R4.1.1 : Contenu des matériaux de sensibilisation et pédagogiques* | *R4.1.1-I : Nombre des contenus des matériaux de sensibilisation et pédagogiques au contenu complet* | *R4.1.1-VC : 29 (14 Cap-Vert ; 15 Sénégal)* | *R4.1.1-MV : Copie électronique des contenus des matériaux* | *R4.1.1-HC, R4.1.2-HC : Pas d'hypothèse critique particulière* |
| *R4.1.2 : Contenu des matériaux pédagogiques* | *R4.1.2-I : Nombre des matériaux pédagogiques au contenu complet* | *R4.1.2-VC : 2 (1 par pays)* | *R4.1.2-MV : Copie électronique des contenus des matériaux* |
| *A4.2 : Diffuser les matériaux de sensibilisation et initier l'intégration des matériaux pédagogiques dans les programmes scolaires* | | | | |
| *R4.2.1 : Matériaux de sensibilisation diffusés* | *R4.2.1 -I : Nombre des matériaux de sensibilisation diffusés* | *R4.2.1 -VC : 29 (14 Cap-Vert ; 15 Sénégal)* | *R4.2.1 -MV : Copie électronique des matériaux* | *R4.2.1 -HC : Les groupes cibles manifestent de l'intérêt comme prévu* |
| *R4.2.2 : Matériaux pédagogiques* *soumis pour intégration* | *R4.2.2 -I : Nombre des matériaux pédagogiques soumis pour intégration* | *R4.2.2 -VC : 2 (1 par pays)* | *R4.2.2 -MV : Échanges de courriels ; copie de la lettre/autre document* | *R4.2.2 -HC : Les autorités éducatives compétentes soutiennent l'intégration du matériel comme prévu ; les tests pilotes sur l'utilisation des matériaux ont été un succès* |
| *R4.2.3 : Pages web dédiées* | *R4.2.3-I : Nombre des pages web dédiées* | *R4.2.3-VC : 2 (1 par pays)* | *R4.2.3-MV : Sites des Ministères de l'Environnement* | *R4.2.3-HC : Pas d'hypothèse critique particulière* |
| *A4.3 : Diffuser les connaissances au niveau régional* | | | | |
| *R4.3.1 : Pages web dédiées* | *R4.3.1-I : Nombre des pages web dédiées* | *R4.3.1-VC : 2* | *R4.3.1-MV : Sites du Secrétariat BRS et du CRCBS-AF-Sénégal* | *R4.3.1-HC : Pas d'hypothèse critique particulière* |
| *R4.3.2 : Campagne de diffusion globale* | *R4.3.2-I : Nombre des campagnes de diffusion globale* | *R4.3.2-VC : 1* | *R4.3.2-MV : Sites, canaux de médias sociaux, etc. du Secrétariat BRS et du CRCBS-AF-Sénégal* | *R4.3.2-HC : Les groupes cibles manifestent de l'intérêt comme prévu* |
| *R4.3.3 : Atelier régional* | *R4.3.3-I : Nombre des ateliers régionaux* | *R4.3.3-VC : 1* | *R4.3.3-MV : Copie électronique du rapport de l’atelier* | *R4.3.3-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas l’atelier (alternative : formation électronique)* |
| *A5.1 : Organiser des ateliers nationaux de lancement et de clôture ainsi que des consultations nationales régulières* | | | | |
| *R5.1.1 : Ateliers nationaux de lancement* | *R5.1.1-I, R5.1.2-I, R5.1.3-I : Nombre des ateliers* | *R5.1.1-VC : 2 (1 par pays)* | *R5.1.1-MV, R5.1.2-MV, R5.1.3-MV : Copie électronique des rapports des ateliers* | *R5.1.1-HC, R5.1.2-HC, R5.1.3-HC : Covid-19 ou d'autres circonstances extérieures n'empêchent pas les ateliers (alternative : formation électronique)* |
| *R5.1.2 : Ateliers nationaux intérimaire* | *R5.1.2-VC : 2 (1 par pays)* |
| *R5.1.3 : Ateliers nationaux de clôture* | *R5.1.3-VC : 2 (1 par pays)* |
| *A5.2 : Gérer le projet et 5.3 : Suivre et évaluer le projet* | | | | |
| *R5.2.1 : Mise en œuvre réussie du projet* | *R5.2.1-I : Nombre des projets mis en œuvre de manière réussie* | *R5.2.1-VC : 1* | *R5.2.1-MV, R5.2.2-MV : Copie électronique du rapport d’évaluation du projet* | *R5.2.1-HC : Voir les hypothèses critiques pour chacune des activités ; il n’y a pas de force majeure empêchant l’exécution du projet* |
| *R5.2.2 : Rapport d’évaluation du projet* | *R5.2.2-I : Nombre des rapports d’évaluation du projet* | *R5.2.2-VC : 1* | *R5.2.2-HC : Les parties prenantes fournissent les contributions requises* |

**2. PRÉVISIONS DE DÉCAISSEMENTS DU FINANCEMENT FFEM**

Le tableau ci-dessous présente les prévisions de décaissements du financement FFEM pour une mise en œuvre sur 36 mois.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Versement 1** | **Versement 2** | **Versement 3** | **Total** |
| EUR 800 000 (40 %) | EUR 800 000 (40 %) | EUR 40 000 (20 %) | 2 000 000 |

Annexe 4. Concours financier déjà accordés par le FFEM et/ou l’AFD au/aux bénéficiaire(s)

Le Secrétariat BRS n'a reçu aucun financement du FFEM dans le passé dans le cadre de cette action.

Annexe 5. Communication sur le Projet

**1. Généralités**

|  |  |
| --- | --- |
| Domaine | Polluants chimiques et déchets |
| Thématique FFEM | Cycle de vie des produits, pollution, déchets |
| Institution membre porteuse | Secrétariat BRS |
| Bénéficiaire | Bénéficiaire : Secrétariat BRS  Bénéficiaire final : Le Cap-Vert et le Sénégal, notamment les décideurs politiques, les institutions publiques compétentes, la société civile, le secteur privé, les municipalités, autres collectivités locales et le grand public, ainsi que les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo) |
| Montant de la subvention FFEM | 2 000 000 € |
| Co-financiers prévisionnels | Norad, NREF, l’Union Européenne, MEDD du Sénégal, le MAE du Cap-Vert, CRCBS-AF, acteurs privés et acteurs de la société civile participant à la mise en œuvre des pilotes. |
| Montant global du projet | 6 666 667 EUR |
| Date d'octroi |  |
| Durée du projet | 36 mois |

**2. Le chapeau**

La finalité du projet est une meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques, en réduisant les quantités de déchets plastiques finissant dans l'environnement au Cap-Vert, au Sénégal et plus globalement dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo).

Pour atteindre cet objectif et adoptant une approche holistique couvrant l'ensemble du cycle de vie, trois principes sont utilisés, sur le modèle de la convention de Bâle : contrôler les MTF des déchets plastiques ; assurer une GER des déchets plastiques ; et réduire la génération de déchets plastiques.

**3. La synthèse**

Contexte du projet

L’impact mondial de la pollution plastique sur la biodiversité marine, les écosystèmes, la pêche, le transport maritime et les économies locales a créé le débat autour du besoin de faire évoluer la réglementation internationale sur les déchets plastiques. Les récents amendements sur les déchets plastiques de la Convention de Bâle, entrés en vigueur en 2021, font aujourd’hui de la Convention le seul instrument mondial juridiquement contraignant qui traite spécifiquement des déchets plastiques. En février 2022, lors de la cinquième édition de l’Assemblée des Nations Unies pour l’Environnement (ANUE-5), les chefs d'État, les ministres de l'environnement et d'autres représentants de 175 nations ont approuvé une résolution historique visant à élaborer un accord international juridiquement contraignant d'ici 2024. Le projet présenté ici a pour objectif de renforcer les capacités du Cap Vert et du Sénégal, ainsi que les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, à remplir leurs obligations en vertu des amendements sur les déchets plastiques de la Convention de Bâle et ainsi en même temps les préparer aux futures obligations potentielles en vertu d'un instrument mondial juridiquement contraignant sur la pollution plastique.

Objectifs

La finalité du projet est une **meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques**, en réduisant les quantités de déchets plastiques finissant dans l'environnement au Cap-Vert, au Sénégal et plus globalement dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo).

Pour atteindre cet objectif et adoptant une approche holistique couvrant l'ensemble du cycle de vie, trois principes sont utilisés, **sur le modèle** de la convention de Bâle :

* Contrôler les MTF des déchets plastiques ;
* Assurer une GER des déchets plastiques ;
* Réduire la génération de déchets plastiques ;

Descriptif des activités prévues dans le cadre du projet

Le projet se décompose en 5 composantes :

**Composante 1 : Contrôle des MTF de déchets plastiques** comprend les activités suivantes :

1. Préparer des analyses des cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ;
2. Développer des inventaires des importations et exportations de plastiques et de déchets plastiques ;
3. Préparer des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour les MTF de déchets plastiques ;
4. Élaborer des plans nationaux et un plan de collaboration entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques ;
5. Former les autorités douanières, les inspecteurs et les autres parties prenantes ; et renforcer les capacités en vue de l'application effective de la Convention de Bâle, y compris les amendements relatifs aux déchets plastiques.

**Composante 2 : Amélioration de la GER des déchets plastiques** comprend les éléments suivants :

1. Préparer des analyses des cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux ainsi que des analyses des infrastructures pour assurer la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ;
2. Développer des inventaires nationaux des flux de déchets plastiques ;
3. Préparer des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour la GER de déchets plastiques ;
4. Élaborer des stratégies nationales ainsi qu’une stratégie régionale des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest pour la GER des déchets plastiques conformément à la Convention de Bâle ;
5. Former les autorités gouvernementales et autres parties prenantes du Cap-Vert et du Sénégal, ainsi que les Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à la GER des déchets plastiques.

**Composante 3 : Pilotes pour la GER et pour réduire la génération de déchets plastiques** comprend les pilotes suivants (8 en total, dont 3 au Cap-Vert, 3 au Sénégal et 2 dans les deux pays) :

1. Piloter un système de collecte et de recyclage des déchets de filets de pêche plastiques (Sénégal) ;
2. Piloter un système de collecte et de recyclage des sachets d'eau en plastique et introduction des moyens de subsistance alternatifs (Sénégal) ;
3. Piloter la réduction de la production de déchets plastiques dans les hôtels (Cap-Vert) ;
4. Piloter l’établissement d'un réseau d'ONG pour la mise en œuvre de systèmes de collecte et de recyclage à petite échelle, la production d’alternatives et l’éducation (Cap-Vert) ;
5. Piloter des écoles sans plastiques (Cap-Vert et Sénégal).

**Composante 4 : Sensibilisation, éducation et communication** comprenant les activités suivantes :

1. Développer des matériaux de sensibilisation et des matériaux pédagogiques sur la réduction de la génération, la GER et le contrôle du MTF de déchets plastiques ;
2. Diffuser les matériaux de sensibilisation et initier l'intégration des matériaux pédagogiques dans les programmes scolaires ;
3. Diffuser les connaissances au niveau régional.

**Composante 5 : Gestion, suivi et évaluation du projet** comprenant les activités suivantes :

1. Organiser des ateliers nationaux de lancement et de clôture ainsi que des consultations nationales régulières ;
2. Gérer, suivre et évaluer le projet.

Résultats et impacts attendus

Chacune des activités du projet générera des réalisations spécifiques, qui auront pour effet commun de **renforcer les capacités des acteurs du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, du secteur informel et du grand public à traiter les déchets plastiques** tout au long de leur cycle de vie, de leur génération à leur élimination. Spécifiquement, le projet vise à atteindre les objectifs spécifiques suivants :

* Renforcer les capacités à **contrôler les MTF de déchets plastiques**. Cela entraînera une réduction du trafic illicite de déchets plastiques, mesurée en termes d'indicateurs tels que le taux de réponse fourni par l'État d'importation de déchets plastiques et le nombre d'exportations de déchets plastiques non conformes aux dispositions.
* Renforcer les capacités à **assurer la GER des déchets plastiques** conformément aux dispositions de la Convention de Bâle. Cela entraînera une augmentation du pourcentage de déchets plastiques gérés de manière écologiquement rationnelle, mesurée en termes d'indicateurs tels qu’une augmentation des quantités de déchets plastiques recyclés et/ou placés dans une décharge de manière écologiquement rationnelle.
* Renforcer les capacités à **réduire la génération de déchets plastiques**. Cela entraînera une réduction des quantités de déchets plastiques générés par an par habitant, par exemple en conséquence de la disponibilité de produits alternatifs sans plastique ou grâce à une sensibilisation accrue et à un changement de comportement.

Ces capacités renforcées permettront de **réduire les quantités de déchets plastiques finissant dans l'environnement**. Par conséquence, l’impact final et à long-terme de ce projet est une **meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes des déchets plastiques**.

Caractère innovant et exemplarité

* **Caractère exemplaire et innovant** : les projets pilotes permettront de tester et de déployer des actions concrètes et innovantes pour réduire la génération des déchets plastiques (par exemple par la réduction des plastiques à usage unique dans les hôtels) et pour assurer la GER des déchets plastiques (par exemple en établissant un système de collecte et de recyclage des filets de pêche). Ils permettront aussi de démontrer la faisabilité économique de modèles alternatifs.
* **Caractère démonstratif et reproductible** : le projet propose une approche holistique de la problématique des déchets plastiques, couvrant l'ensemble de leur chaîne de valeur, depuis leur génération et/ou importation, jusqu’à leur traitement et/ou exportation. Dans ce cadre, le renforcement des capacités au Sénégal et au Cap-Vert pourra servir de point de référence aux autres pays. En particulier, les résultats du projet pourront être partagés avec d'autres pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à travers la coopération avec le CRCBS-AF.

Date et montants

Le projet démarre au 2eme semestre 2022 pour une durée de 3 **ans**.

La subvention octroyée par le **FFEM** s’élève à **2 000 000 €.**

Le **montant total** des engagements pour financer le projet s’élève à 6 666 667.

Annexe 6 : Autres

Annexe 6.1. Conventions internationales pertinentes pour le projet et impact des récents amendements à la Convention de Bâle

Mis à part les conventions BRS, évoquées dans le corps du texte, les conventions internationales identifiées comme pertinentes pour le projet sont listées ci-dessous. Un examen plus détaillé pourra être envisagé dans le cadre des composantes 1 et 2.

* Convention de Minamata sur le Mercure
* Protocole de Montréal sur les Substances qui Appauvrissent la Couche d'Ozone
* Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL)
* Convention d'Abidjan pour la coopération en matière de protection et de développement de l'environnement du milieu marin et côtier de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
* Convention sur la Biodiversité
* Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction, également connue sous le nom de Convention de Washington
* Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices d'Animaux Sauvages
* Accord de Paris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
* Convention de Bamako sur l'Interdiction d'Importer en Afrique et le Contrôle des MTF et de la Gestion des Déchets Dangereux en Afrique
* Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau
* Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

**Zoom : les Convention BRS**

En 2019, la CdP à la Convention de Bâle sur le contrôle des MTF de déchets dangereux et de leur élimination a adopté la décision BC-14/12, par laquelle elle a modifié les annexes II (catégories de déchets demandant un examen spécial et soumis à la PIC, VIII (déchets supposés dangereux et soumis à la PIC) et IX (déchets supposés non dangereux et donc non soumis à la PIC) de la Convention pour y inclure les déchets plastiques. En conséquence, la Convention de Bâle demeure aujourd’hui le seul instrument mondial juridiquement contraignant qui traite spécifiquement des déchets plastiques. À compter du 1er janvier 2021, ces nouvelles entrées (telles qu’insérées en annexe) entreront en vigueur et, par conséquent, tous les déchets plastiques ainsi que les mélanges de déchets plastiques, à l'exception des déchets plastiques destinés au recyclage de manière écologiquement rationnelle et presque libre de contamination et libre d'autres types de déchets, seront soumis à la PIC en vertu de la Convention de Bâle. **Les capacités des pays Parties à la Convention doivent donc être renforcées pour le contrôle des MTF et la GER des déchets plastiques, ainsi que la prévention et la réduction au minimum de la production de déchets plastiques.**

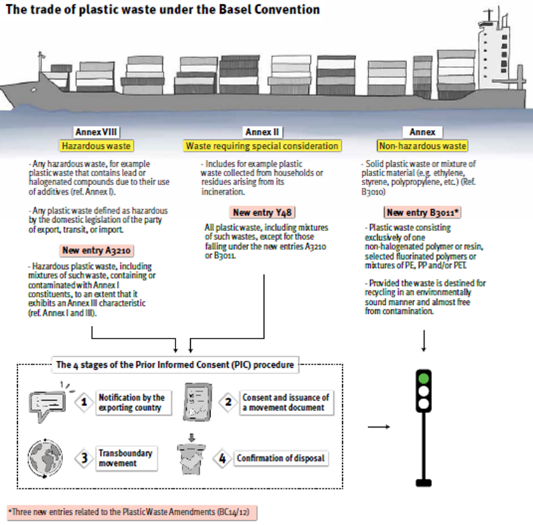
**La Convention de Stockholm sur les POPs** a été adoptée en 2001 et est entrée en vigueur le 17 mai 2004. Elle compte actuellement 185 Parties, y compris le Cap-Vert et le Sénégal. La Convention vise à éliminer dans le monde entier des produits chimiques difficilement dégradables et toxiques et à interdire leur utilisation. Ces POPs sont classés dans trois annexes selon que leur utilisation et leur production doivent être éliminées (annexe A), doivent être restreintes (annexe B) ou que leur émission non contrôlée dans l'environnement doit être réduite, voire éliminée (annexe C). La Convention exige des Parties qu'elles prennent des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d’une production et d’une utilisation intentionnelles ; des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d’une production non intentionnelle ; ainsi que des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets émanant de stocks et déchets. Le Convention dispose également d'un mécanisme de substances chimiques supplémentaires dans les Annexes. Les produits en plastique peuvent contenir divers produits chimiques dangereux, y compris des POPs qui pourraient être rejetés à n'importe quel stade du cycle de vie. Une mauvaise gestion des déchets plastiques peut entraîner des rejets de produits chimiques dangereux, tels que des dioxines et des furanes émis lors de la combustion à l'air libre des déchets plastiques. L'exposition aux POP émis ou transportés par les plastiques peut avoir des effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement. La Convention de Stockholm contrôle divers POPs qui ont été utilisés dans les plastiques comme additifs, retardateurs de flamme, plastifiants ou dans la fabrication de polymères fluorés. Sur les 30 POPs inscrits dans les Annexes de la Convention, 15 sont soit des additifs plastiques soit des sous-produits, et 4 autres additifs plastiques ont été proposés pour inscription.

La **Convention de Rotterdam sur la PIC Applicable à Certains Produits Chimiques et Pesticides Dangereux qui Font l’Objet d'un Commerce International** a été adoptée en 1998 et est entrée en vigueur en 2004. Elle compte actuellement 165 Parties, y compris le Cap-Vert et le Sénégal. La Convention a pour but d’encourager le partage des responsabilités et la coopération entre Parties dans le domaine du commerce international de certains produits chimiques dangereux, afin de protéger la santé des personnes et l’environnement contre des dommages éventuels, et afin de contribuer à l’utilisation écologiquement rationnelle de ces produits en facilitant l’échange d’informations sur leurs caractéristiques, en instituant un processus national de prise de décision applicable à leur importation et à leur exportation, et en assurant la communication de ces décisions aux Parties. La Convention crée des obligations juridiquement contraignantes pour la mise en œuvre de la procédure PIC. La Convention s’applique aux divers produits chimiques qui sont des additifs plastiques, par exemple l'octabromodipenyl ether (octaBDE), le pentabromodiphenyl ether (pentaBDE), le sulfonate de perfluorooctane (SPFO) et l’hexabromocyclododécane (HBCD).

**Zoom : la Convention de Bâle - quel impact des récents amendements plastiques ?**

En 2019, la communauté internationale a décidé de relever ces défis. La CdP à la Convention de Bâle, lors de sa quatorzième réunion, (CdP-14, 29 avril - 10 mai 2019) a adopté des amendements aux annexes II, VIII et IX de la Convention dans le but de renforcer le contrôle des MTF de déchets plastiques et de clarifier le champ d'application de la Convention, laquelle concerne ainsi ce type de déchets.

L'amendement à l'annexe VIII (déchets supposés dangereux et soumis à la PIC), avec l'insertion d'une nouvelle entrée A3210, clarifie le champ d'application des déchets plastiques présumés dangereux et donc soumis à la procédure PIC. L'amendement à l'annexe IX (déchets supposés non dangereux et donc non soumis à la PIC), introduisant une nouvelle entrée B3011 remplaçant l'entrée existante B3010, clarifie les types de déchets plastiques qui sont présumés non dangereux et, en tant que tels, non soumis à la procédure PIC. Les déchets énumérés à l'entrée B3011 comprennent : un groupe de résines durcies, de polymères non halogénés et fluorés, à condition que les déchets soient destinés à être recyclés d'une manière écologiquement rationnelle et presque exempts de contamination et d'autres types de déchets ; et des mélanges de déchets plastiques constitués de polyéthylène (PE), de polypropylène (PP) ou de polyéthylène téréphtalate (PET) à condition qu'ils soient destinés à un recyclage séparé de chaque matériau et d'une manière écologiquement rationnelle, et presque exempts de contamination et d'autres types de déchets. Le troisième amendement est l'insertion d'une nouvelle entrée Y48 à l'annexe II (catégories de déchets demandant un examen spécial et soumis à la PIC) qui couvre les déchets plastiques, y compris les mélanges de ces déchets, à moins qu'ils ne soient dangereux (car ils relèveraient de A3210) ou présumés non dangereux (car ils relèveraient de B3011). **Les nouvelles entrées entrent en vigueur le 1er janvier 2021.**



Plus d’information disponible (notamment amendements aux Annexes II, VIII et IX) sur le site du secrétariat de la Convention de Bâle :

<http://www.basel.int/Implementation/Plasticwaste/Amendments/Overview/tabid/8426/Default.aspx>

Annexe 6.2. Retour d’expérience du projet BRS Norad-1 au Ghana et Sri Lanka pour la mise en place d’une stratégie GER

L'encadré ci-dessous décrit en détail les liens avec le projet BRS-Norad-1 et comment il contribue au projet proposé au Cap-Vert et au Sénégal. Les apports des autres projets listés dans le tableau de cofinancement (à savoir BRS-Norad-2, BRS-NREF-1, BRS-NREF-2, GPGC BC 2019 pour 2020/2021, voire 2.4) consistent également en :

* Des outils développés et utilisables au Cap-Vert et au Sénégal
* Des meilleures pratiques pour la prévention, la GER et le contrôle des MTF des déchets plastiques qui peuvent être reproduites au Cap-Vert et au Sénégal, en tenant compte des circonstances nationales.
* Une expertise et des connaissances acquises grâce à la mise en œuvre de pilotes et de nature similaire aux pilotes à mettre en œuvre au Cap-Vert et au Sénégal.
* Du matériel d'éducation et de sensibilisation qui peut être développé et ajusté pour être utilisé au Cap-Vert et au Sénégal.

|  |
| --- |
| **Le projet « Déchets marins et microplastiques : promotion de la GER des déchets plastiques et réalisation de la prévention et de la minimisation de la production de déchets plastiques » (BRS-Norad-1) – Aperçu des leçons apprises et outils à utiliser**  Les outils suivants ont été développés et seront utilisés dans le présent projet :   * **Boîte à outils pour l’élaboration d’inventaires nationaux des déchets plastiques** : La boîte à outils suit une approche d'analyse des flux de matières permettant de cartographier les flux de déchets plastiques provenant de sources de production, à travers les systèmes de gestion des déchets par les secteurs formels et informels, et à leur élimination ou récupération. Elle intègre également une évaluation des fuites potentielles de déchets plastiques dans l'environnement à différents points du système de gestion des déchets (voir l'image ci-dessous). L'inventaire a été complété pour le Ghana et est en cours d'élaboration pour le Sri Lanka. Les enseignements tirés de l'élaboration des inventaires nationaux sont utilisés pour affiner davantage la méthodologie. Pour accompagner cette boîte à outils, le Secrétariat BRS a également développé une deuxième boîte à outils, qui utilise une approche de la durée de vie de la consommation et vise à estimer la production de déchets plastiques sur la base des importations/exportations et de la production de produits. Le premier outil fournit plus d'informations sur les flux de déchets au sein du système, tandis que le second se concentre sur la production de déchets plastiques par secteurs.     Figure \_ : Cadre d'analyse des flux de matières pour le développement de l'inventaire des déchets plastiques   * **Guide pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour la GER des déchets plastiques** : Le guide permet aux utilisateurs de tester et d'améliorer les stratégies existantes, et aide ceux qui n'ont pas encore développé de stratégie à en créer une. Le guide est structuré selon les éléments suivants : (1) Politiques, réglementations, institutions et normes ; (2) Financement durable ; (3) Capacité technique ; et (4) Interaction, sensibilisation et communication. Sur la base du guide, des recommandations pour la GER des déchets plastiques ont été élaborées pour le Ghana et sont en cours d'élaboration pour le Sri Lanka. Les recommandations pour le Ghana concernent les MTF des déchets plastiques, la réduction des plastiques problématiques et souvent mal gérés, la collecte des déchets plastiques, le tri des matières recyclables, le recyclage, la récupération d'énergie, l'élimination et le financement. * **Compilation des meilleures pratiques pour la prévention, la minimisation et la GER des déchets plastiques** : La compilation présente un grand nombre de meilleures pratiques qui peuvent être reproduites afin de prévenir et réduire la génération ainsi que pour assurer la GER de déchets plastiques. Il se concentre sur les secteurs de l'emballage, de la pêche et des eaux usées/microplastiques, mais fournit également des exemples d'autres secteurs. Un rapport est en cours d'élaboration pour guider l'utilisateur à travers les meilleures pratiques. * **Matériel d'éducation et de sensibilisation, y compris le « Livre de ressources pour les enseignants et d'exercices pour les étudiants »** : Le livre propose diverses activités parmi lesquelles les enseignants peuvent choisir afin d'enseigner aux élèves des sujets liés aux déchets plastiques. Les activités ciblent divers âges et peuvent être utilisées à l'école primaire et secondaire ainsi que pour des adultes. Le livre est en cours de finalisation et sera utilisé pendant le projet pilote "Écoles sans plastique" (voir ci-dessous). En outre, divers matériaux de sensibilisation, tels que des brochures, des fiches d'information, des affiches etc., sont en cours de finalisation. Ceux-ci couvrent des sujets tels que les amendements de la Convention de Bâle sur les déchets plastiques, la responsabilité élargie des producteurs, les programmes de financement, la hiérarchie de gestion des déchets, etc.   La mise en œuvre du projet a généré des leçons en termes de modalités de mise en œuvre du projet, y compris celles qui suivent :   * **L'engagement des experts locaux avec un réseau solide et une connaissance approfondie des défis et des opportunités locales et nationales, est clé pour le succès du projet.** Par exemple, l'expertise locale est nécessaire afin de garantir que les ajustements du cadre juridique et institutionnel prennent en compte les réalités locales, telles que le manque d'application. De même, la contribution d'experts locaux est nécessaire pour garantir que les stratégies de GER des déchets plastiques prennent en compte les infrastructures et mécanismes existants, tels que le rôle du secteur informel. Des experts locaux sont également nécessaires afin de recueillir des données à partir d'un large éventail de sources, y compris le secteur privé et informel, pour le développement d'inventaires de déchets plastiques. Ils peuvent également aider à garantir que toutes les parties prenantes clés sont suffisamment impliquées, comme dans la mise en œuvre des projets pilotes etc. Par exemple, lors de la préparation du projet pilote sur les distributeurs automatiques d'eau au Ghana, les experts locaux ont fourni des conseils essentiels dans le choix des emplacements les plus appropriés pour l'installation des distributeurs. * **Le projet doit suivre une approche multipartite, dans laquelle les parties prenantes de la société civile et du secteur jouent un rôle important dans la mise en œuvre des activités.** Ceci est particulièrement important en ce qui concerne la durabilité des activités et des impacts du projet. Pour que cela se produise, des structures d'incitation doivent être mises en place pendant la mise en œuvre du projet pour garantir que les parties prenantes du secteur privé et de la société civile continuent de démontrer les changements de comportement requis. Un exemple est la mise en œuvre du programme de collecte et de recyclage des déchets de filets de pêche qui peut se poursuivre au-delà du projet si les pêcheurs et le secteur du recyclage ont une incitation financière à poursuivre l'opération. À la suite du test réussi du programme au Ghana, toutes les parties prenantes participantes ont fortement exprimé leur intérêt à poursuivre/répliquer le programme et des dispositions sont actuellement prises à cette fin. De même, le secteur privé et la société civile doivent être consultés lors de l'élaboration de stratégies nationales pour la GER des déchets plastiques ainsi que du cadre juridique. * **L’engagement des entités gouvernementales concernées est essentiel à travers les secteurs, ministères et niveaux d'administration.** Le projet peut fournir des incitations initiales, aider à établir des structures et démontrer la faisabilité des initiatives, mais pour que le projet ait un impact durable, les activités doivent être menées et approuvées par les entités gouvernementales concernées. Pour que cela se produise, ces entités doivent être activement engagées tout au long de l'élaboration de stratégies et d'initiatives pertinentes ainsi que de leur mise en œuvre. Cela signifie également que la mise en œuvre du projet doit aller au-delà des entités gouvernementales fournissant les points focaux de la Convention de Bâle (dans la plupart des cas, le ministère de l'Environnement). Par exemple, le ministère de l'Éducation du Ghana a été invité et a accepté de prendre la direction de la mise en œuvre du projet pilote sur les écoles sans plastique, étant donné que le ministère a la compétence de sélectionner les écoles participantes, d'organiser la formation des enseignants, d'initier des ajustements au curriculum, etc. Cela dit, la mise en œuvre du projet doit tenir compte du fait que les ressources et les capacités des autorités gouvernementales locales et nationales sont limitées. Un expert local et une organisation de la société civile ayant une expérience dans la mise en œuvre d'activités similaires, sont donc responsables de la planification détaillée et de la mise en œuvre quotidienne des activités sous le projet pilote sur les écoles sans plastique. * **Les activités doivent s'appuyer sur les initiatives et les projets existants.** L'identification des synergies avec les initiatives et projets existants permet d'économiser des ressources, assurer la pertinence des résultats compte tenu du contexte national, et maximiser l'impact. Les initiatives et projets pertinents qui doivent être identifiés comprennent les projets locaux des municipalités (p.ex. pour la mise en place d'un système de collecte), les initiatives juridiques nationales (p.ex. une nouvelle loi interdisant l'utilisation de certains produits en plastique), les projets mis en œuvre par d'autres organisations internationales (par exemple, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)) et les initiatives régionales (p.ex. par la CEDEAO). Un défi majeur rencontré au Ghana était que, entre autres en raison d'un manque de communication par le ministère de l'Environnement, il n'était pas clair que de nouvelles activités sur les déchets plastiques étaient en cours de préparation en partenariat avec le PNUD ainsi que dans le contexte du « Global Plastic Action Partnership », en parallèle de de la mise en œuvre du présent projet. Ce n'est qu'au cours de l'élaboration de la stratégie nationale sur la GER des déchets plastiques qu'il est devenu clair qu'une stratégie similaire était en cours d'élaboration dans le contexte du « Ghana Plastic Action Partnership ». La situation a été atténuée en assurant la complémentarité des deux documents et en veillant à ce que la stratégie GER complète plutôt que duplique la stratégie du Programme national de partenariat d’action sur les plastiques (NPAP). Il est donc essentiel de contacter de manière préventive d'autres parties prenantes locales, nationales, régionales et internationales pertinentes déjà au stade de la préparation du projet, et ne pas seulement s’appuyer sur les informations fournies par le ministère de l'Environnement. * **La mise en œuvre du projet au Ghana offre également un grand nombre de connaissances pour le présent projet en termes de contenu.** Par exemple, le Ghana a adopté une taxe sur l'importation de produits en plastique. Les revenus de cette taxe devaient être versés dans un fonds spécifiquement dédié à assurer la GER des déchets plastiques. Cependant, le gouvernement a décidé plus tard que les revenus devraient être versés dans le budget national général. Par conséquent, il est devenu difficile, voire impossible, d'utiliser les fonds pour la GER des déchets plastiques. L'exemple démontre à la fois l'utilité de la mise en œuvre d'un tel schéma de financement, ainsi que la nécessité de s'assurer que les revenus ne sont pas détournés à d'autres fins. Comme autre exemple, de nombreuses connaissances ont été tirées de la mise en œuvre du projet pilote sur les déchets de filets de pêche, par exemple sur la manière de calculer une compensation adéquate pour les pêcheurs, la manière d'établir une analyse de rentabilisation pour la collecte et le recyclage des filets, y compris les coûts d'équipement et de transport, et la manière d’assurer un engagement adéquat des pêcheurs, etc. Des informations similaires seront acquises lors de la mise en œuvre des autres projets pilotes au cours de 2022. |

Annexe 6.3. Lettres de confinancement

Cette annexe est fournie en pièce jointe à la présente NEP, sous fomat pdf.

Annexe 6.4. Synthèse des profils et compétences attendus pour le recrutement des experts et consultants

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | **Activités principales** | **Réalisations clés à livrer** | **Qualifications requises** |
| *Consultants nationaux (par pays)* | | | |
| Expert national juridique | 1.1, 1.3, 1.4, 2.1, 2.3 | * Rapport analysant le cadre juridique, politique et institutionnel national en vue de la mise en œuvre et de l’application du contrôle des MTF * Rapport compilant des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer le cadre juridique, politique et institutionnel national pour le contrôle des MTF de déchets plastiques. * Plan national en vue de l’application du contrôle des MTF de déchets plastiques. * Rapport analysant le cadre juridique, politique et institutionnel national pour assurer la GER de déchets plastiques. * Rapport compilant des recommandations et des ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer le cadre juridique, politique et institutionnel national pour la GER. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en droit ou discipline similaire requis. * Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de pratique juridique, rédaction d'analyses juridiques, élaboration / analyse de politiques ou similaire requis. * Expérience liée à la gestion des déchets avantageuse. * Contacts / réseau dans le secteur de la gestion des déchets (institutions gouvernementales, secteur privé, société civile etc.) avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrite et orale en anglais et français (expert Sénégal) / en anglais, français et portugais (expert Cap-Vert) requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents (p.ex., Convention d’Abidjan, CEDEAO), requis. |
| Expert national en inventaire | 1.2, 2.2 | * Inventaire des importations et exportations de produits et déchets plastiques, composé d’une feuille Excel contenant les données et d’un rapport analysant et interprétant les données. * Inventaire de déchets plastiques, composé d’une feuille Excel contenant les données et d’un rapport analysant et interprétant les données. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en statistiques, sciences de l'environnement, ingénierie ou discipline similaire requis. * Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine d’analyses statistiques, compilation de données, inventaires ou similaire requis. * Expérience liée à la gestion des déchets avantageuse ; expérience liée spécifiquement à la gestion des déchets plastiques, avantageuse. * Contacts / réseau dans le secteur de la gestion des déchets (institutions gouvernementales, secteur privé, société civile, etc.) avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrite et orale en anglais et français (expert Sénégal) / en anglais, français et portugais (expert Cap-Vert) requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents, avantageuse. |
| Expert national en GER | 2.1, 2.4, 2.5 | * Rapport analysant l’infrastructure pour assurer la GER de déchets plastiques. * Stratégie nationale pour la GER des déchets plastiques. * Contributions à la formation des autorités gouvernementales et autres parties prenantes en GER. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en sciences de l'environnement, ingénierie, gestion des déchets ou discipline similaire requis. * Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de gestion des déchets requis. * Expérience liée spécifiquement à la gestion des déchets plastiques avantageuse. * Contacts / réseau dans le secteur de la gestion des déchets (institutions gouvernementales, secteur privé, société civile etc.) avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrite et orale en anglais et français (expert Sénégal) / en anglais, français et portugais (expert Cap-Vert) requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents (p.ex., Convention d’Abidjan, GPML), requis. |
| Expert national en sensibilisation | 4.1, 4.2 | * Contenu des matériaux de sensibilisation et pédagogiques (affiches pour les réseaux sociaux, brochures et vidéos listés sous l'activité 4.1). * Soutien et orientation pour la mise en place du plan de communication | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en communication ou discipline similaire requis. * Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de communication, sensibilisation ou similaire requis. * Expérience liée à la gestion des déchets requis ; expérience liée spécifiquement à la gestion des déchets plastiques avantageuse. * Contacts / réseau dans le secteur de la gestion des déchets (institutions gouvernementales, secteur privé, société civile etc.) avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrite et orale en anglais et français (expert Sénégal) / en anglais, français et portugais (expert Cap-Vert) requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinentes, avantageuse. |
| Coordinateur national | Toutes les activités | * Coordination réussie des activités au niveau national, y compris des actions pilotes. * Facilitation de l’engagement des parties prenantes et des consultations nationales. * Appui logistique et technique à l'organisation d'ateliers nationaux. * Mise en place du plan de communication. * Collecte de données, notamment sur les indicateurs listés dans le cadre logique. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en administration des affaires publiques, administration des politiques publiques, administration des affaires ou similaire requis. * Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de gestion de projet requis. * Expérience liée à la gestion des déchets avantageuse ; expérience liée spécifiquement à la gestion des déchets plastiques avantageuse. * Contacts / réseau dans le secteur de la gestion des déchets (institutions gouvernementales, secteur privé, société civile etc.) requis. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrite et orale en anglais et français (expert Sénégal) / en anglais, français et portugais (expert Cap-Vert) requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinentes, avantageuse. |
| *Consultants internationaux* | | | |
| Expert international juridique | 1.1, 1.3, 1.4, 2.1, 2.3 | * Soutien et orientation pour les experts nationaux juridiques. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des analyses juridiques, politiques et institutionnelles pour le contrôle des MTF. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des recommandations et des ébauches des instruments juridiques, politiques et institutionnels pour le contrôle des MTF. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des plans nationaux en vue de l’application du contrôle des MTF. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour assurer la GER. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des rapports compilant des recommandations et aux ébauches des instruments juridiques visant à établir / à améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour la GER. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en droit ou discipline similaire requis ; spécialisation en droit international de l’environnement avantageuse. * Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de gouvernance internationale, analyse juridique et politique ou similaire requis ; expérience professionnelle liée à la gouvernance internationale de l’environnement avantageuse. * Expérience liée à la gestion des déchets avantageuse, particulièrement en matière juridique, politique et institutionnelle ; expérience liée spécifiquement à la gestion des déchets plastiques avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrit et orale en anglais et français requis. * Expérience au niveau international requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents (p.ex., Convention d’Abidjan, CEDEAO), requis * Connaissance / travail antérieur lié au Cap-Vert et au Sénégal avantageuse. |
| Expert international en inventaire | 1.2, 2.2 | * Formation, soutien et orientation pour les experts nationaux en inventaire. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des inventaires des importations et exportations de produits et déchets plastiques. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des inventaires de déchets plastiques. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en statistiques, sciences de l'environnement, ingénierie ou discipline similaire requis. * Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine d’analyses statistiques, compilation de données, inventaires ou similaire requis ; expérience professionnelle dans l'élaboration des inventaires de déchets requis. * Expérience dans l'élaboration des inventaires de déchets plastiques avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrit et orale en anglais et français requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents, avantageuse * Connaissance / travail antérieur lié au Cap-Vert et au Sénégal avantageuse. |
| Expert international en MTF | 1.4, 1.5 | * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des plans nationaux en vue de l’application du contrôle des MTF. * Contributions aux formations des autorités douanières en contrôle des MTF de déchets dangereux et autres, en particulier déchets plastiques. * Plan de collaboration entre les pays francophones de l’Afrique de l’Ouest en vue de l’application du contrôle des MTF. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en droit international, commerce ou similaire requis ; spécialisation en droit international pénal, du commerce ou de l’environnement avantageuse. * Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de gouvernance internationale du commerce, des déchets ou similaire requis. * Expérience liée spécifiquement à la valorisation des déchets, notamment des déchets plastiques. * Expérience au niveau international requis * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrit et orale en anglais et français requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux pertinents (p.ex., Interpol, l’Organisation mondiale des douanes (OMD)) requis. * Connaissance / travail antérieur lié au Cap-Vert et au Sénégal avantageuse. |
| Expert international en GER | 2.1, 2.4, 2.5 | * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des rapports analysant les cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux pour assurer la GER. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des rapports analysant les infrastructures pour assurer la GER. * Examen, contribution et suggestions aux ébauches des stratégies nationales pour la GER des déchets plastiques. * Stratégie régionale des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest pour la GER. * Contributions aux formations des autorités gouvernementales et autres parties prenantes en GER des déchets plastiques. * Contributions à la formation des Points Focaux des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest en GER. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en sciences de l'environnement, ingénierie, gestion des déchets ou discipline similaire requis. * Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de gestion des déchets requis. * Expérience liée spécifiquement à la gestion des déchets plastiques, le développement des stratégies pour la GER des déchets ou similaire, avantageuse. * Expérience au niveau international requis. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrit et orale en anglais et français requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents (p.ex., Convention d’Abidjan, CEDEAO), requis. * Connaissance / travail antérieur lié au Cap-Vert et au Sénégal avantageuse. |
| Graphiste / créateur de vidéo | 4.1 | * Conception graphique des matériaux de sensibilisation et pédagogiques (affiches pour les réseaux sociaux, brochures et vidéos listés sous l'activité 4.1). | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en conception graphique, communication ou discipline similaire requis. * Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de conception graphique et création des vidéos requis. * Expérience dans le développement de matériel de sensibilisation lié à des sujets environnementaux avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrit et orale en anglais et français requis. * Compréhension des sujets environnementaux et connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm avantageuses. |
| Expert international en évaluation | 5.3 | * Rapport d’évaluation du projet. | * Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en sciences de l'environnement, sciences politiques, sciences de la nature ou discipline similaire requis. * Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine d’évaluation de projet requis. * Expérience liée à l’évaluation de projets sur la gestion des déchets avantageuse. * Niveau autonome (CERF niveau C1) écrit et orale en anglais et français requis. * Expérience au niveau international requis. * Connaissance des Conventions de Bâle et de Stockholm et autres cadres, accords et institutions internationaux et régionaux pertinents, requis * Connaissance / travail antérieur lié au Cap-Vert et au Sénégal avantageuse. |

Annexe 6.5. Synthèse des projets en cours pouvant être coordonnés au projet proposé

Tout au long du projet, des efforts appropriés seront faits pour assurer, via le cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies, la coordination avec toutes les entités concernées du système des Nations Unies (par le biais des Coordonnateurs résidents des Nations Unies au Cap-Vert et au Sénégal ainsi que des équipes de pays des Nations Unies au Cap-Vert et au Senegal).

**1. LISTE DES PROJETS EN COURS AVEC INTERACTION POSSIBLE**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Programme de gestion du littoral ouest Africain (WACA)** - Banque Mondiale // Bénin, Côte d’Ivoire, Guinée-Bissau, Gambie, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Togo | | |
| **Portée du projet** | **Interactions possibles avec le projet** | **Statuts du contact** |
| Gestion des ressources côtières communes ; Réduction des risques naturels et anthropiques pour les communautés côtières ;  Lutte contre l'érosion côtière, les inondations, la pollution et l'adaptation au changement climatique ; | > **Analyse régionale de la chaîne de valeur plastique** prévue pour 2022. Cette étude complétera l'inventaire des déchets plastiques dans le cadre du présent projet.  > L'analyse soulignera également les opportunités pour le commerce intra-régional du plastique, ainsi que la circularité dans les secteurs de l'emballage et de la pêche. Ces informations seront exploitées pour le contrôle des MTF et la mise en œuvre des projets pilotes.  > **Stratégie pour l'Afrique de l'Ouest de lutte contre la pollution plastique**, en cours d’élaboration par l’UICN | > Appels effectués avec le personnel des organisations concernées, notamment la Banque mondiale et l'UICN.  > Accord pour poursuivre les consultations tout au long de la mise en œuvre du projet et partager des informations sur les initiatives en cours et prévues, de partager les documents pertinents, etc.  > Invitation du personnel Banque mondiale/UICN aux réunions régionales. > Invitation du personnel Banque mondiale/UICN à examiner les ébauches des réalisations régionales du projet. |
| **PROMOGED** – Association internationale de développement (IDA) (dont Banque mondiale (BM), AFD, Banque Européenne d’Investissement (BEI)) / Gvnmt du Sénégal (UCG) // Sénégal | | |
| Améliorer le fonctionnement du système de gestion des déchets solides dans les Collectivités locales (mise en place d’infrastructures locales et renforcement des capacités) ;  Inclut une réhabilitation progressive de la décharge de Mbeubeuss (tri, compostage et construction de 3 Centres intégrés de Valorisation des Déchets) ; | > **Etude d’amélioration de la collecte, du recyclage et de valorisation des déchets** en cours. Les résultats seront intégrés dans la stratégie nationale pour la GER des déchets plastiques.  > **Réhabilitation de la décharge de Mbeubeuss** et prise en compte/requalification des récupérateurs présents sur la décharge. Les stratégies d'intégration des récupérateurs dans le secteur formel seront intégrées dans la stratégie nationale. | > Rencontre avec des représentants de l'UCG pendant l’étude de faisabilité. > Soutien et volonté de coopérer exprimés par l'UCG. |
| **Programme de Gestion des Déchets solides urbains (PGDSU) - Banque islamique de Développement (BID) / Gvnmt du Sénégal (UCG) //** Cadak-Car, Touba Mosquée, Tivaouane et Kaolack (Sénégal) | | |
| Prévoit notamment la construction de 3 Centres intégrés de Valorisation des Déchets (CIVD) à Kaolack, Touba et Tivaouane. | > **Conception des infrastructures et retour d’expérience** pourront être inclus dans la stratégie de GER à mettre en œuvre au Sénégal. | > Rencontre avec des représentants de l'UCG pendant l’étude de faisabilité.  > Soutien et volonté de coopérer exprimés par l'UCG. |
| **Tourisme durable et résilient sur les petites îles et les destinations côtières -** Banque Mondiale (PRO BLUE) // Cap Vert | | |
| Soutenir la croissance des secteurs océaniques tels que le tourisme côtier durable, la réduction et la prévention des déchets marins et des pollutions marines ; Entre autres, la Banque mondiale entreprendra une étude (avec le Cap-Vert faisant partie des pays étudiés) sur « Tourisme circulaire et résilient sur les petites îles et dans les destinations côtières ». | > **Etude Banque Mondiale « Tourisme circulaire et résilient sur les petites îles et dans les destinations côtières »**, pour une meilleure compréhension de la façon de minimiser l'utilisation de plastiques à usage unique dans l'industrie du tourisme.  > **Autres activités en cours** : examens réglementaires, formation numérique, lignes directrices pour le secteur.  Le premier périmètre d’application identifié est celui des projets pilotes retenus dans le secteur hôtelier. | > Le Secrétariat BRS et la Banque Mondiale ont déjà collaboré pour inclure les MTF et la GER aux lignes directrices et formations. > Appels effectués avec les interlocuteurs Banque Mondiale en étude de faisabilité.  > Accord pour poursuivre les consultations tout au long de la mise en œuvre du projet et partager des informations sur les initiatives en cours et prévues, de partager les documents pertinents, etc.  > Invitation du personnel Banque mondiale aux réunions régionales. > Invitation du personnel Banque mondiale à examiner les ébauches des réalisations régionales du projet. |
| **Global Tourism Plastics Initiative -** PNUE et Organisation mondiale du tourisme (OMT) **//** Global | | |
| Dans le cadre du « One Planet Network », cette initiative menée par le PNUE et l’OMT, vise à rassembler les acteurs du secteur du tourisme pour avancer la circularité dans l'utilisation des plastiques. En 2022, l'initiative publiera un guide pratique sur les achats durables pour soutenir les efforts du secteur du tourisme visant à réduire la pollution plastique. D'autres initiatives pertinentes incluent l'élaboration du rapport « Lutter contre la pollution causée par les produits en plastique à usage unique : une approche cycle de vie - Messages clés pour les entreprises touristiques ». | Les enseignements tirés de ces orientations permettront d’alimenter le pilote de réduction de génération de déchets plastiques dans les hôtels et le secteur du tourisme, qui sera mis en œuvre dans le cadre du projet. | Plusieurs appels ont été organisés avec le personnel pertinent du PNUE. Il a été convenu de poursuivre les consultations tout au long de la mise en œuvre du projet et de partager des informations sur les initiatives en cours et prévues, de partager les documents pertinents, etc.  Le personnel concerné du PNUE sera invité aux réunions régionales dans le cadre de ce projet et sera invité à examiner les ébauches des réalisations régionales du projet. |
| **Programme D’appui Au Développement De L’éducation Au Sénégal (PADES) -** Partenariat mondial pour l’éducation et l’AFD / Ministère de l’Éducation nationale sénégalais // Sénégal | | |
| Amélioration des performances du système éducatif au Sénégal. | > **Création de supports de formation** : les réalisations et retours d’expérience du PADES pourront servir à la composante 4 du projet, qui vise à former les acteurs à la gestion des déchets plastiques. | Contact à établir. |
| **Projets pilotes de l’UICN -** Sénégal | | |
| 1 projet de gestion et de valorisation des déchets plastiques de la commune de Joal Fadiouth (Sénégal). Comprend la mise en place d'un système de collecte des déchets plastiques dans 3 quartiers pilotes ainsi que la valorisation ultérieure, y compris la fabrication d'éco-briques ;  1 projet de réduction et de valorisation des déchets plastiques à Saint-Louis en coopération avec Proplast. | > **Retours d’expérience**, notamment via Proplast, sur les projets pilotes pour faciliter la mise en oeuvre des 10 pilotes proposés dans le cadre du programme | Contact à établir. |

**2.** **LISTE ET DÉTAILS DES PROJETS DÉCHETS PLASTIQUES GÉRÉS PAR LE BRS**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet** | **Scope** | **Budget et financement** | **Cal.** | **Localisation** |
| Déchets marins et microplastiques : promotion de la GER des déchets plastiques et réalisation de la prévention et de la minimisation de la production de déchets plastiques » (BRS-Norad-1) | Le projet BRS-Norad-1 suit une logique similaire à celle du présent projet, le projet est structuré en **trois parties** :  (1) Contrôle des MTF de déchets plastiques ;  (2) Réalisation de la GER des déchets plastiques ;  (3) Lutter contre les sources de déchets plastiques.  Le projet BRS-Norad-1 offre un grand nombre de leçons apprises qui seront utiles pour le présent projet, en particulier pour **1) la méthodologie d’inventaire** des flux plastiques développée au Ghana et **2) l’élaboration de stratégies GER**. En outre, plusieurs outils ont été développés qui seront utilisés dans le présent projet. | Budget :  1.7m USD  Financement : Norad | Décembre 2018 - juin 2024 | Globale ainsi que Ghana et Sri Lanka |
| Actions supplémentaires pour lutter contre les déchets plastiques dans le cadre de la Convention de Bâle (BRS-Norad-2)\* (Programme de Financement à Petite Échelle sur les Déchets Plastiques (SGP) et Partenariat de la Convention de Bâle sur les Déchets Plastiques (PDP) couvert ci-dessous) | Le projet vise à aider les pays partenaires à améliorer leur gestion des déchets plastiques et à contribuer à la réalisation de l'ODD 14.1. Les activités du projet sont structurées en **six composantes**.  (1) SGP des centres régionaux pour renforcer les capacités à gérer les déchets plastiques *(voire ci-dessous) ;*  (2) Promotion de l'utilisation des directives techniques actualisées sur la GER des déchets plastiques et d'orientations pratiques sur l'élaboration d'inventaires de déchets plastiques.  (3) Le PDP a été établi pour lancer des projets pilotes locaux *(voire ci-dessous)*.  (4) Financement aux participants éligibles pour participer au Groupe de travail à composition non limitée (Open-ended Working Group) (OEWG) 12, CdP 15, les réunions préparatoires régionales de la COP-15 ainsi que d'autres réunions pertinentes.  (5) Mécanisme de centre d'échange d'informations sur les déchets plastiques, pour recueillir des informations sur les initiatives régionales et nationales liées à la gestion des déchets. Développement d’une base de données centrale et un portail Web sur les initiatives nationales et régionales sur les déchets plastiques.  (6) Campagne de sensibilisation et d'éducation du public sur les déchets plastiques. | Budget : 3.8 mUSD  (hors PDP et SGP)  Financement : Norad | Décembre 2019 – décembre 2024 | Globale ainsi que diverses activités et projet pilotes au niveau national et régional (voir PDP et SGP ci-dessous) |
| PDP \* | Le PDP a été établi par le CdP par la décision BC-14/13. L'objectif du PDP est d'améliorer et de promouvoir la GER des déchets plastiques aux niveaux mondial, régional et national et de prévenir et de minimiser leur production afin de réduire, et à long terme d'éliminer, les rejets de déchets plastiques et microplastiques dans l'environnement, en particulier dans le milieu marin.  Le PDP met en œuvre un large nombre d'activités dans les **groupes de projets** suivants :   1. Prévention et minimisation des déchets plastiques 2. Collecte, recyclage et autre récupération des déchets plastiques 3. MTF des déchets plastiques 4. Sensibilisation et éducation   Le PDP compte actuellement 114 membres (dont 51 gouvernements, 19 industries, 13 organisations intergouvernementales, 18 organisations de la société civile, 11 centres régionaux, 1 agence gouvernementale et 1 signataire) représentés par 233 individus.  À ce jour, **23 projets pilotes** ont été sélectionnés pour la mise en œuvre dans 20 pays en Asie-Pacifique, Afrique et Amérique latine. Le budget de chaque projet varie de 65 000 à 80 000 USD. La durée des projets est de 12 à 18 mois. | Budget :  6.5m USD (à ce jour)  Financement : Gouvernements du Canada, de l'Allemagne, du Japon, de la Norvège et de la Suisse, ainsi que Commission Européenne et Norad | Novembre 2019 - à déterminer | Globale ainsi que projet pilotes au Nigéria, Kenya, Cameroun, Sierra Leone, Angola, Ouganda, Tanzanie, Érythrée, Chine, Cambodge, RDP Lao, Malaisie, Thaïlande, Népal, Maldives, Territoires palestiniens, Kiribati, Vietnam, Myanmar, Brésil ; projet pilotes additionnelles en cours de sélection |
| SGP | Le SGP est une série de projets sur les déchets plastiques mis en œuvre à travers les centres régionaux et sous-régionaux des conventions de Bâle et de Stockholm. Les projets visent à améliorer la gestion des déchets plastiques dans les pays partenaires et ainsi contribuer à prévenir et réduire significativement la pollution marine.  À ce jour, **16 projets pilotes** ciblant 33 pays ont été sélectionnés et sont en cours de mise en œuvre au niveau régional et national dans l’Asie-Pacifique, l'Afrique, l'Amérique latine et l’Europe centrale et orientale. Le budget de chaque projet varie de 65 000 à 180 000 USD. La durée des projets est de 12 mois. Des projets pilotes supplémentaires seront sélectionnés en 2022. La majorité des projets ont été initiés en 2021 et seront complétés en 2022. Les projets s'inscrivent dans un ou plusieurs des **quatre domaines de résultats** suivants :   1. La maîtrise des MTF des déchets plastiques ; 2. L’amélioration de la GER des déchets plastiques ; 3. Prévenir et minimiser la production de déchets plastiques ; et 4. Réduire le risque de composants dangereux tels que les POPs dans les déchets plastiques.   Des exemples pour illustrer le type d'activités mises en œuvre dans le cadre de ces projets comprennent : la modernisation d'un centre de recyclage géré par la communauté ; la fabrication de sacs réutilisables à travers une coopérative de femmes ; des lycées zéro plastique ; l'élaboration de normes régionales pour les tunneliers de déchets plastiques, etc. | Budget :  3.6m USD (à ce jour)  Financement : Norad et les gouvernements de l’Allemagne, de la Norvège et de la Suède | Décembre 2019 - à déterminer | Honduras, Guatemala, Panama, Suriname, Argentine, Algérie, Maroc, Tunisie, Niger, Nigéria, Afrique du Sud, Lesotho, Malawi, Namibie, Tanzanie, Zambie, Rwanda, Jordanie, Albanie, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Moldavie, Macédoine du Nord, Pakistan, Inde, Cambodge, Myanmar, Sri Lanka, Indonésie, RDP Lao, Malaisie, Philippines ; projet pilotes additionnelles en cours de sélection |
| Programme de formation et de renforcement des capacités au Malawi et au Zimbabwe | Vise à protéger la santé humaine et l'environnement des déchets plastiques en renforçant les connaissances et les capacités des décideurs au Malawi et au Zimbabwe. Le projet comportait trois volets :   1. La maîtrise des MTF des déchets plastiques ; 2. Assurer la GER des déchets plastiques ; et 3. S'attaquer aux sources.   Des **exemples d'activités** comprennent : la formation des autorités douanières ; le développement d’inventaires nationaux des déchets plastiques ; la rédaction de recommandations pour renforcer les cadres réglementaires, politiques et institutionnels nationaux; et la mise en œuvre de projets pilotes dans les secteurs de l'emballage, de la pêche, du textile et des cosmétiques.  Les **projets pilotes** en préparation incluent un partenariat avec une chaîne de supermarchés pour introduire des systèmes de recharge, l'installation de distributeurs automatiques d'eau pour remplacer les sachets d'eau, un partenariat avec des hôtels pour introduire des mesures visant à réduire leur empreinte plastique ainsi que pour installer des filtres en microfibres pour le linge, et un programme de financement pour la collecte et le recyclage des filets de pêche. | Budget :  0.6 mUSD  Financement : NREF avec un financement supplémentaire fourni par les gouvernements de la Norvège et de la Suède, et le Norad | Janvier 2021 - juin 2023 | Malawi et Zimbabwe |
| Programme de formation à la gestion des déchets plastiques dans les zones reculées et montagneuses | Le projet vise à renforcer les capacités et la sensibilisation dans les zones reculées et montagneuses afin de réduire les quantités de déchets plastiques et d’assurer sa GER. La mise en œuvre d'activités au niveau mondial est en cours (telles que la compilation de retours d’expérience et de recommandations pour la GER des déchets plastiques dans les zones reculées/montagneuses ; la contribution à la formation des guides d'alpinistes, etc.). Des projets pilotes sont en cours de préparation pour la mise en œuvre dans plusieurs pays. | Budget :  0.4 mUSD  Financement : Gouvernements de la Norvège, et de la France (Ministère de la Transition écologique), et le Norad | Décembre 2019 - juin 2023 | Globale ainsi que Pérou, Macédoine du Nord, pays additionnels en cours de sélection |
| GER du plastique (NREF-2) | Pour soutenir l'action mondiale urgente contre la pollution plastique, ce projet vise à soutenir les Parties dans la mise en œuvre des dispositions pertinentes des Conventions de Bâle et de Stockholm. En renforçant les cadres politiques, juridiques et institutionnels, les infrastructures, les ressources humaines et financières, la disponibilité des données et la sensibilisation, ce projet vise à renforcer les capacités des pays en développement et des pays à économie en transition pour (i) le contrôle du TBM, (ii) GER, (iii) prévention et minimisation de la production de déchets plastiques et (iv) gestion rationnelle des produits chimiques dans les plastiques.  Le projet est structuré autour des composantes suivantes :   1. Renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre des amendements sur les déchets plastiques de la Convention de Bâle 2. Projets pilotes pour tester et répliquer des solutions à la pollution plastique 3. Communication | Budget : 3.2 mUSD  Financement : NREF | Avril 2022 – Mars 2025 | Népal, Rwanda, Zambie, Cambodge, Sri Lanka, Lesotho, Maurice |
| Mise en œuvre des activités approuvées par la CdP à la Convention de Bâle en 2019 pour l'exercice biennal 2020-2021  (EU GPGC BC 2019 for 2020/2021), activité 1.1 | L'activité 1.1 de ce projet propose des activités de formation et de renforcement des capacités pour lutter contre les déchets plastiques. Cela comprend le développement d'une formation interactive en ligne couvrant tous les aspects liés aux déchets plastiques et à la Convention de Bâle, en particulier MTF, GER et prévention. | Budget : 0.17 mUSD (activité 1.1)  Financement : Union Européenne | Juin 2020 – Décembre 2023 | Globale |

Annexe 6.6. Liste des partenaires d’exécution identifiés et formes de partenariat

Le montant pour chaque type d'organisation est fourni au chapitre 4.3 de la NEP.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Autorité contractante** | **Partenaire d'exécution** | **Type** | **Financement inclus oui/non** | **Activité** |
| Secrétariat BRS | Direction Générale de l'Environnement, le MAE du Cap-Vert | SSFA/PCA | Oui | Mise en œuvre globale du projet au Cap-Vert |
| Secrétariat BRS | Direction de l’Environnement et des Etablissements Classés, MEDD | SSFA/PCA | Oui | Mise en œuvre globale du projet au Sénégal |
| Secrétariat BRS | BCRC-Sénégal | SSFA/PCA | Oui | Mise en œuvre globale du projet au Sénégal, formations ; activités régionales |
| Secrétariat BRS | Consultants internationaux | Consultants | Oui | Diverses (voir Annexe 6.4) |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | UNAPAS | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.1 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | NEGOMAR | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.1 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | OCEANIUM | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.1 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | Proplast | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.2 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | CAES | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.2 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | Camara o Turismo | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.3 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | Biosfera | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.4 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | Fondation Maio Biodiversity (Fundacao Maio Biodiversidade) (FMB) | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.4 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | Projeto Vito | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.4 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | Fundacao Tartaruga | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.4 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | ECO CV | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.4 |
| Secrétariat BRS ou CRCBS-AF | CODE CV | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.4 |
| Secrétariat BRS | Autres a identifier (p.ex. Searious Business, Resource Futures etc.) | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Pilote 3.3, activite 1.2, 2.2, 2.3, 2.4 |
| Direction Générale de l'Environnement, le MAE du Cap-Vert / Direction de l’Environnement et des Etablissements Classés, MEDD, Secrétariat BRS ou CRCBS-AF ou partenaires de mise en œuvre gérant les tests pilotes | Divers (par exemple, fournisseurs de filtres en microfibres (par exemple, PlanetCare), fournisseurs de distributeurs automatiques d'eau (par exemple, Swajal), hôtels, etc.) | Approvisionnement | Oui | Divers, en particulier les pilotes |
| Direction Générale de l'Environnement, le MAE du Cap-Vert / Direction de l’Environnement et des Etablissements Classés, MEDD, Secrétariat BRS ou CRCBS-AF ou partenaires de mise en œuvre gérant les tests pilotes | Autres entités gouvernementales ou entités publiques (par exemple, ministère de l'Éducation, écoles, municipalités) | SSFA/PCA ou MOU | Oui | Divers, en particulier les pilotes |

Annexe 6.7. Détail des projections financières

Le budget pages suivantes présente les dépenses prévues pour les fonds sollicités auprès du FFEM en EUR selon les lignes budgétaires du PNUE. A noter que le PNUE/BRS prévoit d'engager des fonds pour les contrats avec les partenaires de mise en œuvre et les consultants couvrant toute la durée du projet (3 ans), afin d’éviter de refaire des contrats chaque année, de maintenir les délais de mise en œuvre du projet, et de contribuer à réduire sa charge administrative.

**Budget FFEM montrant les dépenses prévues selon lignes budgétaires PNUE en EUR**

**A picture containing diagram

Description automatically generated**

**Résumé du co-financement par donateur et composante[[32]](#footnote-32):**



Annexe 6.8. Tableau récapituatif des rôles et responsabilités pour chaque activité de projet

G = Gestion de projet; R = Responsable de fond; S = Soutien et conseil; C = Contributeur/collaborateur; A = Avis consultatif

| Acteurs | Composantes / Activités | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Statut d’engagement |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | | | | | 2 | | | | | 3 | | | | | | | | 4 | | | 5 | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 1 | 2 | 3 | 1 | 2 |
| *Équipe principale de gestion de projet* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Secrétariat BRS | S | S | S | G | G | S | S | S | S | G | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | G | G | G | n/a |
| Point Focaux de la Convention de Bâle : MEDD du Sénégal (DEEC, Chef de la DCPCN) ; MAA du Cap-Vert (Directeur du DNA) | S | S | S | G | G | S | S | S | S | G | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | C | G | G | Lettres de soutien/cofinancement reçu ; ont confirmé le besoin d'assistance dans la gestion des déchets plastiques et la volonté de mettre en œuvre le projet ; engagés tout au long de la préparation du projet ; le Secrétariat BRS interagit régulièrement avec les points focaux concernant la mise en œuvre des Conventions BRS |
| CRCB-AF-Sénégal | A | A | A | G | G | A | A | A | G | G | C | C | C | A | A | A | C | C | C | C | G | G | G | Lettre de soutien/cofinancement reçu ; engagé tout au long de la préparation du projet ; le Secrétariat BRS interagit régulièrement avec le CRCB-AF-Sénégal dans le cadre de divers projets |
| Coordinateurs nationaux (Sénégal et Cap-Vert) | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | G | C | G | G | A recruter |
| *Experts nationaux et internationaux* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Experts nationaux juridiques (Sénégal et Cap-Vert) | R | A | R | R | C | R | A | R | C | C |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Expert international juridique | S | A | S | R | C | S | A | S | C | C |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Expert GER national (Sénégal et Cap-Vert) | A | A | A | A | A | R | A | C | R | R |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Expert GER international | A | A | A | A | A | S | A | C | S | S |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Expert international MTF | C | S | C | R | R | C | C | C | C | C |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Experts nationaux inventaires (Sénégal et Cap-Vert) | A | R | A | A | C | A | R | A | C | C |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Expert international inventaire | A | S | A | A | C | A | S | A | C | C |  |  |  |  |  |  |  |  | A |  | A | A | A | A recruter |
| Graphiste / créateur de vidéo |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | R |  |  |  |  | A recruter |
| Experts nationaux sensibilisation / éducation (Sénégal et Cap-Vert) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | R | C | R | S | A | A | A | A recruter |
| *Principales entités gouvernementales impliquées* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ministère de l’Urbanisme, du Logement et de l’Hygiène publique, UCG (Sénégal) | C | C | C | C | C | C | C | C | C | C | C | C | C |  |  |  | C | C | C | C |  | C | A | Rencontré lors de l'étude de faisabilité et a confirmé le soutien au projet et la volonté de participer |
| ANAS – (Cap-Vert) | C | C | C | C | C | C | C | C | C | C |  |  |  | C | C | C | C | C | C | C |  | C | A | Rencontré lors de l'étude de faisabilité et a confirmé le soutien au projet et la volonté de participer |
| Ministère de la Justice (Sénégal) / Ministra da Justiça (Cap-Vert), Ministère de l’Intérieur (Sénégal), Ministro do Interior (Cap-Vert) | C | C | C | C | C | C |  | C | C | C |  |  |  | C |  |  |  |  | A | C |  | A | A | Contactés par les Points Focaux et rencontrés lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé leur soutien au projet et leur volonté de participer |
| Ministère des Finances et du Budget (Sénégal), Ministro das Finanças e do Fomento Empresarial (Cap-Vert) | A |  | A | A | A | C |  | C | C | A |  |  |  |  |  | C |  |  | A | C |  | A | A | Contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis |
| Ministère de la Santé et de l’Action sociale (Sénégal), Ministro da Saúde (Cap-Vert) |  |  |  |  |  | C |  | C | C | A |  |  |  |  |  |  |  |  | A | C |  | A | A | Contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis |
| Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime (Sénégal), Ministro do Mar (Cap-Vert) |  |  |  |  |  | C |  | C | C | A | C |  |  |  |  |  |  |  | A | C |  | A | A | Contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis ; Ministro do Mar du Cap-Vert rencontré lors de l'étude de faisabilité et a confirmé le soutien au projet et la volonté de participer |
| Ministère des Infrastructures, des transports terrestres et du désenclavement (Sénégal), Ministra das Infraestruturas, Ordenamento do Território e Habitação (Cap-Vert) |  |  |  |  |  | C |  | C | C | A |  |  | C |  |  | C |  |  | A | C |  | A | A | Contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis |
| Ministro do Turismo e Transportes (Cap-Vert), |  |  |  |  |  | C | C | C | C | A |  |  |  | C |  |  |  |  | A | C |  | A | A | Rencontré lors de l'étude de faisabilité et a confirmé le soutien au projet et la volonté de participer |
| Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises (Sénegal) / Ministro da Indústria, Comércio e Energia (Cap-Vert), Ministère de l’Economie, du Plan et de la Coopération (Sénégal) | C | C | C | C |  |  | C | C | C | A |  |  | C |  |  |  |  |  | A | C |  | A | A | Contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis |
| Douanes Sénégalaises (Ministre des Finances et du Budget) (Sénégal) / Direção Nacional das Alfândegas (DNAf) (Cap-Vert) | C | C | C | C | C |  | C | C | C | C | A |  |  |  |  | A |  |  | A | C |  | A | A | Rencontrées lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer |
| Association des Maires (Sénégal), Associação Nacional dos Municípios Cabo-verdianos (ANMCV) (Cap-Vert), municipalités, conseils municipals (p.ex., de Boa Vista et Sal) |  |  |  |  |  | C | C | C | C | A | C | C | C | C | C | R | C | C | A | C |  | A | A | Associations des maires du Sénégal et du Cap-Vert rencontrées lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; des appels/échanges de suivi ont eu lieu avec les municipalités de Boa Vista et de Sal, qui ont exprimé leur soutien au pilote |
| MEC (Cap-Vert), Ministro das Comunidades (Cap-Vert), Ministère de la Culture et de la Communication (Sénégal), Ministère de l’Education nationale (Sénégal), CEFE (Sénégal) |  |  |  |  |  |  |  |  | C | A |  |  |  |  |  |  | R |  | C | C |  | A | A | CEFE rencontré lors de l'étude de faisabilité et a confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; ont été contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis |
| *Principales entités du secteur privé et du secteur civile impliquées* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (Sénégal), Camaras de Comércio (Cap-Vert), Camara de Turismo (Cap-Vert) | A | C | A | A |  | C | C | C | C | C | A | A | C | R | C | C |  |  | A | C |  | A | A | Chambres de commerce de Cap-Vert rencontrés lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; ont été contactés par les Points Focaux ; ont signalé leur volonté de fournir le soutien requis ; des échanges de suivi ont eu lieu avec la chambre de tourisme du Cap-Vert, qui a confirmé la volonté de participer au pilote |
| Sociétés de gestion des déchets (p. ex., Caboplast, Proplast, Negomar, SOCOCIM etc.) | A | C | A | A |  | C | C | C | C | C | R | R | R | C | C | R |  |  | A | C |  | A | A | Lettres de soutien/cofinancement reçu de Proplast et Negomar ; SOCOCIM, ENDA, SETTIC, Proplast et Caboplast rencontré lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; des échanges de suivi ont eu lieu avec Negomar, Caboplast[[33]](#footnote-33) et Proplast, qui ont confirmé la volonté de participer aux pilotes |
| Organisations de la société civile engagées dans la gestion des déchets (p.ex. Sénégal Propre, OCEANIUM, Biosfera, ECO CV, CODE CV, Projeto Vito, FMB, Fundação Tartaruga etc.) |  |  |  |  |  | C | C | C | C | C | R | C | C | R | R | C | C | R | A | C |  | A | A | Lettres de soutien/cofinancement reçu de Biosfera, Eco CV, Fundacao Tartaruga, OCEANIUM  ; Biosfera, CODE CV, FMB, ADAD et Sénégal Propre rencontrées lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; des échanges de suivi ont eu lieu ainsi qu’avec ECO CV, Projeto Vito, Fundação Tartaruga etc.; toutes les organisations concernées ont confirmé leur volonté de participer aux pilotes |
| Importateurs/entreprises vendant/utilisant des produits plastiques (p.ex., Tecnicil, Cavibel, CAES etc.) (Cap-Vert) | A | C | A | A |  | C | C | C | C | C |  |  | R |  | C | R |  |  | A | C |  | A | A | Lettres de soutien/cofinancement reçu de CAES; Cavibel[[34]](#footnote-34) et CAES rencontrés lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; des échanges de suivi ont eu lieu, qui ont confirmé la volonté de participer aux pilotes |
| Hôtels situés sur les îles de Sal et Boa Vista (p.ex., Hotel Morabez, Hotel Odjo d’Agua, Hotel Dunas de Sal etc.) (Cap-Vert) |  |  |  |  |  | C | C | C | C | C |  |  |  | R | C | C |  |  | A | C |  | A | A | Hotel Morabez, Hotel Odjo d’Agua, Hotel Dunas de Sal rencontrés lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; d'autres hôtels ont été contactés par la chambre de tourisme et ont confirmé leur soutien au pilote |
| Secteur académique (p.ex., Université de Cap-Vert, Ecole Hotelaria e Turismo de Cabo Verde) |  |  |  |  |  | C | C | C | C | C |  |  |  | R |  |  | R | C | C | C |  | A | A | Université de Cap-Vert et EHT rencontrées lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; EHT a confirmé la volonté de participer au pilote |
| Autres entités (p. ex. UNAPAS, CONIPAS, représentants du secteur informel, en particulier l’Association Récupérateur de Mbeubeuss) |  |  |  |  |  | C | C | C | C | C | R |  | A | C |  |  |  |  | A | C |  | A | A | Lettres de soutien/cofinancement reçu de UNAPAS ; UNAPAS et Association Récupérateur de Mbeubeuss rencontrés lors de l'étude de faisabilité et ont confirmé le soutien au projet et la volonté de participer ; UNAPAS a confirmé la volonté de participer au pilote |
| *Principales entités régionales et globales impliquées* | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Points Focaux des pays francophones de l’Afrique de l’Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d’Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) |  |  |  | C |  |  |  |  | C | C |  |  |  |  |  |  |  |  | A | C | C |  | A | Le Secrétariat BRS interagit régulièrement avec les points focaux concernant la mise en œuvre des Conventions BRS ; besoin d'assistance technique pour lutter contre les déchets plastiques confirmé et confirmation de leur intérêt à participer aux activités pertinentes du projet |
| Programmes / cadres / conventions / organisations régionales et mondiales (Banque Mondiale, UICN, OMD, Interpol etc.) |  |  |  | C |  |  |  |  | C | C | A | A | A | A | A | A | A | A | A | C | C | A | A | Plusieurs appels ont eu lieu avec le personnel concerné de l'UICN, de la Banque mondiale, du PNUD, etc. et tous ont confirmé leur volonté de partager les informations pertinentes et de participer aux activités du projet. ; voire table dans l’Annexe 6.5. |

1. https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/cabo\_verde\_cp\_eng.pdf [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cap-vert/presentation-de-cap-vert/ [↑](#footnote-ref-2)
3. http://www.fao.org/fishery/facp/SEN/en [↑](#footnote-ref-3)
4. [https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/sg.html; https://ilostat.ilo.org/data/country-profiles/](https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/sg.html;) [http://article.sapub.org/10.5923.j.mm.20150501.03.html#Sec2.3.2; https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview](http://article.sapub.org/10.5923.j.mm.20150501.03.html#Sec2.3.2;); <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200428-sitrep-99-covid-19.pdf?sfvrsn=119fc381_2> ; <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200512-s%C3%A9n%C3%A9gal-la-ville-touristique-saly-est-devenue-une-cit%C3%A9-fant%C3%B4me-%C3%A0-cause-covid-19> [↑](#footnote-ref-4)
5. <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/cv.html> ; <http://www.fao.org/fishery/nems/40937/en>;<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/peds_plano_estrategtico_de_desenvolvimento_sustentavel_2017-2021.pdf>;<https://www.adaptation-undp.org/explore/western-africa/cape-verde> [↑](#footnote-ref-5)
6. <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/caboverde> [↑](#footnote-ref-6)
7. <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/sg.html>;<https://www.sec.gouv.sn/sites/default/files/Plan%20Senegal%20Emergent_0.pdf> [↑](#footnote-ref-7)
8. https://inondations-dakar.org/dataset/rapport-sur-l-etat-de-l-environnement-au-senegal-2015 [↑](#footnote-ref-8)
9. <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/senegal> [↑](#footnote-ref-9)
10. https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/sg.html; https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/59426/111008/F1002378662/SEN-59426.pdf; https://www.britannica.com/place/Senegal/Independent-Senegal; PROJET EHPMP/ SENEGAL : Document PPSD; www.ansd.sn; https://www.thegef.org/project/ehpmp-environmental-health-and-pollution-management-program-africa [↑](#footnote-ref-10)
11. Caboplast est la seule société privée de taille industrielle réalisant le recyclage de matières plastiques au Cap Vert. Elle compte 117 employés, et est spécialisée dans la fabrication de réservoirs d’eau de pluie (PEHD), de sacs plastiques (PE), de tuyaux (PVC et PEHD), de films rétractables (PE), de matelas en mousse, et de produits d’hygiène (savon et papier hygiénique). [↑](#footnote-ref-11)
12. Document d'évaluation de projet - projet pour la promotion de la gestion intégrée et de l’économie des déchets solides au Sénégal - 2020 [↑](#footnote-ref-12)
13. Proplast est une entreprise sociale et solidaire qui a été créée il y a plus de 20 ans par un groupe de femmes. Proplast occupe 65 personnes à temps plein. Depuis 10 ans, Proplast s’est spécialisé dans le recyclage des PEHD et PP rigides. [↑](#footnote-ref-13)
14. https://www.vda.pt/xms/files/v1/O\_QUE\_FAZEMOS/NEWSLETTERS\_E\_FLASHES/Flash\_VdAtlas\_Cape\_Verde\_-\_New\_Waste\_Management\_Legal\_Regime\_-04\_12\_2015-.pdf [↑](#footnote-ref-14)
15. Conseil des Ministres du Cap-Vert, 2015. [↑](#footnote-ref-15)
16. La description des différentes conventions est présentée dans la section 1.2.4 [↑](#footnote-ref-16)
17. Cela comprend les rivières, les lacs, les océans, les eaux usées, l'air et le sol. [↑](#footnote-ref-17)
18. <http://www.basel.int/Implementation/Plasticwaste/Technicalguidelines/Overview/tabid/7992/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-18)
19. <http://www.basel.int/Implementation/StrategicFramework/Overview/tabid/3807/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-19)
20. <http://www.basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/Overview/tabid/3615/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-20)
21. <http://www.basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/ESMToolkit/Overview/tabid/5839/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-21)
22. Un travail similaire a été entrepris par le CIC au Tchad, au Burkina Faso, au Niger et au Tago, ce qui est pertinent pour les activités 1.4 et 2.4. [↑](#footnote-ref-22)
23. Voir paragraphe IV.2.5. Synergies possibles avec les autres interventions ou projets, pour plus de détail sur le projet [↑](#footnote-ref-23)
24. Programme D’appui Au Développement De L’éducation Au Sénégal (PADES) [↑](#footnote-ref-24)
25. À noter que le montant à transférer au MED Sénégal est inférieur au montant transféré au MAE Cap-Vert en raison de l'implication plus importante du CRSB-AF au Sénégal. [↑](#footnote-ref-25)
26. Il s'agit des activités pour lesquelles un financement est explicitement prévu; les entités/individus respectifs peuvent également soutenir d'autres activités pour lesquelles aucun financement n'est explicitement prévu. [↑](#footnote-ref-26)
27. Le contenu type du rapport bi-annuel sera validé lors du démarrage du projet (ou lors de la signature du projet de convention entre le FFEM et le Secrétariat BRS). [↑](#footnote-ref-27)
28. <http://www.basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/ESMToolkit/Informalsector/tabid/5845/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-28)
29. Taux de change officiel de l'ONU (1er juin 2022) : 0.93 [↑](#footnote-ref-29)
30. Taux de change officiel de l'ONU (1er juin 2022) : 0.93 [↑](#footnote-ref-30)
31. La Convention de Bâle vise la réduction des impacts environnementaux et de santé des déchets dangereux qui comprennent certains types de déchets plastiques. Elle a pour objectif de 1/ réduire à la source, 2/ d’assurer une bonne gestion environnementale et 3/ de restreindre les mouvements transfrontaliers, de ces déchets dangereux. Cette convention conditionne l’import/export de déchets dangereux et donc de certains déchets plastiques à une procédure dite PIC . Les déchets plastiques gérés de façon écologiquement responsable sont par exemple dispensés de PIC. De nouvelles listes de types de déchets plastiques ont été établies (fluorés ou pas, contaminés ou pas etc.) [↑](#footnote-ref-31)
32. Taux de change officiel de l'ONU (1er juin 2022) : 0.93 [↑](#footnote-ref-32)
33. Caboplast et Cavibel avaient à plusieurs reprises, y compris lors de la mission au Cap-Vert, exprimé leur vif intérêt à participer activement au projet pilote et à jouer un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Cependant, récemment, leur intérêt semble avoir diminué et il est actuellement incertain dans quelle mesure ils peuvent être impliqués. Des discussions avec le ministère ont déjà eu lieu pour explorer les actions d'atténuation potentielles, y compris les moyens de convaincre Caboplast et Cavibel de participer au pilote ainsi que d'apporter des modifications au pilote, comme se concentrer plutôt sur les banques de plastique et renforcer les capacités des municipalités. Les discussions se poursuivront et une décision finale pourra être prise en étroite concertation avec le Comité de pilotage du projet. [↑](#footnote-ref-33)
34. Caboplast et Cavibel avaient à plusieurs reprises, y compris lors de la mission au Cap-Vert, exprimé leur vif intérêt à participer activement au projet pilote et à jouer un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Cependant, récemment, leur intérêt semble avoir diminué et il est actuellement incertain dans quelle mesure ils peuvent être impliqués. Des discussions avec le ministère ont déjà eu lieu pour explorer les actions d'atténuation potentielles, y compris les moyens de convaincre Caboplast et Cavibel de participer au pilote ainsi que d'apporter des modifications au pilote, comme se concentrer plutôt sur les banques de plastique et renforcer les capacités des municipalités. . Les discussions se poursuivront et une décision finale pourra être prise en étroite concertation avec le Comité de pilotage du projet. [↑](#footnote-ref-34)